



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LIX^e Année

Tome II N^o 3 - Septembre 1984

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois d'août 1984.
- 1 Statistiques.
- 167 Législation économique.
- 195 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

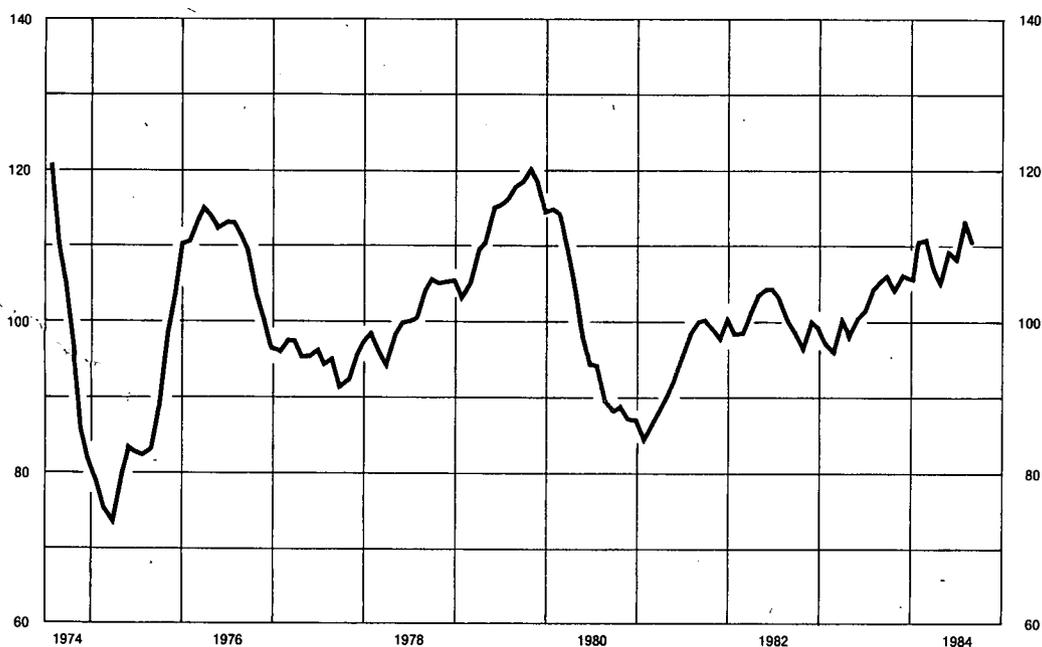
Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS D'AOUT 1984

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique a baissé de 3,14 points en août, revenant à 110,27 points. Il ne convient pas d'attacher une trop grande signification à cette baisse, car la valeur chiffrée de juillet (113,41) pourrait avoir été quelque peu faussée par le fait qu'en raison des congés, les entreprises ont été moins nombreuses à renvoyer leur questionnaire et que celui-ci n'a pas toujours été rempli par la même personne que les autres mois.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Population	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
4. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants	I - 4a	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1975	I - 4b	— Chiffres annuels	IX - 1
5. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 5a	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5b.1	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur	I - 5b.2	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 5b.3	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 5c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	4. Système Monétaire Européen :	
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Pêche maritime	III - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
3. Energie	IV - 3	XI. — Finances publiques.	
4. Métallurgie	IV - 4	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
5. Construction	IV - 5	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
V. — Services.			
1. Transports :		4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
b) Navigation maritime	V - 1b	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
c) Navigation intérieure	V - 1c	1. Encours :	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	a) au 31 décembre 1980	XII - 1a
3. Commerce intérieur :		b) au 31 décembre 1981	XII - 1b
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	2. Mouvements en 1981	XII - 2
b) Ventes à tempérament	V - 3b	3. Encours (totaux sectoriels) :	
4. Chambres de compensation	V - 4	a) au 31 décembre 1980	XII - 3a
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	b) au 31 décembre 1981	XII - 3b
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	4. Mouvements en 1981 (totaux sectoriels)	XII - 4
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
3. Prix à la consommation en Belgique :		2. Bilans :	
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
Indices 1981 = 100		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
c) Ventilation en 4 groupes	VII - 3c	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3d	4. Stock monétaire :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Total	XIII - 4b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	5. Avoirs extérieurs nets :	
		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite : a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5a XIV - 5b XIV - 5c XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus : a) Variations b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3a XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux : a) Variations b) Encours	XV - 5a XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor : a) Situation officielle de la dette publique b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3a XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public : a) Ventilation par débiteurs b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4a XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3

4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est : a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8a XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique : a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances b) Taux spéciaux c) Taux moyen pondéré	XIX - 1a XIX - 1b XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Enquêtes sur la conjoncture	I - 5
Demandes d'emploi	II
Production industrielle	IV - 2
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-5a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION, COMPTES NATIONAUX ET ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

1. POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.813	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.283	6.327	6.370	6.402	6.446	6.496	6.461 ³	
dont : Hommes	3.148	3.172	3.195	3.212	3.236	3.261	3.241 ³	
Femmes	3.135	3.155	3.175	3.190	3.210	3.235	3.220 ³	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.913	3.940	3.966	3.987	4.043	4.059	4.065	4.085
dont : Agriculture	136	128	122	118	118	112	109	107
Industries extractives et manufacturières	1.165	1.119	1.078	1.036	1.009	989	941	909
Bâtiments et construction	293	297	298	294	297	288	258	236
Transports	268	265	265	268	272	278	277	275
Commerce, banques, assurances et services	1.839	1.866	1.906	1.954	2.018	2.045	2.046	2.057
Chômeurs complets ²	168	224	257	278	292	311	399	467
Ouvriers frontaliers	44	41	40	39	37	36	35	34

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	760,2	847,0	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.190,3	1.246,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	35,9	38,7	42,4	46,4	49,9	53,6	56,6	59,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	189,5	213,0	236,0	246,5	264,5	286,2	290,2	290,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	314,3	356,6	390,9	426,3	464,9	513,4	563,8	608,1
5. Corrections et compléments	40,6	58,0	59,8	64,7	69,3	74,1	79,1	93,3
Ajustement statistique	- 17,8	13,1	- 1,2	14,2	- 2,1	3,5	- 4,1	9,2
<i>Total ...</i>	<i>1.322,7</i>	<i>1.526,4</i>	<i>1.658,5</i>	<i>1.784,8</i>	<i>1.907,1</i>	<i>2.075,8</i>	<i>2.175,9</i>	<i>2.307,1</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	46,9	56,7	44,1	48,2	44,0	45,3	52,9	60,9
2. Professions libérales ¹	63,6	73,1	83,2	92,4	99,3	101,1	105,9	116,3
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	187,7	205,8	218,3	222,8	228,7	228,7	226,9	243,3
4. Revenu des sociétés de personnes ²	12,1	11,4	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,3
Ajustement statistique	- 4,2	3,0	- 0,3	3,0	- 0,4	0,7	- 0,8	1,8
<i>Total ...</i>	<i>306,1</i>	<i>350,0</i>	<i>357,1</i>	<i>379,4</i>	<i>385,9</i>	<i>389,7</i>	<i>398,7</i>	<i>438,6</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	130,9	156,8	179,6	196,4	232,3	274,2	315,1	350,7
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	60,0	60,6	66,7	74,2	79,5	86,7	102,2	112,0
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,2	57,4	58,5	63,0	61,6	67,0	80,0	101,2
<i>Total ...</i>	<i>249,1</i>	<i>274,8</i>	<i>304,8</i>	<i>333,6</i>	<i>373,4</i>	<i>427,9</i>	<i>497,3</i>	<i>563,9</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	7,7	12,7	11,1	24,6	25,9	21,5	12,8	30,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	70,1	72,7	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	113,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 6,7	- 13,6	- 17,0	- 23,9	- 21,2	- 7,3	1,6	13,3
<i>Total ...</i>	<i>6,6</i>	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>- 1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>20,4</i>	<i>31,8</i>	<i>43,6</i>
G. Intérêts de la dette publique	- 82,5	- 97,4	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 286,6	- 360,8
Revenu national net au coût des facteurs	1.879,8	2.141,4	2.294,1	2.465,6	2.623,0	2.813,5	2.917,4	3.136,2
H. Amortissements	212,5	231,1	260,5	279,1	299,5	307,3	327,9	357,0
Revenu national brut au coût des facteurs	2.092,3	2.372,5	2.554,6	2.744,7	2.922,5	3.120,8	3.245,3	3.493,2
I. Impôts indirects	261,1	307,7	334,3	363,9	387,7	412,1	436,3	474,3
J. Subventions	- 27,6	- 36,6	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 60,1	- 64,6
Produit national brut aux prix du marché	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

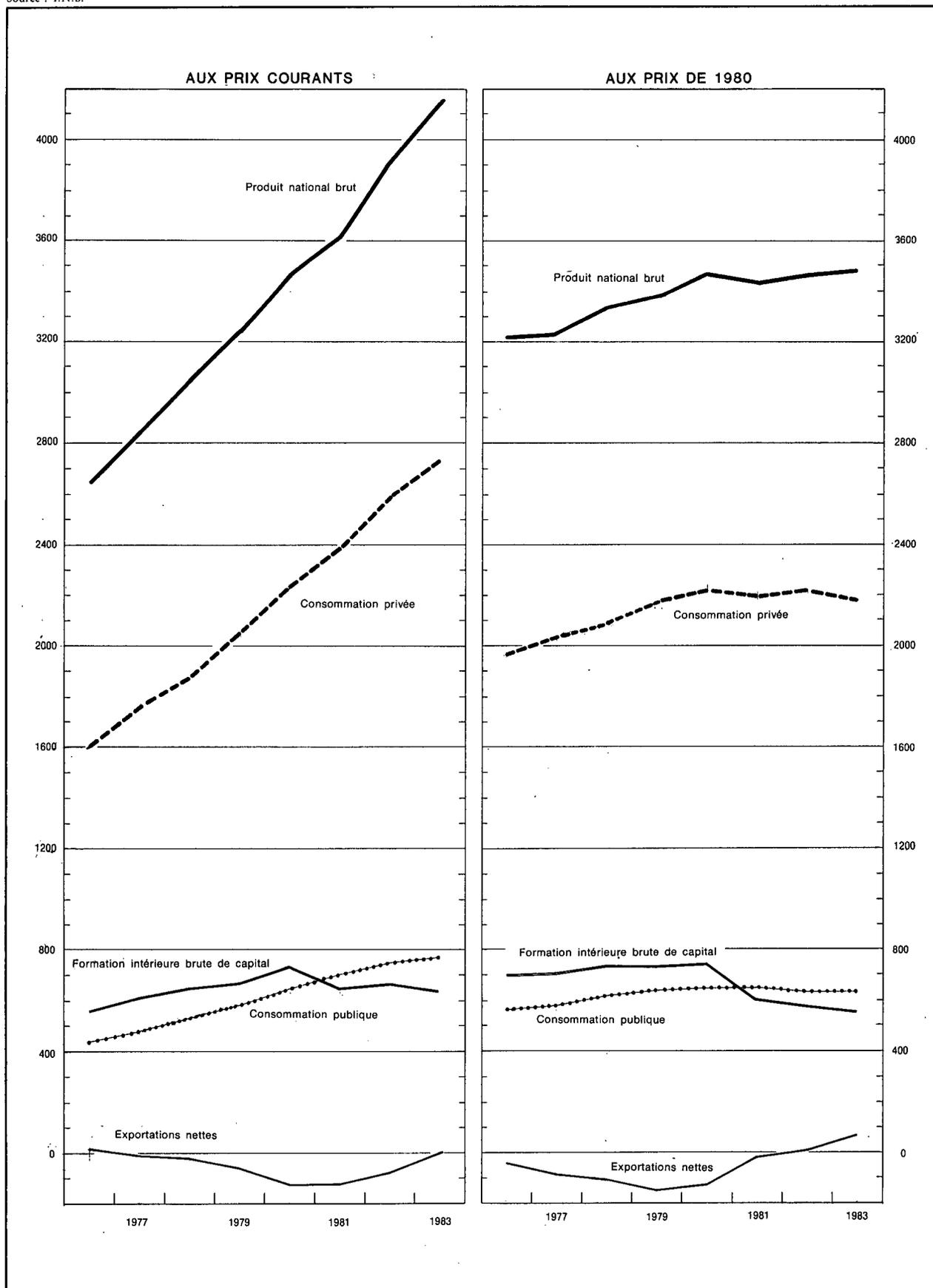
Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Agriculture, sylviculture et pêche	68,2	76,9	68,3	76,0	73,2	76,0	84,4	94,9
2. Industries extractives	18,9	19,0	18,2	17,2	16,0	18,8	19,8	20,5
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	122,1	131,7	135,5	146,9	151,1	158,6	167,9	190,5
b) Textiles	31,8	38,3	37,5	37,1	37,9	40,6	43,0	45,1
c) Vêtements et chaussures	24,8	25,7	24,1	23,1	23,4	22,6	22,4	24,4
d) Bois et meubles	29,4	34,1	36,6	36,4	37,6	40,3	41,0	42,8
e) Papier, impression, édition	35,6	36,2	39,4	39,9	44,8	45,0	46,8	49,9
f) Industrie chimique et activités connexes	58,2	65,3	74,2	82,6	92,3	97,6	106,5	119,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	29,1	33,2	37,7	36,5	36,7	39,0	37,9	40,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	37,9	49,9	41,4	51,4	59,4	54,8	47,2	45,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	192,4	218,8	236,3	243,5	241,3	238,7	237,3	255,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	73,2	86,7	100,4	107,7	115,8	122,3	124,3	134,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	634,5	719,9	763,1	805,1	840,3	859,5	874,3	946,6
4. Construction	165,7	193,3	213,0	228,8	234,2	263,8	229,6	236,9
5. Electricité, gaz et eau	70,7	77,7	86,1	93,6	105,8	120,9	132,2	139,5
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	422,1	502,2	537,4	567,2	604,6	653,2	671,9	734,1
b) Services financiers et assurances	86,0	108,0	119,5	135,2	150,7	160,7	179,1	195,9
c) Immeubles d'habitation	101,3	108,5	122,2	136,5	151,2	170,2	196,5	216,8
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	609,4	718,7	779,1	838,9	906,5	984,1	1.047,5	1.146,8
7. Transports et communications	179,1	200,2	217,1	237,4	261,5	291,8	311,4	337,1
8. Services	595,1	680,3	761,4	836,9	901,8	981,0	1.057,1	1.134,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,4	4,1	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 26,2	- 35,3	- 39,6	- 45,1	- 48,6	- 45,1	- 51,4	- 55,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 27,8	- 29,5	- 30,3	- 32,0	- 34,8	- 47,2	- 54,4	- 60,2
Ajustement statistique	21,1	1,0	- 4,0	- 9,1	- 2,3	- 7,7	- 11,0	- 6,3
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.313,1	2.626,3	2.836,5	3.051,7	3.257,9	3.500,9	3.644,4	3.939,9
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,7	17,3	12,1	10,1	- 3,5	- 18,3	- 22,9	- 37,0
Produit national brut aux prix du marché ..	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	293,0	335,1	349,2	365,2	379,5	398,9	414,0	467,0
2. Boissons	70,1	75,1	79,5	84,3	89,3	97,6	103,3	115,6
3. Tabac	25,7	28,9	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1
4. Vêtements et effets personnels	115,1	130,5	137,2	143,9	156,1	172,7	173,8	192,3
5. Loyers, taxes, eau	136,4	148,4	167,7	187,7	206,4	229,8	261,1	288,8
6. Chauffage et éclairage	81,7	89,8	96,4	107,8	131,7	155,0	179,6	198,1
7. Articles ménagers durables	150,6	175,3	184,5	186,1	192,2	216,7	217,3	224,3
8. Entretien de la maison	62,2	68,7	75,8	82,2	88,3	94,8	101,1	108,7
9. Soins personnels et hygiène	138,8	160,5	183,3	202,3	214,8	228,3	250,7	276,6
10. Transports	151,0	178,2	194,7	212,1	233,2	254,9	273,0	300,5
11. Communications : P.T.T.	11,3	12,3	14,5	16,3	17,5	18,8	20,2	22,4
12. Loisirs	119,5	136,4	151,9	162,9	176,2	193,5	206,1	227,5
13. Enseignement et recherches	3,2	3,4	3,7	4,0	4,2	4,4	4,9	5,4
14. Services financiers	42,2	55,5	62,2	71,8	81,7	87,1	94,3	102,7
15. Services divers	10,7	13,3	15,3	17,3	19,5	19,3	20,2	21,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	43,0	46,1	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 34,0	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 63,7	- 75,5
Ajustement statistique	0,6	- 12,6	4,1	- 6,0	3,6	2,7	12,5	- 3,8
<i>Total ...</i>	<i>1.421,1</i>	<i>1.609,5</i>	<i>1.763,8</i>	<i>1.888,2</i>	<i>2.049,6</i>	<i>2.232,6</i>	<i>2.394,2</i>	<i>2.599,6</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	283,3	323,1	355,3	391,8	426,5	471,3	515,0	550,9
2. Achats courants de biens et services	83,7	93,2	103,9	117,7	123,4	129,2	139,6	142,0
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3
4. Loyer payé	2,4	2,5	2,8	3,8	4,1	4,9	4,7	5,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	3,5	4,1	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9
6. Amortissement mobilier et matériel	2,2	2,3	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7
<i>Total ...</i>	<i>388,4</i>	<i>441,0</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>700,8</i>	<i>740,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	10,9	13,5	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,2
2. Industries extractives	2,1	1,8	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,1
3. Industries manufacturières	106,4	93,5	81,2	79,4	83,6	109,2	100,9	117,0
4. Construction	7,9	11,1	12,7	12,5	13,5	12,2	13,8	11,8
5. Electricité, gaz et eau	35,7	33,7	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	37,3
6. Commerce, banques, assurances	49,5	56,4	61,8	65,3	75,0	77,5	74,6	83,5
7. Immeubles d'habitation	144,8	184,7	202,7	228,7	210,7	226,7	140,6	133,8
8. Transports et communications	56,7	57,6	61,7	73,5	75,2	86,3	92,8	102,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	79,1	92,3	98,1	99,6	107,6	122,9	130,1	126,1
10. Autres services	18,8	23,9	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3
11. Variations de stocks	- 12,6	10,0	7,9	8,4	19,9	- 2,6	- 9,9	- 9,8
Ajustement statistique	0,2	- 4,5	1,4	- 2,0	1,2	0,9	3,4	- 1,0
<i>Total ...</i>	<i>499,5</i>	<i>574,0</i>	<i>612,5</i>	<i>653,9</i>	<i>683,7</i>	<i>728,6</i>	<i>640,0</i>	<i>657,1</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	91,3	92,5	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	403,5
2. Exportations de biens et services	1.065,2	1.275,9	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.362,5	2.729,2
Exportations totales ...	1.156,5	1.368,4	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.711,8	3.132,7
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	78,6	75,2	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	440,5
4. Importations de biens et services	1.061,1	1.274,1	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.453,1	2.786,1
Importations totales ...	1.139,7	1.349,3	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.825,3	3.226,6
Exportations nettes ...	16,8	19,1	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 113,5	- 93,9
Produit national brut aux prix du marché	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

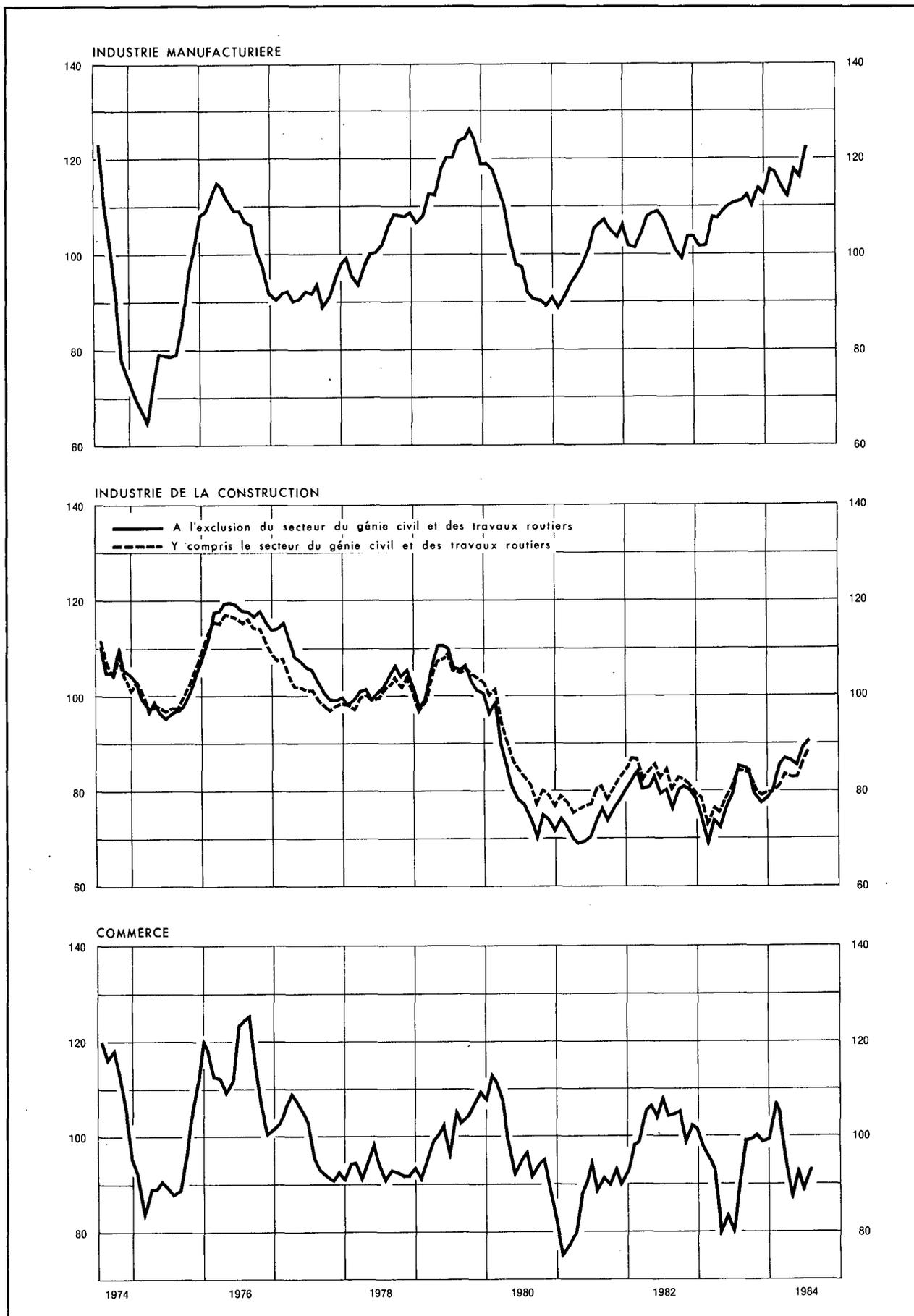
(Estimations aux prix de 1975 — Indices 1975 = 100)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	100	102	101	105	108	109	108	111
2. Boissons	100	102	102	104	108	115	109	112
3. Tabac	100	98	95	85	89	89	89	93
4. Vêtements et effets personnels	100	106	105	103	107	113	111	115
5. Loyers, taxes, eau	100	102	105	109	113	117	122	124
6. Chauffage et éclairage	100	105	108	120	128	123	120	116
7. Articles ménagers durables	100	111	113	112	115	128	126	124
8. Entretien de la maison	100	102	104	105	107	109	110	112
9. Soins personnels et hygiène	100	106	113	118	120	123	128	130
10. Transports	100	107	111	116	119	118	115	115
11. Communications : P.T.T.	100	109	114	117	127	132	141	142
12. Loisirs	100	106	107	107	112	117	119	125
13. Enseignement et recherches	100	102	105	107	109	112	114	117
14. Services financiers	100	112	117	130	143	152	150	151
15. Services divers	100	115	125	133	143	135	130	129
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	100	107	110	124	130	136	121
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	100	97	107	98	111	117	124	140
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>116</i>	<i>118</i>	<i>117</i>	<i>118</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	100	104	105	110	114	117	118	118
2. Achats courants de biens et services	100	103	110	120	120	117	119	111
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	100	110	120	129	135	141	138	130
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>107</i>	<i>113</i>	<i>116</i>	<i>118</i>	<i>119</i>	<i>117</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	117	121	139	123	114	101	104
2. Industries extractives	100	85	91	107	133	127	117	119
3. Industries manufacturières	100	84	70	67	68	98	80	88
4. Construction	100	134	146	140	148	132	147	118
5. Electricité, gaz et eau	100	88	95	93	93	83	80	72
6. Commerce, banques, assurances	100	106	109	112	123	123	113	117
7. Immeubles d'habitation	100	116	118	125	109	108	65	60
8. Transports et communications	100	96	98	115	113	125	129	130
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	100	107	103	100	104	113	105	93
10. Enseignement	100	107	117	111	112	116	120	104
11. Autres services	100	118	138	129	153	152	143	134
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>107</i>	<i>108</i>	<i>110</i>	<i>111</i>	<i>112</i>	<i>93</i>	<i>91</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	100	94	92	104	118	178	279	298
2. Exportations de biens et services	100	113	127	131	142	148	154	157
Exportations totales ...	100	111	124	129	140	150	163	168
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	100	89	94	110	140	225	345	378
4. Importations de biens et services	100	112	129	134	147	150	148	148
Importations totales ...	100	111	126	132	146	155	161	164
Produit national brut aux prix du marché	100,0	105,7	106,3	109,8	111,9	114,8	113,4	114,2

I - 5. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 5a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1981 Août	106,88	76,88	91,68	100,10	81,33
Septembre	107,95	74,49	90,22	100,27	78,55
Octobre	105,27	76,71	93,59	99,23	81,38
Novembre	103,86	78,30	90,34	98,00	83,09
Décembre	106,91	80,46	93,00	100,86	84,08
1982 Janvier	102,16	82,61	98,37	98,66	86,89
Février	101,79	84,45	98,82	98,74	86,80
Mars	104,82	80,38	105,27	101,22	82,85
Avril	108,06	81,05	106,89	103,83	84,32
Mai	108,77	83,63	104,49	104,36	85,93
Juin	109,03	79,89	108,48	104,58	83,17
Juillet	107,55	80,69	104,61	103,08	85,06
Août	104,12	76,68	104,97	100,13	81,13
Septembre	101,39	80,23	105,28	98,80	83,10
Octobre	99,58	81,25	99,34	96,79	82,72
Novembre	103,78	80,31	102,73	100,10	81,45
Décembre	103,70	78,45	101,49	99,58	79,80
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 5b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1981 Août	103,53	108,38	119,16	101,37	110,10	100,43	108,08	106,88
Septembre	106,88	108,04	115,71	111,88	123,91	95,06	105,88	107,95
Octobre	103,98	99,84	114,67	108,27	115,96	102,30	97,77	105,27
Novembre	103,57	102,61	106,71	97,52	112,97	105,33	99,16	103,86
Décembre	101,55	106,75	110,15	107,57	113,15	108,06	106,18	106,91
1982 Janvier	101,21	98,39	110,82	95,13	107,46	103,54	97,97	102,16
Février	100,64	95,64	108,53	99,68	101,23	100,75	106,87	101,79
Mars	100,13	97,48	109,68	102,38	112,82	105,21	112,18	104,82
Avril	106,66	105,16	111,00	106,02	113,43	106,54	110,86	108,06
Mai	110,35	108,52	111,89	111,23	116,47	102,50	104,86	108,77
Juin	110,14	107,22	117,25	109,64	110,23	101,73	109,14	109,03
Juillet	107,58	109,18	111,80	108,41	112,78	103,03	102,96	107,55
Août	104,46	110,39	106,81	100,94	105,71	98,76	102,14	104,12
Septembre	103,73	104,74	105,40	106,68	104,52	95,95	90,23	101,39
Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983		1984			1983		1984			1983		1984		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
Ensemble des industries	- 32	- 29	- 22	- 24	- 19	- 32	- 30	- 24	- 27	- 22	+ 6	+ 9	+ 13	+ 13	+ 4
I. Biens de consommation	- 25	- 28	- 27	- 31	- 16	- 20	- 26	- 19	- 28	- 11	+ 3	+ 16	+ 25	+ 22	0
II. Biens d'investissement	- 45	- 51	- 47	- 42	- 32	- 44	- 39	- 40	- 41	- 30	+ 19	+ 7	+ 15	+ 22	+ 21
III. Biens intermédiaires	- 29	- 16	- 5	- 12	- 11	- 30	- 24	- 16	- 20	- 25	+ 4	+ 4	- 3	+ 1	- 3
Industrie textile	- 23	- 14	- 21	- 33	- 32	- 11	- 13	- 21	- 32	- 28	+ 8	+ 1	+ 3	+ 9	+ 2
dont : Laine	- 3	- 14	- 16	- 38	- 42	- 4	- 9	- 25	- 35	- 39	- 3	- 2	+ 3	+ 16	+ 15
Coton	- 38	- 29	- 27	- 36	- 46	- 27	- 40	- 36	- 43	- 42	+ 18	+ 9	+ 1	+ 3	+ 7
Bonneterie	- 44	- 36	- 50	- 34	- 36	- 43	- 32	- 40	- 36	- 39	+ 16	+ 13	+ 20	+ 16	+ 9
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 32	- 34	- 28	- 43	- 20	- 39	- 46	- 14	- 32	- 8	+ 7	+ 13	+ 23	+ 21	+ 1
dont : Chaussures	- 34	- 33	- 33	- 63	- 56	- 57	- 77	- 57	- 73	- 70	+ 12	- 2	+ 15	- 6	- 35
Habillement	- 31	- 35	- 28	- 38	- 12	- 38	- 44	- 11	- 29	- 3	+ 7	+ 15	+ 23	+ 25	+ 8
Industrie du bois et du meuble en bois	- 25	- 28	- 34	- 35	- 22	- 10	- 20	- 28	- 40	- 23	+ 20	+ 24	+ 24	+ 30	+ 26
dont : Bois	- 10	- 24	- 16	- 31	- 12	+ 3	+ 1	0	- 27	- 23	+ 6	+ 6	+ 7	+ 4	+ 15
Meubles en bois	- 37	- 30	- 48	- 40	- 29	- 17	- 32	- 43	- 46	- 23	+ 31	+ 37	+ 37	+ 50	+ 37
Papiers et cartons	- 40	- 25	- 6	+ 13	+ 2	- 65	- 43	- 13	+ 17	- 4	0	- 8	- 6	+ 8	+ 13
dont : Production de papier et carton	- 64	- 21	- 18	+ 22	- 3	- 80	- 45	- 16	+ 26	- 2	+ 20	0	- 13	- 11	+ 6
Transformation de papier et carton	- 23	- 28	+ 4	+ 6	+ 6	- 22	- 33	- 4	- 14	- 11	- 15	- 12	0	+ 23	+ 19
Industrie du cuir	- 69	- 66	- 55	- 55	- 61	- 83	- 58	- 54	- 65	- 79	+ 12	+ 37	+ 41	+ 37	+ 49
Transformation de matières plastiques	- 8	+ 25	+ 31	+ 43	+ 35	+ 45	+ 59	+ 65	+ 71	+ 40	+ 30	+ 6	- 21	- 27	- 31
Raffinage de pétrole	- 57	+ 12	+ 14	- 26	- 19	- 14	+ 1	+ 15	+ 1	+ 26	+ 21	- 14	- 21	- 1	- 73
Production et première transformation des métaux	- 42	- 26	- 5	- 14	- 15	- 49	- 47	- 33	- 36	- 38	- 8	0	- 5	0	- 1
dont : Métaux ferreux	- 49	- 26	- 2	- 6	- 6	- 54	- 52	- 38	- 37	- 39	- 7	- 5	- 5	- 4	- 1
Métaux non ferreux	- 9	- 22	- 22	- 54	- 61	- 20	- 17	- 5	- 30	- 36	- 13	+ 10	- 3	+ 11	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 31	- 29	- 23	- 23	- 7	- 10	+ 9	+ 11	- 4	+ 3	+ 21	- 1	+ 13	+ 23	+ 8
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 34	- 32	- 29	- 30	- 10	- 6	+ 3	0	- 10	0	+ 21	+ 3	+ 18	+ 30	+ 12
Verre creux	- 26	- 43	- 18	- 2	+ 2	- 7	- 7	+ 4	- 7	- 2	+ 2	+ 2	+ 13	+ 10	- 2
Industrie chimique	+ 4	+ 6	+ 8	+ 6	- 6	+ 1	+ 10	- 9	+ 7	- 5	0	0	+ 1	0	+ 1
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	- 22	- 44	+ 21	0	+ 66	+ 61	+ 56	+ 16	+ 1	+ 71	+ 4	- 5	- 39
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 47	- 57	- 55	- 43	- 31	- 43	- 49	- 33	- 36	- 23	+ 24	+ 19	+ 38	+ 26	+ 2
Construction de machines et de matériel mécanique	- 47	- 44	- 35	- 27	- 15	- 56	- 44	- 46	- 41	- 12	+ 12	- 1	- 3	+ 7	+ 30
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 47	- 39	- 65	- 64	- 17	- 46	- 36	- 63	- 63	- 15	- 35	- 14	+ 5	+ 1	+ 16
Machines-outils	- 46	+ 2	+ 86	+ 81	+ 50	- 44	+ 23	+ 86	+ 100	+ 100	+ 46	- 21	- 56	+ 8	+ 100
Machines textiles	- 73	- 78	- 54	- 62	- 44	- 75	- 79	- 68	- 64	- 58	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 40	- 48	- 41	- 41	- 28	- 15	- 30	- 35	- 35	- 19	+ 4	0	- 5	+ 6	+ 10
Construction électrique et électronique	- 56	- 68	- 69	- 63	- 49	- 59	- 63	- 68	- 61	- 51	+ 24	+ 33	+ 34	+ 37	+ 39
dont : Construction électrique d'équipement	- 56	- 75	- 77	- 68	- 67	- 56	- 64	- 73	- 64	- 63	+ 15	+ 25	+ 28	+ 30	+ 32
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 60	- 49	- 55	- 57	- 11	- 61	- 61	- 55	- 55	- 25	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	- 13	+ 8	- 8	0	0	- 25	0	- 9	0	- 41	+ 14	+ 27	+ 13	- 40
Construction d'autre matériel de transport	- 68	- 74	- 58	- 64	- 61	- 75	- 88	- 88	- 88	- 77	+ 49	+ 38	+ 16	+ 11	+ 31
dont : Construction navale	- 96	- 92	- 76	- 76	- 75	- 99	- 98	- 98	- 100	- 100	0	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 12	+ 14	+ 54	+ 24	+ 36	- 12	- 12	- 12	- 4	+ 100	+ 49	+ 38	+ 16	+ 11	+ 31

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1983		1984			1983		1984			1983		1984			1983		1984		
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Ensemble des industries	6	5	4	5	7	80	82	82	84	75	2	2	1	2	2	6	6	6	5	8
I. Biens de consommation	9	8	5	7	15	75	81	81	86	65	2	3	2	2	2	6	5	4	1	3
II. Biens d'investissement	4	2	5	4	0	86	84	88	88	89	1	3	0	2	3	3	4	1	2	6
III. Biens intermédiaires	4	5	3	4	6	78	83	78	76	73	1	0	1	3	1	8	8	11	11	12
Industrie textile	12	12	9	10	9	63	67	70	74	72	3	3	3	3	3	12	13	16	7	12
dont : Laine	14	19	5	11	22	41	48	53	57	57	6	1	2	5	1	21	24	36	17	18
Coton	15	8	9	3	1	70	89	88	88	86	0	0	0	2	3	12	3	3	2	11
Bonneterie	11	10	8	4	7	77	72	72	90	78	5	6	5	1	4	5	3	5	1	5
Industrie des chaussures et de l'habillement	4	18	5	13	21	67	66	68	70	63	6	8	5	8	6	5	4	6	2	0
dont : Chaussures	0	38	0	30	31	96	52	44	57	60	0	0	1	0	0	4	0	4	0	0
Habillement	6	15	6	10	19	61	68	72	73	64	7	10	6	9	7	6	5	6	2	0
Industrie du bois et du meuble en bois	17	9	14	12	18	63	69	74	75	67	1	0	1	0	1	13	10	5	8	11
dont : Bois	19	4	20	17	18	68	62	57	58	56	0	0	3	0	0	9	14	11	15	18
Meubles en bois	17	11	9	7	18	59	75	87	87	75	1	1	0	1	1	17	7	1	3	5
Papiers et cartons	18	3	9	19	21	75	78	63	46	43	1	2	1	1	1	1	4	4	19	17
dont : Production de papier et carton	26	0	12	37	28	67	82	54	33	12	0	0	0	0	0	0	0	3	13	26
Transformation de papier et carton	13	7	5	4	17	81	74	71	56	66	1	3	2	3	2	2	7	4	23	10
Industrie du cuir	0	0	7	7	7	100	100	93	85	76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	2	0	0	0	0	67	70	67	65	59	0	0	0	0	0	31	24	32	35	41
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	1	0	0	1	86	95	85	82	81	0	0	0	4	2	0	3	7	6	4
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	0	83	100	87	85	83	0	0	0	5	2	0	0	5	1	1
Métaux non ferreux	0	7	0	1	8	100	70	77	68	72	0	0	0	0	0	0	0	20	31	20
Industrie des produits minéraux non métalliques	0	1	3	0	0	82	74	83	88	76	0	0	0	0	0	8	5	3	6	22
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	1	1	0	0	0	82	73	85	95	80	0	0	0	0	0	4	4	2	5	17
Verre creux	0	0	24	0	0	77	76	76	76	76	0	0	0	0	0	23	0	0	0	24
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	96	97	97	97	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	26	0	0	2	18	7	33	7	1	0	0	0	27	3	82	67	67	93	97
Fabrication d'ouvrages en métaux	0	3	4	3	7	82	85	86	91	85	4	3	0	0	0	2	5	2	2	3
Construction de machines et de matériel mécanique	7	4	12	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	82	100	100	100	99	0	7	0	7	9	7	6	0	0	0
Machines-outils	54	0	54	42	0	46	46	46	0	42	0	54	0	58	58	0	0	0	0	0
Machines textiles	21	0	0	0	0	79	100	100	95	100	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	1	18	7	19	0	99	80	93	81	100	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	4	4	4	3	0	96	96	82	97	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	0	0	0	3	1	100	100	98	96	99	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	0	0	0	100	100	62	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	25	0	0	0	37	75	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	0	6	6	6	100	100	94	94	94	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	0	36	36	36	100	100	64	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1983			1984		1983			1984		1983		1984		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
Ensemble des industries	+ 34	+ 37	+ 31	+ 34	+ 28	76,1	76,2	74,3	75,5	77,4	3,20	3,14	3,45	3,37	3,42
I. Biens de consommation	+ 29	+ 30	+ 24	+ 36	+ 33	80,6	79,9	78,5	79,4	80,4	2,52	2,62	2,61	2,57	2,68
II. Biens d'investissement	+ 55	+ 52	+ 52	+ 50	+ 42	68,2	69,4	65,1	68,0	69,7	5,13	4,69	4,98	4,79	4,86
III. Biens intermédiaires	+ 14	+ 25	+ 25	+ 27	+ 23	76,9	77,8	74,1	77,8	80,4	3,38	3,32	3,47	3,39	3,29
Industrie textile	+ 17	+ 24	+ 21	+ 23	+ 23	79,3	79,5	77,4	78,3	78,5	2,10	2,24	2,20	2,16	2,07
dont : Laine	+ 5	- 2	+ 13	+ 11	+ 19	84,9	87,9	82,6	85,2	85,1	2,46	2,28	2,27	2,13	2,12
Coton	+ 19	+ 50	+ 32	+ 34	+ 26	78,4	77,3	75,7	78,9	78,1	2,22	2,26	2,27	2,22	2,00
Bonneterie	+ 36	+ 42	+ 53	+ 38	+ 26	75,5	74,1	72,3	68,0	71,5	1,78	2,02	1,80	2,12	2,14
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 28	+ 28	+ 28	+ 39	+ 39	82,9	84,0	79,4	84,0	80,8	2,00	2,12	2,14	1,99	1,99
dont : Chaussures	+ 96	- 10	+ 31	+ 53	+ 46	70,5	77,9	74,3	78,3	76,0	1,11	1,64	1,56	1,56	1,50
Habillement	+ 14	+ 36	+ 28	+ 36	+ 38	85,5	85,3	80,5	85,2	81,8	2,19	2,22	2,26	2,08	2,09
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 13	+ 29	+ 27	+ 46	+ 44	82,6	79,7	80,9	78,1	80,5	2,06	1,70	1,55	1,48	1,55
dont : Bois	+ 2	+ 25	+ 5	+ 18	+ 32	80,9	77,6	81,9	78,6	82,8	2,66	2,18	1,88	1,74	1,73
Meubles en bois	+ 21	+ 32	+ 43	+ 64	+ 54	83,8	81,2	80,2	77,8	78,9	1,63	1,35	1,31	1,30	1,41
Papiers et cartons	+ 32	+ 38	+ 26	+ 17	- 17	86,3	83,1	82,1	88,3	90,3	1,38	1,28	1,91	1,90	1,76
dont : Production de papier et carton	+ 12	+ 38	+ 13	+ 9	- 45	92,6	89,5	90,3	95,8	96,8	1,48	1,36	2,40	2,30	2,07
Transformation de papier et carton	+ 47	+ 38	+ 35	+ 24	+ 4	81,5	78,3	75,8	82,5	85,5	1,31	1,21	1,53	1,60	1,52
Industrie du cuir	+ 24	+ 7	+ 7	+ 7	+ 7	84,5	82,3	82,2	84,0	88,2	2,07	2,07	2,18	2,39	2,12
Transformation de matières plastiques	- 11	+ 3	- 16	- 10	- 14	84,0	78,9	77,8	80,4	81,7	2,51	2,68	2,72	2,92	2,89
Production et première transformation des métaux	+ 14	+ 26	+ 39	+ 42	+ 44	70,8	73,7	66,8	73,7	76,9	1,76	1,87	2,11	2,02	2,03
dont : Métaux ferreux	+ 15	+ 30	+ 44	+ 48	+ 50	69,1	71,8	63,8	71,7	75,5	1,57	1,66	1,95	1,95	2,02
Métaux non ferreux	+ 7	+ 7	+ 11	+ 8	+ 13	79,4	83,4	81,9	83,9	83,9	2,70	2,89	2,89	2,40	2,10
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 40	+ 36	+ 30	+ 26	+ 17	70,3	74,0	65,0	73,3	77,0	1,75	1,52	1,79	1,84	1,96
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 42	+ 44	+ 39	+ 39	+ 24	68,6	72,9	61,3	71,2	74,5	1,53	1,24	1,55	1,61	1,76
Verre creux	+ 4	+ 2	+ 2	+ 2	+ 2	82,2	78,5	77,3	77,8	84,6	2,73	2,70	2,87	3,06	3,14
Industrie chimique	+ 25	+ 25	+ 9	+ 17	+ 8	77,1	75,0	77,5	77,6	80,7	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	0	0	- 25	98,5	99,2	96,5	96,5	99,6	2,05	2,09	2,18	2,18	2,10
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 58	+ 60	+ 57	+ 63	+ 57	61,3	63,0	63,9	62,8	67,7	3,08	3,15	3,40	3,32	3,72
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 43	+ 37	+ 41	+ 32	+ 27	75,1	73,8	68,0	74,0	75,3	4,83	4,93	5,28	5,46	5,50
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 73	+ 60	+ 66	+ 66	+ 65	80,0	76,0	58,9	71,8	75,2	6,40	6,20	6,37	6,53	5,35
Machines-outils	+ 46	+ 46	0	- 58	0	93,0	95,3	86,0	95,8	97,9	5,07	8,26	13,80	13,91	13,50
Machines textiles	+ 58	+ 55	+ 50	+ 68	+ 18	74,3	73,1	75,6	78,1	84,5	4,09	4,41	4,47	5,20	5,60
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 54	+ 42	+ 62	+ 41	+ 38	66,7	67,6	64,8	72,4	69,0	4,86	3,86	3,66	3,92	4,08
Construction électrique et électronique	+ 42	+ 47	+ 56	+ 65	+ 52	73,4	74,2	72,5	68,6	70,1	6,38	6,09	6,19	5,84	5,90
dont : Construction électrique d'équipement	+ 68	+ 75	+ 71	+ 73	+ 53	66,6	67,4	66,7	62,3	64,4	6,08	5,47	5,60	5,34	5,18
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 2	+ 1	+ 34	+ 51	+ 51	83,3	84,1	80,4	80,2	84,0	7,26	7,76	7,70	7,14	7,79
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	+ 38	0	+ 0	0	88,6	86,3	87,1	91,1	88,6	2,59	2,59	2,59	2,59	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 85	+ 91	+ 83	+ 85	+ 74	68,1	62,9	61,8	61,7	65,4	14,35	11,40	12,18	10,71	10,43
dont : Construction navale	+100	+100	+ 92	+100	+ 79	65,7	58,0	58,4	55,1	62,2	10,35	9,31	10,16	7,99	7,34
Construction de cycles et motocycles	+ 64	+ 49	+ 28	+ 13	+ 13	78,2	74,1	77,0	76,2	77,7	2,76	2,84	2,99	3,02	3,00

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	H. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983		1984			1983		1984			1983		1984		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
Ensemble des industries	- 13	- 7	+ 2	- 5	0	- 11	- 16	- 9	- 8	- 1	+ 24	+ 31	+ 29	+ 21	+ 23
I. Biens de consommation	- 8	- 15	+ 5	- 14	- 3	- 8	- 6	- 9	- 5	+ 13	+ 32	+ 39	+ 29	+ 23	+ 30
II. Biens d'investissement	- 15	- 10	- 9	- 6	+ 2	- 21	- 28	- 14	- 13	- 7	+ 16	+ 24	+ 22	+ 21	+ 22
III. Biens intermédiaires	- 16	0	+ 4	- 3	0	- 8	- 13	- 8	- 9	- 10	+ 28	+ 33	+ 41	+ 26	+ 20
Industrie textile	- 2	+ 2	- 3	- 15	- 4	- 7	+ 3	- 4	- 9	- 6	+ 45	+ 59	+ 44	+ 36	+ 31
dont : Laine	+ 1	- 13	- 10	- 23	- 21	+ 2	0	- 4	- 13	- 21	+ 46	+ 53	+ 49	+ 23	+ 29
Coton	- 5	- 4	- 5	- 17	- 8	- 8	- 5	- 4	- 6	- 9	+ 45	+ 62	+ 39	+ 36	+ 27
Bonneterie	- 26	- 6	- 14	- 33	- 20	- 19	+ 3	- 9	- 8	- 12	+ 40	+ 38	+ 40	+ 36	+ 36
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 19	- 23	- 13	- 27	- 5	- 18	- 4	- 8	- 2	+ 9	+ 33	+ 41	+ 36	+ 33	+ 32
dont : Chaussures	- 5	- 24	+ 20	- 21	+ 21	- 17	- 2	+ 7	+ 4	+ 11	+ 19	+ 25	+ 44	+ 27	+ 32
Habillement	- 22	- 23	- 19	- 28	- 10	- 18	- 5	- 11	- 3	+ 9	+ 36	+ 44	+ 34	+ 35	+ 32
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 4	- 17	- 3	- 18	+ 2	- 6	- 14	- 2	- 6	- 5	+ 23	+ 31	+ 33	+ 19	+ 31
dont : Bois	+ 8	- 14	+ 2	- 1	+ 8	- 2	- 6	+ 10	+ 15	+ 15	+ 25	+ 22	+ 45	+ 20	+ 22
Meubles en bois	0	- 19	- 7	- 30	- 3	- 9	- 18	- 11	- 20	- 21	+ 22	+ 38	+ 24	+ 18	+ 37
Papiers et cartons	- 17	+ 1	+ 24	+ 23	- 3	+ 18	+ 1	+ 11	+ 3	+ 4	+ 25	+ 50	+ 72	+ 72	+ 42
dont : Production de papier et carton	- 21	+ 34	+ 50	+ 44	- 3	+ 43	+ 9	+ 17	+ 4	0	+ 15	+ 68	+ 86	+ 92	+ 34
Transformation de papier et carton	- 16	- 23	+ 4	+ 6	- 3	0	- 5	+ 6	+ 2	+ 7	+ 32	+ 34	+ 63	+ 58	+ 49
Industrie du cuir	0	- 7	- 5	- 3	- 1	- 15	- 4	- 24	0	0	+ 22	+ 70	+ 19	+ 5	+ 7
Transformation de matières plastiques	+ 10	- 6	+ 8	+ 3	- 1	+ 8	+ 1	+ 3	+ 9	- 4	+ 12	+ 71	+ 42	+ 21	+ 5
Raffinage de pétrole	- 100	+ 21	- 5	- 13	- 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 30	+ 3	+ 4	- 4	+ 4	- 24	- 28	- 23	- 22	- 25	+ 37	+ 24	+ 51	+ 25	+ 21
dont : Métaux ferreux	- 40	- 3	+ 2	0	+ 13	- 29	- 34	- 28	- 29	- 30	+ 37	+ 25	+ 52	+ 34	+ 29
Métaux non ferreux	+ 20	+ 32	+ 15	- 23	- 37	0	0	+ 2	+ 2	0	+ 37	+ 17	+ 45	- 19	- 22
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 17	- 21	- 2	- 9	- 17	- 22	- 16	+ 1	- 10	- 9	+ 11	+ 29	+ 16	+ 30	+ 19
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre, plat	- 26	- 25	- 4	- 8	- 13	- 21	- 20	+ 1	- 13	- 11	+ 7	+ 16	+ 11	+ 28	+ 20
Verre creux	+ 48	- 19	- 2	- 43	- 100	- 26	0	0	+ 8	0	+ 49	+ 100	+ 26	+ 26	+ 25
Industrie chimique	- 5	+ 6	+ 9	0	+ 2	+ 5	+ 2	+ 1	0	0	+ 5	+ 10	+ 7	+ 6	+ 2
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 32	- 20	+ 5	- 16	+ 3	+ 6	- 6	+ 28	+ 10	+ 3	+ 27	+ 88	+ 20	+ 8	+ 21
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 18	- 24	- 11	- 3	+ 3	- 15	- 15	- 20	- 10	+ 2	+ 21	+ 21	+ 19	+ 23	+ 22
Construction de machines et de matériel mécanique	- 25	- 10	- 2	+ 4	- 3	- 26	- 21	- 4	- 1	+ 9	+ 5	+ 25	+ 19	+ 16	+ 14
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 47	- 45	+ 24	+ 26	+ 20	- 99	- 3	+ 39	- 45	- 11	+ 34	+ 51	+ 7	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	0	- 15	+ 27	+ 53	+ 100	0	+ 36	0	+ 19	+ 50
Machines textiles	- 55	- 44	- 37	- 15	0	- 50	- 52	- 50	+ 11	+ 18	- 45	+ 8	+ 26	+ 23	+ 18
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 6	- 3	+ 16	+ 19	+ 6	+ 22	- 36	- 11	+ 7	+ 9	+ 7	+ 28	+ 7	+ 2	+ 5
Construction électrique et électronique	+ 1	+ 10	- 13	- 17	+ 13	- 2	- 29	- 33	- 26	- 16	+ 31	+ 36	+ 25	+ 8	+ 24
dont : Construction électrique d'équipement	+ 1	+ 10	- 11	- 9	+ 26	- 1	- 39	- 41	- 22	- 20	+ 45	+ 34	+ 35	+ 13	+ 34
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 11	0	- 19	- 41	- 16	- 4	- 11	- 27	- 38	- 6	0	+ 33	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	- 25	+ 63	+ 13	0	0	- 25	0	+ 13	+ 63	+ 38	+ 17	+ 34	+ 13	+ 38
Construction d'autre matériel de transport	- 23	- 20	- 24	- 25	+ 9	- 34	- 56	- 10	- 12	+ 4	+ 38	+ 41	+ 28	+ 30	+ 56
dont : Construction navale	+ 10	+ 1	- 22	- 22	- 18	- 24	- 58	+ 31	+ 3	+ 25	+ 19	+ 14	+ 8	+ 17	+ 60
Construction de cycles et motocycles	- 55	- 5	+ 39	+ 27	0	- 15	+ 9	+ 12	+ 5	0	+ 51	+ 84	+ 29	+ 10	+ 31

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983		1984			1983		1984		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 24	- 23	- 16	- 21	- 15	+ 1	+ 11	+ 15	+ 13	+ 1
I. Biens de consommation	- 19	- 17	- 16	- 28	- 11	- 5	+ 18	+ 26	+ 24	- 7
II. Biens d'investissement	- 38	- 54	- 47	- 41	- 33	+ 4	+ 11	+ 23	+ 14	+ 17
III. Biens intermédiaires	- 18	- 6	+ 7	- 1	- 4	+ 6	+ 4	- 3	- 1	- 3
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 21	- 18	- 19	- 34	- 25	+ 4	+ 12	+ 10	+ 19	+ 6
Industrie de la transformation du bois	- 29	- 34	- 44	- 42	- 23	+ 25	+ 34	+ 34	+ 41	+ 29
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 32	- 23	- 7	+ 21	- 1	+ 4	- 13	+ 4	+ 18	+ 30
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 2	+ 16	+ 17	+ 14	+ 4	+ 2	- 1	- 5	- 8	- 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 19	- 31	- 36	- 34	- 21	+ 25	+ 22	+ 22	+ 18	- 1
Industrie des fabrications métalliques	- 33	- 37	- 27	- 31	- 18	- 10	+ 12	+ 24	+ 14	- 4
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 43	- 35	- 23	- 20	- 15	+ 14	+ 7	+ 8	+ 12	+ 11
I. Biens de consommation	- 17	- 32	- 21	- 13	- 6	+ 5	+ 21	+ 19	+ 8	+ 7
II. Biens d'investissement	- 47	- 44	- 31	- 28	- 22	+ 31	- 8	+ 13	+ 21	+ 14
III. Biens intermédiaires	- 42	- 23	- 14	- 12	- 9	- 5	+ 3	0	+ 4	+ 2
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 14	- 33	- 46	- 45	- 33	- 3	+ 6	- 4	+ 6	- 25
Industrie de la transformation du bois	- 14	- 32	- 15	- 14	- 6	+ 4	+ 13	+ 16	+ 13	+ 34
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 40	- 25	- 22	- 6	- 3	- 7	+ 18	+ 7	+ 7	+ 3
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 6	- 5	0	+ 3	- 2	+ 3	+ 3	+ 1	+ 1	- 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 20	- 17	- 15	- 10	- 2	+ 12	- 35	+ 13	+ 16	+ 4
Industrie des fabrications métalliques	- 54	- 57	- 37	- 33	- 29	+ 32	+ 22	+ 16	+ 24	+ 19
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 34	- 41	- 51	- 46	- 38	+ 62	+ 38	+ 49	+ 57	+ 70
I. Biens de consommation	- 63	- 59	- 49	- 42	- 59	+ 52	+ 25	+ 49	+ 41	+ 55
II. Biens d'investissement	- 28	- 40	- 59	- 54	- 40	+ 70	+ 49	+ 53	+ 67	+ 84
III. Biens intermédiaires	- 27	- 30	- 30	- 17	- 6					
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 36	- 9	- 28	- 43	+ 5	- 36	- 32	- 21	+ 14	- 36
Industrie des fabrications métalliques	- 33	- 43	- 58	- 53	- 42	+ 75	+ 47	+ 61	+ 73	+ 87

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1983			1984		1983			1984		1983		1984		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 31	+ 37	+ 35	+ 39	+ 27	80,0	79,0	77,9	77,8	80,6	3,63	3,49	3,64	3,50	3,51
I. Biens de consommation	+ 10	+ 15	+ 23	+ 33	+ 28	88,3	86,2	84,6	85,1	84,9	2,96	2,96	2,96	2,85	2,99
II. Biens d'investissement	+ 66	+ 63	+ 63	+ 64	+ 43	69,4	70,0	67,8	67,0	72,9	5,79	5,31	5,59	5,34	5,30
III. Biens intermédiaires	+ 26	+ 40	+ 23	+ 26	+ 15	80,2	79,4	80,8	80,7	82,9	4,18	4,12	4,30	4,20	4,02
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 14	+ 25	+ 25	+ 26	+ 29	82,9	83,1	79,3	81,9	82,3	2,16	2,18	2,21	2,14	2,08
Industrie de la transformation du bois	+ 9	+ 28	+ 34	+ 54	+ 43	84,4	80,2	81,5	76,8	80,5	2,08	1,69	1,53	1,53	1,58
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 42	+ 67	+ 21	+ 20	- 3	86,3	84,3	83,0	86,8	87,4	1,50	1,42	2,30	2,05	1,79
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 62	+ 65	+ 63	+ 56	+ 51	70,1	70,5	64,6	67,0	73,5	2,58	2,27	2,60	2,62	2,77
Industrie des fabrications métalliques	+ 42	+ 42	+ 43	+ 46	+ 31	78,0	77,7	77,3	76,7	79,6	5,13	4,91	5,10	4,87	4,92
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 39	+ 38	+ 40	+ 42	+ 33	70,4	72,2	69,7	71,8	74,5	3,25	3,10	3,44	3,39	3,39
I. Biens de consommation	+ 34	+ 34	+ 34	+ 48	.	74,0	74,4	73,5	74,8	.	2,02	2,08	2,19	2,32	2,25
II. Biens d'investissement	+ 44	+ 41	+ 43	+ 43	+ 34	66,3	72,5	69,4	70,0	72,7	5,18	4,89	5,34	5,27	5,20
III. Biens intermédiaires	+ 4	+ 19	+ 35	+ 38	+ 37	74,9	73,0	64,8	74,3	77,8	1,64	1,67	1,87	1,83	1,92
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 12	0	+ 21	+ 27	- 2	77,5	78,3	71,2	73,1	77,2	2,58	2,79	2,60	2,61	2,80
Industrie de la transformation du bois	+ 17	+ 39	+ 27	+ 55	+ 39	66,6	75,0	72,9	79,8	80,8	1,32	1,38	1,62	1,83	1,89
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 10	- 1	+ 25	+ 3	- 16	87,3	83,7	82,7	90,3	92,0	1,56	1,30	1,51	1,73	1,67
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 17	+ 10	+ 14	+ 5	- 2	65,4	82,5	81,0	80,2	84,4	1,75	1,68	1,85	1,87	1,94
Industrie des fabrications métalliques	+ 47	+ 49	+ 46	+ 49	+ 45	68,6	68,7	65,9	66,7	69,7	5,41	5,08	5,55	5,50	5,41
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 39	+ 50	+ 60	+ 63	+ 56	75,2	75,3	71,7	76,6	76,9	4,07	3,60	3,63	3,91	4,09
I. Biens de consommation	+ 67	+ 68	+ 62	+ 63	.	60,2	66,9	62,8	70,8	.	1,71	1,93	2,07	3,10	3,23
II. Biens d'investissement	+ 15	+ 46	+ 58	+ 60	+ 61	81,1	79,9	76,6	81,9	77,9	5,75	4,87	4,88	5,01	5,21
III. Biens intermédiaires	+ 66	+ 45	+ 67	+ 70	+ 76	73,2	70,8	65,1	63,4	74,1	1,30	1,22	1,14	1,23	1,27
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	.	+ 6	+ 1	+ 12	- 74	.	81,5	76,7	76,6	81,8	1,39	1,91	1,34	1,29	1,53
Industrie des fabrications métalliques	+ 39	+ 58	+ 67	+ 68	+ 65	75,6	74,4	72,7	76,9	77,9	4,79	4,23	4,24	4,60	4,83

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983		1984			1983		1984			1983		1984		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 9	- 4	+ 1	- 6	- 2	- 8	- 8	- 2	- 6	+ 2	+ 19	+ 22	+ 28	+ 21	+ 24
I. Biens de consommation	- 4	- 3	+ 11	- 12	- 1	- 8	- 2	- 5	- 8	+ 8	+ 12	+ 17	+ 16	+ 11	+ 16
II. Biens d'investissement	- 18	- 4	- 12	- 2	- 4	- 24	- 24	- 3	- 13	- 8	+ 22	+ 25	+ 31	+ 26	+ 34
III. Biens intermédiaires	- 7	- 3	+ 3	- 3	0	+ 4	0	+ 3	+ 1	+ 3	+ 20	+ 21	+ 34	+ 23	+ 24
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 2	- 1	- 2	- 11	- 4	- 12	+ 1	- 2	- 4	- 3	+ 33	+ 36	+ 34	+ 31	+ 30
Industrie de la transformation du bois	- 1	- 18	- 7	- 26	0	- 9	- 20	- 8	- 13	- 11	+ 21	+ 36	+ 25	+ 17	+ 34
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 11	- 17	+ 8	+ 1	- 6	+ 7	- 7	+ 4	0	+ 4	+ 43	+ 36	+ 62	+ 68	+ 62
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 7	+ 7	+ 8	+ 1	0	+ 7	+ 3	+ 1	+ 3	+ 2	+ 5	+ 9	+ 13	+ 8	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 38	- 3	- 10	- 14	- 20	- 29	0	- 4	- 12	+ 6	+ 7	+ 29	+ 24	+ 17
Industrie des fabrications métalliques	- 8	+ 3	+ 1	- 2	+ 1	- 14	- 13	- 2	- 11	+ 7	+ 19	+ 22	+ 27	+ 18	+ 26
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 20	- 5	+ 4	- 3	+ 1	- 17	- 28	- 22	- 18	- 17	+ 23	+ 16	+ 26	+ 24	+ 16
I. Biens de consommation	+ 3	- 21	- 8	- 22	- 39	- 4	- 15	- 3	- 7	0	+ 47	+ 52	+ 25	+ 34	+ 41
II. Biens d'investissement	- 10	- 8	+ 1	+ 3	+ 4	- 16	- 33	- 24	- 13	- 8	0	+ 2	+ 7	+ 16	+ 13
III. Biens intermédiaires	- 33	+ 3	+ 8	0	+ 4	- 22	- 26	- 23	- 24	- 27	+ 31	+ 16	+ 42	+ 30	+ 16
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 12	- 15	- 23	- 27	- 20	+ 12	+ 12	+ 2	- 18	+ 5	+ 71	+ 68	+ 59	+ 62	+ 57
Industrie de la transformation du bois	- 2	- 11	+ 2	- 9	- 3	+ 10	- 16	+ 27	0	- 7	+ 58	+ 50	+ 58	+ 50	+ 65
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 13	+ 32	+ 49	+ 37	- 7	+ 32	+ 9	+ 11	+ 3	+ 2	- 10	+ 7	+ 84	+ 84	+ 26
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 5	- 1	+ 9	- 2	+ 2	+ 5	- 4	- 1	0	- 12	+ 8	+ 12	+ 22	+ 19	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 5	+ 2	+ 5	- 5	- 26	- 11	- 8	0	0	- 7	+ 14	+ 18	+ 4	+ 21	+ 11
Industrie des fabrications métalliques	- 10	- 11	- 1	- 2	+ 7	- 18	- 37	- 29	- 13	- 7	+ 6	+ 7	+ 15	+ 19	+ 20
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 8	+ 30	+ 11	+ 8	+ 29	+ 3	- 14	- 6	- 12	- 4	+ 44	+ 53	+ 66	+ 53	+ 46
I. Biens de consommation	- 48	- 44	- 52	- 14	+ 15	+ 8	+ 6	- 6	- 7	+ 13	+ 83	+ 87	+ 69	+ 47	+ 17
II. Biens d'investissement	+ 27	+ 68	+ 46	+ 33	+ 42	+ 3	- 25	- 6	- 16	- 14	+ 39	+ 54	+ 66	+ 62	+ 64
III. Biens intermédiaires	+ 4	- 16	- 34	- 52	- 3	0	- 8	0	- 3	+ 1	+ 11	+ 12	+ 64	+ 31	+ 6
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 30	- 6	+ 5	+ 22	+ 30	0	- 5	- 21	- 23	+ 18	+ 64	+ 6	+ 38	+ 20	+ 18
Industrie des fabrications métalliques	+ 10	+ 49	+ 18	+ 16	+ 44	+ 2	- 15	- 5	- 12	- 11	+ 42	+ 54	+ 66	+ 52	+ 51

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carton de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1981 Août	84,69	74,50	83,68	67,79	62,31	76,69	76,88	101,40	92,91	95,15	66,67	91,73	81,33
Septembre	78,59	72,60	80,01	62,95	67,45	75,89	74,49	97,97	89,80	90,10	64,60	88,04	78,55
Octobre	77,35	87,50	75,82	65,23	75,68	76,22	76,71	93,38	105,49	94,54	65,98	92,28	81,38
Novembre	81,56	81,53	77,52	71,78	87,04	70,63	78,30	92,68	115,09	94,88	64,61	94,26	83,09
Décembre	80,52	82,63	86,02	70,37	84,11	75,06	80,46	88,80	110,84	94,84	66,56	92,53	84,08
1982 Janvier	78,74	86,88	90,71	76,72	81,31	78,19	82,61	92,80	120,98	95,78	70,28	96,89	86,89
Février	94,97	81,75	89,05	69,55	82,03	78,81	84,45	94,77	106,96	93,82	63,18	92,30	86,80
Mars	86,93	76,49	77,94	66,02	85,41	83,33	80,38	92,60	98,61	92,51	58,72	88,60	82,85
Avril	87,98	73,20	86,57	62,37	79,48	83,77	81,05	86,77	108,21	100,53	57,92	91,95	84,32
Mai	85,15	86,27	88,62	67,01	85,01	82,20	83,63	85,32	110,78	98,99	55,67	91,30	85,93
Juin	83,05	80,67	91,60	57,48	73,13	78,71	79,89	88,27	104,67	100,02	54,72	90,83	83,17
Juillet	92,02	76,10	92,17	60,89	76,51	71,07	80,69	98,73	105,18	102,55	59,18	95,27	85,06
Août	85,09	76,94	85,05	65,90	71,83	66,03	76,68	89,77	100,71	101,29	59,61	91,50	81,13
Septembre	84,92	80,80	92,71	69,93	78,20	66,32	80,23	88,30	99,88	97,13	61,59	89,81	83,10
Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	81,25	89,31	94,32	89,46	61,66	86,15	82,72
Novembre	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	80,31	89,83	88,95	86,80	61,76	84,12	81,45
Décembre	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	78,45	96,18	84,25	79,81	65,92	82,94	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 5c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1983		1984		
	Juillet	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juillet
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 28	- 35	- 22	+ 1	- 32
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 38	- 36	- 20	+ 5	- 37
Bâtiments non-résidentiels	- 7	- 32	- 25	- 5	- 22
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 30	- 37	- 30	+ 13	- 30
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 60	- 69	- 69	- 59	- 54
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 58	- 62	- 66	- 53	- 47
Bâtiments non-résidentiels	- 64	- 82	- 78	- 71	- 68
Génie civil et travaux routiers	- 79	- 82	- 78	- 73	- 71
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 30	- 50	- 31	- 31	- 22
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 31	- 48	- 30	- 31	- 17
Bâtiments non-résidentiels	- 29	- 52	- 33	- 31	- 30
Génie civil et travaux routiers	- 46	- 66	- 52	- 40	- 27
E. Prévisions des prix aux cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 5	+ 3	+ 1	+ 5	+ 11
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 3	+ 3	+ 5	+ 7	+ 7
Bâtiments non-résidentiels	+ 8	+ 2	- 7	+ 1	+ 16
Génie civil et travaux routiers	- 22	- 34	- 27	- 18	- 16

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution »

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 5d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1981 Août	93,00	87,55	94,77	90,14	91,68
Septembre	91,29	91,23	89,99	88,71	90,22
Octobre	91,58	98,03	92,15	93,49	93,59
Novembre	102,35	90,10	86,77	83,93	90,34
Décembre	104,93	91,80	91,99	84,36	93,00
1982 Janvier	110,22	93,50	106,68	81,55	98,37
Février	105,62	101,14	106,98	80,87	98,82
Mars	119,61	119,28	109,68	75,42	105,27
Avril	114,06	122,68	106,28	88,14	106,89
Mai	113,52	110,49	110,68	83,87	104,49
Juin	103,98	105,39	115,90	106,16	108,48
Juillet	94,51	101,71	108,66	111,30	104,61
Août	90,09	103,41	109,52	114,29	104,97
Septembre	95,19	109,93	106,06	109,68	105,28
Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25

Références bibliographiques :
 Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*
 — *Recensement de la population et des logements au 1^{er} mars 1981*. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). *Revue internationale du Travail et Annuaire des Statistiques du Travail* (Bureau International du Travail). — *Ministère de l'emploi et du Travail*. — *Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960* et
 • *Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1979*. — *Statistiques de la population active* (OCDE)

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).
 Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363 ; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi ²	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ³	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1980	102,7	172,6	46,6	321,9	36,6	28,1	12,8	10,3	9,2	14,6	5,9
1981	126,3	218,5	47,0	391,8	35,1	40,1	17,1	12,0	10,7	11,6	4,4
1982	146,1	263,0	47,5	456,6	32,2	51,5	24,5	14,2	13,1	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	505,0	28,6	62,1	35,7	14,0	14,3	10,3	6,2
1982 2 ^e trimestre	142,6	255,2	47,0	444,8	32,4	22,3	22,8	12,9	12,5	11,8	4,1
3 ^e trimestre	143,5	268,3	47,8	459,6	32,6	77,9	24,6	14,3	13,2	8,9	4,5
4 ^e trimestre	148,0	278,5	47,9	474,4	32,2	73,1	29,0	15,5	14,4	10,2	4,0
1983 1 ^{er} trimestre	165,0	290,4	48,6	504,0	29,7	43,0	31,2	14,8	14,5	10,9	5,1
2 ^e trimestre	155,2	291,7	49,0	495,9	29,0	31,8	33,8	13,4	14,0	11,3	6,2
3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	510,9	28,8	87,5	35,8	14,0	13,9	8,0	6,6
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	509,0	27,0	86,2	42,2	13,7	14,7	10,9	6,7
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	520,3	26,5	53,5	45,5	12,5	14,6	11,4	6,7
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	502,1	27,7	41,7	49,0	11,2	13,9	11,1	7,0
1983 Août	154,4	306,5	49,6	510,5	28,9	93,4	34,7	13,9	13,9	9,2	6,7
Septembre	153,4	308,4	49,5	511,3	28,2	97,1	38,4	14,6	14,2	7,1	6,8
Octobre	153,2	309,0	49,4	511,6	27,5	92,5	41,3	14,3	14,7	12,4	6,4
Novembre	149,7	308,8	49,3	507,8	26,9	85,8	42,3	13,7	14,7	11,0	6,8
Décembre	149,5	308,8	49,3	507,6	26,6	80,2	43,0	13,1	14,7	9,3	6,9
1984 Janvier	162,0	311,5	49,6	523,1	26,4	62,1	44,2	12,8	14,7	11,9	6,6
Février	162,3	310,6	49,6	522,5	26,4	52,2	45,2	12,7	14,7	10,7	6,8
Mars	157,9	307,9	49,7	515,5	26,6	46,1	47,0	12,1	14,5	11,8	6,9
Avril	152,2	307,0	49,3	508,5	27,1	40,7	47,7	11,4	14,0	10,1	6,8
Mai	146,4	307,7	49,4	503,5	27,7	40,2	49,1	11,2	13,9	12,7	7,1
Juin	139,5	305,5	49,3	494,3	28,5	44,2	50,2	10,9	13,7	10,5	7,0
Juillet	150,8	318,7	50,0	519,5	29,1	76,4	48,6	10,8	13,8	7,8	6,8
Août	150,7	323,0	50,0	523,7	29,6	100,0	49,8	11,3	14,3	7,9	7,7

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

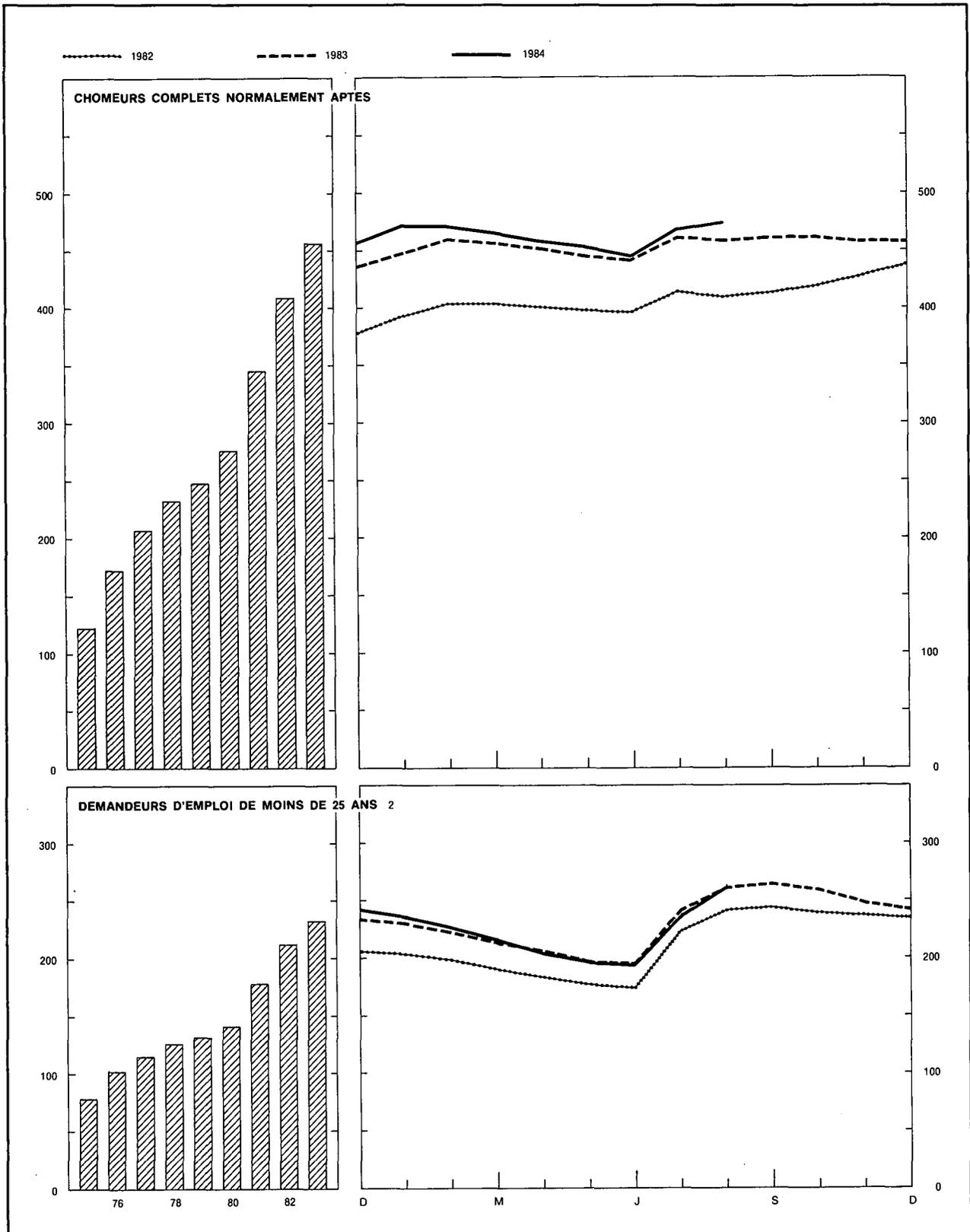
² A partir de 1978, y compris les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, les offres reçues relatives au troisième circuit de travail.

³ Offres reçues pendant le mois. Données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Statistiques de la population active (OCDE)*. — *Eurostatistiques (Office Statistique des Communautés Européennes)*.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	* 1984
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	177	178	182	179	166	170	187	175
Autres céréales panifiables	26	24	21	19	15	14	16	} 180
Céréales non panifiables	204	197	195	193	191	177	170	
Betteraves sucrières	94	110	116	117	130	124	109	116
Autres plantes industrielles	13	12	10	10	9	12	14	.
Pommes de terre	41	35	36	38	34	37	34	36
Autres plantes et racines tuberculifères	23	21	19	18	16	17	15	15
Prés et prairies	728	721	710	702	697	691	686	679
Cultures maraîchères	29	25	19	18	23	28	25	.
Cultures fruitières	13	13	12	12	11	11	11	.
Divers	111	111	112	112	117	123	133	.
Total ...	1.459	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.395
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	742	956	953	853	875	1.010	1.003	
Avoine	115	136	119	109	109	153	80	
Orge	676	765	767	807	752	745	670	
Autres céréales	144	155	140	124	120	138	123	
Betteraves sucrières	4.343	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	
Pommes de terre	1.625	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	983	971	981	976	969	968	984	1.006
Autres bovidés	2.007	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.112
Porcs	4.893	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.319
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.663	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	842	879	919	952	974	941		

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Poissons de fond	30,4	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9
Poissons pélagiques	2,3	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3
Crustacés et mollusques	3,4	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0
Total ...	36,1	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1975 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'invés- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1976	109	109	97	111	105	107	105	100	—
1977	109	109	91	111	108	103	105	100	—
1978	111	112	83	114	108	101	109	100	100
1979	116	118	77	121	112	104	112	100	98
1980	115	116	79	119	111	104	109	100	100
1981	112	113	74	114	112	101	104	94	94
1982	112	113	75	112	116	104	107	93	94
1983	114	115	70	114	119	105	111	91	91
1982 1 ^{er} trimestre	114	115	76	114	115	109	111	92	92
2 ^e trimestre	116	117	79	119	119	106	106	100	101
3 ^e trimestre	103	105	66	103	111	96	100	87	85
4 ^e trimestre	114	115	78	115	120	105	111	95	98
1983 1 ^{er} trimestre	116	117	78	115	118	114	114	90	90
2 ^e trimestre	116	118	69	117	119	107	112	96	95
3 ^e trimestre	106	107	60	104	115	95	105	85	84
4 ^e trimestre	118	120	75	120	123	105	113	94	94
1984 1 ^{er} trimestre	122	124	70	122	124	116	121	93	92
1983 Mai	112	114	64	114	116	100	109	91	91
Juin	121	123	71	122	125	115	117	103	102
Juillet	82	84	35	83	96	65	81	60	61
Août	111	113	70	109	122	101	112	93	90
Septembre	123	125	75	121	126	120	122	102	100
Octobre	122	124	77	125	127	109	118	100	97
Novembre	121	122	83	122	128	106	113	96	95
Décembre	112	114	65	114	115	99	109	85	91
1984 Janvier	120	122	65	117	124	110	120	89	87
Février	120	122	69	121	120	115	118	90	89
Mars	127	129	77	128	127	122	125	100	100
Avril	115	117	70	118	119	106	108	93	93
Mai	126	128	79	129	128	112	121	102	95

¹ Non compris la construction.
² Y compris la construction.
³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

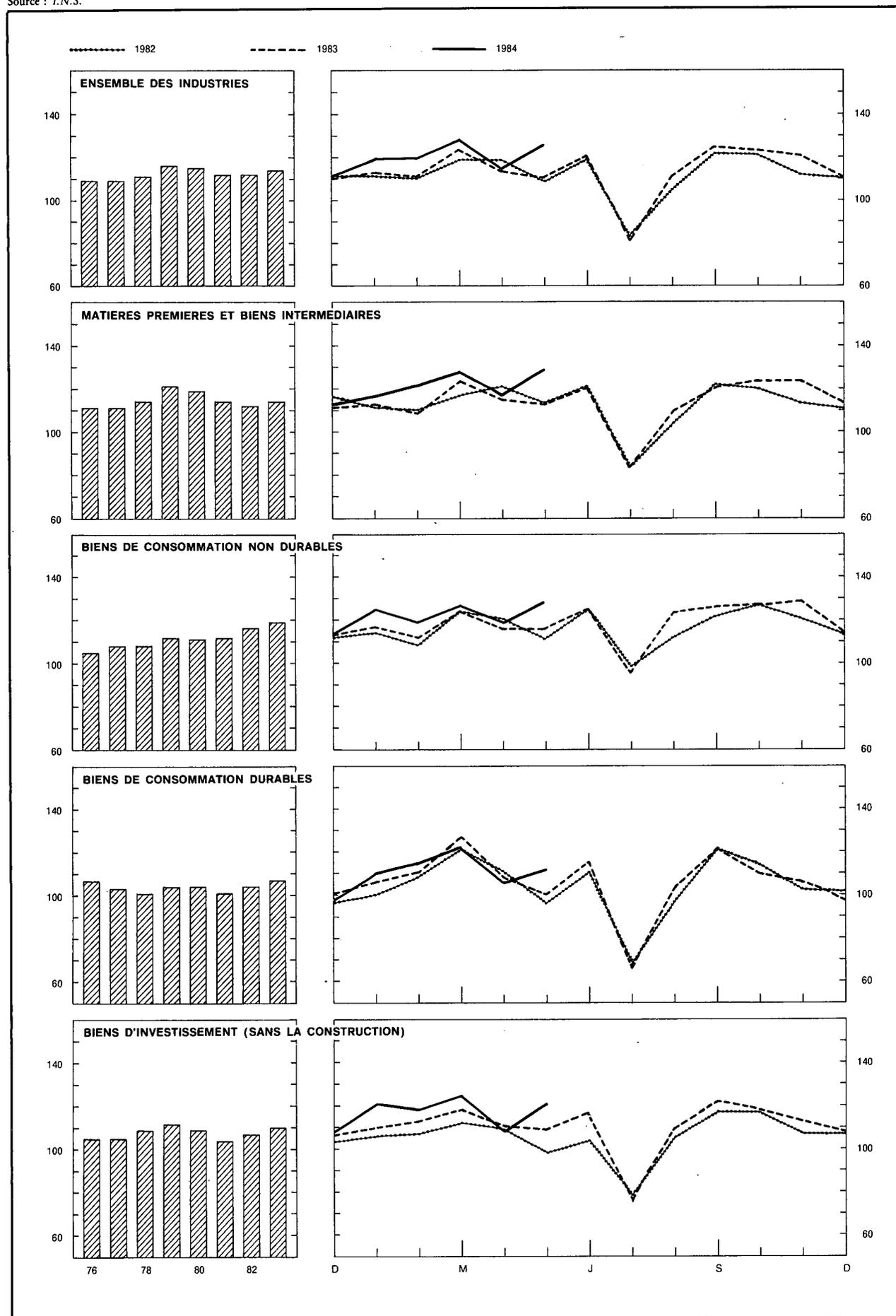
Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1976	108	114	109	109	123	102	116	110	113	114	96	111	106	101
1977	110	120	101	109	141	104	115	118	98	113	88	108	107	127
1978	112	123	114	106	134	106	124	117	94	109	86	111	109	115
1979	118	133	124	108	140	109	127	117	102	107	86	119	110	117
1980	114	126	115	106	138	111	131	117	105	115	84	118	112	113
1981	110	128	110	102	123	115	124	103	102	113	81	120	112	98
1982	113	130	91	101	130	121	123	96	101	114	83	121	115	83
1983	* 116	* 137	* 94	.	* 128	* 123	128	91	109	111	83	124	115	70
1982 1 ^{er} trimestre	117	133	89	110	141	111	129	83	107	114	94	123	116	83
2 ^e trimestre	112	138	113	106	143	120	119	112	109	122	82	129	116	94
3 ^e trimestre	105	120	80	92	104	120	108	96	86	98	81	113	116	84
4 ^e trimestre	116	131	81	97	132	134	137	92	105	122	76	119	112	73
1983 1 ^{er} trimestre	119	138	94	106	134	114	130	76	119	118	99	129	113	67
2 ^e trimestre	116	138	100	100	137	122	124	102	114	121	80	131	113	71
3 ^e trimestre	* 109	127	81	90	107	124	117	92	88	92	80	112	120	71
4 ^e trimestre	* 119	* 142	* 102	.	* 133	* 131	140	94	113	113	72	125	115	73
1984 1 ^{er} trimestre	* 127	154	105	.	140	116	141	84	123	118	95	135	117	74
1983 Mai	112	139	99	97	126	117	129	99	106	110	71	126	111	68
Juin	121	140	102	101	149	130	124	106	125	134	87	141	115	73
Juillet	82	105	76	63	82	105	110	75	55	55	50	79	122	66
Août	116	132	79	92	103	134	119	96	88	100	86	126	121	76
Septembre	* 129	144	89	116	137	133	122	104	123	122	104	133	118	72
Octobre	* 123	* 144	110	107	139	134	139	106	115	114	82	130	119	80
Novembre	* 119	* 147	104	111	127	* 137	143	97	116	115	71	128	112	73
Décembre	* 114	* 134	* 91	.	* 134	* 122	139	80	107	110	63	117	115	65
1984 Janvier	* 127	154	103	.	136	111	149	81	118	107	81	137	118	72
Février	* 124	149	102	.	134	114	139	80	124	118	97	126	111	72
Mars	* 130	160	109	.	152	122	135	91	127	128	107	143	121	78
Avril	* 112	145	101	.	133	121	129	100	107	112	82	126	128	74
Mai	* 119	158	116	.	141	128	129	111	126	128	70	138	129	71

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.



IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752	
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731	
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1982 2 ^e trimestre	2.208	1.326	232	499	391	548	491	501	548	1.340	3.856	
3 ^e trimestre	1.971	1.232	225	491	349	433	398	415	474	1.145	3.492	
4 ^e trimestre	1.719	1.450	222	641	400	871	394	384	597	1.186	4.441	
1983 1 ^{er} trimestre	1.576	1.488	209	734	348	1.097	404	412	597	898	4.237	
2 ^e trimestre	1.666	1.188	217	522	266	635	437	443	459	1.052	4.037	
3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	370	419	971	3.804	
4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560	
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249		471	* 477	566	* 1.176	4.574	
2 ^e trimestre									506		4.142	
1983 Juillet	1.545	802	203	334	153	323	426	363	285	947	3.577	
Août	1.800	1.004	218	431	186	382	407	379	462	828	3.867	
Septembre	1.685	1.191	224	540	249	523	387	369	511	1.139	3.967	
Octobre	1.853	1.337	213	667	244	743	442	450	555	1.136	4.528	
Novembre	1.698	1.478	220	723	307	946	454	441	615	1.309	4.630	
Décembre	1.514	1.550	273	827	273	1.082	469	421	504	1.225	4.521	
1984 Janvier	1.686	1.425	204	814	243	1.117	455	* 448	531	* 1.177	4.823	
Février	1.694	1.400	206	779	235		459	* 473	569	* 1.127	4.517	
Mars	1.839	1.530	224	824	269		500	* 510	598	* 1.224	4.381	
Avril							484	* 464	520	* 1.200	4.188	
Mai							519	* 561	570	* 908	4.197	
Juin									427		4.041	
Juillet									381		3.680	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole).

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	839	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1982 2 ^e trimestre	1.022	730	20,4	43,9	64,3	67,3
3 ^e trimestre	724	584	15,7	37,1	52,8	53,6
4 ^e trimestre	710	580	18,1	46,7	64,8	68,8
1983 1 ^{er} trimestre	840	598	20,0	49,3	69,3	68,3
2 ^e trimestre	891	633	17,7	47,5	65,2	70,3
3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	* 958	682	19,5	54,7	74,2	70,5
2 ^e trimestre	* 1.009					
1983 Juin	878	606	20,0	52,3	72,3	79,0
Juillet	694	448	18,4	28,8	47,2	40,8
Août	753	494	17,2	42,1	59,3	63,3
Septembre	742	605	18,9	51,9	70,8	75,3
Octobre	974	668	16,6	50,2	66,8	68,9
Novembre	881	669	17,3	52,2	69,5	69,8
Décembre	842	566	26,3	53,3	79,6	79,6
1984 Janvier	916	643	20,1	52,7	72,8	67,5
Février	* 940	692	18,5	52,5	71,0	66,7
Mars	* 1.019	710	19,8	59,0	78,8	77,2
Avril	* 925	640	17,2	54,5	71,7	67,5
Mai	* 1.054	773				
Juin	* 1.047					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1975 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ²)	(milliers)	(milliers de m ²)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ²)	(milliers)	(milliers de m ²)	
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	96
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	95
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	89
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	72
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	76
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	62
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	59
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	48
1981 4 ^e trimestre	2,3	2,6	1.449	2,6	1.488	0,5	0,4	1.371	0,5	1.573	—
1982 1 ^{er} trimestre	2,4	2,5	1.453	2,1	1.191	0,5	0,4	1.390	0,4	1.389	—
2 ^e trimestre	2,4	2,6	1.589	3,4	1.985	0,7	0,6	2.142	0,5	1.566	—
3 ^e trimestre	1,8	2,0	1.154	2,5	1.516	0,8	0,6	2.366	0,5	1.470	—
4 ^e trimestre	1,7	2,0	1.170	1,5	901	0,6	0,4	1.764	0,4	1.288	—
1983 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	1.191	2,0	1.176	0,6	0,4	1.684	0,4	1.434	—
2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.891	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre .....	.	2,3	1.423	1,9	1.150	.	0,5	1.535	0,4	1.457	—
1983 Mai	1,9	2,2	1.366	2,3	1.538	0,7	0,6	1.770	0,4	2.171	54
Juin	2,2	1,9	1.142	3,0	1.792	0,9	0,6	1.575	0,7	2.895	53
Juillet	1,8	1,9	1.203	2,2	1.297	0,8	0,6	1.926	0,4	1.004	53
Août	1,5	1,7	1.086	1,8	1.199	0,6	0,6	1.924	0,5	1.945	52
Septembre	1,3	1,5	951	2,3	1.356	0,6	0,5	1.565	0,5	1.466	51
Octobre	1,7	2,0	1.291	3,0	1.668	0,7	0,6	1.641	0,7	3.356	50
Novembre	1,6	1,8	1.024	2,5	1.437	0,6	0,4	1.306	0,6	1.824	49
Décembre	1,6	1,8	1.181	1,9	1.121	0,6	0,5	1.893	0,5	1.466	48
1984 Janvier .....	.	2,3	1.362	1,4	778	.	0,5	1.760	0,4	1.447	47
Février .....	.	2,3	1.449	1,7	1.072	.	0,5	1.398	0,4	1.206	48
Mars .....	.	2,4	1.459	2,5	1.600	.	0,5	1.448	0,5	1.718	48
Avril .....	.	2,5	1.583	2,4	1.566	.	0,6	2.321	0,4	1.093	47
Mai .....	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	48

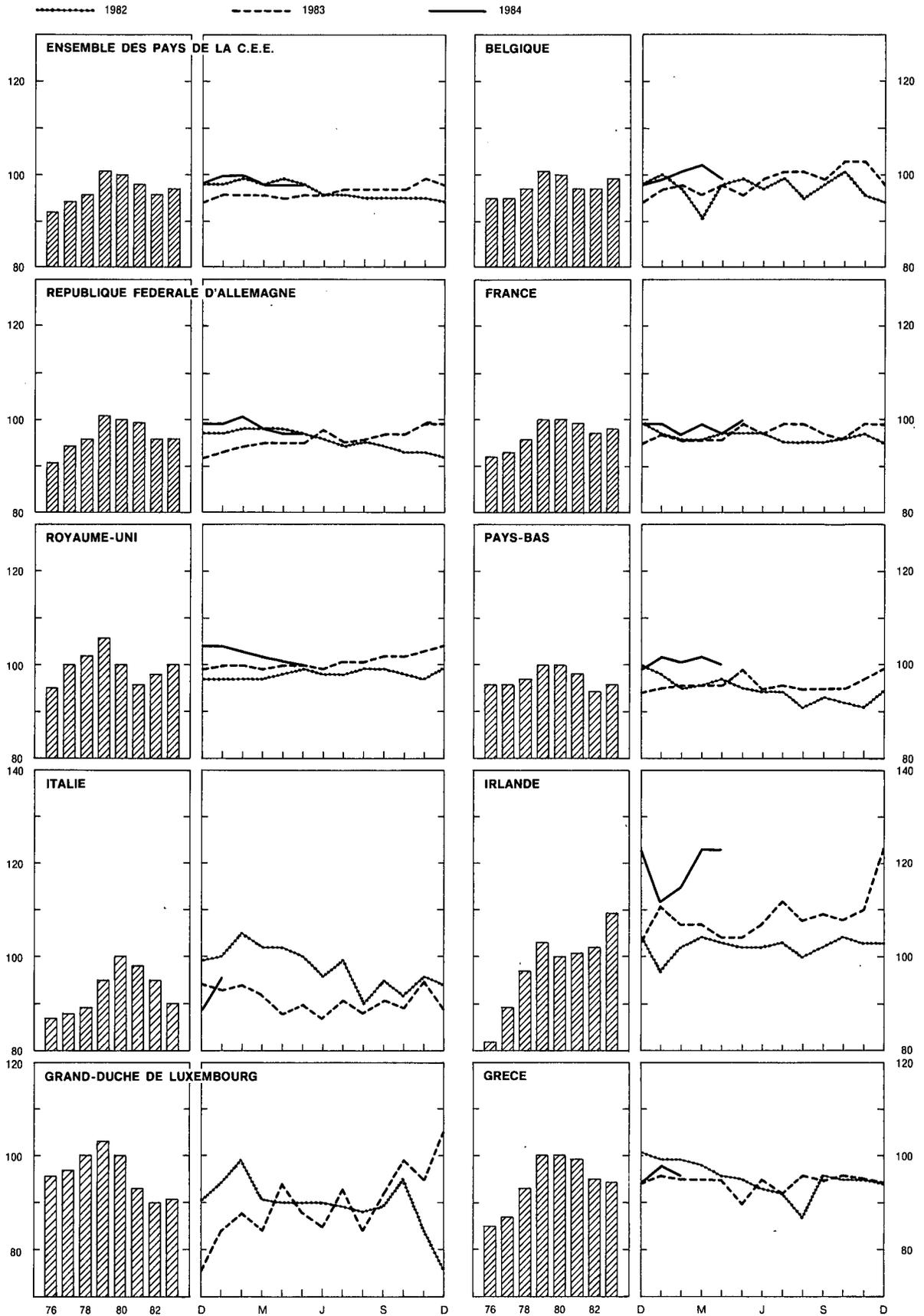
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Source : OCDE.

Indices généraux 1975 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1976	92	+ 8,0	95	+ 9,0	91	+ 7,0	92	+ 9,0	95	+ 3,0	96	+ 8,0	87	+12,0	82	+ 9,0	96	+ 3,8	85	+11,0
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,1	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	96	- 3,6	98	- 2,0	98	- 2,2	101	+ 1,4	93	- 6,8	99	- 0,7
1982	96	- 1,6	97	- 0,2	96	- 2,9	97	- 2,0	98	+ 1,8	94	- 4,1	95	- 2,7	102	+ 0,7	90	- 3,6	95	- 4,4
1983	97	+ 0,5	99	+ 2,5	96	+ 0,7	98	+ 1,0	101	+ 3,3	96	+ 2,1	90	- 5,6	109	+ 6,6	91	+ 1,1	94	- 0,6
1982 1 ^{er} trimestre	98	+ 0,2	96	+ 0,5	98	- 0,6	98	- 1,5	97	+ 2,2	96	- 3,4	100	+ 1,1	101	+ 0,7	95	+ 4,5	99	+ 2,7
2 ^e trimestre	98	+ 0,2	98	+ 0,9	97	0,0	98	- 1,5	98	+ 2,9	95	- 2,8	97	- 0,7	102	+ 1,3	90	- 3,5	95	- 4,9
3 ^e trimestre	95	- 2,6	97	+ 0,2	94	- 3,5	96	- 3,0	99	+ 1,9	93	- 3,7	93	- 3,4	101	- 1,7	89	- 5,6	91	- 9,6
4 ^e trimestre	95	- 3,7	97	- 1,7	93	- 5,1	97	- 2,0	98	+ 0,3	92	- 6,5	92	- 6,1	103	+ 1,6	85	-10,3	95	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	96	- 2,2	97	+ 0,5	94	- 3,8	98	0,0	100	+ 2,9	95	- 1,7	93	- 7,6	108	+ 7,1	85	- 9,7	95	- 4,0
2 ^e trimestre	96	- 1,8	98	- 0,2	96	- 1,0	98	0,0	100	+ 1,4	97	+ 1,5	88	- 9,1	105	+ 2,4	89	- 1,6	93	- 1,5
3 ^e trimestre	97	+ 1,4	100	+ 3,2	96	+ 1,8	98	+ 2,1	102	+ 3,2	95	+ 2,8	90	- 3,0	109	+ 8,3	90	+ 1,0	94	+ 3,3
4 ^e trimestre	98	+ 3,4	101	+ 4,5	99	+ 6,1	99	+ 2,1	103	+ 5,4	97	+ 5,1	91	- 1,0	113	+ 9,5	99	+16,8	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,0	101	+ 4,0	100	+ 5,7	100	+ 2,1	103	+ 3,2	102	+ 7,4	.	.	117	+ 7,6	.	.	.	.
1983 Mai	97	- 1,5	96	- 2,8	95	- 2,1	99	+ 2,1	100	+ 1,3	99	+ 4,2	90	- 8,6	104	+ 2,0	88	- 2,5	90	- 5,4
Juin	96	- 0,1	99	+ 2,3	98	+ 2,1	97	0,0	99	+ 1,4	95	+ 1,1	87	- 6,8	107	+ 4,9	85	- 6,3	95	+ 2,3
Juillet	97	+ 0,9	101	+ 2,2	95	+ 1,1	99	+ 4,2	102	+ 3,6	96	+ 2,1	91	- 6,2	112	+ 8,7	93	+ 4,1	92	+ 0,2
Août	97	+ 2,0	101	+ 5,7	96	+ 1,1	99	+ 4,2	102	+ 2,9	95	+ 4,4	88	0,0	108	+ 8,0	84	- 4,9	96	+10,2
Septembre ..	97	+ 1,9	99	+ 1,6	97	+ 3,2	97	+ 2,1	102	+ 3,2	95	+ 2,2	91	- 2,4	109	+ 6,9	92	+ 3,7	95	- 0,3
Octobre ...	97	+ 2,0	103	+ 1,4	97	+ 4,3	96	0,0	103	+ 4,5	95	+ 3,3	89	- 1,4	108	+ 3,8	99	+ 4,2	96	+ 1,4
Novembre ..	99	+ 4,2	103	+ 7,0	99	+ 6,5	99	+ 2,1	103	+ 6,3	97	+ 6,6	95	+ 1,1	110	+ 6,8	95	+12,4	95	- 0,3
Décembre ..	98	+ 4,1	99	+ 5,5	99	+ 7,6	99	+ 4,2	104	+ 4,8	99	+ 5,3	89	- 3,2	123	+19,4	105	+37,6	94	- 0,3
1984 Janvier	100	+ 4,9	99	+ 2,1	99	+ 6,5	99	+ 2,1	104	+ 4,0	102	+ 9,7	96	+ 4,3	112	+ 0,9	.	.	98	+ 3,6
Février	100	+ 4,1	101	+ 3,6	101	+ 7,4	97	+ 1,0	103	+ 3,3	101	+ 6,3	.	.	115	+ 7,5	.	.	96	+ 1,7
Mars	98	+ 2,7	102	+ 6,6	98	+ 3,2	99	+ 3,1	102	+ 3,4	102	+ 6,3	.	.	123	+15,0	.	.	.	.
Avril	98	+ 3,5	99	+ 1,1	97	+ 2,1	97	+ 1,0	101	+ 1,5	100	+ 4,2	.	.	123	+18,5	.	.	.	.
Mai	98	+ 1,9	.	.	97	+ 2,1	100	+ 1,0	100	- 0,1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Service de Conjoncture (IRES).* — *L'Echo de la Bourse.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (OCDE).*

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
	(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)	
1976	—	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983	553	572	5.275	1.485	877	441,4	81,6
1982 1 ^{er} trimestre	583	579	5.239	1.681	874	366,8	75,8
2 ^e trimestre	578	641	5.919	1.680	1.210	454,1	81,8
3 ^e trimestre	561	512	4.587	1.305	896	545,4	86,9
4 ^e trimestre	570	533	5.055	1.494	816	395,4	77,9
1983 1 ^{er} trimestre	561	537	5.150	1.562	781	371,0	72,9
2 ^e trimestre	580	602	5.561	1.475	981	447,1	82,1
3 ^e trimestre	511	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	386,8	79,9
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	370,7	78,2
1983 Mai	577	581	5.352	1.406	941	425,4	80,3
Juin	576	626	5.715	1.489	1.061	490,4	87,1
Juillet	520	502	4.564	1.249	824	594,4	93,6
Août	558	500	4.605	1.303	768	570,9	91,1
Septembre	455	377	3.402	956	544	516,1	90,4
Octobre	576	698	6.176	1.709	1.128	452,7	85,7
Novembre	551	675	6.109	1.704	1.016	355,2	78,1
Décembre	545	694	6.136	1.788	957	352,6	75,8
1984 Janvier	540	629	5.621	1.693	898	382,1	76,5
Février	529	637	5.867	1.680	938	329,0	75,1
Mars	557	692	6.069	1.695	1.059	401,1	82,9
Avril	538	633	5.494	1.562	852	470,7	86,6
Mai	* 540	681	6.367	1.674	1.184	447,9	89,3

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], *Stad Gent - Havendienst* [col. (4)], *Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen N.V.* [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1976	5.528	3.225	2.222	772	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.003	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	* 3.893	* 2.796	* 1.560	* 1.502	* 279		* 355	* 156	7.549	417
1983	9.083									7.602	414
1982 1 ^{er} trimestre ..	9.222	3.573	2.632	1.570	1.606	304	3.252	351	141	6.761	388
2 ^e trimestre ..	10.308	4.391	2.858	1.665	1.463	285	3.310	448	147	8.414	446
3 ^e trimestre ..	9.167	4.049	2.777	1.502	1.375	236	3.196	322	128	7.467	406
4 ^e trimestre ..	8.862	3.560	2.917	1.505	1.565	292		300	207	7.554	428
1983 1 ^{er} trimestre ..	8.878	3.547	2.687		1.187	158		262	163	6.904	398
2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796		1.353	291		390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464	3.353	2.366		1.243	316		307	141	7.706	389
4 ^e trimestre ..	9.709									8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..										7.475	411
1983 Mars	9.359	4.160	3.162		1.095	155		273	143	7.765	447
Avril	9.780	3.431	2.486		1.068	239		389	185	7.723	422
Mai	8.925	3.553	3.013		1.507	284		340	158	6.691	401
Juin	9.134	4.371	2.890		1.484	350		442	148	8.524	453
Juillet	9.653	3.251	1.727		982	464		347	168	7.429	371
Août	8.905	3.878	2.902		1.595	311		226	90	7.928	417
Septembre	6.835	2.930	2.470		1.152	173		348	164	7.760	380
Octobre	9.907									8.403	422
Novembre	9.290									7.656	429
Décembre	9.929									8.397	484
1984 Janvier	8.553									7.526	405
Février										6.475	369
Mars										8.425	458

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge ; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1981 4 ^e trimestre	667	358	38	44	48	43	34
1982 1 ^{er} trimestre	493	234	35	36	34	37	29
2 ^e trimestre	2.142	1.512	80	137	112	113	50
3 ^e trimestre	5.525	4.318	104	496	131	205	66
4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	61	37	41
1983 Février	588	279	33	102	33	33	23
Mars	682	315	36	103	49	42	34
Avril	1.693	1.130	67	134	117	78	44
Mai	2.379	1.585	79	241	138	121	58
Juin	2.548	1.718	57	254	148	153	67
Juillet	8.380	6.655	89	883	196	259	85
Août	6.752	5.285	121	562	213	243	71
Septembre	2.178	1.428	59	196	139	118	63
Octobre	1.011	426	45	174	98	39	60
Novembre	741	362	41	97	45	41	35
Décembre	735	415	31	117	41	30	27
1984 Janvier	538	236	28	102	29	31	30
Février	542	224	33	93	37	34	30

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises de commerce de détail à succursales ²	Coopératives de consommation	Supermarchés ³	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général en 1981, 1982, 1983 et 1984	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1976	115	115	100	109	113	113	117	115	115	106
1977	121	129	95	117	120	118	125	124	122	107
1978	126	140	87	120	125	124	127	133	128	109
1979	136	154	86	127	132	135	130	152	138	114
1980	148	165	84	136	141	144	145	167	150	115
1981	* 154	178	72	143	* 149	* 151	* 147	* 175	* 157	* 112
1982	* 167	193	65	152	* 160	* 165	* 154	* 194	* 169	* 110
1983	* 162	214	47	161	* 161	* 167	* 139	* 199	* 169	* 102
1982 1 ^{er} trimestre	* 155	174	63	138	* 148	* 141	* 134	* 191	* 157	* 106
2 ^e trimestre	* 171	195	67	152	* 162	* 173	* 152	* 201	* 173	* 114
3 ^e trimestre	* 156	184	64	152	* 158	* 148	* 144	* 178	* 160	* 102
4 ^e trimestre	* 184	219	66	168	* 173	* 196	* 185	* 205	* 187	* 118
1983 1 ^{er} trimestre	* 155	198	52	145	* 155	* 149	* 127	* 197	* 160	* 100
2 ^e trimestre	* 163	214	46	158	* 160	* 174	* 136	* 202	* 169	* 104
3 ^e trimestre	* 155	208	46	163	* 160	* 154	* 139	* 188	* 163	* 97
4 ^e trimestre	* 173	234	45	177	* 170	* 192	* 157	* 208	* 182	* 107
1984 1 ^{er} trimestre	* 160	202	43	150	* 157	* 145	* 129	* 209	* 165	* 95
1983 Mai	* 161	205	44	153	* 157	* 168	* 136	* 197	* 166	* 102
Juin	* 168	220	46	162	* 165	* 174	* 148	* 206	* 175	* 106
Juillet	* 142	209	51	169	* 157	* 159	* 121	* 164	* 153	* 92
Août	* 155	200	46	160	* 161	* 133	* 141	* 190	* 161	* 96
Septembre	* 169	215	42	159	* 162	* 168	* 154	* 210	* 175	* 103
Octobre	* 162	224	44	164	* 159	* 189	* 134	* 200	* 171	* 101
Novembre	* 160	205	43	164	* 156	* 177	* 135	* 194	* 166	* 97
Décembre	* 198	274	47	204	* 195	* 211	* 202	* 231	* 209	* 122
1984 Janvier	* 156	199	44	139	* 153	* 155	* 121	* 201	* 161	* 94
Février	* 153	194	39	138	* 152	* 121	* 128	* 205	* 158	* 91
Mars	* 172	213	46	174	* 167	* 160	* 139	* 222	* 177	* 101
Avril	* 165	210	42	159	* 160	* 190	* 134	* 197	* 170	* 97
Mai	* 172	216	43	165	* 165	* 175	* 147	* 214	* 177	* 101

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Grand magasins à rayons multiples et entreprises de commerce de détail à succursales possédant au moins cinq établissements.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliards)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 1 ^{er} semestre	1.586	890	310	386	72,6	8,5	36,9	27,2	20,8	3,4	9,3	8,1
2 ^e semestre	1.545	872	306	367	69,0	7,6	35,1	26,3	17,5	3,1	8,0	6,4
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliards)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 1 ^{er} semestre	66	47	7	12	1,6	0,3	0,8	0,5
2 ^e semestre	64	47	6	11	1,4	0,3	0,6	0,5
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliards)										
1981 1 ^{er} semestre	730	3	1	1	73	12	8	94	132	5	385	16
2 ^e semestre	762	3	1	1	52	10	5	136	139	4	397	14
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
Crédits accordés (milliards de francs)												
1981 1 ^{er} semestre	20,8	1,3	0,3	0,2	12,0	1,1	0,2	0,1	0,5	1,2	3,2	0,7
2 ^e semestre	17,5	1,1	0,2	0,2	8,8	1,0	0,2	0,2	0,6	1,3	3,2	0,7
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (fin de période)	Opérations compensées									
		Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1976	32	1	* 254	10.405	2.933	10.406	* 3.187	2.896	398	13.302	* 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1979	26	1	312	16.235	4.550	16.236	4.862	2.118	476	18.354	5.338
1980	26	2	318	18.772	5.319	18.774	5.637	2.035	533	20.809	6.170
1981	26	2	341	21.271	6.392	21.273	6.733	1.945	520	23.218	7.253
1982	26	2	337	23.715	7.455	23.717	7.792	1.717	573	25.434	8.365
1983	24	2	338	26.531	7.678	26.533	8.016	1.408	610	27.941	8.626
1982 2 ^e trimestre	24	2	322	23.609	7.133	23.611	7.455	1.867	581	25.478	8.036
3 ^e trimestre	24	2	346	23.011	7.908	23.013	8.254	1.589	560	24.602	8.814
4 ^e trimestre	24	2	332	25.746	7.300	25.748	7.632	1.617	598	27.365	8.230
1983 1 ^{er} trimestre	24	2	323	24.910	8.213	24.912	8.536	1.430	598	26.342	9.134
2 ^e trimestre	24	1	325	26.617	7.975	26.618	8.300	1.471	610	28.089	8.910
3 ^e trimestre	24	2	368	25.153	6.810	25.155	7.178	1.292	587	26.447	7.765
4 ^e trimestre	24	2	334	29.445	7.714	29.447	8.048	1.439	645	30.886	8.693
1984 1 ^{er} trimestre	24	2	356	29.144	9.098	29.146	9.454	1.338	668	30.484	10.122
2 ^e trimestre	24	1	337	29.815	9.509	29.816	9.846	1.340	661	31.156	10.507
1983 Juillet	24	1	323	24.446	6.737	24.447	7.060	1.340	585	25.787	7.645
Août	24	2	330	26.203	6.420	26.205	6.750	1.354	587	27.559	7.337
Septembre	24	2	452	24.813	7.271	24.815	7.723	1.181	589	25.996	8.312
Octobre	24	2	328	28.968	7.660	28.970	7.988	1.536	602	30.506	8.590
Novembre	24	1	320	27.970	6.768	27.971	7.088	1.317	582	29.288	7.670
Décembre	24	2	355	31.397	8.714	31.399	9.069	1.466	750	32.865	9.819
1984 Janvier	24	2	301	29.837	9.266	29.839	9.567	1.376	659	31.215	10.226
Février	24	2	397	27.971	8.870	27.973	9.267	1.280	679	29.253	9.946
Mars	24	2	370	29.623	9.158	29.625	9.528	1.358	667	30.983	10.195
Avril	24	1	321	27.941	8.687	27.942	9.008	1.369	649	29.311	9.657
Mai	24	2	373	30.971	9.901	30.973	10.274	1.361	664	32.334	10.938
Juin	24	1	316	30.531	9.939	30.532	10.255	1.290	672	31.822	10.927
Juillet	24	2	305	30.492	10.097	30.494	10.402	1.343	623	31.837	11.025

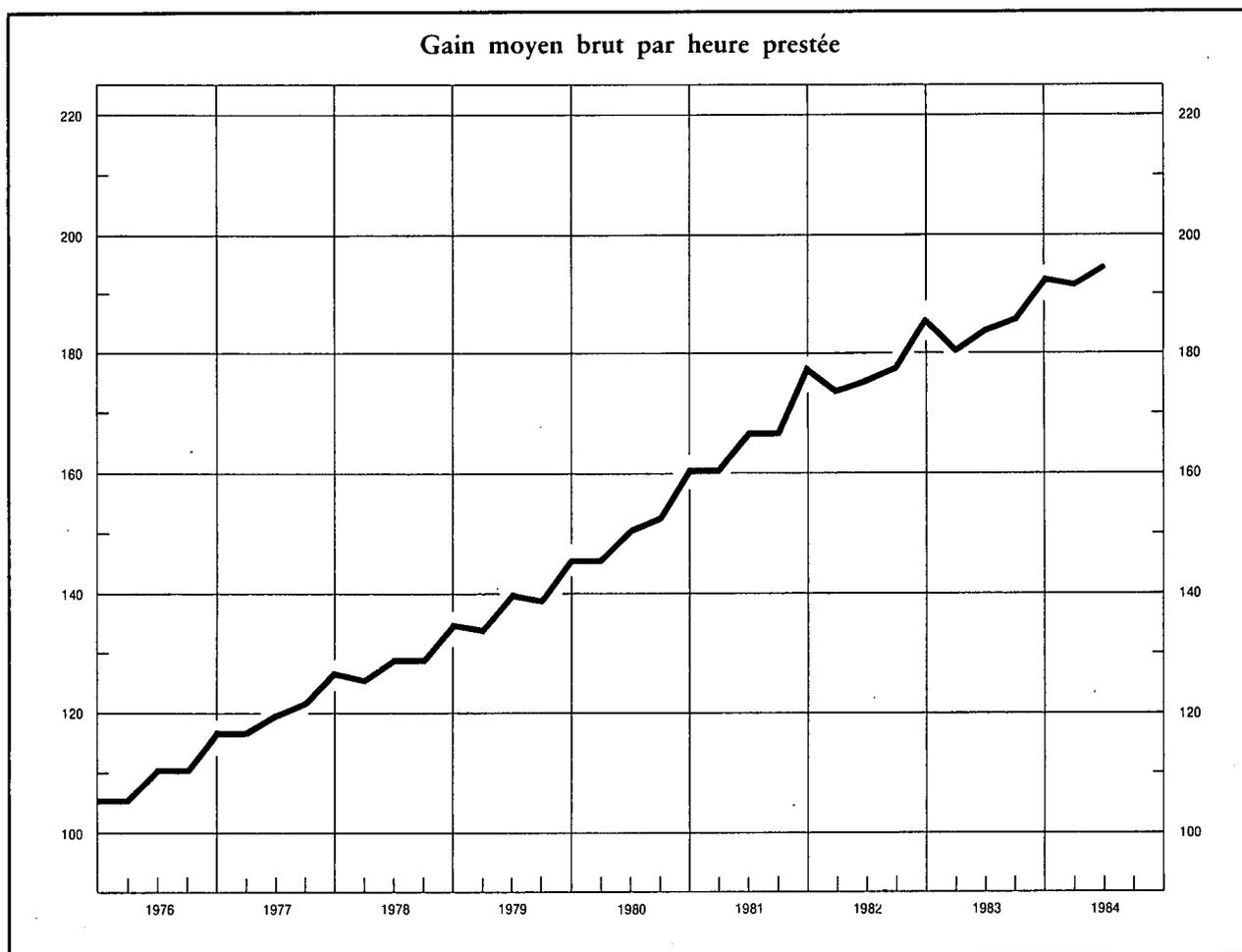
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les Transports maritimes, Etude Annuelle (OCDE)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indices 1975 = 100



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ¹				Salaires conventionnels ⁴			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ²		Salaire-coût horaire ³	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1976	111	112	112	110	113,5	112,6	112,1	110,7
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1982 Juin	176	173	178	169	177,4	174,0	167,2	162,7
Septembre	178	176	181	170	180,8	177,5	170,2	165,6
Décembre	186	178	184	178	183,9	180,5	173,2	168,5
1983 Mars	181	180	186	180	186,9	183,5	175,8	171,4
Juin	184	182	188	184	188,5	184,9	176,5	172,2
Septembre	186	183	189	186	190,8	187,3	178,7	174,6
Décembre	193	186	193	192	194,0	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	* 192	* 190	* 197	* 193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	* 195	* 191	* 197	* 200	198,5	195,0	185,2	181,3

¹ Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre. Pour convertir les indices base 1975 = 100 en indices base 1970 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 2,161 ; salaire horaire type — ouvrier qualifié : 2,048 — ouvrier non qualifié : 2,144 ; salaire-coût horaire : 2,230.

² Non compris les ouvriers du transport.

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁴ Données trimestrielles : fin de période : données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1981	1981	1982	1982	1983	1981	1981	1982	1982	1983
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs par heure)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs par mois)				
Ensemble de l'industrie	236	245	253	259	267	59,6	61,4	63,5	64,5	65,7
Industrie extractive	269	277	283	289	297	70,1	67,7	70,4	68,4	66,2
Bâtiment et génie civil	246	250	259	263	270	57,0	59,3	61,1	61,7	61,9
Industrie manufacturière	233	243	251	257	265	59,1	61,2	63,2	64,4	66,0
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	241	251	258	266		57,5	60,0	61,7	62,7	
Construction de machines et de matériel mécanique	245	255	261	268		57,5	60,3	62,2	63,3	
Construction électrique et électronique	239	249	255	262		61,1	63,3	65,0	66,5	
Construction d'automobiles et pièces détachées	249	259	264	271		57,5	60,1	62,3	64,2	
Construction d'autre matériel de transport .	247	261	266	268		60,4	63,2	65,9	66,7	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	215	231	231	241		56,1	56,9	58,8	58,6	
Métallurgie de base	288	302	309	318		70,6	73,1	74,6	76,5	
Industrie chimique	275	283	296	300		66,2	69,2	72,1	72,6	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	222	232	238	244		54,1	56,7	58,2	59,8	
Industrie textile	192	205	212	218		51,4	53,5	55,0	57,1	
Industrie des produits minéraux non métalliques	244	252	260	268		61,9	63,7	65,9	67,2	
Industrie du bois	219	224	231	236		48,7	49,9	51,3	52,1	
Industrie des chaussures et de l'habillement .	172	177	185	193		41,3	42,7	44,2	46,2	
Industrie du papier, imprimerie et édition .	248	255	267	276		56,3	58,3	60,7	61,5	
Raffineries de pétrole	383	395	412	410		92,6	93,2	100,3	96,4	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—		70,4	72,4	76,1	77,2	

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES ¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1976	107,4	109,5	108,3	90,5	103,1	120,0	110,5	115,2	113,1	97,0	106,2	97,8	107,0
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1982 2 ^e trimestre	228,8	120,8	107,3	95,2	114,2	111,6	131,0	135,9	132,9	118,1	291,9	145,6	305,8
3 ^e trimestre	225,8	113,8	100,7	87,2	101,4	108,0	123,8	123,7	131,4	114,1	291,3	138,6	305,8
4 ^e trimestre	224,6	111,0	101,6	83,6	96,0	113,5	118,2	114,3	129,5	111,7	291,0	134,8	305,8
1983 1 ^{er} trimestre	221,7	114,9	105,2	92,0	99,7	114,5	122,3	116,1	139,8	112,8	284,0	129,5	298,7
2 ^e trimestre	203,7	121,4	112,7	100,3	108,1	121,3	128,1	124,4	150,4	106,8	251,7	124,5	263,8
3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
1983 Août	205,8	127,4	124,0	110,5	140,2	125,8	129,9	130,3	149,3	103,7	251,6	122,5	263,8
Septembre	206,3	128,8	126,6	111,1	156,5	124,6	130,5	131,5	147,5	106,4	251,6	122,6	263,8
Octobre	206,5	128,9	127,1	109,5	149,5	129,0	130,2	131,6	142,9	110,6	251,8	124,5	263,8
Novembre	205,9	127,7	127,0	108,2	147,4	130,4	128,3	131,0	139,3	107,9	251,5	122,2	263,8
Décembre	205,7	127,4	126,7	105,5	141,7	133,3	127,9	130,0	139,8	107,9	251,4	120,5	263,8
1984 Janvier	206,1	128,7	128,4	105,8	145,0	135,1	128,9	129,6	140,3	112,4	251,3	119,2	263,8
Février	206,3	128,8	126,1	102,7	145,0	132,5	130,9	131,0	142,0	116,3	251,5	121,7	263,8
Mars	207,6	131,9	129,5	108,2	151,4	133,6	133,8	132,7	146,1	120,1	251,8	124,9	263,8
Avril	207,6	131,2	129,2	109,8	151,3	132,2	132,8	131,6	146,8	117,0	252,2	129,7	263,8
Mai	207,4	130,9	132,8	109,9	163,8	134,6	129,5	129,9	140,4	114,4	252,0	127,2	263,8
Juin	206,8	129,3	128,1	108,0	155,3	129,8	130,2	134,5	137,2	111,5	252,0	127,5	263,8
Juillet	204,7	124,2	120,0	104,7	134,5	123,4	127,3	132,5	132,9	108,8	251,7	123,9	263,8
Août	204,0	122,1	117,0	99,4	128,1	122,9	125,9	131,5	131,8	106,2	251,8	125,5	263,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1976	107,1	113,8	106,9	120,6	105,5	107,2	106,3	103,8	104,8	106,0	102,0	102,5	108,8	104,5	109,8
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1982 2 ^e trimestre ..	141,5	145,9	136,3	155,3	140,5	148,3	141,6	135,0	138,5	152,0	162,9	126,7	138,6	150,1	148,7
3 ^e trimestre ..	142,9	145,1	141,2	148,7	142,3	149,6	144,3	136,6	140,9	152,1	166,2	127,7	141,2	155,3	149,9
4 ^e trimestre ..	142,1	141,5	146,2	137,2	142,3	146,8	144,7	137,9	141,4	150,6	168,2	128,0	139,5	157,6	149,2
1983 1 ^{er} trimestre ..	142,5	142,6	145,1	140,2	142,5	147,9	144,0	138,3	141,5	150,7	165,1	128,7	140,3	159,5	149,0
2 ^e trimestre ..	145,3	145,4	140,4	150,0	145,3	154,3	146,4	139,2	143,1	156,1	164,9	131,4	144,9	160,4	150,7
3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
1983 Juillet	147,4	148,9	140,9	156,5	147,0	158,4	148,2	139,7	143,9	161,2	168,2	132,2	146,3	161,3	151,5
Août	151,1	157,9	147,3	168,2	149,4	164,6	149,5	140,7	146,0	166,1	170,9	133,2	152,4	162,6	151,5
Septembre	153,3	167,4	151,3	183,7	149,9	165,0	150,1	141,2	146,8	166,7	171,4	134,1	152,5	163,9	151,5
Octobre	153,5	167,3	151,8	182,9	150,1	165,6	150,0	141,4	146,9	166,9	172,4	134,0	152,1	164,5	151,5
Novembre	155,1	170,4	153,7	187,4	151,4	168,8	150,9	141,9	147,0	171,2	173,0	135,0	152,7	165,4	152,7
Décembre	156,3	172,5	154,3	191,3	152,4	171,8	151,6	142,1	147,2	174,7	173,8	135,8	154,7	165,9	152,7
1984 Janvier	157,5	172,5	151,6	194,3	153,9	174,6	153,1	142,8	148,3	178,2	177,0	136,1	157,0	167,5	152,7
Février	157,2	171,3	151,7	191,6	153,8	173,8	153,3	142,9	148,3	177,1	177,3	136,3	156,0	168,3	152,8
Mars	158,8	169,7	149,4	190,6	156,2	174,1	160,6	143,4	150,8	176,9	177,6	137,1	164,7	168,2	152,8
Avril	159,7	169,4	146,2	194,1	157,3	176,0	161,6	144,0	151,4	179,4	178,2	138,0	166,5	170,1	152,8
Mai	160,4	170,4	145,4	197,2	157,9	176,3	162,1	144,9	152,7	178,8	180,7	138,2	166,1	168,7	153,7
Juin	160,9	173,4	147,1	201,8	157,9	176,5	162,2	144,8	152,6	178,1	181,0	138,9	166,7	168,7	153,7
Juillet	159,6	165,9	144,9	188,0	158,0	176,7	162,6	144,7	152,6	178,3	179,9	139,0	167,2	167,9	154,5

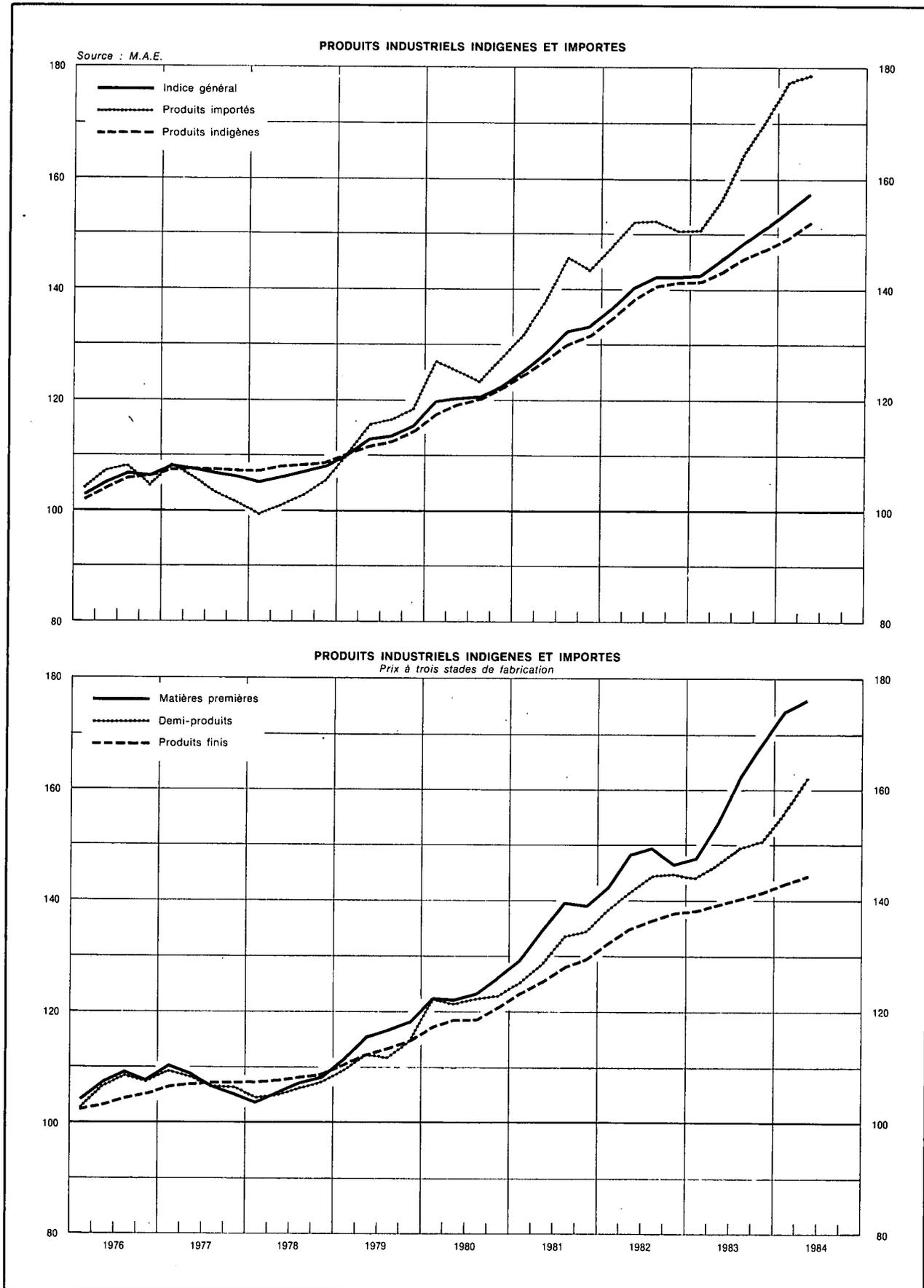
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.



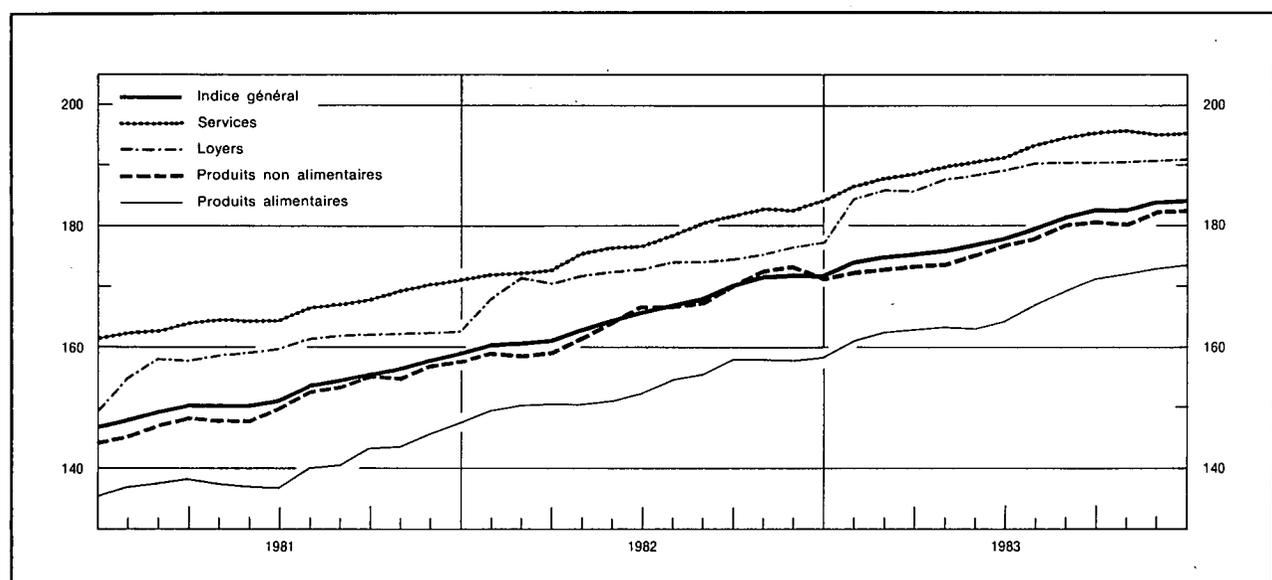
VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général :										
Depuis juin 1976	100,00		25,15		42,79		27,06		5,00	
1976 7 derniers mois	115,89		119,58		112,15		119,69		108,89	
1977	122,30		125,46		116,00		129,94		118,92	
1978	127,77		127,28		119,87		140,75		127,52	
1979	133,48		127,90		127,04		148,52		135,14	
1980	142,35		132,53		138,51		157,01		145,36	
1981	153,21		140,54		151,66		166,24		160,21	
1982	166,58		153,94		166,01		178,01		173,24	
1983	179,35		166,93		177,47		192,09		188,85	
1 ^{er} trimestre	160,94	174,91	150,23	162,20	158,94	173,02	172,37	187,69	170,07	185,73
2 ^e trimestre	164,69	177,21	151,41	163,54	164,17	175,38	176,41	190,72	172,44	188,40
3 ^e trimestre	168,75	181,55	156,12	169,03	168,30	179,69	180,22	194,52	174,04	190,30
4 ^e trimestre	171,96	183,73	157,98	172,94	172,64	181,81	183,05	195,44	176,41	190,95
Janvier	160,59	174,05	149,68	161,19	158,96	172,47	171,96	186,54	167,98	184,66
Février	160,97	175,02	150,36	162,53	158,77	172,92	172,36	187,86	171,42	186,32
Mars	161,25	175,65	150,64	162,88	159,08	173,68	172,79	188,67	170,80	186,22
Avril	163,22	176,21	150,53	163,31	161,76	173,78	175,71	189,93	171,81	187,58
Mai	164,68	177,13	151,21	163,18	164,08	175,26	176,69	190,92	172,64	188,59
Juin	166,16	178,28	152,49	164,14	166,67	177,09	176,83	191,32	172,87	189,04
Juillet	167,37	179,99	154,69	166,63	166,97	178,03	178,61	193,62	173,79	190,07
Août	168,39	181,70	155,77	169,06	167,64	180,10	180,30	194,40	173,79	190,37
Septembre	170,48	182,97	157,91	171,40	170,28	180,93	181,74	195,54	174,53	190,47
Octobre	171,87	183,00	157,72	172,25	172,86	180,24	182,83	195,92	175,26	190,69
Novembre	172,06	183,92	157,82	172,84	173,31	182,52	182,48	195,12	176,50	190,94
Décembre	171,95	184,26	158,41	173,72	171,76	182,67	183,83	195,27	177,41	191,22

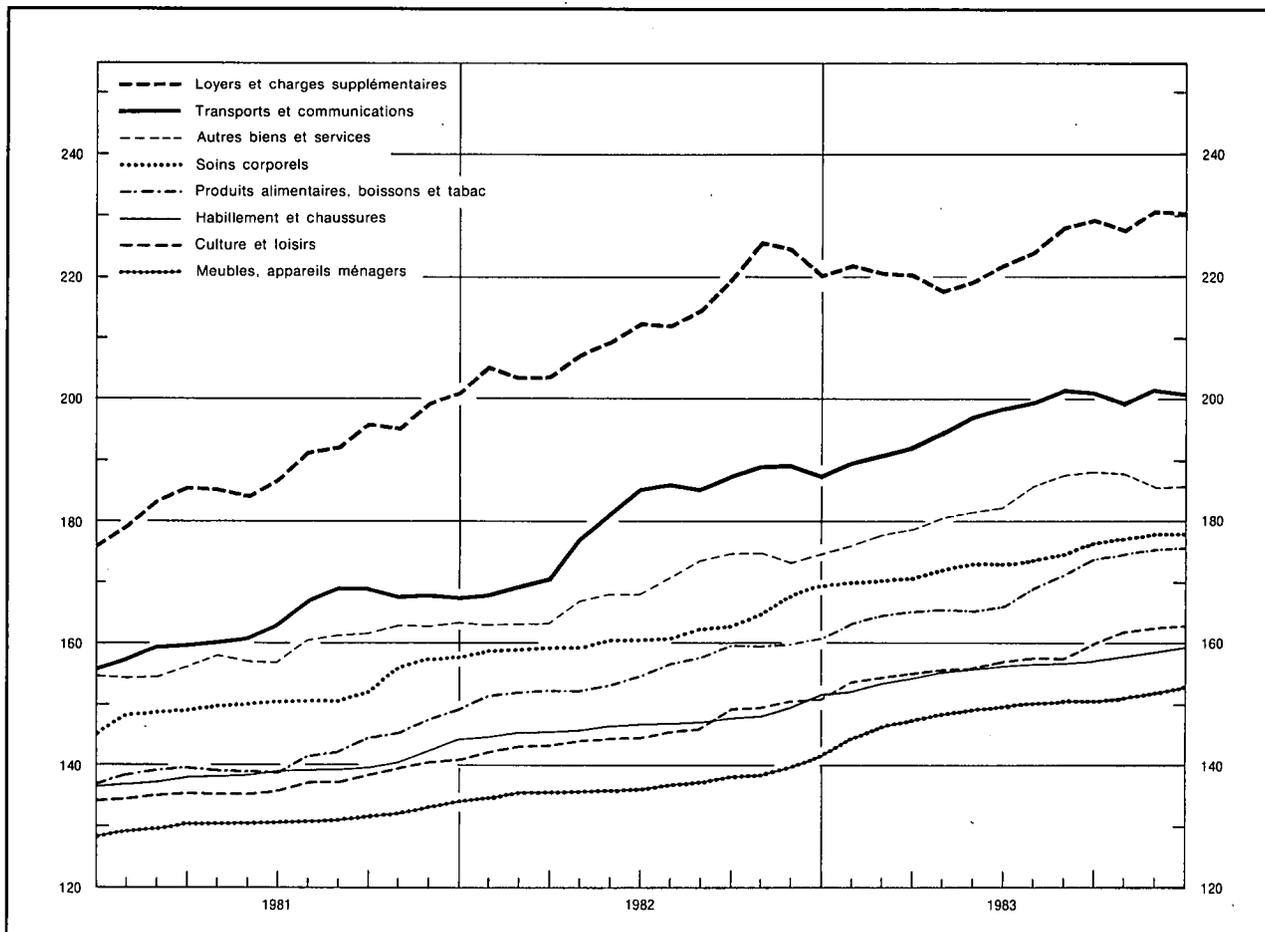


VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général ...	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1981 4 ^e trimestre	157,88	147,44	142,39	198,47	133,03	157,03	167,81	140,34	163,10
1982 1 ^{er} trimestre	160,94	151,80	145,33	204,12	135,18	158,76	169,59	142,96	163,28
2 ^e trimestre	164,69	153,19	146,31	209,76	135,84	159,96	181,38	144,24	167,64
3 ^e trimestre	168,75	157,96	147,22	215,49	137,35	162,13	186,45	147,12	172,89
4 ^e trimestre	171,96	159,98	149,79	223,67	139,87	167,28	188,57	150,40	174,24
1983 1 ^{er} trimestre	174,91	164,42	153,19	221,02	146,21	170,40	191,09	154,26	177,50
2 ^e trimestre	177,21	165,88	155,80	219,71	149,10	172,82	196,78	156,27	181,51
3 ^e trimestre	181,55	171,33	156,66	227,18	150,32	174,80	200,98	158,46	187,21
4 ^e trimestre	183,73	175,34	158,61	229,91	152,03	177,70	200,87	162,61	186,59
1982 Décembre	171,95	160,65	151,38	220,31	141,28	169,07	187,56	150,94	174,70
1983 Janvier	174,05	163,37	152,18	221,89	144,53	170,03	189,83	153,51	176,01
Février	175,02	164,75	153,36	220,69	146,59	170,30	191,11	154,27	177,71
Mars	175,65	165,15	154,02	220,49	147,52	170,86	192,34	155,01	178,78
Avril	176,21	165,62	155,13	217,76	148,44	172,14	194,50	155,72	180,64
Mai	177,13	165,54	155,92	219,24	149,09	173,10	197,22	156,05	181,63
Juin	178,28	166,48	156,35	222,14	149,77	173,22	198,62	157,03	182,27
Juillet	179,99	168,88	156,48	223,95	150,08	173,64	199,97	157,66	186,04
Août	181,70	171,33	156,56	228,16	150,28	174,22	201,52	157,62	187,46
Septembre	182,97	173,78	156,93	229,44	150,60	176,55	201,46	160,10	188,12
Octobre	183,00	174,68	157,82	227,93	151,26	177,35	199,53	162,05	187,81
Novembre	183,92	175,25	158,60	230,94	152,01	177,70	201,90	162,66	185,92
Décembre	184,26	176,09	159,41	230,86	152,83	178,05	201,18	163,13	186,04

VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	124,94	122,04	117,97	122,44
2 ^e trimestre	123,28	127,51	123,45	119,69	123,66
1984 Janvier	120,76	123,73	121,51	117,41	120,62
Février	121,67	124,73	122,33	118,00	123,21
Mars	122,18	126,36	122,28	118,50	123,49
Avril	122,99	127,32	123,14	119,31	123,45
Mai	123,26	127,33	123,55	119,56	123,87
Juin	123,60	127,87	123,66	120,20	123,66
Juillet	124,27	128,66	124,04	121,27	124,13
Août	124,76	129,65	124,41	121,52	124,63

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	125,19	116,20	124,28	118,31	118,63	120,86	122,11	117,58
2 ^e trimestre	123,28	127,80	117,84	125,01	119,81	119,42	121,99	123,86	120,69
1984 Janvier	120,76	124,00	115,46	123,63	117,59	118,18	120,42	121,55	116,68
Février	121,67	124,99	116,20	125,06	118,37	118,71	120,97	122,23	117,53
Mars	122,18	126,57	116,95	124,16	118,98	119,00	121,20	122,54	118,53
Avril	122,99	127,59	117,48	124,57	119,42	119,18	122,13	123,50	120,04
Mai	123,26	127,63	117,77	125,04	119,72	119,47	122,54	123,37	120,52
Juin	123,60	128,17	118,28	125,42	120,29	119,61	121,31	124,71	121,52
Juillet	124,27	128,91	118,45	124,73	120,72	120,01	122,86	125,15	123,92
Août	124,76	129,87	118,54	125,12	120,98	120,54	123,65	124,94	124,18

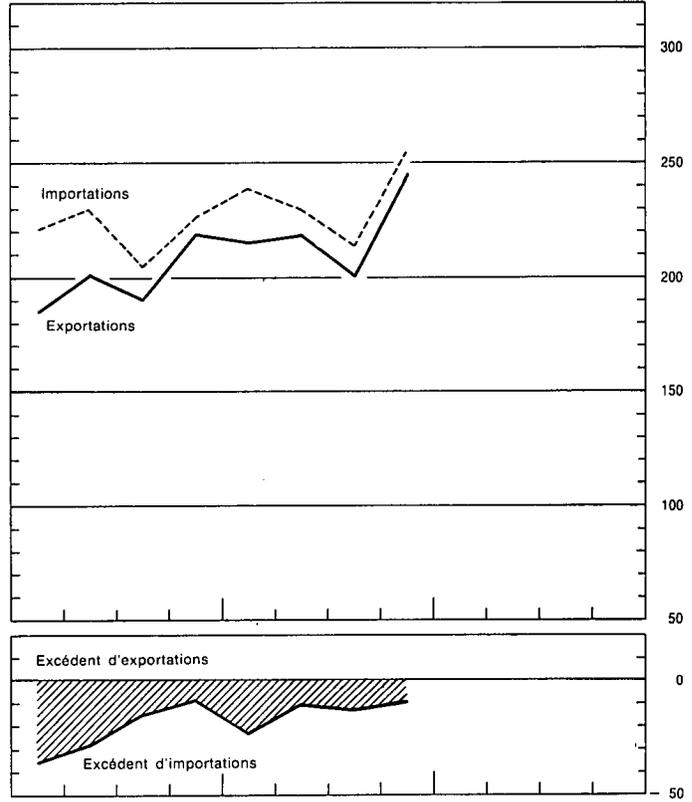
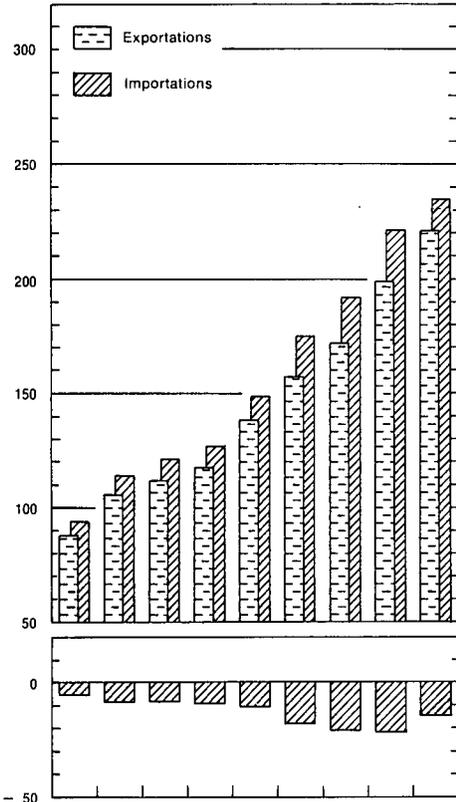
¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

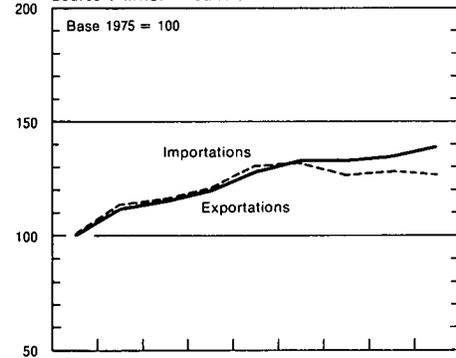
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

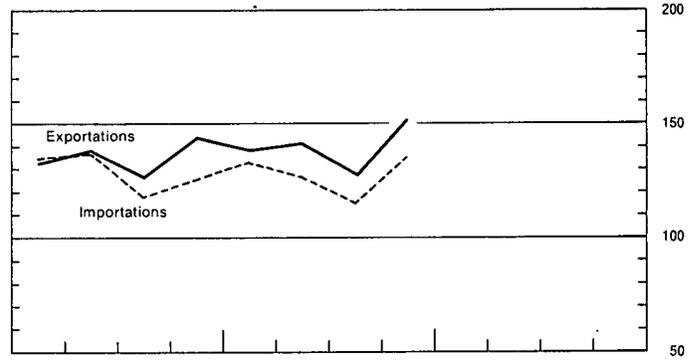
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

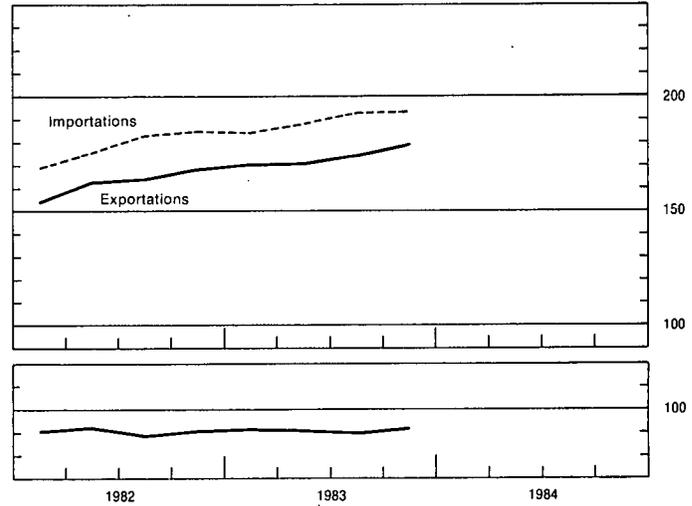
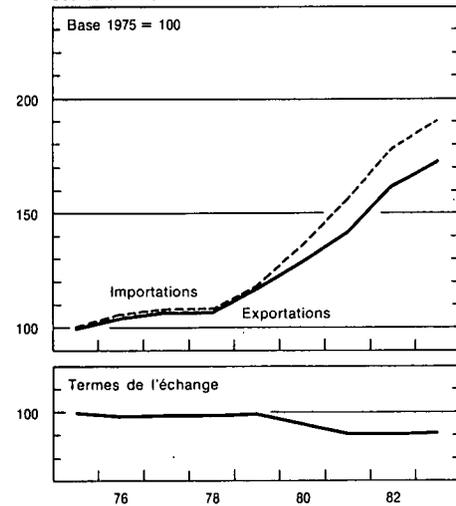


INDICES DU VOLUME

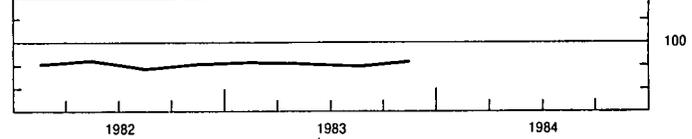
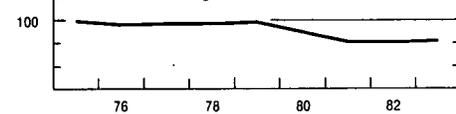


INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



Termes de l'échange



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	234,8	220,9	- 13,9	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1981 4 ^e trimestre	201,0	191,3	- 9,7	95	129,1	143,9	159,6	147,5	92,4
1982 1 ^{er} trimestre	221,0	185,5	- 35,5	84	135,2	132,7	169,5	153,9	90,8
2 ^e trimestre	229,9	202,2	- 27,7	88	141,6	138,5	175,7	162,8	92,7
3 ^e trimestre	205,7	190,4	- 15,3	93	117,8	127,6	183,2	164,0	89,5
4 ^e trimestre	227,8	219,6	- 8,2	96	125,7	144,1	185,4	168,1	90,7
1983 1 ^{er} trimestre	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
2 ^e trimestre	230,2	219,9	- 10,3	96	126,6	141,7	187,6	170,7	91,0
3 ^e trimestre	213,8	201,1	- 12,7	94	114,8	128,1	193,0	174,3	90,3
4 ^e trimestre	255,3	246,5	- 8,8	97	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1983 2 premiers mois	223,5	205,7	- 17,8	92					
3 premiers mois	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
4 premiers mois	237,1	216,3	- 20,8	91					
5 premiers mois	233,3	214,1	- 19,2	92					
6 premiers mois	235,4	218,1	- 17,3	93	129,8	140,6	186,1	170,6	91,7
7 premiers mois	229,5	214,3	- 15,2	93					
8 premiers mois	226,3	210,5	- 15,8	93					
9 premiers mois	227,9	212,4	- 15,5	93	124,8	136,4	188,4	171,8	91,2
10 premiers mois	230,9	215,8	- 15,1	94					
11 premiers mois	233,2	219,0	- 14,2	94					
12 mois	234,8	220,9	- 13,9	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984 1 ^{er} mois	266,1	238,1	- 28,0	89					
2 premiers mois	268,8	243,7	- 25,1	91					

¹ Calculs B.N.B. Les indices ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 (ancienne série)	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (nouvelle série)	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	-0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	137,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1981 4 ^e trimestre	50,67	14,80	14,49	28,67	9,11	11,38	10,67	17,46	8,15	4,19	3,23	2,20	0,75	2,38	0,63	0,45	0,75	0,89	0,58	0,42	8,83	190,70
1982 1 ^{er} trimestre	51,52	13,25	14,02	29,49	8,49	10,02	12,19	12,66	7,82	4,15	3,03	2,00	0,77	2,28	0,59	0,53	0,72	0,70	0,56	0,28	9,67	184,74
2 ^e trimestre	56,58	15,44	14,55	32,96	9,21	12,94	10,46	11,15	9,38	4,53	3,51	2,38	0,90	2,68	0,77	0,68	0,73	0,86	0,71	0,43	10,28	201,13
3 ^e trimestre	45,80	12,33	12,48	29,01	11,76	12,44	11,75	20,91	7,99	4,05	2,92	2,15	0,69	2,31	0,67	0,56	0,74	0,71	0,61	0,41	9,87	190,18
4 ^e trimestre	59,95	13,89	15,94	33,03	11,89	13,31	12,29	19,03	10,20	4,71	3,98	2,53	0,82	2,74	0,74	0,60	1,26	0,78	0,69	0,45	11,00	219,83
1983 1 ^{er} trimestre	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1983 2 premiers mois	54,42	13,48	15,23	31,61	11,43	11,57	14,88	14,34	8,73	4,27	3,43	2,25	0,80	2,40	0,62	0,52	1,22	0,75	0,56	0,29	12,33	205,13
3 premiers mois	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
4 premiers mois	58,91	14,51	16,41	34,17	11,01	11,73	14,26	14,73	9,06	4,62	3,79	2,42	0,87	2,67	0,72	0,61	0,99	0,77	0,66	0,36	12,74	216,01
5 premiers mois	59,07	14,55	16,05	33,77	10,75	11,49	13,72	14,53	9,03	4,57	3,75	2,42	0,87	2,67	0,75	0,62	1,03	0,78	0,66	0,37	12,36	213,81
6 premiers mois	60,48	14,71	16,17	33,97	10,90	11,94	13,73	15,31	9,14	4,67	3,86	2,47	0,90	2,79	0,77	0,65	0,92	0,77	0,68	0,39	12,32	217,54
7 premiers mois	58,37	14,49	15,97	33,51	10,61	11,84	13,86	15,57	9,01	4,57	3,74	2,39	0,89	2,70	0,76	0,63	0,87	0,81	0,67	0,40	12,27	213,93
8 premiers mois	57,14	14,09	15,33	33,13	10,35	11,74	12,91	16,70	8,86	4,48	3,60	2,36	0,87	2,67	0,76	0,64	0,82	0,80	0,66	0,40	11,97	210,28
9 premiers mois	57,58	14,16	15,42	33,55	10,24	11,96	13,22	16,92	8,82	4,55	3,66	2,40	0,88	2,70	0,77	0,66	0,77	0,78	0,67	0,41	12,12	212,24
10 premiers mois	58,52	14,45	15,82	34,12	10,57	12,01	13,40	16,57	9,11	4,62	3,74	2,47	0,90	2,75	0,79	0,68	0,86	0,79	0,68	0,40	12,49	215,74
11 premiers mois	58,82	14,65	16,09	34,72	10,72	12,13	13,57	17,19	9,36	4,68	3,79	2,52	0,90	2,78	0,79	0,69	0,87	0,82	0,69	0,41	12,76	218,95
12 mois	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984 1 ^{er} mois	60,25	16,10	17,61	40,39	10,77	14,06	15,28	18,27	10,31	5,21	3,70	2,68	0,98	3,14	0,65	0,59	0,91	1,04	0,66	0,41	14,87	237,88
2 premiers mois	62,59	16,93	18,58	41,84	11,44	13,08	17,06	16,44	10,88	5,19	3,98	2,79	1,03	3,12	0,79	0,62	0,87	1,01	0,67	0,37	14,48	243,75

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés																Biens de consommation						Biens d'équiper ¹	Divers ¹	Total général
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables			durables			
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires		autres				
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1981 4 ^e trimestre ...	131,55	33,36	3,99	10,00	9,17	1,55	0,48	1,93	0,36	3,19	0,93	20,85	10,24	8,87	13,59	3,43	9,61	40,36	6,78	7,47	3,81	22,30	20,33	4,81	197,05
1982 1 ^{er} trimestre ...	146,73	35,54	4,35	11,83	11,98	1,81	0,64	2,03	0,46	3,07	1,03	21,74	11,40	12,17	15,60	3,62	9,46	47,76	8,87	7,50	4,06	27,33	21,56	4,90	220,95
2 ^e trimestre ...	154,42	39,34	4,44	12,28	10,32	1,86	0,67	2,36	0,49	3,96	1,08	23,11	12,80	9,80	17,06	4,19	10,66	46,44	6,87	9,66	4,36	25,55	23,63	4,97	229,46
3 ^e trimestre ...	136,94	33,63	3,40	10,55	9,12	1,47	0,46	2,05	0,50	3,34	0,94	23,13	11,04	7,94	15,05	3,52	10,80	43,24	6,80	8,25	4,10	24,09	20,76	3,60	204,54
4 ^e trimestre ...	152,45	36,16	4,33	11,83	12,66	1,66	0,51	2,04	0,49	3,41	1,12	19,49	15,58	11,25	16,35	3,86	11,71	45,45	8,03	8,45	4,45	24,52	22,99	4,50	225,39
1983 1 ^{er} trimestre ...	160,82	39,51	5,10	12,93	13,69	1,95	0,76	2,13	0,60	2,99	1,17	18,63	16,52	11,90	16,88	3,76	12,30	50,40	7,64	8,00	4,81	29,95	21,64	6,37	239,23
2 ^e trimestre ...	154,14	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	17,03	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	228,51
3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1981	1982				1983			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,8	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	171,5	182,5	188,0	198,6	201,5	198,2	203,2	207,8	209,9
Biens de consommation	107,1	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	138,2	148,5	154,1	158,1	161,2	164,2	160,5	168,6	169,0
Biens d'équipement	104,4	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	139,4	145,7	153,0	157,8	158,6	159,1	163,4	166,7	171,9
Ensemble	106,6	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	159,6	169,5	175,7	183,2	185,4	184,6	187,6	193,0	193,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	102,3	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	127,1	139,4	150,4	149,9	150,9	152,4	153,1	154,5	152,1
Fabrications métalliques	106,5	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	142,6	147,9	158,5	162,7	164,5	167,3	172,9	172,4	175,4
Métaux non ferreux	109,4	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	163,1	164,9	167,2	176,6	188,5	198,6	203,0	216,7	218,1
Textiles	103,2	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	125,9	133,1	137,3	139,6	141,0	143,2	142,8	147,5	148,6
Produits chimiques	103,9	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	142,1	148,1	156,9	157,3	159,9	161,1	162,4	164,0	171,9
Industrie houillère	116,9	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	205,3	218,2	231,9	231,7	229,6	219,2	221,9	215,3	209,2
Industrie pétrolière	118,0	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	308,9	316,5	326,9	338,3	372,5	351,8	337,5	355,9	370,2
Verres et glaces	99,9	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	122,6	129,0	135,7	137,0	135,9	139,0	138,9	140,5	142,4
Produits agricoles	108,7	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	136,5	141,3	152,8	152,3	153,4	153,5	152,0	155,0	158,1
Ciments	104,3	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	153,8	174,7	172,3	180,6	189,0	193,6	195,0	198,2	192,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,8	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	162,9	177,5	181,3	188,9	187,4	197,2	190,7	193,8	199,2
Carrières	104,3	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	159,0	172,7	183,9	182,6	187,1	190,8	190,6	183,7	191,5
Céramiques	107,8	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	174,6	191,2	198,1	196,3	196,0	211,7	222,9	235,2	239,2
Bois et meubles	103,9	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	132,6	136,8	143,9	141,6	144,9	148,4	150,7	152,7	159,3
Peaux, cuirs et chaussures ..	116,9	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	146,1	167,4	181,6	175,5	170,7	183,6	185,0	196,4	196,4
Papier et livres	99,8	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	132,1	139,0	145,7	144,5	142,9	145,8	145,0	147,4	150,0
Tabacs manufacturés	95,6	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	151,3	163,3	173,6	191,2	—	259,0	194,0	193,8	205,8
Caoutchouc	102,5	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	155,0	162,0	169,0	174,3	172,3	175,2	178,1	181,3	183,5
Industries alimentaires	98,3	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	116,8	119,9	125,0	129,1	125,9	127,6	126,4	133,4	143,7
Divers	112,4	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	167,4	175,6	187,1	162,3	184,7	193,6	181,5	203,0	215,8
Ensemble	105,7	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	147,5	153,9	162,8	164,0	168,1	170,4	170,7	174,3	179,3
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ²																	
Ensemble	99,2	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,3	92,4	90,8	92,7	89,5	90,7	92,3	90,9	90,2	92,5

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1981	1982				1983			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	114,9	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	125,9	130,6	135,6	113,9	122,2	130,2	123,4	110,9	134,3
Biens de consommation	116,6	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	140,1	154,1	143,0	131,0	134,9	148,0	135,7	127,4	138,7
Biens d'équipement	100,9	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	120,2	119,8	131,8	109,3	119,5	112,9	119,2	106,2	126,6
Ensemble	113,5	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	129,1	135,2	141,6	117,8	125,7	133,0	126,6	114,8	135,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,6	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	113,3	92,3	103,0	79,8	90,4	92,3	94,7	81,5	106,0
Fabrications métalliques	116,0	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	137,5	138,4	140,9	109,7	140,3	137,4	142,4	117,3	144,3
Métaux non ferreux	116,4	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	142,0	131,4	140,0	169,8	160,7	145,4	127,5	105,3	145,3
Textiles	112,8	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	134,3	122,7	125,2	106,0	133,3	136,2	130,7	111,6	148,0
Produits chimiques	117,4	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	171,8	170,1	180,2	157,8	176,0	184,3	181,9	173,4	200,3
Industrie houillère	75,5	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	144,7	105,3	122,0	100,2	112,1	117,6	112,0	120,3	153,6
Industrie pétrolière	102,8	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	142,6	101,7	86,3	157,1	129,0	107,2	117,3	144,8	127,8
Verres et glaces	127,8	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	177,4	154,4	173,1	155,8	185,5	172,4	179,1	160,1	199,1
Produits agricoles	103,5	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	164,9	140,2	164,4	160,6	167,8	151,9	154,0	154,5	159,6
Ciments	148,0	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	297,1	176,4	270,1	245,4	260,4	188,6	249,5	237,8	231,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	82,6	75,7	101,4	89,1	94,9	89,5	114,1	107,1	116,0
Carrières	107,2	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	102,7	89,5	110,0	96,1	102,5	95,1	118,6	109,7	123,9
Céramiques	112,1	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	155,5	133,1	159,1	140,6	162,4	132,3	148,4	125,9	137,9
Bois et meubles	116,6	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	142,9	130,2	143,7	121,2	161,6	149,9	153,4	124,2	161,2
Peaux, cuirs et chaussures ..	103,9	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	93,4	83,8	91,8	74,3	89,4	87,0	92,1	77,8	89,3
Papier et livres	122,4	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	161,1	152,0	158,3	143,0	165,6	160,1	164,6	147,1	175,9
Tabacs manufacturés	96,6	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	137,5	123,2	116,2	106,3	—	121,6	117,5	88,2	159,8
Caoutchouc	99,7	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	129,7	119,0	133,2	111,6	133,9	124,4	140,9	116,1	140,3
Industries alimentaires	117,2	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	207,3	192,9	223,4	184,8	241,4	213,7	222,3	186,5	241,1
Divers	115,6	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	134,1	127,7	125,6	119,9	132,7	135,3	137,0	143,9	147,9
Ensemble	112,5	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	143,9	132,7	138,5	127,6	144,1	139,4	141,7	128,1	151,8

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	25,5	24,5	- 1,0	18,6	22,2	+ 3,6	20,1	17,9	- 2,2
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,5	31,4	-11,1
1981 4 ^e trimestre	39,3	38,7	- 0,6	27,3	37,6	+10,3	37,3	27,8	- 9,5
1982 1 ^{er} trimestre	42,2	37,2	- 5,0	30,5	37,0	+ 6,5	41,8	25,3	-16,5
2 ^e trimestre	46,1	41,3	- 4,8	32,8	41,0	+ 8,2	38,5	29,8	- 8,7
3 ^e trimestre	42,4	39,6	- 2,8	26,6	33,8	+ 7,2	34,9	27,7	- 7,2
4 ^e trimestre	45,8	44,8	- 1,0	32,5	42,9	+10,4	41,9	30,6	-11,3
1983 1 ^{er} trimestre	47,5	44,4	- 3,1	33,4	41,5	+ 8,1	45,4	29,1	-16,3
2 ^e trimestre	48,7	48,9	+ 0,2	33,8	41,4	+ 7,6	40,3	31,1	- 9,2
3 ^e trimestre	46,0	44,6	- 1,4	28,9	34,1	+ 5,2	39,1	30,2	- 8,9
4 ^e trimestre	51,8	49,0	- 2,8	35,9	43,9	+ 8,0	45,4	35,4	-10,0
1983 2 premiers mois	43,7	40,5	- 3,2	30,4	39,6	+ 9,2	43,1	27,4	-15,7
1984 2 premiers mois	53,5	48,9	- 4,6	37,9	44,9	+ 7,0	52,9	33,6	-19,3
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	4,4	5,0	+ 0,6	7,7	6,4	- 1,3	77,2	77,7	+ 0,5
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,6	154,6	- 1,0
1981 4 ^e trimestre	6,9	9,8	+ 2,9	13,5	17,5	+ 4,0	126,0	134,4	+ 8,4
1982 1 ^{er} trimestre	7,6	10,1	+ 2,5	15,3	19,5	+ 4,2	139,5	132,5	- 7,0
2 ^e trimestre	7,7	10,8	+ 3,1	15,8	18,9	+ 3,1	143,2	145,4	+ 2,2
3 ^e trimestre	8,2	8,4	+ 0,2	14,1	17,6	+ 3,5	128,5	130,6	+ 2,1
4 ^e trimestre	8,2	11,0	+ 2,8	16,7	20,9	+ 4,2	147,4	154,0	+ 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	9,2	10,7	+ 1,5	20,0	21,4	+ 1,4	158,4	151,2	- 7,2
2 ^e trimestre	8,1	10,2	+ 2,1	18,8	22,2	+ 3,4	152,4	157,9	+ 5,5
3 ^e trimestre	8,3	8,2	- 0,1	18,8	19,8	+ 1,0	143,5	140,5	- 3,0
4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,7	+ 0,2	168,3	168,9	+ 0,6
1983 2 premiers mois	8,7	10,2	+ 1,5	17,6	20,6	+ 3,0	146,3	142,4	- 3,9
1984 2 premiers mois	9,1	12,0	+ 2,9	22,5	25,6	+ 3,1	178,6	169,3	- 9,3

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	7,0	3,8	- 3,2	1,8	0,6	- 1,2	8,5	4,2	- 4,3
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,0	11,4	- 3,6	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,8	- 3,6
1981 4 ^e trimestre	14,0	8,2	- 5,8	3,8	1,1	- 2,7	19,1	9,8	- 9,3
1982 1 ^{er} trimestre	15,5	7,8	- 7,7	4,7	1,1	- 3,6	18,3	8,4	- 9,9
2 ^e trimestre	17,3	7,6	- 9,7	4,7	1,4	- 3,3	20,0	10,0	- 10,0
3 ^e trimestre	14,5	9,1	- 5,4	3,4	1,2	- 2,2	20,0	7,7	- 12,3
4 ^e trimestre	14,9	10,6	- 4,3	3,9	1,3	- 2,6	15,9	9,3	- 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	15,3	11,0	- 4,3	5,1	1,3	- 3,8	13,7	9,5	- 4,2
2 ^e trimestre	14,7	10,2	- 4,5	5,3	1,6	- 3,7	11,4	7,9	- 3,5
3 ^e trimestre	12,3	11,2	- 1,1	4,4	1,5	- 2,9	11,7	7,2	- 4,5
4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1983 2 premiers mois	14,4	10,4	- 4,0	4,7	1,4	- 3,3	14,2	9,1	- 5,1
1984 2 premiers mois	18,2	14,1	- 4,1	6,7	1,9	- 4,8	13,6	8,7	- 4,9
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1976	95,7	92,5	- 3,2	16,3	9,5	- 6,8	2,1	2,7	+ 0,6
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,4	189,9	- 9,5	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1981 4 ^e trimestre	163,7	163,3	- 0,4	30,6	22,3	- 8,3	6,7	3,8	- 2,9
1982 1 ^{er} trimestre	180,2	159,6	- 20,6	34,1	20,4	- 13,7	6,5	3,5	- 3,0
2 ^e trimestre	187,3	173,4	- 13,9	34,3	22,7	- 11,6	8,2	4,2	- 4,0
3 ^e trimestre	164,1	163,8	- 0,3	33,9	20,1	- 13,8	7,5	4,1	- 3,4
4 ^e trimestre	188,5	187,9	- 0,6	30,6	24,3	- 6,3	8,6	5,6	- 3,0
1983 1 ^{er} trimestre	202,9	185,5	- 17,4	27,8	22,9	- 4,9	8,8	5,5	- 3,3
2 ^e trimestre	196,9	190,7	- 6,2	26,3	20,9	- 5,4	7,0	5,6	- 1,4
3 ^e trimestre	180,7	173,7	- 7,0	25,7	20,8	- 4,9	7,3	5,0	- 2,3
4 ^e trimestre	217,2	209,8	- 7,4	28,4	27,9	- 0,5	9,4	6,5	- 2,9
1983 2 premiers mois	186,9	175,6	- 11,3	28,7	22,2	- 6,5	7,9	5,4	- 2,5
1984 2 premiers mois	229,1	211,0	- 18,1	30,1	26,0	- 4,1	8,7	4,9	- 3,8

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE) Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 50,9	- 110,1	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	2.203,6	2.366,7	- 163,1
1.12 Travail à façon	+ 21,4	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	100,9	46,7	+ 54,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 21,5	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	24,3	—	+ 24,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,5	+ 7,3	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	123,0	106,5	+ 16,5
1.3 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	78,4	68,4	+ 10,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 22,7	- 26,1	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	72,1	100,1	- 28,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 23,3	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	1.021,6	1.031,2	- 9,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 18,6	+ 25,1	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	59,0	15,9	+ 43,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,9	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	20,6	18,4	+ 2,2
1.72 Autres	+ 12,0	+ 14,4	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	187,1	194,3	- 7,2
Total 1	+ 36,7	+ 4,7	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	3.890,6	3.948,2	- 57,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 7,5	- 5,8	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	27,1	38,1	- 11,0
2.2 Transferts publics	- 14,2	- 18,8	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	27,0	71,9	- 44,9
Total 2	- 21,7	- 24,6	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	54,1	110,0	- 55,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 15,0	- 19,9	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	3.944,7	4.058,2	- 113,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	- 1,0	+ 1,5	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 105,9	267,2	154,3	+ 112,9
3.12 Avoirs	- 2,1	- 1,7	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	0,1	5,8	- 5,7
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	17,6	7,3	+ 10,3
Total 3	- 3,1	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,1	284,9	167,4	+ 117,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 27,6	+ 7,6	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	—	5,5	- 5,5
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,2	- 0,6	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	19,5	5,6	+ 13,9
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 8,9	+ 3,7	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	8,3	6,5	+ 1,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 12,9	- 18,1	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	—	57,6	- 57,6
4.2312 Investissements directs ..	- 11,3	- 12,7	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	27,4	23,9	+ 3,5
4.2313 Immeubles	- 2,2	- 3,9	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 17,8	- 17,1	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	—	31,7	- 31,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 0,6	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	8,8	—	+ 8,8
4.2322 Investissements directs ..	+ 30,6	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	70,4	6,9	+ 63,5
4.2323 Immeubles	+ 2,5	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	7,3	1,6	+ 5,7
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 9,0	+ 2,5	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	—	6,6	- 6,6
Total 4	- 20,0	+ 12,1	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	145,6	150,7	- 5,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 6,6	+ 10,8	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,7	2,6	—	+ 2,6
Total 1 à 5	- 1,5	+ 2,8	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	4.377,8	4.376,3	+ 1,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,0	+ 8,8	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	—	—	+ 3,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 7,2	+ 3,7	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	—	—	- 5,3
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 0,1	- 2,6	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	—	—	- 16,1
6.2122 Monnaies étrangères	+ 11,4	- 4,8	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	—	—	+ 57,2
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,5	0,0	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	—	—	- 0,4
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	- 0,3
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 1,9	+ 6,3	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	—	—	+ 0,4
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 24,6	- 8,6	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	—	—	- 37,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1981		1982				* 1983		
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 50,0	- 34,2	- 76,7	- 40,4	- 24,1	- 21,9	- 49,2	+ 3,6	- 23,7
1.12 Travail à façon	+ 7,5	+ 9,9	+ 1,2	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,6	+ 3,6	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 15,4	+ 8,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 5,4	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,4	+ 5,6	+ 2,1	+ 3,1	+ 5,7	+ 4,3
1.3 Autres frais de transport	- 0,8	- 2,6	- 0,5	+ 3,8	+ 5,2	+ 1,5	+ 0,6	+ 3,1	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,0	- 7,2	- 7,0	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 3,0	- 3,6	- 6,0	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 3,8	+ 4,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 9,5	+ 9,0	+ 9,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,8	+ 2,1
1.72 Autres	- 1,2	- 3,6	+ 0,7	+ 0,9	- 0,1	- 8,7	- 2,5	- 0,7	- 1,0
Total 1	- 34,4	- 23,4	- 66,7	- 13,1	+ 15,6	+ 6,6	- 40,1	+ 50,2	+ 15,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 4,9	- 4,0	- 3,9	- 3,2	- 1,8	- 2,1	- 2,5	- 2,4	- 2,7
2.2 Transferts publics	- 5,5	- 6,9	- 10,1	- 13,0	- 13,4	- 8,4	- 12,4	- 16,5	- 5,0
Total 2	- 10,4	- 10,9	- 14,0	- 16,2	- 15,2	- 10,5	- 14,9	- 18,9	- 7,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 44,8	- 34,3	- 80,7	- 29,3	+ 0,4	- 3,9	- 55,0	+ 31,3	+ 7,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 17,3	+ 28,9	+ 43,2	+ 35,7	+ 33,9	+ 0,1	+ 47,0	+ 3,4	- 21,2
3.12 Avoirs	- 1,0	- 2,3	- 0,8	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,8	+ 6,4	+ 0,8	+ 5,1	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4
Total 3	+ 15,5	+ 33,0	+ 43,2	+ 39,9	+ 32,0	+ 2,4	+ 45,7	+ 1,3	- 23,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 3,8	- 18,0	+ 27,8	- 27,0	+ 5,7	- 12,0	- 21,0	0,0	+ 14,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,9	+ 10,1	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 13,8	+ 10,3	- 2,0	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 6,1	- 22,0	- 12,7	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 12,8	- 26,0
4.2312 Investissements directs ..	- 8,7	- 5,4	- 0,4	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,3	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2
4.2314 Autres	- 17,7	- 10,0	- 14,6	- 2,1	- 16,9	+ 1,9	+ 6,7	+ 1,6	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	- 1,0	0,0	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4
4.2322 Investissements directs ..	+ 4,9	+ 14,2	+ 1,8	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	- 3,4	- 0,6	+ 12,8
4.2323 Immeubles	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8
4.2324 Autres	+ 4,7	+ 18,4	+ 7,1	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6	- 13,6	- 10,7
Total 4	- 13,1	- 2,8	+ 12,0	- 5,8	- 16,4	+ 5,1	- 9,6	- 28,6	- 19,8
5. Erreurs et omissions	- 1,4	- 21,5	+ 1,1	- 21,2	+ 14,6	+ 8,1	- 27,7	+ 22,4	+ 15,7
Total 1 à 5	- 43,8	- 25,6	- 24,4	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,2	- 7,2	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	- 2,3	- 0,6	+ 4,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 19,5	+ 0,3	- 1,2	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7
6.2122 Monnaies étrangères	- 24,8	- 18,5	- 13,2	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 1,1	- 0,3	- 0,9	0,0	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2
6.222 Autres	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 0,3	+ 12,8	- 3,5	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 40,3	- 12,3	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1983			1983		
	* 2 ^e trimestre			* 3 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	579,5	575,9	+ 3,6	561,3	585,0	- 23,7
1.12 Travail à façon	27,5	10,4	+ 17,1	23,8	7,8	+ 16,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	15,4	—	+ 15,4	8,7	—	+ 8,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	31,2	25,5	+ 5,7	31,4	27,1	+ 4,3
1.3 Autres frais de transport	20,7	17,6	+ 3,1	20,1	19,0	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	23,0	26,2	- 3,2	29,6	38,7	- 9,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	212,2	216,0	- 3,8	216,5	212,1	+ 4,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	15,8	3,6	+ 12,2	15,5	3,0	+ 12,5
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	5,5	4,7	+ 0,8	6,1	4,0	+ 2,1
1.72 Autres	50,1	50,8	- 0,7	50,5	51,5	- 1,0
Total 1	980,9	930,7	+ 50,2	963,5	948,2	+ 15,3
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,0	9,4	- 2,4	7,1	9,8	- 2,7
2.2 Transferts publics	5,8	22,3	- 16,5	8,8	13,8	- 5,0
Total 2	12,8	31,7	- 18,9	15,9	23,6	- 7,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	993,7	962,4	+ 31,3	979,4	971,8	+ 7,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	55,8	52,4	+ 3,4	40,8	62,0	- 21,2
3.12 Avoirs	0,0	2,3	- 2,3	0,0	1,5	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics	0,3	0,1	+ 0,2	0,1	0,5	- 0,4
Total 3	56,1	54,8	+ 1,3	40,9	64,0	- 23,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	0,0	0,0	14,1	—	+ 14,1
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	1,0	0,5	+ 0,5	3,2	0,9	+ 2,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	2,0	1,2	+ 0,8	0,2	4,4	- 4,2
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	12,8	- 12,8	—	26,0	- 26,0
4.2312 Investissements directs ..	2,0	8,1	- 6,1	1,0	13,3	- 12,3
4.2313 Immeubles	0,8	1,4	- 0,6	1,0	1,2	- 0,2
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	1,6	—	+ 1,6	4,0	—	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	0,8	—	+ 0,8	—	0,4	- 0,4
4.2322 Investissements directs ..	7,7	8,3	- 0,6	17,4	4,6	+ 12,8
4.2323 Immeubles	1,7	0,3	+ 1,4	1,2	0,4	+ 0,8
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	—	13,6	- 13,6	—	10,7	- 10,7
Total 4	17,6	46,2	- 28,6	42,1	61,9	- 19,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	22,4	—	+ 22,4	15,7	—	+ 15,7
Total 1 à 5	1.089,8	1.063,4	+ 26,4	1.078,1	1.097,7	- 19,6
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 9,7	—	—	- 0,1
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 23,1	—	—	- 4,7
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 52,4	—	—	+ 16,6
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,8	—	—	+ 3,2
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 6,1	—	—	- 5,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 99,3	—	—	- 30,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	1982	* 1983	1982		* 1983			* 1984		
	Année		3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	avril mai	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	avril mai
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 165,7	- 111,8	- 21,6	- 32,6	- 66,8	+ 9,0	- 7,2	- 37,6	- 31,5	- 18,4
1.12 Travail à façon	+ 54,2	+ 58,7	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 11,9	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 13,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 24,3	+ 26,7	+ 10,2	- 0,7	+ 0,1	+ 3,7	+ 8,7	+ 2,5	+ 1,5	+ 3,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,5	+ 16,7	+ 5,6	+ 2,1	+ 3,1	+ 3,4	+ 4,3	+ 3,6	+ 3,2	+ 1,6
1.3 Autres frais de transport	+ 10,0	+ 6,8	+ 5,2	+ 1,5	+ 0,6	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,0	+ 1,7	+ 2,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 28,0	- 19,6	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 0,9	- 9,1	- 1,3	- 3,9	- 1,7
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 9,6	- 8,4	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 4,2	+ 4,4	+ 2,3	- 2,7	- 4,0
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 43,1	+ 49,6	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 7,6	+ 12,5	+ 13,4	+ 12,5	+ 8,1
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 2,2	+ 4,6	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,5	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,9	+ 1,7
1.72 Autres	- 7,2	- 9,3	- 0,1	- 8,7	- 2,5	+ 0,3	- 1,0	- 5,1	- 5,1	- 3,5
Total 1	- 60,2	+ 14,0	+ 18,1	- 4,1	- 57,7	+ 35,1	+ 31,8	- 6,5	- 8,9	+ 2,6
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 11,0	- 9,4	- 1,8	- 2,1	- 2,5	- 1,7	- 2,7	- 1,8	- 2,5	- 2,6
2.2 Transferts publics	- 44,9	- 45,6	- 13,4	- 8,4	- 12,4	- 13,2	- 5,0	- 11,7	- 11,5	- 5,3
Total 2	- 55,9	- 55,0	- 15,2	- 10,5	- 14,9	- 14,9	- 7,7	- 13,5	- 14,0	- 7,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 116,1	- 41,0	+ 2,9	- 14,6	- 72,6	+ 20,2	+ 24,1	- 20,0	- 22,9	- 5,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 112,9	+ 30,9	+ 33,9	+ 0,1	+ 47,0	+ 7,1	- 21,2	+ 1,7	+ 41,8	+ 33,3
3.12 Avoirs	- 5,7	- 7,2	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 1,6	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 10,3	- 1,4	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,3	- 0,4	- 0,9	+ 0,2	0,0
Total 3	+ 117,5	+ 22,3	+ 32,0	+ 2,4	+ 45,7	+ 5,8	- 23,1	- 1,6	+ 41,0	+ 32,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 2,9	+ 2,5	+ 3,2	- 1,3	- 3,4	+ 2,5	- 2,4	+ 4,5	+ 0,7	- 0,1
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 13,9	+ 2,4	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,2	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	- 0,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,8	- 9,3	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 2,0	- 4,2	- 5,1	+ 1,5	- 2,1
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 57,6	- 84,0	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 4,0	- 26,0	- 21,1	- 36,7	- 16,9
4.2312 Investissements directs ..	+ 3,5	- 18,3	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,9	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 3,1
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,4	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,1
4.2314 Autres	- 31,7	+ 8,1	- 16,9	+ 1,9	+ 6,7	+ 3,0	+ 4,0	- 4,2	- 3,5	- 1,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 8,8	+ 4,7	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,9	- 0,4	+ 2,1	- 1,0	- 2,0
4.2322 Investissements directs ..	+ 63,5	+ 42,5	+ 10,8	+ 32,1	- 3,4	- 1,0	+ 12,8	+ 33,7	+ 0,8	- 5,0
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 2,9	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,7
4.2324 Autres	- 6,6	+ 8,1	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6	- 12,4	- 10,7	+ 3,8	+ 14,9	+ 9,7
Total 4	- 2,5	- 40,8	- 18,9	+ 15,8	+ 8,0	- 15,6	- 36,3	+ 12,3	- 20,0	- 21,1
5. Erreurs et omissions	+ 2,6	+ 25,3	+ 14,6	+ 8,1	- 27,7	+ 15,7	+ 15,7	+ 14,9	+ 10,4	- 5,3
Total 1 à 5	+ 1,5	- 34,2	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,1	- 19,6	+ 5,6	+ 8,5	+ 0,3
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	+ 0,9	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	- 5,3	+ 3,6	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	- 0,5	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 2,5
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 16,1	+ 40,8	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 19,7	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 18,4
6.2122 Monnaies étrangères	+ 57,2	- 63,9	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 28,0	+ 16,6	+ 15,6	+ 35,0	- 16,6
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 0,4	+ 4,3	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,3	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	+ 4,2
6.222 Autres	- 0,3	+ 0,1	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	+ 0,4	- 2,0	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 0,9	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 9,1
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 37,5	- 22,1	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 74,6	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 44,6
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1980	1981	1982	* 1983	* 1983		* 1984	
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	avril mai
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-144,4	-155,5	-113,5	.	+ 7,6	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-164,4	-199,6	-116,1	- 41,0	+ 24,1	- 20,0	- 22,9	- 5,3
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 25,7	+107,1	+117,5	+ 22,3	- 23,1	- 1,6	+ 41,0	+ 32,0
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 64,8	+ 99,9	+115,6	+ 98,7	+ 26,0	+ 20,6	+ 40,5	+ 16,0
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 17,2	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,5	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	+ 1,1	- 4,8	- 3,2	+ 9,3
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,0	- 44,1	- 2,6	.	+ 16,5	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 1,8	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	- 2,4	+ 4,5	+ 0,7	- 0,1
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 53,2	+ 33,3	+ 0,4	- 43,3	- 33,9	+ 7,8	- 20,7	- 21,0
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 68,3	-127,8	- 12,1	- 95,0	+ 39,3	- 81,5	-138,7	- 58,4
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 46,2	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	- 59,8	- 22,8	-135,8	+ 13,5
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 52,0	+ 64,8	- 37,4	+ 87,3	- 33,3	+ 69,8	+ 57,4	+ 72,2
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 64,4	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	+ 37,4	+ 39,2	+157,9	- 16,5
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 64,4	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	+ 4,7	- 34,8	- 7,1	+ 18,4
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme ..	- 14,9	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	- 6,9	- 21,7	- 27,7	+ 22,9
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 16,4	- 7,9	-114,7	- 19,7	- 50,2	- 16,6	- 11,0	- 10,0
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 3,3	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	+ 29,3	+ 5,3	+ 5,6	- 19,9
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 20,9	- 1,7	+ 2,6	+ 25,3	+ 15,7	+ 14,9	+ 10,4	- 5,3
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 4,2	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	+ 1,6	- 7,9	+ 16,8	- 3,2
Total 1 à 7⁴ ...	+ 44,2	- 93,3	- 37,5	- 22,1	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 44,6
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 3,9	- 1,8	- 0,8	- 4,6	0,0	- 1,6	- 0,7	- 0,4
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 27,3	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	- 0,1	- 1,3	- 32,7	- 35,4
8.32 Autres	+ 27,8	- 2,7	- 14,3	- 32,6	- 5,3	- 44,0	- 31,3	+ 64,4
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	+ 30,6	- 10,1	- 73,8	- 19,2	- 27,9	- 3,4	+ 28,0	+ 16,9
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 16,6	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 0,2	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	+ 2,9	+ 0,7	- 0,1	- 0,9
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	+ 0,6	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.							Dollars des Etats-Unis	Autres	
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres			Total
Paiements d'importations										
1976	26,5	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	70,4	25,1	4,5
1977	27,3	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,7	26,2	4,1
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1982 3 premiers mois	23,7	16,2	9,8	9,1	3,5	1,5	0,3	64,1	31,2	4,7
6 premiers mois	24,1	16,8	9,9	9,1	3,5	1,7	0,3	65,4	30,2	4,4
9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
Recettes d'exportations										
1976	47,8	17,4	11,1	6,6	1,9	1,2	0,2	86,2	12,0	1,8
1977	45,8	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	83,5	14,6	1,9
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1982 3 premiers mois	36,7	17,0	14,2	7,1	3,2	2,6	0,3	81,1	16,2	2,7
6 premiers mois	36,3	17,7	14,7	7,0	3,3	2,5	0,4	81,9	15,3	2,8
9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome 1, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVII^e année tome 1, n^o 5 mai 1982 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions : statistiques rétrospectives de 1970 à 1980 et données provisoires de 1981 » ; LVIII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX ». *Rapports 1982 de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84
1983 Année	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58
du 1-1 au 18-3	47,24	19,64	20,10	6,91	72,86	3,39	38,50	17,80	6,39	23,55	36,62	5,54	279,59	6,66	8,81	51,69	8,14	65,17
du 22-3 au 17-5					74,35											49,75		
du 22-3 au 21-6																	8,56	
du 22-3 au 9-9																		
du 22-3 au 31-12	52,30	20,12	21,97	6,66		3,36	42,39	17,94	6,74	24,57	35,41	5,60	285,89	7,10	9,29			63,13
du 18-5 au 31-12					79,85													
du 23-6 au 31-12																43,36		
du 12-9 au 31-12																	1,78	

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais
1982 2 ^e trimestre	45,12	18,93	18,46	7,17	80,20	3,41	36,24	17,08	7,63	22,57	42,47	5,55	269,05	7,41	9,78	61,52	7,93	65,24
3 ^e trimestre	47,56	19,17	18,39	6,85	82,04	3,41	38,06	17,43	7,72	22,52	42,40	5,49	272,51	7,17	9,97	55,67	8,13	65,82
4 ^e trimestre	48,68	19,49	18,87	6,89	80,25	3,40	39,54	17,79	6,64	22,80	40,63	5,54	277,36	6,82	9,00	54,21	8,27	65,77
1983 1 ^{er} trimestre	47,34	19,66	20,10	6,87	72,52	3,38	38,57	17,78	6,39	23,49	36,44	5,55	279,86	6,66	8,80	51,40	8,14	64,84
2 ^e trimestre	49,68	19,96	20,90	6,64	77,28	3,36	40,35	17,76	6,58	23,90	35,70	5,59	283,45	6,92	9,07	49,24	8,42	63,04
3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47
1983 Août	53,57	20,05	21,93	6,66	80,48	3,37	43,44	17,93	6,82	24,77	35,46	5,57	285,31	7,18	9,39	44,30	8,85	63,26
Septembre	53,83	20,18	22,20	6,68	80,67	3,36	43,70	18,04	6,83	24,89	35,44	5,61	286,98	7,25	9,43	43,50	4,06	63,21
du 1 ^{er} au 9																	8,92	
du 12 au 30																	1,79	
Octobre	53,03	20,38	22,77	6,67	79,39	3,35	43,05	18,16	6,81	25,13	35,08	5,63	289,69	7,24	9,40	42,88	1,74	63,18
Novembre	54,56	20,32	23,22	6,68	80,54	3,35	44,13	18,13	6,89	25,14	35,27	5,63	288,66	7,30	9,49	42,84	1,78	63,21
Décembre	55,90	20,34	23,87	6,67	80,17	3,36	44,88	18,13	6,94	25,46	35,41	5,62	288,60	7,25	9,55	42,34	1,81	63,17
1984 Janvier	57,26	20,40	24,51	6,67	80,73	3,36	45,87	18,15	7,01	25,63	35,86	5,63	289,43	7,28	9,65	42,55	1,82	63,22
Février	55,38	20,48	23,71	6,65	79,68	3,32	44,38	18,15	6,91	25,09	35,90	5,61	290,50	7,19	9,56	41,61	1,74	63,09
Mars	53,13	20,47	23,58	6,64	77,38	3,29	41,86	18,13	6,87	24,75	35,54	5,58	290,67	7,08	9,46	41,17	1,57	62,67
Avril	53,97	20,43	23,99	6,64	76,79	3,30	42,19	18,12	6,89	24,68	35,95	5,56	290,41	7,11	9,56	40,62	1,54	62,57
Mai	55,98	20,35	24,27	6,62	77,74	3,30	43,25	18,09	6,92	24,68	36,37	5,56	289,53	7,16	9,62	40,46	1,58	62,49
Juin	55,89	20,38	23,93	6,63	76,87	3,29	42,84	18,09	6,89	24,46	36,06	5,56	290,27	7,14	9,59	39,62	1,57	62,36
Juillet	57,70	20,27	23,78	6,60	76,19	3,30	43,63	17,96	6,95	23,99	35,80	5,54	288,91	7,03	9,59	38,56	1,57	62,16
Août	58,33	20,20	24,06	6,58	76,54	3,27	44,73	17,91	6,98	24,11	35,49	5,54	287,63	7,02	9,61	38,94	1,58	62,20

X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)			
1976	44,56	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1982 2 ^e trimestre	50,35	45,12	49,55	49,64	+ 1,91	- 0,29
3 ^e trimestre	51,65	47,56	50,33	50,36	+ 1,36	+ 1,11
4 ^e trimestre	52,47	48,68	50,43	50,45	+ 3,54	+ 2,42
1983 1 ^{er} trimestre	51,68	47,34	49,54	49,52	+ 5,90	+ 3,27
2 ^e trimestre	53,52	49,68	49,92	49,94	+ 0,86	+ 0,72
3 ^e trimestre	55,98	53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04
4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
1983 Août	56,26	53,57	53,86	53,83	- 1,29	- 1,30
Septembre	56,57	53,83	54,46	54,48	- 0,27	- 0,66
Octobre	56,33	53,03	53,87	53,87	- 0,08	- 0,23
Novembre	57,36	54,56	55,06	55,10	- 0,05	- 0,20
Décembre	58,28	55,90	56,70	56,68	+ 0,99	+ 0,67
1984 Janvier	59,35	57,26	58,27	58,32	+ 1,38	+ 0,91
Février	57,96	55,38	57,12	57,15	+ 2,37	+ 1,65
Mars	56,53	53,13	54,93	54,92	+ 2,48	+ 1,37
Avril	57,07	53,97	55,44	55,45	+ 0,69	+ 0,48
Mai	58,26	55,98	56,85	56,78	+ 0,22	+ 0,11
Juin	58,07	55,89	56,60	56,61	- 0,14	- 0,22
Juillet	58,87	57,70	58,27	58,23	- 0,60	- 0,62
Août	59,27	58,33	58,88	58,87	- 0,68	- 0,68

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,168	355,060		58960,0	299,830	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 18 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		58960,0	299,850	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punds irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1982 2 ^e trimestre	45,11	+ 0,82	+ 1,60	+ 1,51	+ 0,18	+ 0,62	+ 0,51	+ 43	- 17	- 32	- 41	+ 12	0	+ 16
3 ^e trimestre	45,19	- 0,08	+ 0,61	- 0,63	+ 2,44	+ 0,69	+ 1,11	+ 15	+ 20	- 14	+ 61	- 35	- 20	- 35
4 ^e trimestre	45,45	+ 2,06	+ 1,41	+ 1,11	+ 1,93	+ 1,32	+ 1,04	+ 58	- 42	- 9	+ 7	- 15	- 6	+ 7
1983 1 ^{er} trimestre	44,85	+ 1,67	+ 1,38	+ 1,47	+ 2,06	+ 1,55	+ 0,28	+ 53	- 27	- 13	- 24	- 26	- 23	+ 36
2 ^e trimestre	45,22	- 0,09	+ 1,42	- 0,36	+ 4,94	+ 1,68	+ 1,84	+ 29	+ 35	- 38	+ 68	- 62	- 58	- 56
3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
1983 Août	45,68	+ 0,83	+ 0,96	+ 0,11	+ 5,45	+ 2,01	+ 2,23	+ 50	+ 10	+ 3	+ 65	- 64	- 52	- 53
Septembre	45,85	+ 1,47	+ 1,73	+ 0,74	+ 5,08	+ 2,26	+ 2,18	+ 68	- 4	- 16	+ 46	- 51	- 46	- 35
Octobre	45,91	+ 2,14	+ 2,09	+ 1,72	+ 4,74	+ 2,08	+ 2,13	+ 88	- 16	- 13	+ 6	- 43	- 14	- 14
Novembre	45,97	+ 1,99	+ 2,16	+ 1,44	+ 4,81	+ 2,24	+ 2,13	+ 84	- 14	- 20	+ 19	- 42	- 28	- 19
Décembre	45,96	+ 1,98	+ 1,87	+ 1,58	+ 4,89	+ 2,14	+ 2,12	+ 85	- 12	- 6	+ 11	- 44	- 21	- 17
1984 Janvier	46,07	+ 2,12	+ 2,15	+ 1,87	+ 5,01	+ 2,17	+ 2,16	+ 92	- 12	- 12	0	- 42	- 16	- 13
Février	45,96	+ 2,08	+ 1,76	+ 2,23	+ 3,70	+ 1,86	+ 1,98	+ 95	- 6	+ 8	- 20	- 23	+ 4	- 1
Mars	45,69	+ 2,00	+ 1,27	+ 2,18	+ 2,88	+ 1,67	+ 1,28	+ 82	- 15	+ 19	- 34	- 20	+ 1	+ 18
Avril	45,61	+ 1,92	+ 0,80	+ 2,02	+ 3,16	+ 1,70	+ 1,15	+ 74	- 19	+ 33	- 35	- 28	- 9	+ 16
Mai	45,59	+ 1,73	+ 0,78	+ 1,60	+ 3,07	+ 1,42	+ 1,01	+ 72	- 12	+ 31	- 9	- 27	+ 3	+ 21
Juin	45,55	+ 1,73	+ 0,73	+ 1,76	+ 3,00	+ 1,54	+ 0,80	+ 67	- 17	+ 30	- 26	- 27	- 8	+ 26
Juillet	45,33	+ 1,02	+ 0,48	+ 1,20	+ 3,14	+ 1,11	+ 0,46	+ 43	- 7	+ 19	- 21	- 39	- 12	+ 19
Août	45,23	+ 0,74	+ 0,44	+ 0,84	+ 2,34	+ 0,74	+ 0,63	+ 35	- 1	+ 13	- 9	- 28	- 1	+ 4

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
du 18 mai 1983 au 14 septembre 1984					
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	$\frac{(4)}{(3)} = \frac{(4)}{44,9008} \times 100$	
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	36,93	1,42
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,73	1,87
Livre sterling	0,0885	76,4806 ³	6,7685	15,07	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,77	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,32	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,46	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,67	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,05	2,23
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 17 septembre 1984					
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	$\frac{(4)}{(3)} = \frac{(4)}{44,9008} \times 100$	
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations	importations	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	de l'U.E.B.L.													
	Franc belge													
1976	102,2	101,6	101,4	105,2	104,8	104,2	95,6	85,6	82,3	102,3	100,3	108,5	101,3	101,2
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1982 2 ^e trimestre	96,3	95,3	94,9	115,8	124,1	135,5	78,8	90,3	54,0	114,9	80,3	147,5	83,7	97,7
3 ^e trimestre	95,7	94,3	94,4	121,4	124,7	131,2	73,9	91,4	53,6	116,4	80,3	145,2	81,7	93,0
4 ^e trimestre	95,2	93,6	93,7	123,4	126,6	133,0	73,8	89,1	52,9	118,3	69,0	145,9	82,7	88,4
1983 1 ^{er} trimestre	96,7	95,1	94,1	120,0	128,7	145,2	74,2	80,5	53,0	119,2	66,9	151,0	84,1	87,5
2 ^e trimestre	95,6	93,5	93,2	123,5	128,8	146,9	70,2	84,3	51,8	117,6	67,5	150,9	83,1	88,7
3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
1983 Août	94,1	91,4	91,0	128,7	125,2	147,1	68,2	85,0	50,5	115,3	67,3	150,9	79,4	88,6
Septembre	94,1	91,8	90,6	128,6	125,5	148,1	68,0	84,8	50,0	115,6	67,2	150,9	79,8	89,0
Octobre	94,6	92,7	90,4	126,2	126,9	153,1	67,9	83,4	49,8	116,4	67,0	152,2	80,3	89,0
Novembre	94,1	92,0	89,8	128,3	125,2	153,3	67,3	83,7	49,4	115,3	66,9	150,5	79,3	88,6
Décembre	93,8	91,5	89,2	130,3	124,2	155,7	66,6	82,4	48,9	114,3	66,8	150,7	78,3	86,8
1984 Janvier	93,3	90,8	88,5	131,6	123,2	157,5	65,8	81,9	48,4	113,3	66,6	149,5	77,6	86,2
Février	94,3	91,8	89,4	129,3	125,6	155,4	66,6	82,1	48,4	114,7	66,6	148,9	78,6	86,6
Mars	95,6	93,2	90,4	126,3	127,4	158,7	67,5	80,9	48,8	116,2	67,6	149,2	79,6	86,9
Avril	95,5	93,0	90,0	127,7	126,4	160,2	67,2	79,8	48,7	115,8	67,4	147,7	78,8	86,7
Mai	95,0	92,2	89,4	131,3	124,6	158,9	66,3	79,9	48,2	114,5	66,9	146,6	77,9	88,2
Juin	95,3	92,5	89,6	132,1	125,5	157,4	66,7	79,5	48,3	114,1	66,9	145,5	78,0	86,4
Juillet	95,5	92,6	89,5	136,5	124,1	153,9	66,0	78,3	48,2	113,6	67,1	141,6	77,6	84,5
Août	* 95,5	* 92,7												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n^o 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n^o 4,

octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n^o 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n^o 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e année, tome I, n^o 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, *Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982 6 premiers mois	543,1	561,6	819,3	837,8	- 276,2	6,4	89,3	- 82,9	- 359,1
9 premiers mois	841,0	868,6	1.195,7	1.223,3	- 354,7	9,4	142,2	- 132,8	- 487,5
12 mois	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 3 premiers mois	270,1	276,3	454,7	460,9	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
6 premiers mois	578,3	597,1	881,4	900,2	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
7 premiers mois	718,0	739,8	1.018,3	1.040,1	- 300,3	7,7	112,8	- 105,1	- 405,4
8 premiers mois	811,8	836,7	1.122,5	1.147,4	- 310,7	8,7	133,2	- 124,5	- 435,2
9 premiers mois	879,5	907,5	1.237,9	1.265,9	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
10 premiers mois	1.013,6	1.045,0	1.346,4	1.377,8	- 332,8	11,0	154,4	- 143,4	- 476,2
11 premiers mois	1.094,6	1.129,4	1.448,1	1.482,9	- 353,5	12,2	168,1	- 155,9	- 509,4
12 mois	1.236,3	1.254,3	1.571,1	1.589,1	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 1 ^{er} mois	119,7	123,1	155,0	158,4	- 35,3	1,0	20,2	- 19,2	- 54,5
2 premiers mois	204,6	211,8	317,9	325,1	- 113,3	2,1	33,9	- 31,8	- 145,1
3 premiers mois	307,3	318,3	481,5	492,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
4 premiers mois	447,4	462,1	642,0	656,7	- 194,6	4,0	68,8	- 64,8	- 259,4
5 premiers mois	539,1	557,4	779,0	797,3	- 239,9	5,0	93,6	- 88,6	- 328,5
6 premiers mois	649,0	671,1	965,3	987,4	- 316,3	6,6	109,6	- 103,0	- 419,3

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Divers ⁶	Total (13) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
1976	- 131,6	+ 0,5	- 47,5	- 178,6	0,0	- 178,6	+ 126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	0,0	+ 0,5	+ 51,9	
1977	- 161,7	- 1,5	- 48,6	- 211,8	0,0	- 211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2	
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	- 178,7	+ 1,8	- 56,9	- 233,8	0,0	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	- 79,3	- 284,8	0,0	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	- 80,4	- 371,4	0,0	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	- 89,6	- 526,7	0,0	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982 6 premiers mois	- 359,1	+ 11,2	- 49,7	- 397,6	0,0	- 397,6	+ 134,4	0,0	+ 23,1	+ 112,1	+ 8,4	+ 120,2	- 0,6	+ 263,2
9 premiers mois	- 487,5	+ 3,0	- 82,3	- 566,8	0,0	- 566,8	+ 193,0	0,0	+ 24,6	+ 248,0	+ 9,7	+ 92,4	- 0,9	+ 373,8
12 mois	- 486,8	- 8,8	- 110,1	- 605,7	0,0	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	+ 5,9	- 29,6	- 252,2	0,0	- 252,2	+ 131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+ 120,7
6 premiers mois	- 396,7	- 3,8	- 52,1	- 452,6	0,0	- 452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
7 premiers mois	- 405,4	+ 0,5	- 57,5	- 462,4	0,0	- 462,4	+ 237,9	0,0	- 20,6	+ 166,6	+ 7,6	+ 72,3	- 1,4	+ 224,5
8 premiers mois	- 435,2	+ 9,7	- 66,9	- 492,4	0,0	- 492,4	+ 244,7	0,0	- 16,5	+ 195,1	+ 0,6	+ 69,9	- 1,4	+ 247,7
9 premiers mois	- 487,0	+ 3,9	- 75,2	- 558,3	0,0	- 558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
10 premiers mois	- 476,2	+ 2,5	- 83,1	- 556,8	0,0	- 556,8	+ 324,4	0,0	- 5,7	+ 174,4	+ 3,4	+ 62,1	- 1,8	+ 232,4
11 premiers mois	- 509,4	+ 4,6	- 90,8	- 595,6	0,0	- 595,6	+ 335,1	0,0	+ 16,6	+ 179,7	- 3,3	+ 67,5	0,0	+ 260,5
12 mois	- 510,0	+ 4,8	- 96,0	- 601,2	0,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	- 1,4	- 10,3	- 66,2	0,0	- 66,2	+ 26,9	0,0	- 12,5	+ 57,0	+ 14,0	- 19,2	0,0	+ 39,3
2 premiers mois	- 145,1	+ 4,8	- 17,2	- 157,5	0,0	- 157,5	+ 95,1	0,0	+ 21,5	+ 47,5	+ 2,1	- 8,2	- 0,5	+ 62,4
3 premiers mois	- 222,8	+ 7,9	- 23,5	- 238,4	0,0	- 238,4	+ 107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+ 131,3
4 premiers mois	- 259,4	0,0	- 31,0	- 290,4	0,0	- 290,4	+ 160,0	0,0	+ 43,3	+ 38,4	+ 15,7	+ 33,0	0,0	+ 130,4
5 premiers mois	- 328,5	+ 6,0	- 39,7	- 362,2	0,0	- 362,2	+ 166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+ 195,9
6 premiers mois	- 419,3	+ 9,9	- 48,5	- 457,9	0,0	- 457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3, 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1976	- 131,6	- 1,5	- 133,1	+ 82,3	+ 34,9	+ 117,2	+ 16,3	+ 0,7	- 1,1	+ 15,9
1977	- 161,7	- 5,7	- 167,4	+ 134,7	+ 17,6	+ 152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	- 178,7	- 4,2	- 182,9	+ 143,7	+ 14,4	+ 158,1	0,0	+ 13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	- 204,8	- 7,0	- 211,8	+ 126,1	+ 6,9	+ 133,0	0,0	+ 36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	- 292,0	- 4,7	- 296,7	+ 69,6	+ 110,1	+ 179,7	0,0	+ 24,7	+ 92,3	+ 117,0
1981	- 435,0	- 19,6	- 454,6	+ 26,6	+ 141,5	+ 168,1	0,0	+ 72,4	+ 214,1	+ 286,5
1982 6 premiers mois	- 359,1	+ 5,3	- 353,8	+ 58,6	+ 118,2	+ 176,8	0,0	+ 24,8	+ 152,2	+ 177,0
9 premiers mois	- 487,5	- 8,8	- 496,3	+ 24,5	+ 266,4	+ 290,9	0,0	+ 15,0	+ 190,4	+ 205,4
12 mois	- 486,8	- 22,0	- 508,8	+ 65,0	+ 192,5	+ 257,5	0,0	+ 31,5	+ 219,8	+ 251,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	- 9,5	- 238,0	+ 108,0	+ 24,1	+ 132,1	0,0	+ 16,2	+ 89,7	+ 105,9
6 premiers mois	- 396,7	- 21,9	- 418,6	+ 178,6	+ 157,7	+ 336,3	0,0	- 19,4	+ 101,7	+ 82,3
7 premiers mois	- 405,4	- 16,6	- 422,0	+ 165,9	+ 164,7	+ 330,6	0,0	- 12,5	+ 103,9	+ 91,4
8 premiers mois	- 435,2	- 8,7	- 443,9	+ 157,9	+ 182,9	+ 340,8	0,0	- 5,2	+ 108,3	+ 103,1
9 premiers mois	- 487,0	- 15,6	- 502,6	+ 220,9	+ 156,7	+ 377,6	0,0	+ 15,0	+ 110,0	+ 125,0
10 premiers mois	- 476,2	- 17,9	- 494,1	+ 213,9	+ 164,6	+ 378,5	0,0	+ 5,6	+ 110,0	+ 115,6
11 premiers mois	- 509,4	- 16,9	- 526,3	+ 212,4	+ 165,1	+ 377,5	0,0	+ 27,9	+ 120,9	+ 148,8
12 mois	- 510,0	- 14,4	- 524,4	+ 274,4	+ 108,9	+ 383,3	0,0	+ 7,3	+ 133,8	+ 141,1
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	+ 8,3	- 46,2	- 29,7	+ 71,0	+ 41,3	0,0	- 12,5	+ 17,4	+ 4,9
2 premiers mois	- 145,1	+ 0,7	- 144,4	+ 18,3	+ 59,5	+ 77,8	0,0	+ 11,0	+ 55,6	+ 66,6
3 premiers mois	- 222,8	+ 4,1	- 218,7	+ 8,3	+ 110,4	+ 118,7	0,0	+ 10,3	+ 89,7	+ 100,0
4 premiers mois	- 259,4	- 5,5	- 264,9	+ 45,7	+ 82,9	+ 128,6	0,0	+ 14,5	+ 121,8	+ 136,3
5 premiers mois	- 328,5	+ 0,5	- 328,0	+ 37,1	+ 144,5	+ 181,6	0,0	+ 8,6	+ 137,8	+ 146,4
6 premiers mois	- 419,3	+ 0,8	- 418,5	+ 92,8	+ 188,7	+ 281,5	0,0	- 2,6	+ 139,6	+ 137,0

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

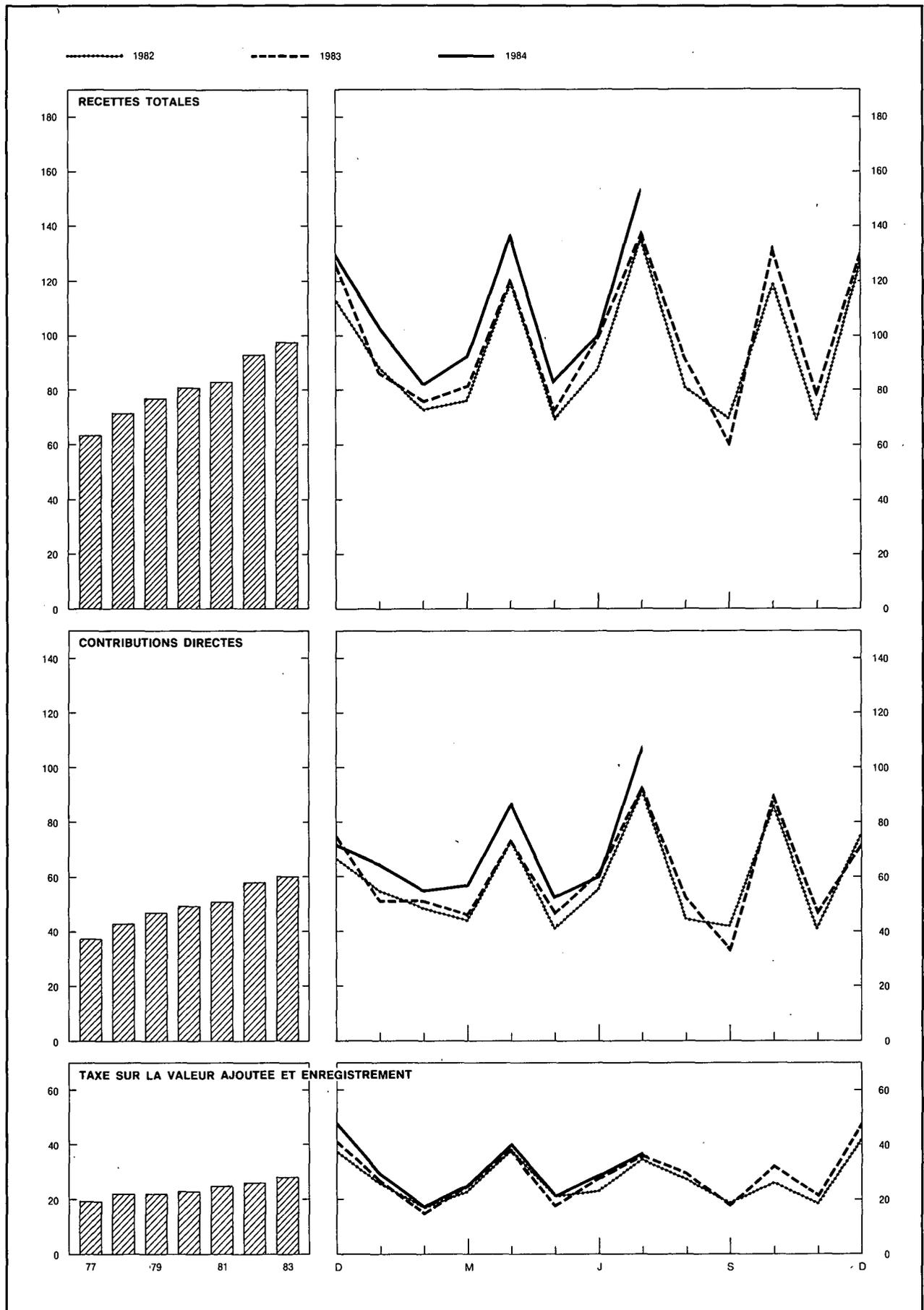
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1976	388,0	91,7	68,7	215,2	671,9	7,2	679,1	80,8	215,2	684,0	691,2
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1982 2 ^e trimestre	168,8	31,0	23,7	82,2	274,7	2,8	277,5	28,7	86,9	284,4	287,2
3 ^e trimestre	178,1	37,8	23,7	80,8	282,6	2,9	285,5	28,3	85,3	291,7	294,6
4 ^e trimestre	202,2	63,2	23,6	86,5	312,3	2,9	315,2	28,2	91,2	321,6	324,5
1983 1 ^{er} trimestre	149,4	2,5	24,3	67,5	241,2	2,9	244,1	26,0	72,0	247,4	250,3
2 ^e trimestre	181,9	33,5	25,5	84,6	292,0	2,8	294,8	33,6	89,1	304,6	307,4
3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
1983 Juillet	92,8	37,1	8,6	36,0	137,4	0,9	138,3	10,1	37,5	140,4	141,3
Août	52,5	0,3	9,0	29,8	91,3	0,9	92,2	10,5	31,3	94,3	95,2
Septembre	33,9	1,1	8,0	18,1	60,0	0,9	60,9	9,6	19,7	63,2	64,1
Octobre	90,2	40,0	8,8	32,5	131,5	1,0	132,5	10,5	34,2	134,9	135,9
Novembre	47,5	0,4	8,5	22,1	78,1	1,1	79,2	10,2	23,8	81,5	82,6
Décembre	71,8	28,5	9,4	47,9	129,1	1,1	130,2	11,2	49,6	132,6	133,7
1984 Janvier	65,1	1,8	8,2	29,7	103,0	1,0	104,0	9,7	31,6	106,4	107,4
Février	55,4	0,1	8,3	17,5	81,2	1,0	82,2	10,1	19,4	84,9	85,9
Mars	56,9	0,6	9,4	25,3	91,6	0,9	92,5	11,4	27,2	95,5	96,4
Avril	86,8	34,7	8,9	40,4	136,1	0,9	137,0	10,7	42,3	139,8	140,7
Mai	52,9	0,7	8,2	21,4	82,5	1,0	83,5	10,0	23,3	86,2	87,2
Juin	60,1	1,8	9,3	29,2	98,6	1,0	99,6	11,2	31,1	102,4	103,4
Juillet	107,8	37,8	8,2	36,8	152,8	1,2	154,0	9,9	38,7	156,4	157,6

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1983			1983 : juillet			1984 : juillet		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	720,0	.		92,8	.		107,8	.	
précompte immobilier	1,8	.		0,1	.		0,1	.	
précompte mobilier	84,2	89,2	- 5,0	11,0			13,4		
versements anticipés	143,4	142,2	+ 1,2	37,1			37,8		
impôts de sociétés (rôles)	- 1,3	4,5	- 5,8	- 0,2			- 0,9		
impôts de personnes physiques (rôles)	26,6	15,7	+ 10,9	1,0			1,8		
précompte professionnel	444,6	486,9	- 42,3	42,5			53,8		
divers	20,7	.		1,3			1,8		
II. Douanes et accises	102,1	.		8,6	.		8,2	.	
III. T.V.A. et enregistrement	338,5	.		36,0	.		36,8	.	
B. Recettes en capital³	11,6	.		0,9	.		1,2	.	
Total ² ...	1.172,2	.		138,3	.		154,0	.	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.210,5	.		141,3	.		157,6	.	

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1980 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—	.	.	1,1	218,6	—	37,1	16,0	0,1	1,5	275,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,1						701,6	—	12,5	9,1		0,0	744,3
Obligations	79,2	0,0	0,0	0,0	0,2	9,1	12,3	—	27,2	0,0	46,0	0,0	174,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	591,5	621,0	146,3	0,0	1.361,7
Divers	0,0	15,3	44,4		122,5		0,0	—	1,5	0,2	4,8	0,0	188,7
(Actions et parts)	(657,6)	(7,7)	(11,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(2,7)	(—)	(3,3)	(0,0)	(13,4)	(0,0)	(696,6)
Total ...	100,3	17,2	44,4	0,0	125,2	10,2	932,5	—	669,8	646,3	197,2	1,5	2.744,6
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	5,2	—	0,6	0,9		0,0	6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5		0,0		0,0	0,8	5,7	—	0,9	9,3	0,0	0,0	17,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	9,0	—	0,0	0,0	0,0	—	9,0
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	2,1	0,0	0,3	0,1	0,1	15,4	2,2	18,6	2,0	8,4	0,0	88,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	13,5	26,4	0,0	8,7	23,8	7,0	1,0	80,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,2	0,0		0,0		10,8	5,8	—	0,9	71,9	0,2	0,0	89,8
Divers	21,3	1,0	18,1	0,8	0,7	4,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	17,3	63,3
(Actions et parts)	(0,7)	(.)	(36,7)	(23,0)	(0,0)	(.)	(0,3)	(—)	(0,7)	(1,0)	(0,3)	(0,7)	(63,4)
Total ...	60,8	3,2	18,1	1,2	0,8	29,3	67,5	2,2	29,7	107,9	15,6	18,3	354,6
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	8,4	0,0	—	3,9	0,0	5,0	86,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,7	158,0
Certificats à un an au plus	—	0,4	—	3,3	0,7	134,2	172,9	77,1	31,0	40,6	0,0	— 0,3	459,9
Obligations accessibles à tout placeur	461,2	9,2	—	7,4	11,3	12,5	373,4	20,0	184,7	62,9	119,8	0,0	1.262,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	51,5	85,6	0,0	10,5	0,2	1,4	0,0	149,4
Divers		13,2	—		15,1	0,7	3,4	0,0	15,6	3,9	1,9	0,0	53,8
Total ...	469,6	23,0	—	14,6	27,1	203,9	721,3	97,1	241,8	107,6	123,1	54,4	2.083,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	53,2	—	0,0	20,6	0,0	0,0	73,8
Obligations accessibles à tout placeur	87,4	0,1	0,0	0,7	0,6	0,1	45,3	5,3	29,4	10,9	17,5	0,0	197,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	14,9	0,0	17,1	17,2	2,2	0,4	52,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,3	—	—	—	—	0,0	—	48,3	303,1	0,0	0,0	361,7
Divers	7,5	1,4	23,4		0,0		0,0	—	0,0	1,1	0,0	0,0	33,4
Total ...	94,9	11,8	23,4	0,7	0,6	0,8	113,6	5,3	94,8	352,9	19,7	0,4	718,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,5	—	0,9	—	—	—	7,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	15,8	0,0	7,8	0,0	3,9	0,0	29,0
Réserves de sécurité sociale	14,3	—	—	—	—	14,5	—	—	—	—	—	—	28,8
Divers	87,4	0,0	9,0	2,0	0,0	0,1	6,5	—	2,5	0,0	5,6	4,0	117,1
Total ...	103,0	0,0	9,0	2,0	0,2	14,6	28,8	0,0	11,2	0,0	9,5	4,0	182,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,3	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,3
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	5,5	97,4	—	14,7	25,8	—	2,9	146,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	372,7	—	0,2	0,0	—	0,0	372,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	1.702,4	—	—	—	—	—	1.702,4
Obligations	24,3	0,0	0,0	0,4	0,0	—	46,2	0,0	1,8	0,1	4,5	0,0	77,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	56,4	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	74,5
Divers	—	8,1	17,9	—	2,8	—	16,8	—	13,0	0,1	0,0	0,0	58,7
(Actions et parts)	—	(0,3)	(1,7)	—	—	(—)	(15,4)	(—)	(0,4)	(—)	(4,7)	(0,0)	(22,5)
Total ...	24,3	8,4	74,3	0,4	2,8	5,5	2.254,9	0,0	29,7	26,0	4,5	2,9	2.433,7

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	730,5	7,7	1,9	39,2	5,0	—	0,0	15,6	2,0	4,8	0,0	806,7	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	8,6	0,0	1,2	0,0	0,0	17,6	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	2.298,9	—	—	0,0	—	—	2.298,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	54,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	54,1	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	363,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	363,0	
Autres dépôts à un an au plus	311,1	0,0	—	0,0	4,3	—	—	9,8	3,4	0,0	0,0	328,6	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	256,7	0,0	0,0	0,0	0,0	256,7	
Dépôts à plus d'un an	24,1	—	—	—	0,0	—	0,5	—	1,2	—	0,0	25,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	198,8	—	—	0,0	—	—	0,3	—	1,1	0,0	1,1	201,3	
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	12,0	0,0	0,0	352,8	365,5	
(Actions et parts)	(42,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(3,5)	(0,0)	(1,0)	(.)	(0,7)	(48,3)	
Total ...	1.681,9	7,7	2,3	39,2	9,3	2.306,7	266,1	0,0	40,9	5,4	5,9	352,8	4.718,2
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	87,0	—	0,0	0,0	—	—	87,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	7,2	2,4	—	6,1	2,5	—	18,3	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	—	—	0,6	
Total ...	—	—	2,8	0,1	—	7,2	89,4	—	6,1	2,5	—	0,6	108,7
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	53,7	0,3	0,0	0,5	5,9	0,3	0,0	—	0,0	1,6	3,8	66,1	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,1	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	11,8	—	0,0	0,0	0,0	11,8	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	580,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	580,5	
Autres dépôts à un an au plus	54,7	1,9	0,4	1,6	7,6	9,2	0,0	—	1,2	0,4	13,3	90,3	
Dépôts à plus d'un an	75,5	0,0	—	—	0,0	0,3	—	—	—	—	—	75,8	
Bons de caisse à un an au plus	28,1	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	28,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	290,4	0,0	—	0,0	0,0	—	5,2	—	0,8	0,5	0,5	297,4	
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
Divers	33,1	0,0	0,5	21,1	0,0	19,7	7,6	0,0	0,0	0,0	31,8	113,8	
(Actions et parts)	(3,8)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(1,1)	(7,1)	
Total ...	1.117,1	2,2	0,9	23,2	13,5	29,5	24,7	0,0	2,0	2,5	17,6	31,8	1.265,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	10,2	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,4	11,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	0,0	—	1,6	0,3	0,0	1,2	1,4	—	4,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,1	1,6	—	—	11,4	0,0	13,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	112,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	112,8	
Autres dépôts à un an au plus	37,6	5,9	—	25,0	8,5	0,4	2,5	—	0,6	0,0	3,2	83,7	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	50,7	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,4	51,1	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	—	0,0	0,0	0,0	6,4	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	503,1	0,5	0,0	0,6	5,7	7,6	64,8	2,2	67,0	14,3	27,2	693,0	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,9	72,8	18,5	—	61,7	2,9	17,8	184,6	
Divers	2,9	0,1	55,8	0,0	0,0	2,7	1,5	—	0,4	2,3	0,0	83,8	
(Actions et parts)	(0,2)	(0,0)	(1,6)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(2,9)	
Total ...	717,4	6,5	55,8	25,8	15,2	85,2	95,7	2,2	130,9	32,3	49,0	93,8	1.309,8
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	72,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	72,0	
Réserves mathématiques	436,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	436,9	
Divers	6,9	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	8,9	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,1)	(—)	(0,1)	(3,3)	
Total ...	515,8	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	517,8
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		16,5	0,0	0,0	4,2		176,8	3,4	33,6	26,6	22,6	—	283,7
Total des créances	4.885,1	96,5	231,1	107,2	199,0	2.692,9	4.771,3	110,2	1.290,5	1.310,0	464,7	562,3	16.720,8

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	1,4	—	—	—	1,5	223,6	—	34,9	12,6	0,1	0,0	274,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,4	—	—	—	—	—	756,9	—	17,4	16,5	—	0,0	812,2
Obligations	89,1	0,0	0,0	0,0	0,1	9,0	12,7	—	28,7	0,0	46,5	0,0	186,1
Autres emprunts à plus d'un an	—	0,4	—	0,0	2,5	—	0,0	—	598,5	679,0	160,5	0,0	1.440,9
Divers	0,0	15,7	87,5	—	136,9	—	0,0	—	1,4	0,3	4,6	0,0	246,4
(Actions et parts)	(720,4)	(8,5)	(29,6)	(.)	(0,3)	(0,0)	(2,6)	(—)	(4,2)	(0,0)	(16,3)	(0,0)	(781,9)
Total ...	110,5	17,5	87,5	0,0	139,5	10,5	993,2	—	680,9	708,4	211,7	0,0	2.959,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	4,5	—	0,4	0,4	—	0,0	5,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	—	0,0	—	0,0	1,2	9,5	—	0,8	14,7	0,0	0,0	26,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,6	—	0,0	0,0	0,0	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur	38,5	2,0	0,0	0,3	0,2	0,0	16,3	1,9	20,0	1,5	10,0	0,0	90,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	35,3	36,2	0,0	8,6	26,2	6,9	0,6	114,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	—	0,0	—	12,0	4,8	—	0,8	79,8	0,2	0,0	97,6
Divers	26,0	2,8	15,2	0,8	1,1	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	23,0	74,1
(Actions et parts)	(0,7)	(.)	(38,5)	(23,1)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(65,3)
Total ...	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	53,7	72,9	1,9	30,6	122,6	17,1	23,6	410,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,6	0,0	—	5,1	0,0	1,9	89,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,3	173,9
Certificats à un an au plus	—	9,2	—	3,2	0,7	212,8	273,6	152,0	94,6	67,3	0,0	0,0	813,4
Obligations accessibles à tout placeur	499,6	10,2	—	7,7	12,7	14,2	355,2	16,9	196,9	53,8	120,0	0,0	1.287,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	117,5	119,9	0,0	11,3	0,2	1,3	0,0	250,4
Divers	—	15,7	—	—	21,3	0,7	6,2	0,0	16,3	6,5	2,3	0,0	69,0
Total ...	511,2	35,3	—	16,0	34,7	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	66,3	2.593,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	48,9	—	0,0	46,9	0,0	0,0	95,8
Obligations accessibles à tout placeur	79,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1	47,4	4,5	27,8	10,6	16,2	0,0	187,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	21,1	0,0	17,2	14,2	2,2	1,4	57,3
Autres emprunts à plus d'un an	—	9,8	—	—	—	—	0,0	—	48,1	354,9	0,0	0,0	412,8
Divers	8,9	1,5	25,8	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,8	0,0	0,0	37,0
Total ...	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	1,3	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	1,4	790,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	7,0	—	1,7	—	—	—	8,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	15,1	0,0	5,8	0,0	3,7	0,0	26,4
Réserves de sécurité sociale	21,9	—	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	37,5
Divers	96,9	0,0	14,7	0,0	0,0	0,1	4,3	—	2,6	0,0	5,7	47,6	171,9
Total ...	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	47,6	244,5
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,7	—	—	—	4,6	117,9	—	13,7	22,7	—	0,8	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	568,5	—	1,1	0,0	—	0,0	569,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.182,7	—	—	—	—	—	2.182,7
Obligations	24,7	0,0	0,0	0,3	0,0	—	69,8	0,0	3,0	0,1	5,4	0,0	103,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	65,5	—	—	—	15,3	—	—	—	—	—	80,8
Divers	—	10,8	20,1	—	2,3	—	22,1	—	38,0	1,3	0,0	0,0	94,6
(Actions et parts)	—	(0,3)	(2,0)	—	—	(—)	(20,1)	(—)	(0,5)	(—)	(5,7)	(0,0)	(28,6)
Total ...	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	0,8	3.192,5

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	751,8	8,5	1,9	32,8	5,4	—	—	0,0	15,6	2,2	6,8	0,0	825,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,6	9,9	0,0	0,4	0,0	—	0,0	17,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.200,7	—	—	—	0,0	—	—	3.200,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	103,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	103,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377,5
Autres dépôts à un an au plus	330,0	0,1	—	0,0	3,4	—	—	—	3,9	0,1	0,0	0,0	337,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	323,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	323,1
Dépôts à plus d'un an	22,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	0,7	—	0,0	0,0	23,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	242,7	—	—	0,2	—	—	0,3	—	1,2	0,0	1,0	0,0	245,4
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	26,3	3,0	0,0	392,3	422,3
(Actions et parts)	(44,4)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(4,7)	(0,0)	(1,0)	(.)	(1,1)	(.)	(51,4)
Total	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	392,3	5.876,6
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,6	—	0,0	0,0	—	—	149,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	10,4	—	9,7	0,3	—	—	28,0
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total	—	—	2,8	0,0	—	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	0,9	181,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	59,1	0,2	0,0	0,4	6,2	0,3	0,1	—	0,0	2,3	9,2	0,1	77,9
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,0	1,8	0,0	10,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	599,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599,6
Autres dépôts à un an au plus	59,0	2,4	0,3	1,4	10,1	2,1	0,0	—	0,2	1,5	6,3	0,0	83,3
Dépôts à plus d'un an	79,7	0,0	—	0,0	0,0	0,4	—	—	—	—	—	—	80,1
Bons de caisse à un an au plus	27,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	350,6	0,0	—	0,0	0,0	—	4,2	—	1,0	0,5	0,4	0,0	356,7
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	38,5	0,0	0,7	21,1	0,0	34,2	27,3	0,0	3,2	0,3	0,0	35,7	161,0
(Actions et parts)	(4,6)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(0,8)	(.)	(7,6)
Total	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	37,0	40,8	0,0	4,4	4,6	17,7	35,8	1.398,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	11,8	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,3	0,0	12,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,8	0,5	0,0	1,9	—	—	0,0	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	2,1	—	—	13,2	0,0	0,0	15,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	124,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	124,3
Autres dépôts à un an au plus	32,1	8,8	—	21,6	7,3	3,7	0,6	—	0,6	0,1	2,5	0,0	77,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,9	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	47,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	1,5	0,0	0,0	0,0	20,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	562,1	0,7	0,0	0,5	5,3	3,5	78,5	1,8	62,7	15,0	29,1	0,0	759,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	106,0	25,8	—	62,0	2,1	18,1	15,5	230,1
Divers	2,4	0,2	66,2	0,0	0,0	7,6	20,6	—	1,5	4,6	0,0	97,6	200,7
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	113,1	1.491,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	61,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61,6
Réserves mathématiques	472,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	472,1
Divers	7,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,8	10,0
(Actions et parts)	(3,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	543,7
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		20,5	0,0	0,0	5,8		224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	—	355,6
Total des créances	5.283,4	122,0	301,1	96,3	222,9	3.810,8	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	684,6	20.037,0

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,1	—	.	.	+ 0,4	+ 5,0	—	- 2,2	- 3,4	0,0	- 1,5	- 1,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,3						+ 55,2	—	+ 4,9	+ 7,4		0,0	+ 67,8
Obligations	+ 9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,4	—	+ 1,4	0,0	+ 0,5	0,0	+ 12,1
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	0,0		0,0	—	+ 7,0	+ 58,0	+ 14,2	0,0	+ 79,2
Divers	0,0	+ 0,4	+ 43,2		+ 14,3	+ 71,7	0,0	—	0,0	+ 0,1	- 0,2	0,0	+ 129,5
(Actions et parts)	(+ 30,1)	(+ 0,8)	(+ 17,9)	(.)	(+ 0,1)	(0,0)	(- 0,1)	(-)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,9)	(0,0)	(+ 52,6)
Total ...	+ 10,2	+ 0,3	+ 43,2	0,0	+ 14,3	+ 72,0	+ 60,6	—	+ 11,1	+ 62,1	+ 14,5	- 1,5	+ 286,8
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 0,7	—	- 0,2	- 0,4		0,0	- 1,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0		0,0		0,0	+ 0,4	+ 3,7	—	0,0	+ 5,4	0,0	0,0	+ 9,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 7,4	—	0,0	0,0	0,0	—	- 7,4
Obligations accessibles à tout placeur	- 0,3	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	+ 0,9	- 0,3	+ 1,4	- 0,6	+ 1,7	+ 0,0	+ 2,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 21,9	+ 9,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	- 0,1	- 0,4	+ 33,5
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,2			0,0		+ 1,2	- 0,9	—	- 0,2	+ 7,9	- 0,1	0,0	+ 7,7
Divers	+ 4,7	+ 1,8	- 3,0	0,0	+ 0,3	+ 1,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 5,7	+ 10,6
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(+ 1,8)	(+ 0,1)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(0,0)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,8)
Total ...	+ 4,2	+ 1,7	- 3,0	0,0	+ 0,4	+ 24,5	+ 5,4	- 0,3	+ 0,9	+ 14,7	+ 1,5	+ 5,3	+ 55,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 3,2	0,0	—	+ 1,2	0,0	- 3,1	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,5	+ 15,8
Certificats à un an au plus	—	+ 8,8	—	0,0	0,0	+ 71,6	+ 100,7	+ 74,8	+ 63,6	+ 26,7	0,0	+ 0,3	+ 346,5
Obligations accessibles à tout placeur	+ 38,4	+ 1,0	—	+ 0,2	+ 1,4	+ 1,7	- 18,2	- 3,0	+ 12,2	- 9,1	+ 0,2	0,0	+ 24,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 66,0	+ 34,4	0,0	+ 0,8	0,0	- 0,1	0,0	+ 101,1
Divers		+ 2,5	—		+ 6,2	0,0	+ 2,7	0,0	+ 0,7	+ 2,6	+ 0,5	0,0	+ 15,2
Total ...	+ 41,6	+ 12,3	—	+ 1,4	+ 7,6	+ 136,2	+ 122,6	+ 71,8	+ 77,3	+ 20,2	+ 0,6	+ 11,8	+ 503,4
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 4,3	—	—	+ 26,3	0,0	0,0	+ 22,0
Obligations accessibles à tout placeur	- 8,3	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 2,0	- 0,9	- 1,6	- 0,2	- 1,3	0,0	- 10,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 6,3	0,0	+ 0,1	- 3,0	0,0	+ 1,0	+ 4,9
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,5					0,0	—	- 0,2	+ 51,7	0,0	0,0	+ 51,0
Divers	+ 1,4	+ 0,1	+ 2,4		0,0		0,0	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	+ 3,6
Total ...	- 6,9	- 0,4	+ 2,4	- 0,1	0,0	+ 0,5	+ 4,1	- 0,9	- 1,7	+ 74,5	- 1,3	+ 1,0	+ 71,2
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	+ 0,8	—	—	—	+ 1,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 0,7	0,0	- 2,0	0,0	- 0,2	0,0	- 2,7
Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	—	—	—	—	+ 1,2 ²	—	—	—	—	—	—	+ 8,7
Divers	+ 9,6	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	0,0	- 2,3	—	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 43,6	+ 54,8
Total ...	+ 17,1	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	- 2,4	0,0	- 1,1	0,0	- 0,1	+ 43,6	+ 62,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 0,2	0,0	0,0	—	—	0,0	- 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,5	—			- 0,9	+ 20,4	—	- 0,9	- 3,1	—	- 2,2	+ 13,8
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				+ 195,9	—	+ 0,9	0,0		0,0	+ 196,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³		—	—				+ 467,0	—	—	—		—	+ 467,0
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 74,2	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 74,2
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 44,7	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 44,7
Obligations	+ 44,7 ⁴	0,0	0,0	- 0,1	0,0	—	+ 23,6	0,0	+ 1,2	0,0	+ 1,0 ⁴	0,0	+ 70,4
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique		—	+ 2,1	—	—	—	- 2,8	—	—	—	—	+ 7,0	+ 6,3
Divers	+ 79,3	+ 2,7	+ 2,2	—	- 0,4	—	+ 5,3	—	+ 24,9	+ 1,2	0,0	0,0	+ 115,2
(Actions et parts)	(- 5,5) ⁴	(0,0) ⁴	(+ 0,4)	(.)	(.)	(-)	(+ 4,7)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 1,0) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)
Total ...	+ 242,9	+ 3,2	+ 4,3	- 0,1	- 0,4	- 0,9	+ 709,2	0,0	+ 26,1	- 1,9	+ 1,0	+ 4,8	+ 988,2

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 21,4	+ 0,8	0,0	- 6,4	+ 0,3	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,2	+ 2,0	0,0	+ 18,3
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	- 0,3	+ 1,3	0,0	- 0,8	0,0	-	0,0	+ 0,2
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 884,1	-	-	-	-	-	-	+ 884,1
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 49,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	+ 49,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 14,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 14,6
Autres dépôts à un an au plus	+ 18,8	0,0	-	0,0	- 0,8	-	-	-	- 5,9	- 3,3	0,0	0,0	+ 8,8
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 66,4	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 66,4
Dépôts à plus d'un an	- 1,8	-	-	-	0,0	-	0,0	-	- 0,5	-	0,0	0,0	- 2,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 43,8	-	-	+ 0,2	-	-	+ 0,1	-	+ 0,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 44,1
Divers	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 14,2	+ 3,0	0,0	+ 57,3	+ 74,5
(Actions et parts)	(+ 1,5)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(+ 1,2)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,4)	(-)	(+ 3,1)
Total ...	+146,6	+ 0,8	0,0	- 6,2	- 0,5	+ 883,8	+ 67,8	0,0	+ 7,1	- 0,1	+ 1,9	+ 57,3	+1.158,5
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 62,5	-	0,0	0,0	-	-	+ 62,5
Certificats à un an au plus	-	-	-	- 0,1	-	+ 3,2	+ 5,3	-	+ 3,6	- 2,3	-	-	+ 9,7
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,4	+ 0,4
Total ...	-	-	0,0	- 0,1	-	+ 3,2	+ 67,8	-	+ 3,6	- 2,3	-	+ 0,4	+ 72,6
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 5,4	- 0,2	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 0,1	-	0,0	+ 0,7	+ 5,4	+ 0,1	+ 11,8
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	- 2,7	-	0,0	0,0	+ 1,8	0,0	- 0,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 19,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 19,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 4,3	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	+ 2,5	- 7,1	0,0	-	- 1,0	+ 1,1	- 7,0	0,0	- 7,0
Dépôts à plus d'un an	+ 4,2	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,1	-	-	-	-	-	-	+ 4,3
Bons de caisse à un an au plus	- 0,8	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 60,2	0,0	-	0,0	0,0	-	- 1,0	-	+ 0,3	0,0	- 0,1	0,0	+ 59,4
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 5,4	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 14,5	+ 19,7	0,0	+ 3,2	+ 0,3	- 0,0	+ 3,9	+ 47,2
(Actions et parts)	(+ 0,8)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(- 0,3)	(-)	(+ 0,5)
Total ...	+ 97,8	+ 0,3	+ 0,1	- 0,2	+ 2,8	+ 7,5	+ 16,1	0,0	+ 2,5	+ 2,1	+ 0,1	+ 4,0	+133,1
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,6	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	- 0,1	0,0	+ 1,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,8	+ 0,2	0,0	+ 0,7	- 0,4	-	0,0	- 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,2	+ 0,6	-	0,0	+ 1,7	0,0	0,0	+ 2,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 11,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 11,5
Autres dépôts à un an au plus	- 5,5	+ 2,9	-	- 3,4	- 1,2	+ 3,3	- 1,9	-	- 0,1	+ 0,1	- 0,6	0,0	- 6,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	- 3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,2	0,0	- 0,4	0,0	- 4,0
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 12,0	-	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 13,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 59,1	+ 0,2	0,0	- 0,1	- 0,4	- 4,2	+ 13,8	- 0,4	- 4,3	+ 0,7	+ 1,8	0,0	+ 66,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 33,2	+ 7,3	-	+ 0,3	- 0,8	+ 0,3	+ 5,5	+ 45,5
Divers	- 0,5	0,0	+ 10,4	0,0	0,0	+ 5,0	+ 19,0	-	+ 1,2	+ 2,4	0,0	+ 13,8	+ 51,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total ...	+ 62,4	+ 3,1	+ 10,4	- 3,5	- 1,9	+ 36,7	+ 51,0	- 0,4	- 0,5	+ 3,7	+ 1,0	+ 19,3	+181,3
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	- 10,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 10,5
Réserves mathématiques	+ 35,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 35,2
Divers	+ 0,3	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 1,2
(Actions et parts)	(- 0,1)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 25,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 25,9
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		+ 4,1	0,0	0,0	+ 1,6	+ 7,0	+ 60,6	+ 1,4	+ 3,6	+ 2,1	+ 11,6	-	+ 92,0
Total des créances	+ 640,9	+ 25,4	+ 63,0	- 10,8	+ 23,9	+ 1.171,9	+ 1.162,8	+ 71,6	+ 128,9	+ 21,3	+ 184,6	+ 147,0	+ 3.630,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1980

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	100,3	17,2	44,4	0,0	125,2	287,1	10,2	932,5	—	669,8	646,3	197,2	2.445,8	1,5	2.744,6
2. Organismes publics d'exploitation	60,8	3,2	18,1	1,2	0,8	84,1	29,3	67,5	2,2	29,7	107,9	15,6	222,9	18,3	354,6
3. Etat (Trésor)	469,6	23,0	—	14,6	27,1	534,3	203,9	721,3	97,1	241,8	107,6	123,1	1.290,9	54,4	2.083,5
4. Secteur public non compris ailleurs	94,9	11,8	23,4	0,7	0,6	131,4	0,8	113,6	5,3	94,8	352,9	19,7	586,3	0,4	718,9
5. Sécurité sociale	103,0	0,0	9,0	2,0	0,2	114,2	14,6	28,8	0,0	11,2	0,0	9,5	49,5	4,0	182,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	828,6	55,2	94,9	18,5	153,9	1.151,1	258,8	1.863,7	104,6	1.047,3	1.214,7	365,1	4.595,4	78,6	6.083,9
7. Etranger	24,3	8,4	74,3	0,4	2,8	110,2	5,5	2.254,9	0,0	29,7	26,0	4,5	2.315,1	2,9	2.433,7
8. Organismes principalement monétaires	1.681,9	7,7	2,3	39,2	9,3	1.740,4	2.306,7	266,1	0,0	40,9	5,4	5,9	318,3	352,8	4.718,2
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	7,2	89,4	—	6,1	2,5	—	98,0	0,6	108,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.117,1	2,2	0,9	23,2	13,5	1.156,9	29,5	24,7	0,0	2,0	2,5	17,6	46,8	31,8	1.265,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	717,4	6,5	55,8	25,8	15,2	820,7	85,2	95,7	2,2	130,9	32,3	49,0	310,1	93,8	1.309,8
12. Autres institutions ¹	515,8	0,0	0,1	0,0	0,1	516,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	517,8
13. Total des intermédiaires financiers	4.032,2	16,4	61,9	88,3	38,1	4.236,9	2.428,6	475,9	2,2	179,9	42,7	72,5	773,2	480,8	7.919,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	16,5	0,0	0,0	4,2	20,7	.	176,8	3,4	33,6	26,6	22,6	263,0	—	283,7
15. Total des créances	4.885,1	96,5	231,1	107,2	199,0	5.518,9	2.692,9	4.771,3	110,2	1.290,5	1.310,0	464,7	7.946,7	562,3	16.720,8
Solde des créances et des dettes...	2.140,5	- 258,1	- 1.852,4	- 611,7	16,7	- 565,0	259,2	53,1	1,5	25,5	0,2	- 53,1	27,2	278,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	110,5	17,5	87,5	0,0	139,5	355,0	10,5	993,2	—	680,9	708,4	211,7	2.594,2	0,0	2.959,7
2. Organismes publics d'exploitation	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	87,6	53,7	72,9	1,9	30,6	122,6	17,1	245,1	23,6	410,0
3. Etat (Trésor)	511,2	35,3	—	16,0	34,7	597,2	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	1.583,3	66,3	2.593,9
4. Secteur public non compris ailleurs	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	126,4	1,3	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	661,0	1,4	790,1
5. Sécurité sociale	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	135,0	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	45,9	47,6	244,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	894,8	69,1	143,2	17,8	176,3	1.301,2	428,6	2.054,0	175,3	1.133,8	1.386,2	380,2	5.129,5	138,9	6.998,2
7. Etranger	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	124,4	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	3.062,7	0,8	3.192,5
8. Organismes principalement monétaires	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	1.881,1	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	394,9	392,3	5.876,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	167,2	0,9	181,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	1.257,7	37,0	40,8	0,0	4,4	4,6	17,7	67,5	35,8	1.398,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	891,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	364,8	113,1	1.491,1
12. Autres institutions ¹	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	540,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	543,7
13. Total des intermédiaires financiers	4.363,9	20,9	72,3	78,2	38,5	4.573,8	3.377,6	678,4	1,8	192,6	46,1	75,5	994,4	544,9	9.490,7
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	20,5	0,0	0,0	5,8	26,3	—	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	329,3	—	355,6
15. Total des créances	5.283,4	122,0	301,1	96,3	222,9	6.025,7	3.810,8	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	9.515,9	684,6	20.037,0
Solde des créances et des dettes ...	2.323,7	- 288,0	- 2.292,8	- 693,8	- 21,6	- 972,5	618,3	57,6	0,6	21,4	3,5	- 57,9	25,2	329,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 10,2	+ 0,3	+ 43,2	0,0	+ 14,3	+ 68,0	+ 72,0	+ 60,6	—	+ 11,1	+ 62,1	+ 14,5	+ 148,3	- 1,5	+ 286,8
2. Organismes publics d'exploitation	+ 4,2	+ 1,7	- 3,0	0,0	+ 0,4	+ 3,3	+ 24,5	+ 5,4	- 0,3	+ 0,9	+ 14,7	+ 1,5	+ 22,2	+ 5,3	+ 55,3
3. Etat (Trésor)	+ 41,6	+ 12,3	—	+ 1,4	+ 7,6	+ 62,9	+ 136,2	+ 122,6	+ 71,8	+ 77,3	+ 20,2	+ 0,6	+ 292,5	+ 11,8	+ 503,4
4. Secteur public non compris ailleurs	- 6,9	- 0,4	+ 2,4	- 0,1	0,0	- 5,0	+ 0,5	+ 4,1	- 0,9	- 1,7	+ 74,5	- 1,3	+ 74,7	+ 1,0	+ 71,2
5. Sécurité sociale	+ 17,1	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	+ 20,8	+ 1,4	- 2,4	0,0	- 1,1	0,0	- 0,1	- 3,6	+ 43,6	+ 62,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 66,2	+ 13,9	+ 48,3	- 0,7	+ 22,3	+ 150,0	+ 234,6	+ 190,3	+ 70,6	+ 86,5	+ 171,5	+ 15,2	+ 534,1	+ 60,2	+ 978,9
7. Etranger	+ 242,9	+ 3,2	+ 4,3	- 0,1	- 0,4	+ 249,9	- 0,9	+ 709,2	0,0	+ 26,1	- 1,9	+ 1,0	+ 734,4	+ 4,8	+ 988,2
8. Organismes principalement monétaires	+ 146,6	+ 0,8	+ 0,0	- 6,2	- 0,5	+ 140,7	+ 883,8	+ 67,8	0,0	+ 7,1	- 0,1	+ 1,9	+ 76,7	+ 57,3	+ 1.158,5
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	- 0,1	—	- 0,1	+ 3,2	+ 67,8	—	+ 3,6	- 2,3	—	+ 69,1	+ 0,4	+ 72,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 97,8	+ 0,3	+ 0,1	- 0,2	+ 2,8	+ 100,8	+ 7,5	+ 16,1	0,0	+ 2,5	+ 2,1	+ 0,1	+ 20,8	+ 4,0	+ 133,1
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 62,4	+ 3,1	+ 10,4	- 3,5	- 1,9	+ 70,5	+ 36,7	+ 51,0	- 0,4	- 0,5	+ 3,7	+ 1,0	+ 54,8	+ 19,3	+ 181,3
12. Autres institutions ¹	+ 25,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 24,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 25,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 331,8	+ 4,2	+ 10,4	- 10,0	+ 0,4	+ 336,8	+ 931,2	+ 202,7	- 0,4	+ 12,7	+ 3,4	+ 3,0	+ 221,4	+ 82,0	+ 1.571,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	+ 4,1	0,0	0,0	+ 1,6	+ 5,7	+ 7,0	+ 60,6	+ 1,4	+ 3,6	+ 11,6	+ 2,1	+ 79,3	—	+ 92,0
15. Total des créances	+ 640,9	+ 25,4	+ 63,0	- 10,8	+ 23,9	+ 742,4	+ 1.171,9	+ 1.162,8	+ 71,6	+ 128,9	+ 184,6	+ 21,3	+ 1.569,2	+ 147,0	+ 3.630,5
Solde des créances et des dettes ...	+ 354,1	- 29,9	- 440,4	- 82,0	- 38,3	- 236,5	+ 183,7	+ 4,3	- 1,0	- 4,2	+ 3,3	- 4,6	- 2,2	+ 55,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVII^e année, tome II, n^{os} 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, n^o 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, n^{os} 1-2 juillet-août 1974. — *Bulletin de la*

Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome 1, janvier 1976, LII^e année, tome I, n^o 1, janvier, tome II, n^o 6, décembre 1977, LIII^e année, tome II, n^o 4, octobre 1978, tome II, n^o 3, septembre 1979, tome II, n^o 3, septembre 1980, LVI^e année, tome I, n^{os} 5-6, mai-juin 1981, tome II, n^o 1, juillet 1981. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres inter-médiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) = (6) à (15)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	-61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981 Décembre	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982 Mars	821,2	746,0	286,9	122,0	1.976,1	- 344,9	955,2	119,4	1.039,3	1.050,4	53,0	159,1	7,0	164,4	- 176,4
Juin	880,6	751,7	295,8	125,8	2.053,9	- 340,8	995,7	136,3	1.049,0	1.050,3	50,9	174,3	5,6	170,2	- 187,3
Septembre	851,8	783,2	310,2	126,2	2.071,4	- 354,4	1.031,5	142,4	1.025,7	1.031,9	50,5	164,5	7,7	188,5	- 185,0
Décembre	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Mars	842,0	787,1	350,5	121,6	2.101,2	- 422,7	1.147,2	137,5	1.034,3	1.041,2	49,6	197,3	5,4	154,1	- 201,5
Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	* 1.285,3	* 127,6	1.039,3	1.053,0	* 50,2	196,1	8,1	* 191,6	* - 215,7
Décembre	* 931,0	* 855,1	388,4	128,7	* 2.303,2	- 507,8	* 1.304,3	* 150,1	1.098,0	1.102,2	* 58,8	188,4	16,2	* 197,1	* - 201,9
1984 Mars	* 891,2	* 898,2	398,6	148,2	* 2.336,2	- 532,5	* 1.351,5	* 150,9	1.056,5	1.062,1	* 58,0	198,7	17,1	* 226,6	* - 190,6

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	15,0	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0
— Prêts	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,8	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8
— Autres	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	3,3	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3
3. Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	20,5	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1
4. Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	13,7	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	36,1	21,0	31,6	31,7	25,5	20,6	29,6	42,1	36,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	72,3	100,7	49,4	65,4	67,2	45,6	47,5	67,8	79,9
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	235,2	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	239,4	275,2	262,9	307,6	332,9	313,4	321,3	315,8	285,6
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	5,0	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,9	4,9
c) sur les banques de dépôts	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	5,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	3,2	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	7,9	8,0	8,0	9,5	9,7	9,7	9,7	10,9	10,9
— autres	38,1	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	5,4	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	14,2	4,4	10,5	7,6	4,1	2,0	7,3	9,5	5,3
b) effets commerciaux	26,2	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	45,9	16,3	42,3	39,8	19,0	7,5	46,2	45,5	40,2
c) avances	0,4	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,0	0,3	0,4	0,5	0,0	0,0	0,4	0,5	0,2
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	174,3	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9
b) autres	0,0	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	12,1	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	58,0	60,5	76,5	61,0	67,0	68,8	63,0	78,1	86,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	627,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.
² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,5	12,0
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	3,3	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	10,3	8,3	6,5	6,8	10,1	7,1	6,6	6,7	6,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,4	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	10,5	8,5	24,8	86,0	10,3	13,6	55,1	87,5	18,6
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	7,7	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	11,6	10,7	12,7	10,9	11,6	11,6	12,6	* 12,5	* 12,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3	* 0,0	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) caisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	299,5	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	384,4	367,1	369,5	358,4	385,8	380,5	383,3	* 371,3	* 395,4
— monnaie scripturale ⁵	1,2	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	1,0	1,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,2	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	220,1	222,8	254,6	248,8	267,0	277,6	278,8	* 269,9	* 268,6
TOTAL DU PASSIF ...	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	627,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-83	30-9-83	31-10-83	30-11-83	31-12-83	31-1-84	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,7	23,4	23,4	23,4	23,2	24,0	24,0	23,9
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	29,7	29,7	29,7	29,8	19,4	19,1	19,1	19,1	18,2	18,8	18,8	17,9	19,3
— Autres	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3
3. Ecus	141,5	141,2	140,1	139,7	139,2	132,4	130,1	101,5	81,4	67,6	65,1	69,0	76,6
4. Accords internationaux	1,2	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	1,1
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	18,7	20,6	26,2	27,9	29,6	37,9	39,3	42,1	30,6	33,0	36,1	33,7	27,9
9. Autres : a) en monnaies étrangères	61,6	45,6	49,2	48,3	47,5	50,3	62,5	67,8	78,0	77,9	79,9	77,4	76,8
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	328,0	313,4	321,6	322,2	321,3	325,3	336,3	315,8	293,5	282,3	285,6	283,6	286,1
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,6	4,9	4,8	5,0	4,6	4,5	4,5	4,9	4,7	5,3	4,9	4,6	4,5
c) sur les banques de dépôts	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,1	2,0	1,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	10,8	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,6	2,0	3,7	5,4	7,3	5,7	8,7	9,5	7,6	2,6	5,3	4,0	2,1
b) effets commerciaux	2,8	7,5	19,1	22,9	46,2	39,1	48,3	45,5	33,0	38,4	40,2	32,7	15,8
c) avances	0,0	0,0	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1	0,2	0,2	0,5	0,5
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	175,9	196,1	186,7	209,0	188,4	175,9	199,4	198,7	202,9	197,1	185,9	190,6	203,9
b) autres	3,3	5,6	7,5	5,3	13,6	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	69,1	68,8	68,7	67,2	63,0	66,2	77,3	78,1	80,1	84,6	86,7	90,0	90,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	672,0	684,5	698,9	723,7	731,1	710,2	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-83	30-9-83	31-10-83	30-11-83	31-12-83	31-1-84	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	6,3	22,6	48,2	48,2	50,5	99,2	80,5	40,7	15,5	12,0	2,3	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	7,8	7,1	6,9	9,3	6,6	6,2	6,5	6,7	7,1	7,5	6,3	7,8	7,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	8,0	13,6	29,7	57,7	55,1	57,0	106,0	87,5	48,1	23,3	18,6	10,4	7,3
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	10,8	11,6	12,8	11,3	12,6	12,6	11,6	11,4	14,2	12,6	12,9	* 12,5	* 12,5
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	* 0,2	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	374,7	380,5	378,9	373,7	383,3	369,1	368,3	372,4	374,7	*388,9	*395,0	*381,9	*377,9
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	277,6	277,6	276,5	280,0	278,8	270,5	275,7	269,9	271,5	272,1	268,6	*290,5	*293,5
TOTAL DU PASSIF ...	672,0	684,5	698,9	723,7	731,1	710,2	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,3	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,7	0,0	3,2	4,7	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,3	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,0	0,0	0,5	0,4	1,0	0,0	3,4	4,8	0,0
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,3	1,4	1,3	1,8	1,4	1,5	2,0	1,6	1,4
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,1	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	0,3	0,8	0,3	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	0,8
c) sur les banques de dépôts	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	6,1	2,1	2,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	77,5	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	92,8	96,2	97,5	86,8	91,7	92,1	101,5	84,3	82,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,0	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,7	14,7	14,6	14,5	14,8	14,7	14,5	15,0	*15,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	28,3	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	32,6	39,6	36,0	39,2	32,3	43,5	24,9	42,4	38,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,4	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,0	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0
b) effets commerciaux	1,7	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,0	0,0	0,2	0,8	1,2	0,0	6,3	0,6	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	1,6	0,3	0,1	1,8	1,7	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	23,1	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,0	13,2	12,8	13,3	13,8	14,6	15,3	13,9	15,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,7	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	161,4	168,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	0,9	0,8	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,3	5,0	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,2
b) envers les organismes publics	1,1	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	0,3	0,8	1,6	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	1,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	7,2	2,3	6,9	5,8	8,7	7,5	12,9	5,6	5,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,3	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,5	15,6	15,4	15,4	15,2	15,2	15,4	15,5	15,2
— monnaie scripturale	81,1	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	99,7	106,9	104,5	97,3	94,3	97,8	108,6	* 96,2	* 92,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,1	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	33,2	36,8	34,3	37,9	38,5	46,2	32,6	* 40,1	* 38,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	0,7
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,7	145,1⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	161,4	168,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	30-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	90,1	82,5	86,0	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,6	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	24,9	15,5	22,9	17,8	18,2	22,6	21,3	16,4	15,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	656,7	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	3.050,9	2.823,9	2.904,5	2.852,1	2.938,7	3.018,9	3.151,3	3.360,3	3.395,0
b) en francs belges	65,0	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	129,4	140,8	150,9	140,0	159,9	160,8	172,9	167,5	175,2
Total des créances sur l'étranger	773,8	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.295,3	3.062,7	3.164,3	3.084,9	3.205,6	3.296,6	3.455,9	3.683,5	3.758,2
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	7,6	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	9,4	10,1	9,4	10,8	9,5	10,1	9,6	11,0	10,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0
b) sur les organismes publics	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	7,2	2,3	6,9	5,8	8,7	7,4	12,9	5,6	5,8
c) sur les banques de dépôts	135,5	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	398,5	383,6	388,7	399,5	448,5	402,0	424,7	469,5	493,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,7	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	296,8	319,5	346,0	337,4	415,0	445,5	468,8	478,1	509,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	247,0	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	374,3	383,7	377,0	392,5	418,5	447,0	463,8	483,4	476,9
— autres	24,9	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	94,1	99,2	114,0	113,8	123,1	144,5	152,5	159,3	182,3
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	12,7	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	21,2	29,4	27,8	24,1	19,0	20,0	22,0	23,3	30,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	31,8	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	21,0	20,5	20,2	20,0	18,1	9,9	9,9	9,9	9,8
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	43,9	46,0	57,5	62,4	67,6	69,2	70,5	74,2	71,9
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	11,9	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	19,4	15,0	22,0	16,6	14,3	20,2	16,8	13,5	16,9
b) effets commerciaux	136,2	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	168,0	161,2	179,5	160,6	160,4	182,1	170,9	167,0	165,9
c) avances	371,7	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	812,8	812,7	802,8	821,1	810,1	806,5	834,9	863,0	818,1
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	1,4	3,2	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	15,4	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	14,6	14,3	14,0	17,0	16,7	16,1	15,3	23,2	22,6
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	36,2	32,7	31,6	31,7	30,6	32,9	32,4	35,0	34,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,2	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	7,0	5,5	7,6	10,0	5,4	4,4	2,5	2,6	17,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	13,6	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	77,5	77,0	88,8	73,9	54,3	67,9	87,2	96,4	139,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	39,9	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	66,1	67,5	71,0	75,4	71,3	74,1	68,6	66,4	64,7
— autres	12,3	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	37,5	36,9	38,8	40,9	48,9	51,0	51,4	49,8	49,9
D. Autres	139,1	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	413,9	381,6	376,3	377,4	373,5	399,2	408,2	436,8	445,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.216,1	5.964,7	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.539,2	3.294,3	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5
b) en francs belges ¹	179,9	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	348,6	337,7	368,7	360,5	371,3	371,9	394,1	368,7	398,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	860,5	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.887,8	3.632,0	3.785,8	3.677,3	3.850,9	4.017,9	4.214,7	4.462,1	4.519,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	5,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6
b) envers les organismes publics	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	6,1	2,1	1,5	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7
— autres	135,4	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	398,1	383,3	388,4	399,1	448,1	401,6	424,4	468,8*	493,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	248,1	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	310,5	335,2	328,1	334,6	333,4	367,5	355,2*	393,7*	370,9
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	0,9	0,7	0,9	1,1	1,1	1,1	1,2*	1,2*	1,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	366,1	368,6	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	379,9	383,1	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8*	431,5*	465,2
— à plus d'un an :															
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	23,9	24,4	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	263,0	271,4	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	122,0	125,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3*	0,3*	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	16,6	12,0	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,2
D. Autres	191,1	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	440,5	420,0	411,9	408,2	401,0	418,8	430,4	436,8	459,2
TOTAL DU PASSIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.216,1	5.964,7	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	Colonne du tableau XIII-1 • Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	15,2	15,0	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	23,4
— Prêts	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	30,8	32,8	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	19,1
— Autres	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	3,9	3,3	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4
3. Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	45,2	20,5	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	101,5
4. Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,3	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,3
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	90,1	82,5	86,0	75,0	88,8	94,3	* 110,4	* 139,3	* 172,7	172,7
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	30,6	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	52,5	51,6	44,4	49,8	50,6	48,1	45,1	50,7	57,4	57,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	740,8	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	3.123,8	2.896,2	3.005,2	2.901,5	3.004,1	3.086,1	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.462,8
b) en francs belges	65,0	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	129,4	140,8	150,9	140,0	160,2	160,8	173,1	167,6	175,2	175,2
Total des créances sur l'étranger	1.009,3	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.550,4	3.302,1	3.440,0	3.348,2	3.514,2	3.629,5	* 3.772,7	* 4.009,6	* 4.074,0	(6)
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	8,3	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	11,6	12,4	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	9,8	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	11,8	8,1	12,2	12,4	15,8	17,7	25,4	13,2	11,5	11,5
c) sur les banques de dépôts	137,0	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	404,6	391,2	391,5	403,6	454,1	405,8	429,3	* 469,7	* 500,7	500,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	126,8	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	426,6	452,7	480,5	461,2	543,7	574,6	607,3	599,4	* 629,0	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	260,2	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	396,9	406,3	399,6	415,0	442,8	471,4	* 488,0	* 508,1	* 502,8	(7)
— autres	63,0	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	131,6	136,7	151,5	151,3	160,6	182,0	190,0	196,8	219,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	41,0	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	53,8	69,0	63,8	63,3	51,3	63,5	46,9	65,7	68,8	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	32,9	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	22,1	21,6	21,2	21,0	18,9	10,5	* 10,5	* 10,5	* 10,4	(8)
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	43,9	46,0	57,5	62,4	67,6	69,2	* 70,5	* 74,2	* 71,9	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	18,7	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	28,0	29,2	26,7	27,2	22,3	24,3	19,6	20,8	26,4	(9)
b) effets commerciaux	164,1	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	198,3	207,1	196,0	203,7	201,4	201,1	184,7	213,8	211,4	(9)
c) avances	372,1	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	813,0	812,7	803,1	821,5	810,6	806,5	834,9	863,4	818,6	(9)
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	1,4	3,2	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,3	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	15,4	15,1	14,7	17,7	17,4	16,8	* 15,8	* 23,7	* 23,1	(11)
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	36,2	32,7	31,6	31,7	30,6	32,9	* 32,4	* 35,0	* 34,9	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	159,1	174,3	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	(12)
b) autres	10,3	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	7,0	5,6	7,7	10,0	5,4	4,4	8,1	16,2	17,1	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	13,6	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	77,5	77,6	90,4	74,3	54,4	69,7	88,9	96,5	* 139,7	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	40,2	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	66,3	67,7	71,3	75,7	71,6	74,4	* 68,9	* 66,7	* 65,0	(14)
— autres	12,4	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	37,5	36,9	38,8	40,9	48,9	51,0	* 51,4	* 49,8	* 49,9	(14)
D. Autres	174,3	185,6⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	496,1	452,8	449,6	467,2	448,3	480,8	* 492,3	* 513,7	* 538,6	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.559,4	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.989,1	6.761,1	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	Colonne du tableau XIII-1 = Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,6	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.539,2	3.294,3	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	
b) en francs belges ¹	183,2	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	355,9	348,5	377,0	367,3	378,1	382,0	401,2	375,5	405,1	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	863,9	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.895,3	3.643,0	3.794,3	3.702,4	3.936,9	4.028,2	4.228,3	4.517,4	4.606,5	(6)
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	8,1	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	11,6	12,4	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,6	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,3	10,5	5,0	4,4	5,0	4,8	4,9	4,6	5,8	
b) envers les organismes publics	2,5	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,4	2,9	3,1	6,3	7,7	9,3	12,2	3,2	6,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	
— autres	142,3	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	385,7	395,7	405,3	456,8	409,1	437,3	474,7	499,0	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	310,8	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	376,0	400,0	382,5	384,9	373,6	401,0	395,9	398,8	387,6	(1)
— monnaie scripturale ³	330,4	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	411,1	443,1	434,0	432,3	428,0	465,7	464,3	490,1	463,3	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,2	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	34,1	37,5	35,3	39,6	40,4	48,0	34,5	42,1	40,3	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	366,1	368,6	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	(2)
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	379,9	383,1	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	465,2	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	23,9	24,4	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	(3)
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	263,0	271,4	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	122,0	125,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	16,9	12,0	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,9	(14)
D. Autres	228,3	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	672,5	640,1	634,7	662,8	649,8	685,8	708,0	715,6	729,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.559,4	2.968,5⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.989,1	6.761,1	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

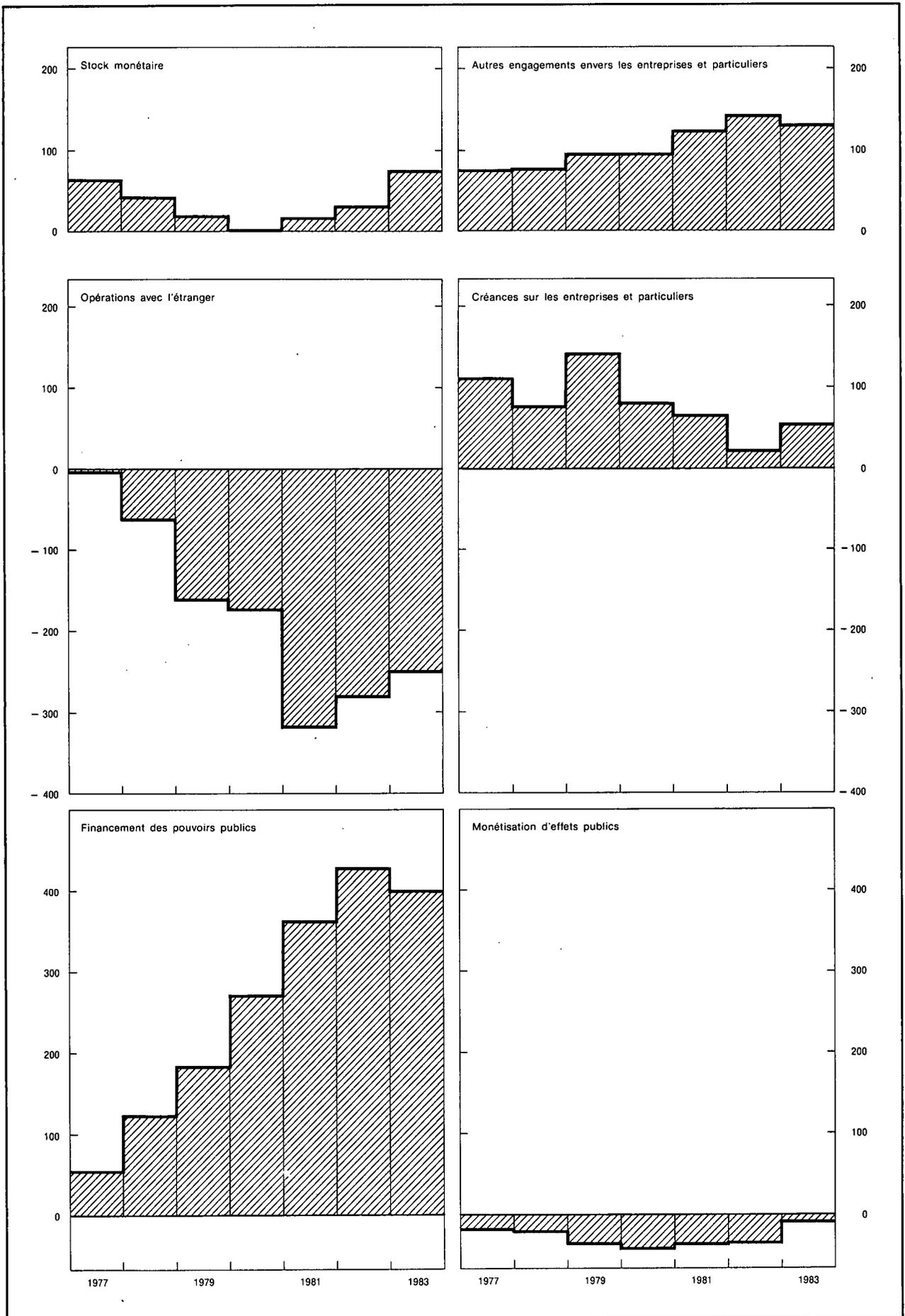
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹		Total	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹	
		En francs belges				En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires			par l'intermédiaire du Fonds des Rentes
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) = (6) à (16)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1976	+ 43,8	+ 87,1	+ 13,6	+ 8,4	+ 152,9	- 23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+ 10,2	- 15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	*+ 74,3	*+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	*+ 206,0	*- 250,0	+ 46,5	*+ 8,1	- 5,1	- 1,0	*+ 396,4	*+ 3,0	*- 21,6	+ 10,9	*+ 24,4	*- 5,6
1982 1 ^{er} trimestre	- 3,8	+ 20,7	+ 18,9	+ 18,2	+ 54,0	- 120,7	+ 19,0	- 2,2	- 0,1	- 3,0	+ 202,4	- 18,1	- 6,4	- 6,7	+ 6,1	- 16,3
2 ^e trimestre	+ 59,4	+ 5,6	+ 8,9	+ 3,9	+ 77,8	- 81,9	- 0,1	- 1,8	- 1,8	+ 9,7	+ 125,3	+ 22,7	- 8,0	+ 4,0	+ 6,2	+ 3,5
3 ^e trimestre	- 28,8	+ 31,6	+ 14,3	+ 0,4	+ 17,5	- 69,4	- 18,3	0,0	- 0,2	- 4,8	+ 81,2	+ 6,6	- 7,8	- 5,2	+ 41,3	- 5,9
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+ 15,5	- 0,5	+ 25,8	- 10,8	+ 23,7	+ 2,0	- 0,8	+ 3,0	- 0,8	+ 9,3	- 6,9	- 1,3	- 10,3	+ 18,7
1983 1 ^{er} trimestre	- 14,7	- 1,9	+ 24,8	- 4,2	+ 4,0	- 126,2	- 14,3	- 1,9	- 2,4	- 3,8	+ 159,6	- 7,0	- 4,0	- 1,8	- 23,8	+ 29,6
2 ^e trimestre	+ 72,7	+ 0,5	+ 23,4	+ 0,3	+ 96,9	- 26,5	- 4,0	+ 2,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 101,4	+ 4,7	- 4,7	- 1,2	+ 28,4	- 5,3
3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	*- 56,7	+ 15,7	*- 0,6	- 0,6	- 8,4	*+ 102,6	*- 16,1	*- 10,8	+ 7,0	*+ 14,4	*- 17,7
4 ^e trimestre	*+ 36,3	*+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	*+ 76,3	*- 40,6	+ 49,1	*+ 8,4	- 2,4	+ 9,6	*+ 32,8	*+ 21,4	*- 2,1	+ 6,9	*+ 5,4	*- 12,2
1984 1 ^{er} trimestre	*- 39,8	*+ 43,0	+ 10,2	+ 19,6	*+ 33,0	*- 33,6	- 40,0	*- 0,2	+ 3,3	- 1,5	*+ 81,4	*+ 1,4	*- 4,5	- 15,3	*+ 30,6	*+ 11,2

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Total	Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982 Mars	15,5	371,2	376,0	0,9	99,7	310,5	411,1	787,1	34,1	821,2
Juin	15,5	395,9	400,0	1,0	106,9	335,2	443,1	843,1	37,5	880,6
Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	851,8
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Mai	15,2	390,4	393,1	0,5	97,1	354,7	452,3	845,4	37,2	882,6
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,5	465,7	866,7	48,0	914,7
Juillet	15,3	392,2	396,4	0,5	103,2	348,7	452,4	848,8	33,9	882,7
Août	15,4	385,4	390,0	0,2	95,6	346,5	442,3	832,3	37,1	869,4
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Octobre	15,4	391,8	394,3	0,3	97,8	359,7	457,8	852,1	34,2	886,3
Novembre	15,4	385,0	389,0	0,3	89,3	366,9	456,5	845,5	38,5	884,0
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	* 393,7	* 490,1	* 888,9	* 42,1	* 931,0
1984 Janvier	15,2	381,7	384,3	0,2	104,0	* 367,6	* 471,8	* 856,1	* 39,6	* 895,7
Février	15,1	379,9	383,5	0,3	96,3	* 357,9	* 454,5	* 838,0	* 32,0	* 870,0
Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	* 370,9	* 463,3	* 850,9	* 40,3	* 891,2
Avril	15,3	388,9	390,0	0,2	110,9	* 372,9	* 484,0	* 874,0	* 35,6	* 909,6
Mai	15,4	401,5	404,2	0,3	100,8	* 376,4	* 477,5	* 881,7	* 38,6	* 920,3

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	auprès des organismes principalement monétaires	auprès des autres intermédiaires financiers	Total	
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	374,4	397,5	85,6	483,1	857,5	36,1	7,2	43,3	900,8
1982 Mars	365,5	406,1	81,2	487,3	852,8	34,1	7,0	41,1	893,9
Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	964,7
Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	943,3
Décembre	374,2	425,2	93,2	518,4	892,6	39,6	8,8	48,4	941,0
1983 Mars	366,0	421,8	88,2	510,0	876,0	40,4	9,8	50,2	926,2
Juin	392,3	459,8	96,2	556,0	948,3	47,9	15,9	63,8	1.012,1
Septembre	388,0	458,8	99,1	557,9	945,9	34,6	15,3	49,9	995,8
Décembre	390,3	477,4	102,1	579,5	969,8	41,4	7,9	49,3	1.019,1
1984 Mars	376,1	451,0	106,7	557,7	933,8	38,0	9,2	47,2	981,0

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ³						Variations	
	B.N.B. ²	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁵	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁶ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁷ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁸	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁹
				B.N.B. ⁴	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1976	231,8	- 86,3	145,5	- 22,7	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	- 2,7	- 23,5	+ 13,5	- 4,5
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0
1983	266,2	- 774,0	- 507,8	- 24,2	- 130,1	- 154,3	* + 100,8	- 5,1	* - 250,0	+ 115,1	- 39,2
1982 1 ^{er} trimestre	247,6	- 592,5	- 344,9	- 14,3	- 35,0	- 49,3	+ 71,5	- 0,1	- 120,7	+ 24,3	- 25,0
2 ^e trimestre	228,9	- 569,7	- 340,8	- 12,0	+ 1,8	- 10,2	+ 73,5	- 1,8	- 81,9	- 7,9	- 18,1
3 ^e trimestre	266,7	- 621,1	- 354,4	+ 45,2	- 50,7	- 5,5	+ 64,1	- 0,2	- 69,4	+ 35,9	+ 30,4
4 ^e trimestre	238,1	- 592,3	- 354,2	- 56,0	+ 26,8	- 29,2	- 17,6	- 0,8	- 10,8	+ 39,9	+ 10,7
1983 1 ^{er} trimestre	221,6	- 644,3	- 422,7	- 41,4	- 62,6	- 104,0	+ 24,6	- 2,4	- 126,2	+ 55,3	- 48,7
2 ^e trimestre	322,6	- 721,3	- 398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	+ 52,0	+ 0,3	- 26,5	+ 0,8	+ 26,6
3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	* + 7,2	- 0,6	* - 56,7	+ 29,7	- 20,4
4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	* + 17,0	- 2,4	* - 40,6	+ 29,3	+ 3,3
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	* - 0,7	* - 24,9	* + 5,4	+ 3,3	* - 33,6	+ 36,8	+ 11,9

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

³ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des divers secteurs vis-à-vis de l'étranger ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

⁴ Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note ⁵, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs.

⁶ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁷ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁸ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁹ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période								Variations après ajustement statistique ⁵			
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶
	Encaisses en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) à (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	
1976	71,8	58,9	—	0,0	90,6	- 3,2	218,1	13,7	231,8	- 24,6	+ 1,9	- 22,7
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	- 15,9	+ 5,7	- 10,2
1979	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	- 31,5	- 3,6	- 35,1
1980	58,2	48,0	110,7	0,0	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	+ 27,0	- 15,2	+ 11,8
1981	58,2	50,4	33,6	- 2,8	112,0	- 8,4	243,0	31,1	274,1	- 95,7	+ 24,2	- 71,5
1982	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 37,5	+ 0,4	- 37,1
1983	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 22,1	- 2,1	- 24,2
1982 2 ^e trimestre ...	58,2	51,1	20,5	0,0	72,3	- 9,3	192,8	36,1	228,9	- 20,5	+ 8,5	- 12,0
3 ^e trimestre ...	58,2	50,3	43,8	0,0	100,7	- 7,3	245,7	21,0	266,7	+ 60,3	- 15,1	+ 45,2
4 ^e trimestre ...	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 66,5	+ 10,6	- 55,9
1983 1 ^{er} trimestre ...	58,2	47,4	103,7	- 79,0	65,4	- 5,8	189,9	31,7	221,6	- 41,4	0,0	- 41,4
2 ^e trimestre ...	58,2	46,8	134,0	0,0	67,2	- 9,1	297,1	25,5	322,6	+ 99,3	- 6,1	+ 93,2
3 ^e trimestre ...	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	- 30,4	- 5,0	- 35,4
4 ^e trimestre ...	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 49,6	+ 9,0	- 40,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	58,2	44,9	101,5	- 80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	- 36,8	+ 12,6	- 24,2
2 ^e trimestre ...	58,2	45,1	65,1	- 12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+ 50,1	- 5,9	+ 44,2
1983 Août	58,2	46,8	141,5	0,0	61,6	- 6,8	301,3	18,7	320,0	- 9,5	- 3,4	- 12,9
Septembre	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	- 26,4	+ 1,8	- 24,6
Octobre	58,2	46,7	140,1	- 22,6	49,2	- 5,9	265,7	26,2	291,9	- 14,9	+ 5,6	- 9,3
Novembre	58,2	46,8	139,7	- 48,2	48,3	- 8,2	236,6	27,9	264,5	- 31,8	+ 1,7	- 30,1
Décembre	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 2,9	+ 1,7	- 1,2
1984 Janvier	58,2	45,2	132,4	- 50,5	50,3	- 5,2	230,4	37,9	268,3	0,0	+ 8,4	+ 8,4
Février	58,2	44,9	130,1	- 99,2	62,5	- 5,5	191,0	39,3	230,3	- 30,8	+ 1,4	- 29,4
Mars	58,2	44,9	101,5	- 80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	- 6,0	+ 2,8	- 3,2
Avril	58,2	44,0	81,4	- 40,7	78,0	- 6,1	214,8	30,6	245,4	+ 33,0	- 11,6	+ 21,4
Mai	58,2	44,4	67,6	- 15,5	77,9	- 6,6	226,0	33,0	259,0	+ 11,6	+ 2,5	+ 14,1
Juin	58,2	45,1	65,1	- 12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+ 5,5	+ 3,2	+ 8,7
Juillet	58,2	44,2	69,0	- 2,3	77,4	- 7,0	239,5	33,7	273,2	+ 3,6	- 2,5	+ 1,1
Août	58,2	45,5	76,6	0,0	76,8	- 6,2	250,9	27,9	278,8	+ 11,3	- 5,8	+ 5,5

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier » et de la « facilité de crédit supplémentaire », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportation) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères b) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1979, 1980 et 1981 c) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979 du Système Monétaire Européen ainsi que, ultérieurement, de certaines de ses modalités d'application. Compte tenu, de plus, depuis 1976, d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982 Mars	104,9	172,1	102,2	34,8	636,2	1.050,2	148,8	735,0	15,1	898,9	1.949,1
Juin	106,9	171,1	103,4	33,9	635,0	1.050,3	152,4	704,4	13,7	870,5	1.920,8
Septembre ..	108,2	169,5	101,1	32,3	620,5	1.031,6	143,5	713,9	11,1	868,5	1.900,1
Décembre ...	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	154,5	712,2	15,6	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ...	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	.	739,9	.	969,7	2.031,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982 Mars	34,7	202,7	812,8	1.050,2	15,4	34,7	50,1	19,3	168,0	812,8	1.000,1	0,0
Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	18,2	43,2	61,4	15,0	161,2	812,7	988,9	0,0
Septembre	32,3	196,5	802,8	1.031,6	10,3	17,3	27,6	22,0	179,2	802,8	1.004,0	0,2
Décembre	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982 Mars	40,5	124,1	734,3	898,9	15,2	55,0	70,2	25,3	69,1	734,3	828,7	10,3
Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	23,7	56,8	80,5	16,0	67,9	706,1	790,0	11,4
Septembre	31,8	120,0	716,7	868,5	8,4	57,9	66,3	23,4	62,1	716,7	802,2	12,5
Décembre	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
C. Total												
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982 Mars	75,2	326,8	1.547,1	1.949,1	30,6	89,7	120,3	44,6	237,1	1.547,1	1.828,8	10,3
Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	41,9	100,0	141,9	31,0	229,1	1.518,8	1.778,9	11,4
Septembre	64,1	316,5	1.519,5	1.900,1	18,7	75,2	93,9	45,4	241,3	1.519,5	1.806,2	12,7
Décembre	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (9) = (3) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1975	1,3	0,4	1,7	0,0	8,7	8,7	0,0	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982 Mars	0,0	0,2	0,2	7,9	24,9	32,8	7,9	24,9	0,2	33,0	6,2
Juin	0,0	0,0	0,0	12,0	39,7	51,7	12,0	39,7	0,0	51,7	8,4
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	3,3	13,4	16,7	3,3	13,4	0,3	17,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
B. Crédits à l'étranger											
1975	0,0	0,0	0,0	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	0,0	11,8	0,0
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982 Mars	0,0	0,0	0,0	12,6	14,9	27,5	12,6	14,9	0,0	27,5	0,1
Juin	0,0	0,0	0,0	19,4	16,5	35,9	19,4	16,5	0,0	35,9	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	4,7	16,3	21,0	4,7	16,3	0,0	21,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
C. Total											
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982 Mars	0,0	0,2	0,2	20,5	39,8	60,3	20,5	39,8	0,2	60,5	6,3
Juin	0,0	0,0	0,0	31,4	56,2	87,6	31,4	56,2	0,0	87,6	8,5
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	8,0	29,7	37,7	8,0	29,7	0,3	38,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982 Mars	34,7	202,7	813,0	1.050,4	7,5	9,8	17,3	27,2	192,9	813,0	1.033,1	6,2
Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	6,2	3,5	9,7	27,0	200,9	812,7	1.040,6	8,4
Septembre ..	32,3	196,5	803,1	1.031,9	6,7	3,7	10,4	25,6	192,8	803,1	1.021,5	4,1
Décembre ...	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ...	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982 Mars	40,5	124,1	734,3	898,9	2,6	40,1	42,7	37,9	84,0	734,3	856,2	10,4
Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	4,3	40,3	44,6	35,4	84,4	706,1	825,9	11,5
Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	3,6	41,2	44,8	28,2	78,8	716,7	823,7	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
C. Total												
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982 Mars	75,2	326,8	1.547,3	1.949,3	10,1	49,9	60,0	65,1	276,9	1.547,3	1.889,3	16,6
Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	10,5	43,8	54,3	62,4	285,3	1.518,8	1.866,5	19,9
Septembre ..	64,1	316,5	1.519,8	1.900,4	10,3	44,9	55,2	53,8	271,6	1.519,8	1.845,2	16,6
Décembre ...	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ...	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.
Encaisse en or	71,8	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,3	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7
Prêts	0,0	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	30,0	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4
Ecus	—	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2
Monnaies étrangères	107,2	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7
Accords internationaux	—	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Avance au F.M.I.	0,0	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	2,4	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	6,5	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce	11,9	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	22,2	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2
Banques	3,4	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Effets publics :	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4
Effets publics belges	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	—	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	—	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,9	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	1,0	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6
Fonds publics	5,2	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7
Comptes transitoires	1,3	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3
Total de l'actif	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.
Billets en circulation	288,4	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—
Banques de Belgique	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,4	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—
Valeurs à payer	2,3	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4
Accords internationaux	3,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	—	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6
Autres accords	—	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	12,1	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7
Comptes transitoires	9,9	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,1	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7
Réserve extraordinaire	1,9	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6
Bénéfice net à répartir	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9
Total du passif	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1983 6 juin	1984 4 juin	1983 4 juillet	1984 9 juillet	1983 8 août	1984 6 août	1983 5 septembre	1984 10 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	14,6	23,2	14,6	23,9	14,6	23,9	14,6	23,9
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	28,8	18,8	29,7	17,8	29,7	17,8	29,7	19,3
Ecus	121,9	67,6	134,6	70,8	141,9	69,0	141,5	88,3
Monnaies étrangères	69,3	77,9	67,3	76,2	65,4	77,5	59,0	77,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	30,1	30,3	30,1	33,1	31,1	33,1	31,1	33,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,0	1,1	1,0
Avances au F.M.I.	3,2	2,4	2,5	2,3	2,5	2,3	2,5	2,3
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	65,9	67,1	42,9	72,9	22,8	64,8	15,2	36,9
Avances sur nantissement	0,0	0,5	3,3	0,3	0,1	0,4	3,6	0,0
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	151,7	206,1	170,3	205,7	178,2	201,0	191,4	201,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,5	5,4	4,8	4,8	4,8	4,6	4,6	4,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	11,6	12,8	11,6	12,8	11,6	12,8	11,6	12,8
Immeubles, matériel et mobilier	2,4	2,9	2,4	2,9	2,4	2,9	2,4	2,9
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	17,0	18,6	17,0	18,6	16,9	18,5	16,9	18,4
Divers	17,4	32,7	17,9	34,6	20,3	34,7	20,0	35,7
	673,2	701,1	683,9	711,5	677,2	697,9	678,8	691,2
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	22,8	19,7	22,1	18,1	20,2	17,3	19,1	16,2
PASSIF								
Billets en circulation	395,3	404,2	404,5	407,7	391,6	397,6	391,0	390,4
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	2,7	2,4	4,7	1,9	2,3	1,8	3,4	2,4
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	20,5	12,6	14,0	13,6	13,4	12,1	12,4	13,9
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,5	5,4	4,8	4,8	4,8	4,6	4,6	4,5
Autres accords	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	15,5	0,0	5,9	0,0	2,3	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	192,1	193,9	192,1	202,6	199,3	202,6	199,3	202,6
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	17,0	18,6	17,0	18,6	16,9	18,6	16,9	18,4
Divers	5,9	12,0	11,6	19,9	13,6	21,9	15,9	22,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	11,2	12,5	11,2	12,4	11,2	12,4	11,2	12,4
	673,2	701,1	683,9	711,5	677,2	697,9	678,8	691,2
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	22,8	19,7	22,1	18,1	20,2	17,3	19,1	16,2
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)					(%)		
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	83,7	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1982 2 ^e trimestre	1.191	249,6	87,6	449,3	843,7	463,2	843,7	2.600,0	96
3 ^e trimestre	1.197	220,9	86,9	420,8	812,7	427,7	812,7	2.473,9	96
4 ^e trimestre	1.271	242,7	86,1	440,2	806,7	427,5	806,7	2.481,1	95
1983 1 ^{er} trimestre	1.266	249,5	86,4	442,8	872,8	434,7	872,8	2.623,1	97
2 ^e trimestre	1.265	277,2	89,6	478,2	914,3	432,9	914,3	2.739,7	97
3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
1983 Juin	1.265	276,7	88,2	487,9	939,0	345,2	939,0	2.711,2	96
Juillet	1.265	314,4	85,5	454,7	928,5	608,4	928,5	2.920,2	97
Août	1.266	242,6	84,5	416,3	734,5	293,2	734,5	2.178,6	95
Septembre	1.266	253,6	96,2	361,9	689,1	430,5	689,1	2.170,6	91
Octobre	1.268	299,6	86,2	463,1	834,3	509,2	834,3	2.640,9	97
Novembre	1.268	263,6	84,1	427,3	853,9	854,5	853,9	2.989,6	96
Décembre	1.268	240,2	79,8	478,9	860,4	476,8	860,4	2.676,6	96
1984 Janvier	1.268	248,7	81,6	468,7	891,7	448,1	891,7	2.700,1	97
Février	1.259	252,2	87,6	508,3	1.048,4	509,3	1.048,4	3.114,4	97
Mars	1.258	242,3	82,3	459,6	901,9	482,1	901,9	2.745,5	97
Avril	1.256	261,6	85,0	483,5	869,3	437,2	869,3	2.659,3	97
Mai	1.255	276,1	90,5	540,4	1.022,0	570,1	1.022,0	3.154,5	96
Juin	1.254	250,8	92,2	514,9	1.001,3	503,7	1.001,3	3.021,3	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mai	1984 31 mai	1983 30 juin	1984 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,1	13,6	14,0	14,2	14,0	14,2	13,6	15,3
Prêts au jour le jour	38,9	49,4	63,2	90,4	136,9	146,5	101,4	122,4
Banquiers	1.133,5	1.517,9	1.790,2	2.119,0	1.761,0	2.232,5	1.866,6	2.208,6
Maison-mère, succursales et filiales	460,1	703,9	795,6	949,9	712,9	1.056,6	826,1	1.032,8
Autres valeurs à recevoir à court terme	39,9	45,0	41,9	49,4	61,2	59,6	54,5	65,0
Portefeuille-effets	428,8	535,3	663,6	823,5	766,8	886,8	800,7	885,0
a) Effets publics	161,0	281,1	408,4	562,9	503,1	625,9	513,5	621,0
b) Effets commerciaux ^a	267,8	254,2	255,2	260,6	263,7	260,9	287,2	264,0
Reports et avances sur titres	5,3	1,4	1,5	2,1	1,8	2,5	1,6	2,2
Débiteurs par acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	69,6	63,5	69,3	63,5
Débiteurs divers	1.141,9	1.478,9	1.678,6	1.844,4	1.710,1	1.881,8	1.713,9	1.894,0
Valeurs mobilières	626,5	657,4	713,2	914,7	817,1	1.035,4	820,2	1.044,5
a) Fonds publics belges	560,4	567,2	612,3	735,6	698,1	805,8	688,7	805,8
b) Autres titres d'emprunt	65,3	89,3	99,7	177,2	117,6	227,3	130,1	236,0
c) Actions et parts de sociétés	0,5	0,6	0,9	1,6	1,1	2,0	1,1	2,4
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Valeurs de la réserve légale	2,2	2,5	2,8	3,3	3,0	3,6	3,2	3,7
Participations	22,9	28,6	35,3	43,3	36,2	43,3	37,7	44,8
a) Filiales	11,9	16,0	21,5	28,8	22,5	28,7	23,9	29,2
b) Autres participations	11,0	12,6	13,8	14,5	13,7	14,6	13,8	15,6
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,7	1,5	1,8
Immeubles	22,3	23,1	23,5	24,4	24,4	24,8	24,5	24,7
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Matériel et mobilier	3,7	4,1	5,4	6,9	6,2	7,8	6,3	7,9
Divers	103,2	150,3	177,3	193,2	164,2	198,7	165,6	198,9
Total de l'actif	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.288,8	7.661,3	6.508,6	7.617,1
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les : — effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	101,3	114,4	122,3	123,9	112,4	118,4	97,3	120,4
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,8	1,5	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

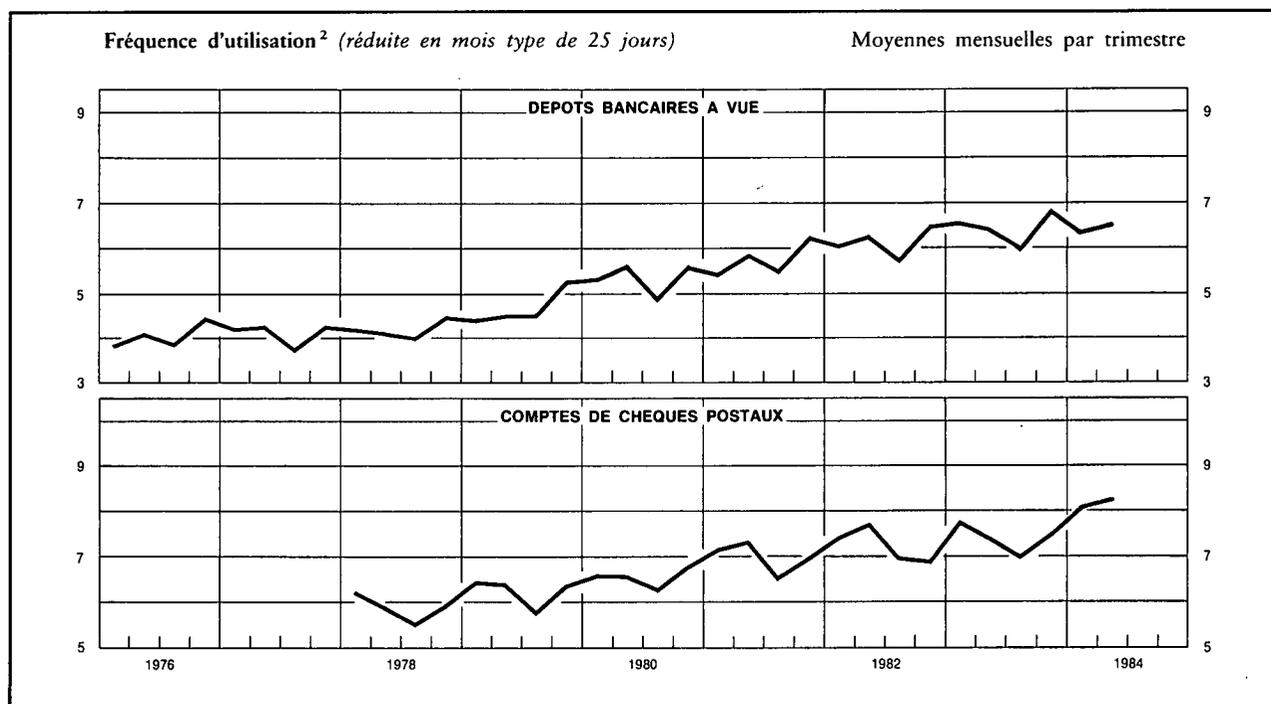
Passif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mai	1984 31 mai	1983 30 juin	1984 30 juin
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	4,9	5,6	7,5	7,5	26,5	22,9	5,8	7,1
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	4,3	5,1	5,8	7,3	5,7	7,0	5,6	6,8
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,6	0,5	1,7	0,2	20,8	15,9	0,2	0,3
Emprunts au jour le jour	88,7	94,2	130,9	168,1	204,1	193,1	212,1	190,7
a) Couverts par des sûretés réelles	7,5	7,9	10,4	8,1	7,0	2,5	5,7	8,9
b) Non couverts par des sûretés réelles	81,2	86,3	120,5	160,0	197,1	190,6	206,4	181,8
Banquiers	1.903,5	2.656,9	3.062,7	3.595,4	3.041,6	3.865,7	3.146,3	3.785,4
Maison-mère, succursales et filiales	328,2	445,9	526,6	701,7	555,1	779,9	648,1	815,0
Acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	69,6	63,5	69,3	63,5
Autres valeurs à payer à court terme	27,5	28,2	34,7	39,3	51,0	64,9	33,7	46,6
Créditeurs pour effets à l'encaissement	3,7	4,6	4,8	6,2	5,3	6,8	5,6	6,8
Dépôts et comptes courants	1.281,4	1.452,1	1.620,8	1.845,5	1.681,4	1.910,3	1.709,2	1.916,8
a) A vue	356,1	388,2	422,7	489,6	449,7	487,4	470,2	505,8
b) A un mois au plus	198,2	272,7	347,9	403,1	355,3	445,9	357,7	430,5
c) A plus d'un mois	323,1	376,7	419,9	469,5	439,0	474,3	436,6	483,1
d) A plus d'un an	13,6	8,2	14,0	10,6	11,0	10,9	11,1	10,2
e) A plus de deux ans	23,3	25,0	27,9	44,4	35,7	49,9	37,8	43,5
f) Carnets de dépôts	365,6	380,0	387,1	426,8	389,3	440,4	394,4	442,3
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,3	1,3	1,5	1,4	1,5	1,4	1,4
Obligations et bons de caisse	193,7	238,4	293,9	352,3	330,5	364,4	338,5	370,5
Montants à libérer sur titres et participations	1,7	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5
Divers	114,6	170,9	195,4	201,1	184,3	217,4	193,9	233,9
<i>Total de l'exigible</i>	4.007,5	5.175,3	5.947,8	6.988,1	6.151,0	7.490,4	6.364,1	7.437,8
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	15,9	24,1	27,1	40,7	27,7	46,0	32,4	53,8
<i>Non exigible :</i>								
Capital	47,9	51,0	54,7	65,8	58,2	66,0	59,0	65,9
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	2,5	2,4	5,1	3,0	5,1	3,0	5,1
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,2	2,5	2,8	3,3	3,0	3,6	3,2	3,7
Réserve disponible	20,9	23,2	26,8	29,5	28,6	30,4	29,2	31,2
Autres réserves	6,5	6,8	9,5	11,3	9,7	11,2	10,1	11,2
Provisions	2,7	6,1	7,4	8,0	7,6	8,6	7,6	8,4
<i>Total du non exigible</i>	82,6	92,1	103,6	123,0	110,1	124,9	112,1	125,5
<i>Total du passif</i>	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.288,8	7.661,3	6.508,6	7.617,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	5,00
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1982 2 ^e trimestre	1.685,0	762,3	2.447,3	6,21	6,29	7,69
1982 3 ^e trimestre	1.540,7	675,6	2.216,3	5,92	5,76	6,97
1982 4 ^e trimestre	1.763,7	669,4	2.433,1	6,59	6,49	6,91
1983 1 ^{er} trimestre	1.751,0	756,3	2.507,3	6,65	6,57	7,79
1983 2 ^e trimestre	1.822,3	752,8	2.575,1	6,40	6,40	7,40
1983 3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,02
1983 4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
1984 2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,50	8,25
1983 Juin	1.865,2	657,1	2.522,3	6,55	6,30	6,60
1983 Juillet	1.724,7	908,3	2.633,0	5,75	5,75	9,40
1983 Août	1.808,4	497,2	2.305,6	6,48	6,23	5,09
1983 Septembre	1.719,1	723,8	2.442,9	6,27	6,03	6,64
1983 Octobre	1.876,8	650,4	2.527,2	6,49	6,24	6,71
1983 Novembre	1.860,5	755,4	2.615,9	6,17	6,43	7,98
1983 Décembre	2.430,0	703,7	3.133,7	8,13	7,82	7,81
1984 Janvier	1.885,5	703,1	2.588,6	6,53	6,28	7,61
1984 Février	1.947,2	935,7	2.882,9	6,63	6,63	9,38
1984 Mars	1.780,9	697,2	2.478,1	6,65	6,16	7,33
1984 Avril	2.040,3	762,6	2.802,9	6,48	6,75	7,77
1984 Mai	2.025,9	907,7	2.933,6	6,77	6,77	8,71
1984 Juin	1.985,5	871,8	2.857,3	6,24	6,24	8,24

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

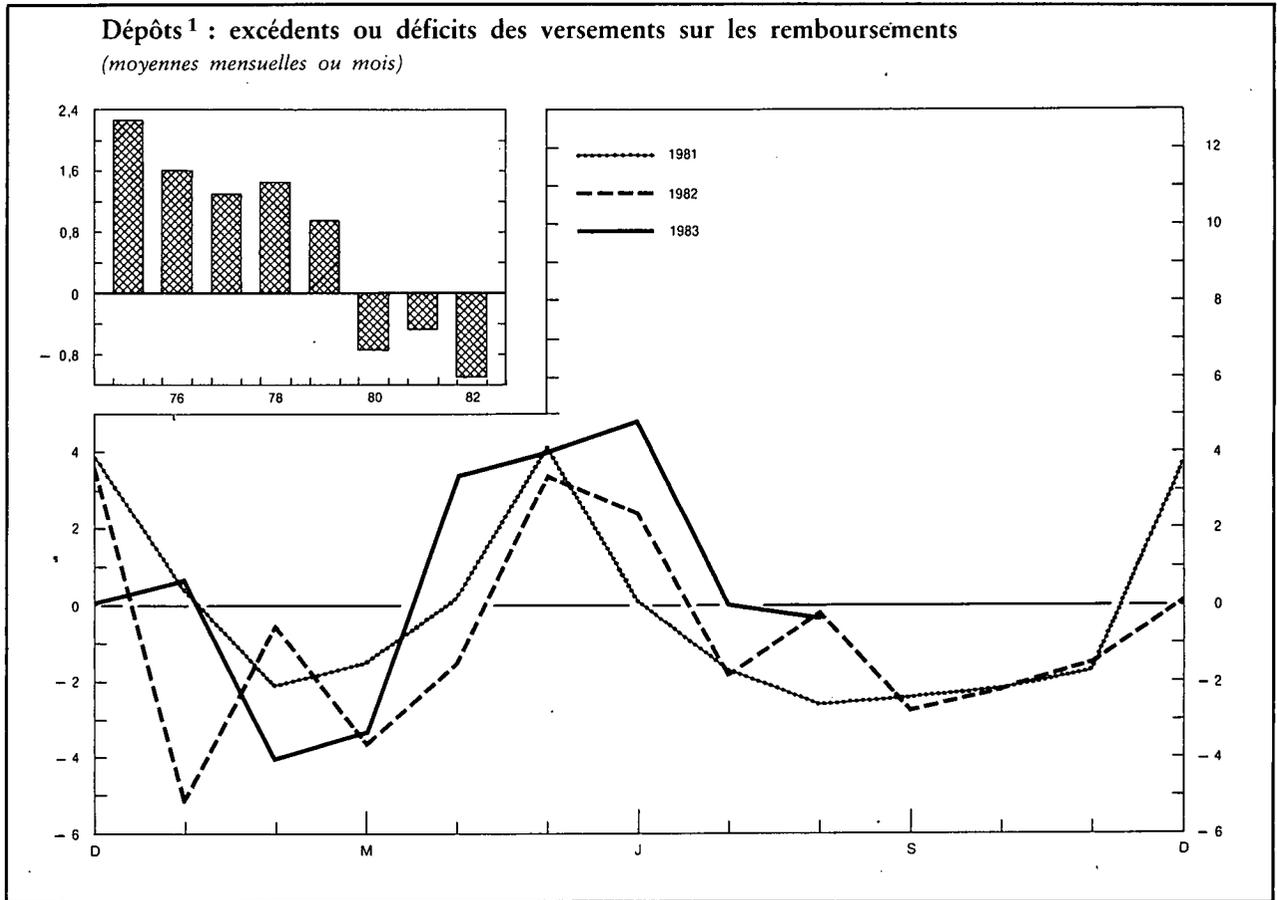
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1975	17,9	6,0	0,0	0,0	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981 Septembre	27,7	—	134,5	0,0	0,0	24,1	0,0	0,0	132,9
Décembre	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Mars	23,8	—	167,1	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	159,1
Juin	22,7	—	175,0	0,0	0,0	24,7	0,0	0,0	174,3
Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Janvier	16,0	—	176,7	0,0	0,0	25,2	0,0	0,0	166,8
Février	18,7	—	210,9	0,0	0,0	23,2	0,0	0,0	203,5
Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Avril	15,4	—	174,4	0,0	0,0	23,4	0,0	0,0	159,9
Mai	16,8	—	167,3	0,0	0,0	23,5	0,0	0,0	152,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Juillet	16,0	—	171,8	0,0	0,0	18,5	0,0	0,0	168,6
Août	17,9	—	175,9	0,0	0,0	12,8	0,0	3,3	175,9
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Octobre	19,1	—	186,7	0,0	0,0	6,4	0,0	7,5	186,7
Novembre	24,2	—	209,0	0,0	0,0	12,2	0,0	5,3	209,0
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts¹			Solde⁴	Bons d'épargne²	Total
	Versements³	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période)		
				(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1981 2 ^e trimestre	257,6	253,2	4,4	420,3	140,5	560,8
3 ^e trimestre	224,1	230,8	- 6,7	413,6	144,2	557,8
4 ^e trimestre	271,1	271,3	- 0,2	433,0	149,0	582,0
1982 1 ^{er} trimestre	265,8	275,0	- 9,2	423,8	158,8	582,6
2 ^e trimestre	282,5	278,2	4,3	428,1	164,8	592,9
3 ^e trimestre	264,6	269,3	- 4,7	423,4	172,4	595,8
4 ^e trimestre	317,9	321,5	- 3,6	439,8	180,8	620,6
1983 1 ^{er} trimestre	319,6	326,2	- 6,6	433,2	194,1	627,3
2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
1982 Août	81,5	81,7	- 0,2	426,1	168,9	595,0
Septembre	90,5	93,2	- 2,7	423,4	172,4	595,8
Octobre	92,5	94,7	- 2,2	421,2	173,8	595,0
Novembre	95,4	96,9	- 1,5	419,7	175,6	595,3
Décembre	130,0	129,9	0,1	439,8	180,8	620,6
1983 Janvier	102,4	101,7	0,7	440,5	185,3	625,8
Février	105,7	109,7	- 4,0	436,5	192,8	629,3
Mars	111,5	114,8	- 3,3	433,2	194,1	627,3
Avril	108,5	105,1	3,4	436,6	197,9	634,5
Mai	103,9	99,9	4,0	440,6	200,5	641,1
Juin	118,4	113,6	4,8	445,4	202,5	647,9
Juillet	97,2	97,2	0,0	445,4	205,0	650,4
Août	99,0	99,3	- 0,3	445,1	207,3	652,4

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1982, les intérêts capitalisés s'élevaient à 20,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6	5,2	6,1	6,9	7,4
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9	69,3	78,4	97,9	132,8
Avances à l'industrie	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7	—	—	—	—
Crédit agricole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit d'exportation	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9	7,0	9,5	12,2	11,2
Prêts sur nantissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts personnels	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4	6,8	8,8	9,3	7,8
Acceptations bancaires	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2	0,9	4,8	2,4	0,8
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8	21,3	15,8	30,4	67,3
Prêts au jour le jour	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6	2,5	0,4	0,4	0,7
Total ...	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5	107,8	117,7	152,6	220,6
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7	80,9	87,2	87,8	86,6
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6	110,7	116,1	107,0	98,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1	13,5	13,3	12,9	10,5
Obligations de sociétés belges et divers	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6	12,1	12,0	11,3	10,5
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3	2,3	1,4	1,5	1,4
Prêts hypothécaires	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8	81,2	96,8	107,2	112,8
Crédit agricole	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0	11,0	12,0	12,8	13,2
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6	59,3	64,4	68,4	69,5
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2	71,1	74,2	79,1	79,5
Total ...	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9	442,1	477,4	488,0	482,7
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7	15,1	16,5	18,4	20,8
Valeurs échues du portefeuille	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7	1,8	3,2	1,8	4,3
Réserve monétaire à la B.N.B.	5,1	2,2	—	—	—	—	—	—	—
Divers	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1	5,3	10,2	12,0	14,1
Total de l'actif ...	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1	679,7	749,9
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7	459,4	504,4	543,3	583,3
Etablissements publics et autres	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1	48,4	43,9	56,4	69,8
Total ...	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8	507,8	548,3	599,7	653,1
Dépôts en comptes courants ²	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7	30,5	39,7	35,0	52,6
Fonds de développement des universités libres	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9	14,7	17,6	21,1	21,1
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4	21,9	24,2	22,7	22,0
Divers	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7	2,4	1,3	1,2	1,1
Total du passif ...	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1	679,7	749,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.F.

² Y compris les intérêts capitalisés

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2	9,4	7,9	7,8	5,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5	12,6	13,8	13,9	13,4
Obligations du Crédit Communal, de provin- ces, villes et communes	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
Obligations de sociétés belges et divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Total ...	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5	22,7	22,4	22,4	19,6
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹ et réserves mathématiques ²	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9	22,6	22,5	15,4
Fonds de réserve	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	0,8
Total ...	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2	24,1	23,8	23,6	16,2

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7	4,7	2,9	2,6	2,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3	6,0	7,9	9,5	10,8
Obligations du Crédit Communal, de provin- ces, villes et communes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations de sociétés belges	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,7	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1	11,5	14,2	16,1	17,8
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Loge- ment	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	2,0	1,9	1,8
Total ...	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4	24,7	27,7	30,8	33,5
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2	18,3	20,8	22,9	24,9
Fonds de réserve et de répartition	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8	7,2	7,7	8,6	9,6
Total ...	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0	25,5	28,5	31,5	34,5

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	22,1	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	40,8	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0
2. garantis par banques et organismes financiers ..	44,9	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8
3. dont le risque est à charge de l'Institution	63,2	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1
Crédits commerciaux	5,3	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	7,4	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5
Autres ¹	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. autres ²	1,4	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8
Débiteurs divers	2,2	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1
Fonds publics et participations	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5
Divers	1,8	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2
Total de l'actif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8
EXIGIBLE :									
Obligations	119,7	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9
Bons de caisse	27,4	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5
Dépôts et emprunts divers	22,7	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5
Effets réescomptés	7,4	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5
Créditeurs divers		3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8
Provisions pour charge et risques divers	4,6	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. Autres ³	1,2	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9
Total du passif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mai	1984 31 mai	1983 30 juin	1984 30 juin
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,4	3,0	2,8	2,5	2,9	2,9	3,2	3,2
Prêts au jour le jour	2,0	1,8	0,8	2,3	2,7	3,0	1,0	2,3
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	13,4	23,3	31,9	36,3	27,4	43,0	28,7	43,2
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,9	3,8	5,6	4,6	5,0	4,9	5,0	5,5
Effets de commerce et factures	6,0	7,5	8,2	7,7	6,5	6,8	6,0	6,4
Débiteurs par acceptations	0,1	1,5	0,8	1,4	0,7	1,5	0,5	1,3
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	54,9	59,2	69,2	87,1	73,7	91,5	75,8	95,6
Portefeuille-titres et participations	226,8	274,3	340,7	442,8	370,6	461,5	394,6	478,3
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(6,7)	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(35,6)	(43,1)	(40,4)	(50,4)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(99,2)	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(147,6)	(204,3)	(164,1)	(211,7)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(96,0)	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(146,4)	(159,7)	(147,7)	(161,3)
c) Obligations de sociétés belges	(17,5)	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(21,9)	(23,8)	(22,3)	(24,6)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(4,8)	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(7,0)	(11,3)	(7,1)	(11,4)
e) Autres valeurs	(2,6)	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(12,1)	(19,3)	(13,0)	(18,9)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,6	255,7	254,0	262,3	251,2	261,2	251,7	260,0
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,4	3,3	3,1	3,3	2,9	3,3	2,9
Débiteurs divers	3,2	2,9	3,4	5,2	3,8	6,6	4,1	6,6
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	573,1	636,8	721,1	855,7	748,2	886,2	774,3	905,7
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporel- les	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Immeubles et terrains	6,1	6,8	7,5	7,9	7,6	8,1	7,7	8,2
Leasing immobilier	0,9	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4
Matériel et mobilier	0,6	0,7	0,8	1,2	0,9	1,4	0,9	1,5
Leasing mobilier	0,3	0,5	0,8	1,4	0,9	0,2	1,0	0,2
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	8,0	9,0	9,8	11,1	10,2	10,2	10,4	10,4
Comptes transitoires ¹	15,3	18,5	24,0	33,0	25,9	34,9	23,8	29,2
Total de l'actif	596,4	664,3	754,9	899,8	784,3	931,3	808,5	945,3
dont : affectés par privilège à la garantie du rembourse- ment des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	553,8	613,1	696,8	825,7	722,3	856,7	748,7	876,5
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	542,4	602,0	684,4	812,1	710,1	842,7	735,0	863,1

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mai	1984 31 mai	1983 30 juin	1984 30 juin
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	348,6	380,3	416,7	475,3	414,4	487,2	429,0	501,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	44,2	61,3	85,5	112,6	96,0	118,4	97,3	119,0
c) de cinq ans ou plus	141,8	155,5	174,6	216,8	188,4	222,0	190,5	220,5
Réserves techniques	0,8	0,8	0,8	0,3	0,8	0,3	0,8	0,3
Fonds de reconstitution	4,8	5,2	6,1	6,5	6,2	6,6	6,2	6,2
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,1	1,2	1,4	1,9	0,7	1,0	1,1	1,7
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,3	1,6	0,0
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,8	1,0	1,2	2,3	1,4	1,6	5,2	1,7
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	2,2	5,0	4,8	5,0	3,3	4,2	2,1	2,9
Mobilisation d'actifs	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,3	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,1	2,3	2,9	1,6	2,1	2,0	1,7
Créditeurs divers	1,8	1,7	1,8	1,7	2,9	2,8	2,4	3,8
Provisions pour charges	3,5	3,5	4,1	5,3	4,2	5,4	4,3	5,5
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Total de l'exigible	554,7	618,5	700,3	831,3	720,6	852,3	743,2	864,8
Fonds propres :								
a) capital	8,9	9,1	9,6	14,1	9,6	14,4	9,8	15,0
b) réserve légale	0,8	0,8	0,8	1,0	0,8	1,2	0,8	1,2
c) autres réserves	10,7	11,5	12,6	13,9	13,5	14,4	13,5	14,4
Comptes de redressements d'actifs	4,1	4,5	5,8	6,6	5,5	6,6	5,5	6,6
Comptes transitoires ¹	17,2	19,9	25,8	32,9	34,3	42,4	35,7	43,3
Total du passif	596,4	664,3	754,9	899,8	784,3	931,3	808,5	945,3

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)					
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dettes à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période					créditeurs		débiteurs
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total									
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)			
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3		
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1		
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3		
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2		
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3		
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1		
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1		
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7		
1982 2 ^e trimestre	23,8	11,2	2,3	3,7	17,2	0,3	16,9	17,2	23,8	478,6	29,9	12,8	65,5	131,9		
3 ^e trimestre	23,8	9,2	2,4	3,8	15,4	0,3	16,6	16,9	22,3	504,4	31,1	14,9	68,0	171,9		
4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7		
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6		
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1		
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4		
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6		
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9		
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4		
1983 Juin	22,3	3,6	0,9	2,1	6,6	0,2	6,0	6,2	22,7	533,3	29,1	14,6	61,4	50,1		
Juillet	22,7	2,5	0,9	1,3	4,7		5,1	5,1	22,3	529,8	27,7	19,5	69,9	83,5		
Août	22,3	3,4	0,5	1,5	5,4	0,1	6,3	6,4	21,3	534,2	26,0	14,1	70,0	50,1		
Septembre ..	21,3	2,5	0,5	0,8	3,8	0,1	4,0	4,1	21,0	536,0	23,7	14,1	71,2	46,8		
Octobre	21,0	1,9	0,9	1,2	4,0	0,1	4,9	5,0	20,0	532,4	23,8	12,6	80,9	61,2		
Novembre ..	20,0	3,6	0,5	0,7	4,8	0,1	5,5	5,6	19,2	535,9	22,8	12,9	80,8	48,2		
Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2		
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9		
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6		
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4		
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6		
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3		
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5		

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9
Prêts hypothécaires	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1
Prêts sur polices	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3
Valeurs étrangères	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7
Obligations de sociétés belges	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9
Actions de sociétés belges	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2
Total des valeurs mobilières ...	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4
Prêts hypothécaires	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5
Valeurs étrangères	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0
Obligations de sociétés belges	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1
Actions de sociétés belges	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1
Total des valeurs mobilières ...	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers	(4) = (2) + (3)					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 2,0	+ 8,1	+ 464,1	+ 472,2	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	*+ 451,9	*+ 455,2	
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	*+ 456,7	*+ 468,3	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	*+ 487,6	*+ 502,8	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	*+ 499,3	*+ 490,9	
1981	- 5,2	- 1,6	+ 0,1	- 1,5	+ 1,0	- 5,7	*+ 605,9	*+ 600,2	
1982	+ 5,1	- 3,2	- 0,2	- 3,4	+ 3,9	+ 5,6	*+ 622,5	*+ 628,1	
1983	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,2	+ 1,2	+ 0,6	+ 2,7	*+ 755,3	*+ 758,0	
1982 1 ^{er} trimestre ...	- 2,2	+ 19,0	+ 0,6	+ 19,6	+ 0,3	+ 17,7	*+ 124,7	*+ 142,4	
2 ^e trimestre ...	+ 10,6	- 5,7	- 0,2	- 5,9	+ 1,5	+ 6,2	*+ 191,1	*+ 197,3	
3 ^e trimestre ...	- 3,7	- 7,3	- 0,4	- 7,7	+ 0,3	- 11,1	*+ 158,5	*+ 147,4	
4 ^e trimestre ...	+ 0,4	- 9,2	- 0,2	- 9,4	+ 1,8	- 7,2	*+ 148,2	*+ 141,0	
1983 1 ^{er} trimestre ...	+ 1,8	+ 16,3	+ 1,0	+ 17,3	+ 0,1	+ 19,2	*+ 168,7	*+ 187,9	
2 ^e trimestre ...	+ 13,6	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	+ 0,1	+ 11,0	*+ 257,2	*+ 268,2	
3 ^e trimestre ...	- 13,9	- 9,9	- 0,2	- 10,1	- 0,1	- 24,1	*+ 127,9	*+ 103,8	
4 ^e trimestre ...	- 0,6	- 2,6	- 0,7	- 3,3	+ 0,5	- 3,4	*+ 201,5	*+ 198,1	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,1	+ 23,3	+ 5,7	+ 29,0	+ 1,9	+ 28,8	*+ 142,6	*+ 171,4	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2,3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1976	+ 37,2	+ 192,7	+ 154,4	+ 384,3	+ 19,6	+ 14,2	+ 33,8	+ 46,0	+ 464,1
1977	+ 72,8	+ 114,7	* + 224,3	* + 411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	* + 5,1	* + 451,9
1978	+ 48,3	+ 176,5	* + 171,3	* + 396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	* + 40,4	* + 456,7
1979	+ 25,8	+ 152,3	* + 207,8	* + 385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	* + 73,9	* + 487,6
1980	+ 4,2	+ 111,8	* + 259,0	* + 375,0	+ 46,4	+ 22,9	+ 69,3	* + 55,0	* + 499,3
1981	+ 37,3	+ 109,3	* + 209,9	* + 356,5	+ 115,3	+ 39,4	+ 154,7	* + 94,7	* + 605,9
1982	+ 35,1	+ 137,7	* + 311,1	* + 483,9	+ 27,4	+ 45,7	+ 73,1	* + 65,5	* + 622,5
1983	+ 77,2	+ 148,1	* + 342,3	* + 567,6	- 14,3	+ 72,7	+ 58,4	* + 129,3 ¹⁰	* + 755,3
1982 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 15,2	* + 78,8	* + 89,3	+ 14,9	+ 12,9	+ 27,8	* + 7,6	* + 124,7
2 ^e trimestre	+ 60,2	+ 20,5	* + 61,0	* + 141,7	+ 5,5	+ 12,0	+ 17,5	* + 31,9	* + 191,1
3 ^e trimestre	- 17,7	+ 60,7	* + 64,2	* + 107,2	+ 3,5	+ 17,5	+ 21,0	* + 30,3	* + 158,5
4 ^e trimestre	- 2,7	+ 41,3	* + 107,1	* + 145,7	+ 3,5	+ 3,3	+ 6,8	* - 4,3	* + 148,2
1983 1 ^{er} trimestre	- 16,6	+ 5,9	* + 134,5	* + 123,8	- 4,7	+ 13,2	+ 8,5	* + 36,4	* + 168,7
2 ^e trimestre	+ 72,3	+ 6,2	* + 103,3	* + 181,8	- 10,0	+ 13,1	+ 3,1	* + 72,3	* + 257,2
3 ^e trimestre	- 2,4	+ 41,3	* + 46,7	* + 85,6	- 7,3	+ 20,3	+ 13,0	* + 29,3	* + 127,9
4 ^e trimestre	+ 23,9	+ 94,7	* + 57,8	* + 176,4	+ 7,7	+ 26,1	+ 33,8	* - 8,7 ¹¹	* + 201,5
1984 1 ^{er} trimestre	- 36,0	+ 93,9	* + 43,3	* + 101,2	+ 23,5	+ 33,2	+ 56,7	* - 15,3 ¹¹	* + 142,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les trois derniers mois de 1983, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³				Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total							dont : Après de organismes principalement monétaires ⁷
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1976	+ 106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+ 176,0	+ 88,7	+ 16,7	+ 192,7	+ 10,4	+ 9,2	+ 19,6	+ 212,3
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 13,0	- 4,8	+ 1,7	+ 55,8	+ 33,1	+ 53,5	+ 109,3	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 224,6
1982	+ 21,3	+ 71,2	- 3,7	+ 1,9	+ 90,7	+ 55,4	+ 47,0	+ 137,7	+ 6,1	+ 21,3	+ 27,4	+ 165,1
1983	+ 111,6	+ 33,1	+ 11,2	+ 1,3	+ 157,2	+ 75,4	- 9,1	+ 148,1	- 9,5	- 4,8	- 14,3	+ 133,8
1982 1 ^{er} trimestre .	- 31,6	+ 40,7	- 1,3	+ 1,2	+ 9,0	+ 13,7	+ 6,2	+ 15,2	+ 4,7	+ 10,2	+ 14,9	+ 30,1
2 ^e trimestre .	+ 4,3	+ 3,2	- 4,6	+ 6,0	+ 8,9	+ 10,0	+ 11,6	+ 20,5	+ 3,8	+ 1,7	+ 5,5	+ 26,0
3 ^e trimestre .	- 7,5	+ 42,3	+ 0,9	- 2,0	+ 33,7	+ 26,7	+ 27,0	+ 60,7	- 3,4	+ 6,9	+ 3,5	+ 64,2
4 ^e trimestre .	+ 56,1	- 15,0	+ 1,3	- 3,3	+ 39,1	+ 5,0	+ 2,2	+ 41,3	+ 1,0	+ 2,5	+ 3,5	+ 44,8
1983 1 ^{er} trimestre .	- 12,8	+ 32,3	+ 2,1	- 0,3	+ 21,3	+ 9,3	- 15,4	+ 5,9	- 5,5	+ 0,8	- 4,7	+ 1,2
2 ^e trimestre .	+ 21,4	- 22,4	+ 2,2	+ 1,8	+ 3,0	- 4,0	+ 3,2	+ 6,2	- 4,2	- 5,8	- 10,0	- 3,8
3 ^e trimestre .	+ 19,3	+ 20,5	+ 2,9	+ 0,7	+ 43,4	+ 34,5	- 2,1	+ 41,3	- 0,8	- 6,5	- 7,3	+ 34,0
4 ^e trimestre .	+ 83,7	+ 2,7	+ 4,0	- 0,9	+ 89,5	+ 35,6	+ 5,2	+ 94,7	+ 1,0	+ 6,7	+ 7,7	+ 102,4
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 17,5	+ 59,3	+ 3,3	+ 0,4	+ 80,5	+ 35,9	+ 13,4	+ 93,9	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 117,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges.						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	442,2	74,4	7,6	1.638,0	707,3	103,8	1.741,8
1982 Mars	1.082,2	482,9	73,1	8,8	1.647,0	721,0	122,0	1.769,0
Juin	1.086,5	486,1	68,5	14,8	1.655,9	731,0	125,8	1.781,7
Septembre	1.079,0	528,4	69,4	12,8	1.689,6	757,7	126,2	1.815,8
Décembre	1.135,1	513,4	70,7	9,5	1.728,7	762,7	125,9	1.854,6
1983 Mars	1.122,3	545,7	72,8	9,2	1.750,0	772,0	121,7	1.871,7
Juin	1.143,7	523,3	75,0	11,0	1.753,0	768,0	121,9	1.874,9
Septembre	1.163,0	543,8	77,9	11,7	1.796,4	802,5	125,0	1.921,4
Décembre	1.246,7	546,5	81,9	10,8	1.885,9	838,1	129,7	2.015,6
1984 Mars	1.264,2	605,8	85,2	11,2	1.966,4	874,0	149,9	2.116,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1976	+ 149,2	+ 2,2	+ 3,0	+ 154,4	+ 13,5	+ 0,7	+ 14,2	+ 168,6
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 256,2	+ 1,8	+ 1,0	* + 259,0	+ 29,8	- 6,9	+ 22,9	* + 281,9
1981	* + 206,3	+ 1,2	+ 2,4	* + 209,9	+ 43,9	- 4,5	+ 39,4	* + 249,3
1982	* + 292,2	+ 20,1	- 1,2	* + 311,1	+ 54,3	- 8,6	+ 45,7	* + 356,8
1983	* + 279,1	+ 50,3	+ 12,9	* + 342,3	+ 72,3	+ 0,4	+ 72,7	* + 415,0
1982 1 ^{er} trimestre ...	* + 77,7	- 0,8	+ 1,9	* + 78,8	+ 18,1	- 5,2	+ 12,9	* + 91,7
2 ^e trimestre ...	* + 49,9	+ 12,2	- 1,1	* + 61,0	+ 11,6	+ 0,4	+ 12,0	* + 73,0
3 ^e trimestre ...	* + 63,0	+ 1,0	+ 0,2	* + 64,2	+ 19,4	- 1,9	+ 17,5	* + 81,7
4 ^e trimestre ...	* + 101,6	+ 7,7	- 2,2	* + 107,1	+ 5,2	- 1,9	+ 3,3	* + 110,4
1983 1 ^{er} trimestre ...	* + 128,0	+ 2,4	+ 4,1	* + 134,5	+ 11,9	+ 1,3	+ 13,2	* + 147,7
2 ^e trimestre ...	* + 86,1	+ 11,5	+ 5,7	* + 103,3	+ 14,4	- 1,3	+ 13,1	* + 116,4
3 ^e trimestre ...	* + 40,5	+ 4,7	+ 1,5	* + 46,7	+ 20,3	0,0	+ 20,3	* + 67,0
4 ^e trimestre ...	* + 24,5	+ 31,7	+ 1,6	* + 57,8	+ 25,7	+ 0,4	+ 26,1	* + 83,9
1984 1 ^{er} trimestre ...	* + 40,1	+ 2,5	+ 0,7	* + 43,3	+ 33,4	- 0,2	+ 33,2	* + 76,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	+ 16,8	+ 7,2	+ 110,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+ 223,6	+ 78,5	+ 302,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,0	+ 5,0	+ 85,7	+ 42,0	+ 19,4	+ 89,6	+ 21,2	+ 31,2	+ 4,5	+ 134,3	+ 167,3	+ 301,6
1982	- 0,5	+ 1,0	+ 88,4	+ 56,9	+ 28,9	+ 147,7	+ 14,1	+ 44,5	* + 6,5	+ 131,9	* + 255,6	* + 387,5
1983	+ 12,2	- 1,1	+ 119,3	+ 61,9	+ 53,1	+ 103,4	+ 38,5	+ 71,2	* - 27,2	+ 222,0	* + 209,3	* + 431,3
1982 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 3,8	+ 22,8	+ 18,1	- 1,7	+ 28,9	- 7,2	+ 12,9	* + 2,5	+ 9,0	* + 62,4	* + 71,4
2 ^e trimestre	+ 20,4	+ 7,4	+ 38,0	+ 8,9	- 0,5	+ 27,6	+ 7,5	+ 7,8	* + 1,1	+ 72,8	* + 45,4	* + 118,2
3 ^e trimestre	- 10,9	- 3,2	+ 16,8	+ 14,3	+ 10,8	+ 57,3	- 0,9	+ 13,1	* + 1,4	+ 12,6	* + 86,1	* + 98,7
4 ^e trimestre	- 1,3	- 7,0	+ 10,8	+ 15,6	+ 20,3	+ 33,9	+ 14,7	+ 10,7	* + 1,5	+ 37,5	* + 61,7	* + 99,2
1983 1 ^{er} trimestre	- 8,0	- 2,5	+ 2,6	+ 24,8	+ 9,9	+ 37,6	- 2,9	+ 16,7	* + 2,0	- 0,9	* + 81,1	* + 80,2
2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,2	+ 23,6	+ 2,9	+ 42,1	+ 11,9	+ 11,3	* + 1,1	+ 71,0	* + 78,1	* + 149,1
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 10,9	+ 21,9	+ 9,1	+ 9,8	+ 13,8	+ 2,0	+ 8,7	* + 1,6	+ 40,3	* + 33,2	* + 73,5
4 ^e trimestre	- 1,8	- 13,2	+ 68,6	+ 4,4	+ 30,5	+ 9,9	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	* - 31,9 ⁴	+ 111,6	* + 16,9	* + 128,5
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,2	+ 33,3	+ 9,8	+ 41,5	+ 17,1	+ 9,1	+ 6,4	* + 0,1	+ 70,7	* + 33,4	* + 104,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante a été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	359,6	108,5	1.115,0	266,0	668,2	783,4	348,1	227,1	37,9	2.599,4	1.314,4	3.913,8
1982 Mars	350,9	112,3	1.151,3	284,1	666,5	812,3	340,9	240,0	* 40,4	2.621,9	*1.376,8	*3.998,7
Juin	371,3	119,7	1.189,3	293,0	666,0	839,9	348,4	247,8	* 41,5	2.694,7	*1.422,2	*4.116,9
Septembre	360,4	116,5	1.209,9	307,3	676,8	897,2	347,5	260,9	* 42,9	2.711,1	*1.508,3	*4.219,4
Décembre	359,1	109,5	1.219,4	322,9	697,1	931,1	362,2	271,6	* 44,4	2.747,3	*1.570,0	*4.317,3
1983 Mars	351,1	107,0	1.223,3	347,7	707,0	968,7	359,3	288,3	* 46,4	2.747,7	*1.651,1	*4.398,8
Juin	377,4	110,7	1.253,9	371,3	709,9	1.010,8	371,2	299,6	* 47,5	2.823,1	*1.729,2	*4.552,3
Septembre	373,1	121,6	1.279,7	380,4	719,7	1.024,6	373,2	308,3	* 49,1	2.867,3	*1.762,4	*4.629,7
Décembre	371,3	108,4	1.351,1	384,8	750,2	1.034,5	400,7	342,8 ³	* 17,2 ³	2.981,7	*1.779,3	*4.761,0
1984 Mars	361,3	105,2	1.381,3	394,6	791,7	1.051,6	409,8	349,2	* 17,3 ³	3.049,3	*1.812,7	*4.862,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurance de la responsabilité ci- vile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique : LIII^e année, tome 1, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe uniquement)	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	0,0	5,4	- 5,4	66,3	53,0
	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	* 1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
* 1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	64,7	1,2	63,5	260,6	106,9	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	11,4	1,7	9,7	20,5	- 1,7
	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	* 1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,5	7,7	33,8	44,4	- 3,5
* 1983	125,9	76,2	49,7	—	49,7	45,7	7,5	38,2	87,9	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1976	0,0	2,1	- 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4	- 4,5
	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	* 1982	35,0	3,8	31,2	42,1	73,3	36,4	16,8	19,6	92,9	- 0,9
* 1983	16,0	4,1	11,9	35,7	47,6	17,5	4,5	13,0	60,6	3,1	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1	1,9
	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	* 1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,4	- 0,4	71,7	- 2,1
* 1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,1	3,8	2,3	18,2	- 0,5
	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	* 1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
* 1983	25,0	10,1	14,9	—	14,9	15,1	10,7	4,4	19,3	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5	
	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	* 1982	286,2	170,6	115,6	99,8	215,4	100,8	41,5	59,3	274,7	
* 1983	489,4	222,8	266,6	91,9	358,5	143,4	24,0	119,4	477,9		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1979	Janvier ..	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65,5	—	9,14
	Février ..	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10,0	—	9,00
	Mars	21	Fonds des Routes 1979-87-91	8,75 — 9,00 ⁴	99,25	8 ou 12 ans	40,6 ⁶	8,88	8,91
	Mai	17	Etat belge 1979-87	9,00	99,00	8 ans	61,0	—	9,18
	Septembre	3	Etat belge 1979-88	10,00	100,25	9 ans	69,5	—	9,96
	Octobre .	10	Ville d'Anvers 1979-87	10,00	99,00	8 ans	6,0	—	10,19
	Octobre .	10	Ville de Liège 1979-87	10,00	99,00	8 ans	5,0	—	10,19
	Novembre	29	Fonds des Routes 1979-88	10,50	97,75	8 ans 6 mois	20,1	—	10,93
							277,7		
1980	Janvier ..	24	Etat belge 1980-89	11,00	100,00	9 ans	60,0	—	11,00
	Avril	11	Fonds des Routes 1980-83-88	13,00 — 11,50 ⁴	99,50	3 ou 8 ans	40,5 ⁷	13,21	12,33
	Mai	27	Etat belge 1980-88	12,75	100,00	8 ans	44,2	—	12,75
	Septembre	1	Ville d'Anvers 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	1	Ville de Liège 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	29	Etat belge 1980-84-89	12,50 — 13,00 ⁴	100,00	4 ou 9 ans	50,6	12,50	12,81
	Novembre	12	S.N.L. 1980-87	12,75	99,00	7 ans	15,0	—	12,98
							222,3		
1981	Janvier ..	15	Etat belge 1981-85-89	13,00 — 13,25 ⁴	99,30	4 ou 8 ans	66,0	13,24	13,24
	Février ..	19	Fonds des Routes 1981-85-89	13,00	99,30	4 ou 8 ans	47,0 ⁸	13,24	13,15
	Juin	11	Emprunt special 1981 ⁹						
			Tranche 1 — 1981-1991	13,00	100,00	10 ans	55,3	—	13,00 ¹⁰
			Tranche 2 — 1981-1988	13,00	97,00	7 ans	22,7	—	13,69
	Septembre	10	Crédit Communal de Belgique 1981-85-89	13,50	98,00	4 ou 8 ans	30,0	14,19	14,23
	Décembre	9	R.T.T. 1981-88	14,25	99,00	7 ans	21,5	—	14,49
							242,5		
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 25 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 11 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁷ Dont 11 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁸ Dont 12 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁹ Vu les avantages fiscaux accordés à l'emprunt spécial 1981, les taux de rendement ne sont pas entièrement comparables à ceux des autres émissions.

¹⁰ Calculé sur base d'un taux de remboursement de 100 %.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ¹	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ¹
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	0,0	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	207,3	1.956,8	—	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	225,7	2.439,1	—	2.439,1
1982 Mars	1.142,2	5,7	680,2	91,8	1.919,9	211,0	271,8	482,8	2.402,7	355,1	2.757,8	—	2.757,8
Juin	1.158,8	5,7	743,5	95,9	2.003,9	239,5	325,0	564,5	2.568,4	349,0	2.917,4	—	2.917,4
Septembre ..	1.138,1	4,2	889,0	97,2	2.128,5	315,5	297,3	612,8	2.741,3	335,8	3.077,1	—	3.077,1
Décembre ..	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	330,1	3.085,0	—	3.085,0
1983 Mars	1.266,5	3,5	879,1	90,8	2.239,9	344,6	389,5	734,1	2.974,0	356,0	3.330,0	—	3.330,0
Juin	1.368,0	40,5	939,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	351,2	3.550,4	—	3.550,4
Juillet	1.359,4	40,5	954,0	94,0	2.447,9	390,6	381,4	772,0	3.219,9	347,2	3.567,1	—	3.567,1
Août	1.353,1	45,5	981,7	86,9	2.467,2	402,7	379,0	781,7	3.248,9	345,6	3.594,5	—	3.594,5
Septembre ..	1.345,0	45,5	962,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	416,8	3.652,6	—	3.652,6
Octobre	1.338,9	45,5	971,3	89,8	2.445,5	411,8	371,2	783,0	3.228,5	415,8	3.644,3	—	3.644,3
Novembre ..	1.338,9	45,5	1.000,8	83,1	2.468,3	424,6	376,6	801,2	3.269,5	414,4	3.683,9	—	3.683,9
Décembre ..	1.402,7	45,5	952,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	412,5	3.716,0	—	3.716,0
1984 Janvier	1.395,1	45,5	997,4	97,7	2.535,7	479,1	365,6	844,7	3.380,4	390,3	3.770,7	—	3.770,7
Février	1.444,0	45,5	1.021,6	85,9	2.597,0	484,4	376,6	861,0	3.458,0	389,4	3.847,4	—	3.847,4
Mars	1.435,3	45,5	1.076,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	388,2	3.921,0	—	3.921,0
Avril	1.432,9	45,5	1.034,9	99,5	2.612,8	519,9	417,8	937,7	3.550,5	427,9	3.978,4	—	3.978,4
Mai	1.427,0	144,3	995,5	95,9	2.662,7	527,2	427,6	954,8	3.617,5	425,2	4.042,7	—	4.042,7
Juin	1.484,5	144,3	1.031,6	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	423,3	4.136,4	—	4.136,4
Juillet	1.481,4	144,3	1.069,8	91,2	2.786,7	576,3	394,9	971,2	3.757,9	420,9	4.178,8	—	4.178,8

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)
1976	+ 129,9	- 3,2	0,0	0,0	- 3,2	+ 133,1
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1983 7 premiers mois	+ 482,1	+ 3,3	+ 30,8	+ 26,1 ³	+ 60,2	+ 421,9
1984 7 premiers mois	+ 462,8	- 0,4	+ 10,0	0,0	+ 9,6	+ 453,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1975	705,3	72,1	—	126,9	400,2	1.304,5
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,3	—	89,4	1.051,6	2.675,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1975	77,8	34,9	4,1	30,1	74,7	221,6
1976	72,5	37,2	11,2	32,1	81,0	234,0
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
Total						
1975	783,1	107,0	4,1	157,0	474,9	1.526,1
1976	861,2	125,2	11,2	171,1	539,9	1.708,6
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,7	42,5	152,1	1.184,9	3.064,0

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1975	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982 *	1.458,3	14,0	10,4	21,3	537,5	16,6	338,9	187,7	90,8	2.675,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982 *	27,8	0,3	0,1	1,0	143,3	—	136,1	33,2	46,7	388,5
Total										
1975	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982 *	1.486,1	14,3	10,5	22,3	680,8	16,6	475,0	220,9	137,5	3.064,0

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

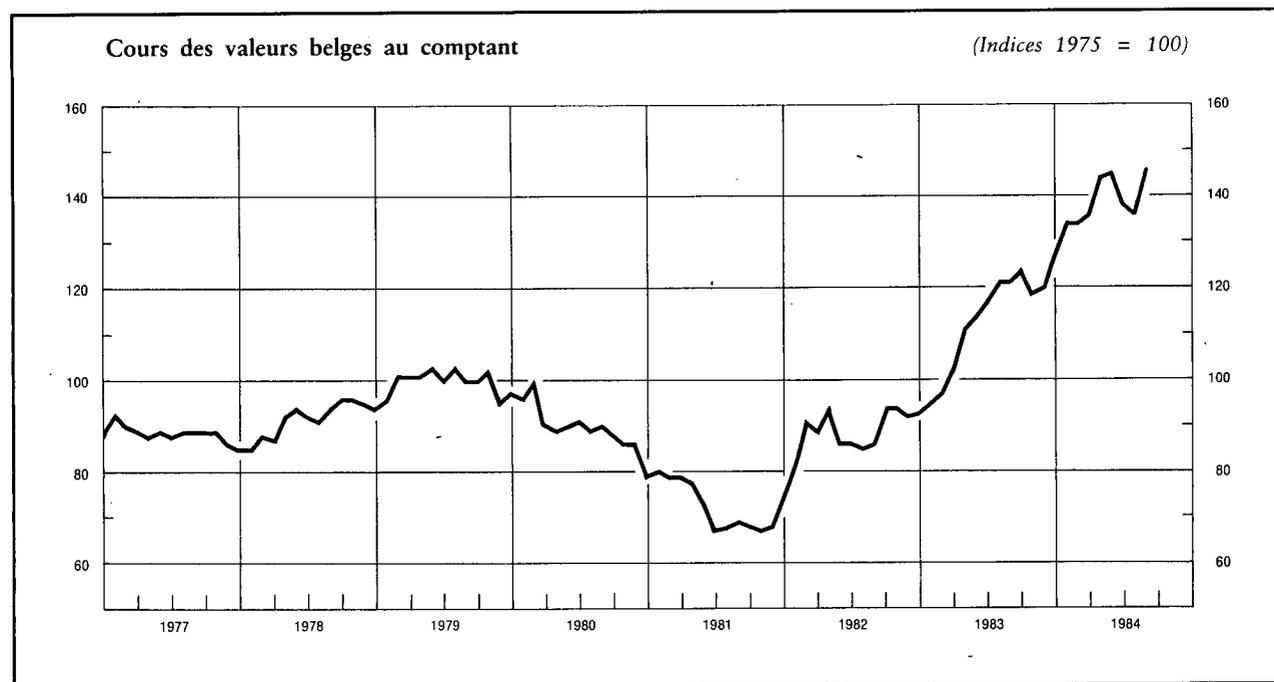
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges					Valeurs étrangères ⁵	
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1976	102	96	92	5,5	4,9	128	102
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1982 2 ^e trimestre	165	89	88	6,9	5,9	104	197
3 ^e trimestre	168	88	88	6,6	5,1	146	196
4 ^e trimestre	227	93	93	6,4	4,8	234	223
1983 1 ^{er} trimestre	229	98	97	5,9	4,5	278	250
2 ^e trimestre	339	114	113	5,5	4,3	274	279
3 ^e trimestre	281	121	121	5,3	4,1	235	307
4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
1983 Août	274	121	120	5,4	4,1	241	303
Septembre	262	124	123	5,4	4,0	267	319
Octobre	273	119	118	5,8	4,4	245	311
Novembre	384	120	118	5,5	4,1	224	308
Décembre	488	127	126	5,2	3,9	212	323
1984 Janvier	493	134	134	4,8	3,4	312	347
Février	332	134	133	5,1	3,6	370	342
Mars	337	136	136	4,9	3,5	251	341
Avril	426	144	146	4,6	3,4	213	345
Mai	398	145	147	4,9	3,6	250	342
Juin	308	138	137	5,2	3,7	195	330
Juillet	193	136	135	5,1	3,8	199	322
Août	336	146	147	4,7	3,4	286	351

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs zairoises.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1969	52	14,5	8,8	2,4	0,0	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	72,6	3,9
Sociétés financières et immobilières⁵									
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	107,4	7,1
Industries des fabrications métalliques									
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
Métallurgie du fer									
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	0,0	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,0
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
Industrie alimentaire									
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
Industrie chimique									
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	0,0
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	7,8	0,6
Electricité									
1969	17	27,2	5,3	2,6	0,0	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,4	18,2
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
C. — Total général^{6 7}									
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,3	18,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975 3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4	2,8
6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8	5,8
9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3	8,3
12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	535	20,0	13,8	3,8	2,1	0,9	2,0
3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
4 premiers mois	5.371	126,1	90,3	19,8	9,7	8,7	4,6
5 premiers mois	11.765	318,9	208,7	40,2	30,6	19,3	6,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
7 premiers mois	17.604	459,1	310,9	59,1	43,6	29,3	9,2
8 premiers mois	17.932	462,9	314,3	59,9	44,0	29,6	10,0
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
10 premiers mois	19.011	477,7	330,0	62,3	46,1	30,4	12,8
11 premiers mois	19.482	486,1	340,2	63,8	46,9	31,0	13,8
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 3 premiers mois	18	1,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 1 ^{er} mois	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,2	0,6	0,1	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	22,5	16,9	4,8	0,3	3,3	0,3
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
7 premiers mois	146	39,5	36,2	6,3	0,5	4,5	0,5
8 premiers mois	149	39,9	36,7	6,3	0,5	4,6	0,5
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
10 premiers mois	162	41,1	37,2	6,4	0,6	4,6	0,5
11 premiers mois	170	43,6	38,1	6,4	0,7	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	539	20,8	14,0	3,8	2,1	0,9	2,2
3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
4 premiers mois	5.395	127,2	90,9	19,9	9,7	8,7	4,8
5 premiers mois	11.836	341,2	225,6	45,0	30,9	22,6	6,5
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
7 premiers mois	17.750	498,3	347,1	65,4	44,1	33,3	9,7
8 premiers mois	18.081	502,5	351,0	66,2	44,5	34,2	10,5
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
10 premiers mois	19.173	518,6	367,2	68,7	46,7	35,0	13,3
11 premiers mois	19.653	529,5	378,3	70,2	47,6	35,6	14,3
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 77,6	* 73,6
1978	* 64,4	41,2	9,9	7,7	2,2	12,5	14,7	55,9	51,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978	*	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
C. — Total général									
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	77,3	73,3
1978	* 64,4	41,2	9,9	8,0	1,9	12,5	14,4	55,6	51,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions ² nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1977	91,9	50,5	13,2	63,7
1978	64,3	37,2	6,6	43,8
1979 ³	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1981 3 ^e trimestre	14,5	7,0	2,4	9,4
4 ^e trimestre	38,4	15,1	8,1	23,2
1982 1 ^{er} trimestre	20,2	13,2	0,0	13,2
2 ^e trimestre	41,3	24,2	2,1	26,3
3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
1982 Novembre	10,6	5,4	1,3	6,7
Décembre	46,0	37,4	0,0	37,4
1983 Janvier	5,2	3,2	4,7	7,9
Février	11,6	10,8	7,3	18,1
Mars	11,9	8,0	4,0	12,0
Avril	9,2	7,8	0,0	7,8
Mai	11,0	10,2	1,0	11,2
Juin	21,1	12,9	4,0	16,9
Juillet	15,3	7,7	1,0	8,7
Août	15,6	9,2	0,3	9,5
Septembre	20,0	14,0	0,0	14,0
Octobre	17,8	10,2	5,0	15,2
Novembre	34,8	39,0	0,0	39,0

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	199,4	182,5	1,8	772,0	1.298,9	72,6
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,1	300,5	349,7	344,9	1,6	1.462,8	2.570,2	110,2
1983	0,6	0,3	1.159,2	1.160,1	452,8	330,8	357,5	368,2	2,4	1.511,7	2.671,8	119,5
1981 Décembre	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982 Mars	0,5	0,5	1.101,7	1.102,7	460,5	286,1	351,0	334,8	1,8	1.434,2	2.536,9	103,1
Juin	0,3	0,5	1.099,6	1.100,4	464,6	295,5	352,0	339,1	1,7	1.452,9	2.553,3	100,3
Septembre	0,5	0,5	1.081,3	1.082,3	463,9	302,1	350,8	339,3	1,7	1.457,8	2.540,1	98,9
Décembre	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,1	300,5	349,7	344,9	1,6	1.462,8	2.570,2	110,2
1983 Mars	0,7	0,5	1.089,6	1.090,8	464,3	309,1	351,0	344,5	1,6	1.470,5	2.561,3	105,9
Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	472,2	314,4	348,5	346,8	1,5	1.483,4	2.572,7	106,9
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	464,9	319,6	349,3	345,8	1,6	1.481,2	2.584,7	105,1
Décembre	0,6	0,3	1.159,2	1.160,1	452,8	330,8	357,5	368,2	2,4	1.511,7	2.671,8	119,5
1984 Mars	0,7	0,3	1.119,0	1.120,0	436,4	330,0	370,6	370,2	2,6	1.509,8	2.629,8	118,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1976	14,7
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1982 2 ^e trimestre	11,5
3 ^e trimestre	11,5
4 ^e trimestre	13,3
1983 1 ^{er} trimestre	10,7
2 ^e trimestre	11,8
3 ^e trimestre	12,5
4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	27,9	29,8	31,4	35,6	23,0	24,3	26,2	29,2
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	9,9	11,3	12,5	13,2	5,8	6,1	6,8	7,8
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	147,7	158,4	174,3	200,7	75,0	80,7	89,7	97,3
Textile, habillement et cuir	82,6	84,0	83,4	89,8	48,0	51,0	47,1	47,9
Industrie chimique ⁴	200,9	227,9	240,5	252,6	92,7	95,1	91,6	85,8
Métallurgie de base	203,3	182,1	186,9	158,6	140,1	129,5	123,3	101,1
Fabrications métalliques	325,3	352,7	349,5	362,4	161,3	191,7	174,5	173,4
Produits minéraux non métalliques et bois	95,2	95,9	96,6	102,7	57,7	56,6	56,1	60,4
Papier, carton et imprimerie	37,0	40,3	41,4	42,6	23,1	25,7	25,1	25,7
Pétrole	60,8	64,3	77,4	81,2	13,1	18,6	17,6	17,8
Diamant et orfèvrerie	53,7	60,2	65,0	70,1	35,9	42,7	45,3	49,9
Autres	1,8	2,0	1,9	1,9	1,2	1,3	1,2	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	117,6	113,6	109,5	108,2	78,0	76,3	70,2	69,3
Production et distribution d'énergie et d'eau	85,1	107,6	122,8	115,1	40,6	41,0	53,6	45,0
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	43,5	50,6	61,4	72,1	20,2	30,0	35,3	45,2
Commerce de détail	73,7	74,4	74,7	81,8	45,2	45,7	46,7	52,3
Transports, entrepôts et communications	104,9	133,4	150,5	158,0	68,5	88,1	106,1	105,4
Services financiers ⁵	123,5	136,1	128,4	149,3	50,7	53,7	44,8	55,6
Autres services aux entreprises ⁶	50,2	45,4	48,2	48,3	32,1	27,9	27,7	29,6
Autres services aux particuliers ⁷	140,6	145,3	153,4	174,5	118,5	124,6	129,8	148,9
Total	1.985,3	2.115,3	2.209,7	2.318,7	1.131,0	1.210,6	1.218,7	1.248,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Communauté Economique Européenne ...	256,8	419,4	477,0	511,8	124,4	248,5	271,2	263,4
Royaume-Uni	53,1	75,1	97,7	127,7	23,6	27,8	36,5	29,3
République Fédérale d'Allemagne	101,8	201,0	181,3	137,8	46,8	132,6	105,1	78,1
France	40,3	47,0	73,0	90,5	20,6	24,4	42,1	60,6
Pays-Bas	21,3	33,1	42,6	48,4	8,0	13,4	18,4	18,7
Italie	18,2	30,5	43,1	55,3	13,5	25,1	35,8	41,9
Luxembourg	8,1	9,9	10,1	19,5	3,6	6,8	6,8	8,5
Danemark	11,8	14,9	17,5	18,7	6,5	11,2	15,5	14,4
Irlande	2,2	3,0	6,1	8,0	1,8	3,0	5,5	6,9
Grèce	—	4,9	5,6	5,9	—	4,2	5,5	5,0
Autre pays d'Europe²	95,2	134,9	155,4	187,7	70,1	95,0	118,3	137,9
dont : Espagne	36,6	52,3	58,7	81,7	32,6	49,9	55,9	73,7
Suisse	21,4	32,8	38,3	40,4	10,9	9,3	12,4	11,1
Norvège	7,0	7,1	6,2	6,1	5,3	5,5	4,9	3,0
Suède	11,1	14,9	18,2	21,3	7,9	10,5	13,8	15,7
Etats-Unis et Canada	60,6	84,9	97,7	133,7	21,6	28,3	31,9	34,1
Pays exportateurs de pétrole	78,8	83,9	92,8	84,0	51,7	61,8	71,0	71,2
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	137,7	191,4	244,5	273,2	114,6	149,0	191,0	231,4
dont : Brésil	41,0	53,1	55,0	59,6	38,0	48,2	51,0	54,7
Mexique	30,8	59,6	64,6	78,4	26,4	49,0	59,4	72,7
Autres pays d'Afrique	37,8	40,7	50,0	58,9	30,2	32,8	37,7	41,8
dont : Afrique du Sud	3,8	3,3	6,6	6,1	2,7	2,2	3,1	4,3
République du Zaïre	7,6	9,1	8,7	8,5	6,7	8,8	8,7	6,3
Australie et Nouvelle Zélande	15,9	27,3	38,6	54,0	5,4	12,5	23,5	34,7
Autres pays d'Asie	31,1	41,2	58,5	78,9	21,1	26,6	35,1	43,5
dont : Japon	10,9	8,1	9,2	29,9	10,3	7,3	8,3	10,4
Total	713,9	1.023,7	1.214,5	1.382,2	439,1	654,5	779,7	858,0

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

² 1979 et 1980 : y compris la Grèce.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1982 2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,6	6,1	0,0	3,2	1,7	11,0
3 ^e trimestre	7,0	0,0	4,2	5,8	0,0	3,6	1,8	11,2
4 ^e trimestre	6,9	0,0	4,0	5,8	0,0	3,5	1,6	10,9
1983 1 ^{er} trimestre	6,7	0,1	3,5	5,7	0,0	3,3	1,3	10,3
2 ^e trimestre	7,2	0,0	4,1	5,7	0,0	4,1	1,5	11,3
3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
1983 Août	6,8	0,0	3,1	5,4	0,0	3,0	1,5	9,9
Septembre	10,2	0,0	4,7	5,7	0,4	7,3	1,5	14,9
Octobre	7,6	0,0	4,2	5,4	0,0	4,9	1,5	11,8
Novembre	6,8	0,0	3,2	6,1	0,2	1,9	1,8	10,0
Décembre	9,1	0,0	3,9	5,9	0,0	5,8	1,3	13,0
1984 Janvier	6,6	0,0	3,7	4,9	0,0	4,4	1,0	10,3
Février	9,3	0,0	4,1	4,6	1,0	6,1	1,7	13,4
Mars	7,7	0,0	2,5	7,0	0,0	0,8	2,4	10,2
Avril	5,7	0,1	3,5	7,4	0,0	0,5	1,4	9,3
Mai	8,6	0,0	3,3	5,7	0,0	4,4	1,8	11,9
Juin	7,8	0,0	2,7	5,3	0,0	3,3	1,9	10,5
Juillet	6,2	0,0	3,1	5,7	0,0	2,2	1,4	9,3
Août	5,9	0,0	2,5	5,8	0,0	1,3	1,3	8,4

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organis- mes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1982 2 ^e trimestre	246,3	3,2	47,2	77,0	373,7
3 ^e trimestre	245,9	2,2	46,3	70,1	364,5
4 ^e trimestre	254,9	3,3	48,8	57,7	364,7
1983 1 ^{er} trimestre	244,3	6,6	46,8	73,6	371,3
2 ^e trimestre	257,3	5,1	45,9	64,3	372,6
3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Mars	98,2	61,5	36,7	13,8	4,2	9,6	7,5	3,9	3,6	151,7	46,3	15,3
Juin	100,3	80,4	19,9	13,8	3,9	9,9	7,8	4,6	3,2	153,0	46,8	16,0
Septembre ..	101,9	32,5	69,4	13,9	2,7	11,2	7,9	2,4	5,5	157,6	47,6	16,2
Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Mars	105,0	63,4	41,6	14,4	3,4	11,0	8,2	2,3	5,9	163,7	49,4	16,7
Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Août	105,9	20,9	85,0	14,8	1,6	13,2	8,2	0,5	7,7	167,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Octobre	106,3	49,9	56,4	14,9	2,0	12,9	8,3	0,8	7,5	170,8	50,0	17,1
Novembre ..	106,3	53,8	52,5	14,9	2,2	12,7	8,3	1,9	6,4	170,8	50,0	17,1
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Janvier	107,5	75,0	32,5	15,2	4,5	10,7	8,4	5,6	2,8	173,0	50,5	17,3
Février	107,5	89,4	18,1	15,2	5,4	9,8	8,4	5,2	3,2	173,0	50,5	17,3
Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Avril	109,5	63,1	46,4	15,4	4,4	11,0	8,6	4,8	3,8	177,3	51,3	17,9
Mai	109,5	70,5	39,0	15,4	4,7	10,7	8,6	4,2	4,4	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Juillet	111,2	60,8	50,4	15,5	4,0	11,5	9,1	2,7	6,4	181,5	52,0	18,5
Août	111,2	39,6	71,6	15,5	3,2	12,3	9,1	1,9	7,2	181,3	52,0	18,7

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles		données trimestrielles		
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1977 6 janvier ..	8,00	8,00
17 février ...	7,00	7,00
5 mai	6,50	6,50
23 juin	6,00	6,00
2 décembre ..	7,00	7,00
14 décembre ..	9,00	9,00
1978 5 janvier ..	8,50	8,50
19 janvier ...	7,50	7,50
2 février ...	6,50	6,50
16 mars	6,00	6,00
30 mars	5,50	5,50
27 juillet ...	6,00	6,00
12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre ..	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre ..	15,00	17,00
1982 7 janvier ...	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre ..	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre ..	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre ..	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1978	8,50	9,50
1979 18 janvier ..	8,00	8,50
1 ^{er} février ..	7,50	8,00
8 mars	7,00	7,00
3 mai	—	7,00
31 mai	—	8,00
14 juin	—	9,00
29 juin	11,00	12,00
28 septembre ..	11,00	13,00
4 octobre ..	12,00	13,00
13 décembre ..	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre ..	—	18,00
30 décembre ..	—	17,50
1982 7 janvier ...	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre ..	—	14,00
9 septembre ..	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre ..	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre ..	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00

Fin de période	Taux
1975	5,73
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1982 1 ^{er} trimestre	12,14
2 ^e trimestre	13,31
3 ^e trimestre	11,25
4 ^e trimestre	11,35
1983 1 ^{er} trimestre	11,16
2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
1983 Août	8,85
Septembre ..	8,92
Octobre	8,96
Novembre ..	9,03
Décembre ...	9,49
1984 Janvier	9,70
Février	9,98
Mars	10,38
Avril	10,47
Mai	10,63
Juin	10,67
Juillet	10,68
Août	10,46

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancables ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1976 Février 13	5,90	8,10		1976 Février 12	—	8,10	8,10
Mars 5		6,75		Mars 4	7,00	7,00	7,00
Octobre 4	8,90	13,50	8,75	Octobre 15	15,55	—	15,00
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
1982 Juin	13,90	—	12,75	1981	15,20	15,45	—
Septembre	12,40 ⁴	—	12,00	1982 Juin	14,50	14,70	14,90
				Septembre	11,80	12,10	12,10
				Décembre	11,65	11,75	11,85
				1983 Mars	11,35	11,80	11,75
				Juin	8,90	—	—
				Août	8,40	8,70	—
				Septembre	—	8,45	—
				Octobre	8,45	8,75	—
				Novembre	9,75	—	9,95
				Décembre	9,80	—	—
				1984 Janvier	9,75	10,15	10,30
				Février	11,60	—	—
				Mars	—	11,25	—
				Avril	10,80	—	—
				Mai	11,00	11,05	11,30
				Juin	10,90	—	—
				Juillet	10,80	—	—
				Août	—	—	—
1984 Janvier	9,15	9,90	9,75				
Février	10,15	10,90	10,50				
Mars	10,15	10,90	10,50				
Avril	10,40	10,90	10,50				
Mai	10,40	10,90	10,50				
Juin	10,40	10,90	10,50				
Juillet	10,40	10,90	10,50				
Août	10,40	10,90	10,50				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 31 à 120 jours.

XIX 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1976	8,38	1982 2 ^e trimestre	12,33	1983 Août	7,57
1977	5,58	3 ^e trimestre	11,68	Septembre	5,85
1978	5,17	4 ^e trimestre	10,16	Octobre	6,73
1979	7,96	1983 1 ^{er} trimestre	10,30	Novembre	8,32
1980	11,11	2 ^e trimestre	7,91	Décembre	7,39
1981	11,41	3 ^e trimestre	6,86	1984 Janvier	7,92
1982	11,41	4 ^e trimestre	7,46	Février	7,17
1983	8,07	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	Mars	10,93
		2 ^e trimestre	9,87	Avril	11,13
				Mai	9,03
				Juin	9,55
				Juillet	10,03
				Août	10,62

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 décembre ...	6,75	6	6
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 8 juin	6	6	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	14 septembre ..	13,50	6	6
1982 1 ^{er} trimestre ...	13,60	14,15	14,50	14,50	14,76	14 décembre ...	12,35	12,35	6
2 ^e trimestre ...	15,50	15,50	15,75	15,75	15,23	1983 8 mars	6	6	6
3 ^e trimestre ...	12,75	12,75	12,75	13,00	14,14	14 juin	9,75	6	6
4 ^e trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,72	9 août	6	6	6
1983 1 ^{er} trimestre ...	12,00	12,00	12,00	12,25	12,58	13 septembre ..	9,50	6	6
2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54	11 octobre	9,75	6	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	8 novembre ...	9,85	6	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02	13 décembre ...	11,00	6	6
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	1984 10 janvier	11,10	6	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	14 février	11,35	6	6
1983 Août	8,75	9,00	9,25	9,25	9,25	13 mars	12,25	12,35	6
Septembre	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	10 avril	12,20	12,25	6
Octobre	9,00	9,25	9,50	9,50	9,50	8 mai	12,10	12,25	6
Novembre	10,30	10,50	10,50	10,75	9,81	12 juin	12,10	12,10	6
Décembre	10,50	10,75	10,85	11,00	11,00	10 juillet	12,00	12,00	6
1984 Janvier	10,50	10,75	10,85	11,00	11,00	14 août	11,75	11,75	6
Février	12,50	12,25	12,25	12,50	12,26				
Mars	12,25	12,25	12,25	12,35	12,46				
Avril	11,75	11,75	11,75	11,90	12,08				
Mai	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90				
Juin	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90				
Juillet	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90				
Août	11,45	11,45	11,45	11,45	11,66				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains parafinanciers d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1975	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979. En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1982 Avril	13,54	13,30	13,93	13,19	—	13,53
Juillet	13,33	13,08	13,59	13,60	—	13,36
Octobre	12,77	12,57	13,20	13,23	—	12,86
1983 Janvier	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
Avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Septembre	10,53	10,80	11,46	11,11	—	10,83
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
Novembre	10,52	10,75	11,32	11,04	—	10,78
Décembre	10,87	11,13	11,75	11,42	—	11,21
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Février	11,40	11,44	11,97	11,93	—	11,63
Mars	11,76	11,78	12,40	12,35	—	12,02
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
Mai	11,52	11,59	12,08	12,03	—	11,76
Juin	11,66	11,76	12,19	12,19	—	11,90
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	—	11,77
Août	11,38	11,72	12,05	11,95	—	11,72
Septembre	11,30	11,58	11,82	11,81	—	11,59

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1973	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	7,80	100,00	7,80	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	8,60	100,00	8,60	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n° 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n° 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne ²		Etats-Unis ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ⁵		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 30-6-1983		4,00		8,50		9,50		20,00		4,50		9,42		4,00
1983 Juillet											7	9,51		
Juillet											14	9,47		
Juillet											21	9,51		
Juillet											28	9,49		
Août											4	9,57		
Août											11	9,68		
Août											18	9,57		
Septembre											1	9,54		
Septembre									9	5,00 ⁶	8	9,52		
Septembre											15	9,50		
Septembre											22	9,52		
Septembre											29	9,49		
Octobre											6	9,45		
Octobre											13	9,48		
Octobre											20	9,45		
Octobre											27	9,49		
Novembre											3	9,48		
Novembre											10	9,53		
Novembre											17	9,60		
Novembre											24	9,63		
Décembre											1	9,73		
Décembre											8	9,92		
Décembre											15	10,06		
Décembre											22	10,04		
Décembre											29	9,96		
1984 Janvier											5	9,97		
Janvier											12	9,99		
Janvier											19	9,98		
Février							16	19,00			9	10,00		
Février											23	10,04		
Mars											1	10,07		
Mars											8	10,20		
Mars											15	10,56		
Mars											22	10,76		
Mars											29	10,78		
Avril			9	9,00							5	10,81		
Avril											12	10,78		
Avril											19	10,82		
Avril											26	10,84		
Mai							5	18,50			3	11,13		
Mai											10	11,72		
Mai											17	11,63		
Mai											24	11,60		
Mai											31	11,54		
Juin											7	11,77		
Juin											14	11,84		
Juin											21	11,98		
Juin	29	4,50									28	12,36		
Juillet											5	12,76		
Juillet											12	13,26		
Juillet											19	13,24		
Juillet											26	12,98		
Août											2	12,65		
Août											9	12,44		
Août											16	12,43		
Août											23	12,39		
Août											30	12,38		
Septembre							4	19,50						

¹ Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

² Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

³ Federal Reserve Bank of New-York.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 % de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 5,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 7 juillet	1984 5 juillet	1983 4 août	1984 9 août
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	354,2	320,5	331,9	381,6	376,9	397,4	379,6	402,5
Or	226,9	194,6	247,0	259,0	260,7	258,1	260,7	258,1
Disponibilités à vue à l'étranger	42,8	36,2	13,6	27,4	31,6	44,7	30,7	49,3
Ecus	70,5	76,5	58,2	80,1	70,7	79,4	74,3	80,1
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	14,0	13,2	13,1	15,1	13,9	15,2	13,9	15,0
Créances sur le Trésor	18,9	4,9	5,8	11,9	6,0	14,7	11,8	18,1
Monnaies divisionnaires	0,2	0,5	0,6	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0
Comptes courants postaux	0,3	0,7	0,8	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	15,5	0,0	0,0	5,8	0,0	8,2	5,8	11,5
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	2,9	3,7	4,4	5,0	4,9	5,3	4,8	5,4
Créances provenant d'opérations de refinancement	121,4	153,2	286,8	253,7	199,4	205,1	190,1	192,5
Effets escomptés ⁴	59,8	72,8	86,0	86,1	84,8	90,6	84,7	89,9
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	35,0	49,8	167,8	119,3	90,5	91,1	86,7	85,5
Avances sur titres	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Effets en cours de recouvrement	26,5	30,5	32,8	48,0	23,8	23,1	18,4	16,8
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	65,8	56,3	66,1	77,6	72,9	76,7	74,2	75,3
Divers	5,7	7,4	6,8	7,5	7,0	7,9	7,5	7,6
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	662,2	701,8	663,2	696,0
PASSIF								
Billets en circulation	144,0	163,3	180,6	195,8	186,8	196,8	190,3	199,8
Comptes créditeurs extérieurs	8,2	9,0	10,3	12,6	10,5	12,9	12,0	13,2
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	1,8	2,3	3,1	1,7	3,4	3,2	3,7
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	5,1	7,2	8,0	9,5	8,8	9,5	8,8	9,5
Compte courant du Trésor public	33,3	31,7	81,6	46,8	8,2	12,0	6,9	14,7
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	42,6	36,2	67,2	77,3	63,6	88,5	59,3	75,7
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	38,8	23,2	32,2	21,0	20,8	22,3	11,8	9,7
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	0,0	4,7	18,4	27,6	23,4	33,2	24,0	34,8
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	3,8	8,3	16,6	28,7	19,4	33,0	23,5	31,2
Ecus à livrer au FECOM	60,0	58,5	53,6	79,5	70,4	74,9	74,0	75,6
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	263,8	223,4	289,0	303,9	306,1	302,8	306,1	302,8
Capital et fonds de réserve	1,8	1,9	2,2	2,6	2,6	2,8	2,6	2,8
Divers	12,3	18,3	12,9	13,8	14,0	11,1	12,0	11,4
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	662,2	701,8	663,2	696,0
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	4,9	6,0	6,5	11,4	7,2	11,5	7,2	11,4
Acquisition de droits de tirage spéciaux	4,3	7,2	6,6	3,7	6,7	3,7	6,7	3,6
Autres opérations	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	25,5	3,2	0,0	5,8	0,0	8,2	5,8	11,5
dont : non rémunérés	15,5	—	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	11,9	2,2	33,4	56,7	37,0	38,2	42,5	23,0
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,5	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	61,3	75,0	87,1	87,4	85,3	92,6	85,5	91,8
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	59,8	72,8	86,0	86,1	84,8	90,6	84,7	89,9
— Autres crédits	1,5	2,2	1,1	1,3	0,5	2,0	0,8	1,9
Crédits à court terme	21,1	45,4	123,1	61,3	53,0	50,9	43,4	60,6
— Crédits à l'exportation	7,0	13,9	21,5	6,4	17,3	18,0	9,9	21,9
— Autres crédits	14,1	31,5	101,6	54,9	35,7	32,9	33,5	38,7

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1981 February 28	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1983 July 6	1984 July 4	1983 August 10	1984 August 8
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.3	10.8	11.0	11.5	11.4	12.0	11.5	12.1
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.4	12.0	11.5	12.1
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	6.7	4.2	3.3	2.0	5.5	3.6	5.7	2.1
Other Securities	3.6	6.6	7.7	9.5	5.9	8.4	5.8	10.0
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.4	12.0	11.5	12.1
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.2	0.6	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.5	0.6	0.7	0.8	0.6	0.7	0.6	0.7
Reserves and Other Accounts	1.5	1.9	2.2	1.5	2.0	1.5	2.0	1.5
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.7	2.3	2.7	2.3
Government Securities	0.9	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5
Advances and Other Accounts	1.0	1.2	1.4	0.5	1.3	0.7	1.2	0.8
Premises, Equipment and Other Securities	0.3	1.2	1.8	1.6	1.0	1.2	1.0	1.0
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.7	2.3	2.7	2.3

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1979 December 31	1980 December 31	1981 December 31	1982 December 31	1983 June 8	1984 June 6	1983 July 6	1984 July 4
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.2	11.2	11.2	11.2	11.1	11.2	11.1
Special Drawing Rights certificate account	1.8	2.5	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Loans and securities	128.3	133.2	142.1	151.0	150.8	165.7	154.6	167.5
<i>Loans</i>	1.4	1.8	1.6	0.7	0.8	4.4	1.6	5.2
<i>Acceptances</i>	0.7	0.8	0.2	1.5	0.0	0.0	0.1	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	8.7	9.3	9.4	9.5	8.9	8.5	9.1	8.5
<i>U.S. Government securities</i>	117.5	121.3	130.9	139.3	141.1	152.8	143.8	153.8
Cash items in process of collection	15.7	15.5	10.6	13.0	8.8	8.1	10.9	11.0
Other assets	5.6	8.7	9.2	9.9	8.2	8.3	8.7	8.7
Total assets ...	162.9	171.5	176.8	190.1	184.0	198.2	190.4	203.3
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	113.3	124.2	131.9	142.0	146.9	159.1	148.8	161.5
Deposits	35.7	31.6	30.7	34.3	25.6	26.0	27.9	25.5
<i>Depository institutions</i>	29.8	27.5	25.2	26.5	21.9	22.0	23.5	22.0
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.1	3.1	4.3	5.0	3.0	3.5	3.6	2.9
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.4	0.5	0.3	0.2	0.2	0.3	0.2
<i>Other</i>	1.4	0.6	0.7	2.5	0.5	0.4	0.5	0.4
Deferred availability cash items	8.9	11.0	8.9	8.8	6.6	7.3	8.7	10.3
Other liabilities	2.7	2.3	2.7	2.3	1.8	2.4	2.0	2.5
Capital accounts	2.3	2.4	2.6	2.7	3.3	3.3	3.0	3.5
Total liabilities and capital accounts.....	162.9	171.5	176.8	190.1	184.0	198.2	190.4	203.3

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1977 dicembre	1978 dicembre	1979 dicembre	1980 dicembre	1979 ottobre	1980 ottobre	1979 novembre	1980 novembre
ATTIVO								
Oro	7,7	9,3	15,7	33,3	15,7	33,0	15,7	32,9
Cassa ¹	0,3	0,9	1,4	1,4	0,3	0,4	0,2	0,8
Portafoglio	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ² ...	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5	1,4	1,5
Anticipazioni ³	1,0	0,3	3,4	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9
Attività verso l'estero in valuta	0,0	0,0	7,9	12,4	7,8	11,5	8,1	11,5
Ufficio italiano dei cambi	13,2	17,3	16,7	17,2	16,7	15,6	16,3	16,5
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴	25,5	27,7	24,1	23,6	19,8	27,0	21,1	24,7
Certificati di credito del Tesoro	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵ ...	1,0	1,2	1,5	1,7	1,5	1,7	1,5	1,7
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C/c servizio tesoreria	4,8	6,7	10,2	19,1	11,8	15,1	12,9	17,6
Servizi diversi per conto dello Stato	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6
Immobili	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Partite varie	3,5	4,1	3,3	3,5	3,3	3,2	8,4	3,3
Spese	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	2,0	1,9	2,0
Totale attivo ...	58,8	69,2	85,9	114,4	81,0	111,8	88,3	115,2
PASSIVO								
Passività verso l'estero in valuta	—	—	5,9	9,9	5,9	9,9	5,0	9,9
Circolazione dei biglietti ⁶	16,5	19,5	22,6	26,3	19,2	22,5	19,6	23,4
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
Conti correnti liberi ⁸	0,9	2,0	0,7	0,8	1,1	0,7	3,8	0,3
Conti correnti vincolati	20,4	25,5	31,0	34,7	29,9	34,0	30,3	34,7
Conti speciali	0,9	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	7,7	4,9	1,7	2,3	1,9	1,7	1,8	1,7
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Servizi diversi per conto dello Stato	0,6	1,3	1,5	0,7	0,2	0,3	0,4	2,5
Servizi di cassa per conto di enti vari	0,4	0,9	0,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondi accantonati	7,9	10,7	18,6	36,6	17,2	35,1	17,2	35,1
Partite varie	3,2	3,5	2,1	2,2	3,1	4,9	6,7	4,8
Capitale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fondo di riserva straordinario	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Rendite	0,0	0,0	0,1	0,0	1,9	2,1	1,9	2,1
Utile netto da ripartire	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Totale passivo e patrimonio ...	58,8	69,2	85,9	114,4	81,0	111,8	88,3	115,2
Depositanti di titoli e valori	31,4	43,4	66,6	125,7	55,8	114,2	54,0	119,2
¹ Di cui : biglietti e monete di Stato	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
² Di cui : aziende di credito	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
istituti speciali	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
³ Di cui : aziende di credito	0,7	0,3	0,9	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9
istituti speciali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
altri	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
anticipazioni a scadenza fissa	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁴ Di cui : titoli di stato e oblig. p/c Tesoro :								
BOT e titoli a breve	8,1	4,4	3,7	2,6	4,2	9,4	3,5	6,1
altri	17,1	23,1	20,3	20,8	15,3	17,4	17,3	18,4
⁵ Di cui : titoli di stato e oblig. p/c Tesoro	0,7	0,9	1,1	1,4	1,1	1,4	1,1	1,4
⁶ Di cui : biglietti presso il Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁷ Di cui : vaglia cambiari	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
⁸ Di cui : aziende di credito	0,8	2,0	0,7	0,8	1,1	0,5	3,8	0,3
istituti speciali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁹ Di cui : depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di :								
aziende di credito	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
istituti speciali	3,3	2,5	0,6	0,5	0,7	0,6	0,6	0,5
altri enti non statali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1980 31. Dez.	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1983 7. Juli	1984 7. Juli	1983 7. August	1984 7. August
AKTIVA								
Währungsreserven	96,1	100,1	84,4	81,5	108,5	86,9	108,8	85,8
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	8,1	9,2	12,2	14,6	15,2	14,8	15,4	14,4
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	31,7	39,9	19,6	15,4	42,6	18,6	42,4	18,5
Devisen und Sorten	42,6	37,3	38,9	37,8	37,0	39,8	37,3	39,2
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4,0	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	57,6	68,1	74,8	85,5	66,1	78,0	72,7	75,9
Inlandswechsel	39,3	44,8	46,7	46,6	45,9	48,2	45,8	50,1
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	6,2	11,9	9,1	16,2	0,0	8,2	5,4	7,4
Auslandswechsel	4,4	5,4	7,0	9,4	9,1	11,1	9,7	13,6
Lombardforderungen	7,7	6,0	12,0	13,3	11,1	10,5	11,8	4,8
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11,1	13,4	10,1	9,6	11,6	10,4	13,1	12,8
Kassenkredite (Buchkredite)	2,4	4,7	1,4	0,9	2,9	1,7	4,4	4,1
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Wertpapiere	3,9	3,7	5,4	7,8	7,4	6,3	7,6	6,1
Deutsche Scheidemünzen	0,7	0,9	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	1,0
Postgiroguthaben	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sonstige Aktiva	12,0	6,2	7,8	9,0	4,8	4,2	3,8	5,0
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Wäh- rungsreserven und sonstigen Fremdwährungsposi- tionen	5,8	—	—	—	—	—	—	—
Ingesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	202,0	189,5	209,7	189,3
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,7	83,8	88,6	96,1	93,7	98,6	94,6	98,4
Einlagen von Kreditinstituten	53,9	50,6	51,9	52,7	46,4	48,0	50,1	48,7
auf Girokonten	53,9	50,6	51,9	52,7	46,4	48,0	50,1	48,7
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,0	0,8	1,3	2,1	1,3	2,7	0,9	1,5
Bund	0,4	0,3	0,7	1,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Länder	0,5	0,4	0,3	0,6	1,1	2,5	0,7	1,4
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	1,7	2,1	3,5	3,2	1,9	2,7	2,0	2,9
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	1,1	1,5	2,9	2,6	1,4	2,2	1,5	2,4
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinsti- tuten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,2	4,9	4,6	6,3	6,4	6,7	6,1	6,5
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	7,7	8,9	12,0	9,8	9,5	10,2	10,4	10,1
Einlagen ausländischer Einleger	7,6	8,8	9,5	9,8	9,5	10,1	10,4	10,0
Sonstige	0,1	0,1	2,5	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	22,5	23,4	—	—	26,0	—	26,9	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	2,5	3,2	3,2	3,5	3,2	3,5	3,2	3,5
Sonstige Passiva	14,3	18,6	21,2	23,4	13,6	17,1	15,5	17,7
Ingesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	202,0	189,5	209,7	189,3

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1980 31 décembre	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1983 8 juillet	1984 10 juillet	1983 10 août	1984 10 août
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	27,4	25,5	31,9	32,7	27,5	30,4	27,4	31,2
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,3	2,8	2,1	2,5	0,3	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,2	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	0,9	2,5	1,6	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
autres	1,2	1,0	1,2	1,5	1,3	1,6	1,4	1,6
Correspondants en Suisse	0,3	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	41,5	44,6	41,4	45,5
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,1	23,3	24,5	24,7	22,9	23,3	22,3	23,0
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	13,7	12,5	14,0	14,2	6,5	6,5	7,1	7,3
autres engagements à vue	2,7	2,5	1,7	1,0	1,8	1,8	1,5	1,8
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,2	0,5	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Autres postes du passif	3,5	5,7	8,9	11,9	10,0	12,9	10,2	13,3
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	41,5	44,6	41,4	45,5

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1983 30 juin	1984 30 juin	1983 31 juillet	1984 31 juillet
ACTIF						
Or	5,2	5,1	5,3	5,1	5,2	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,2	0,7	0,5	0,7	0,5	0,5
Dépôts à terme et avances	13,1	14,7	13,6	14,1	14,0	15,0
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	10,5	12,4	10,6	11,7	11,2	12,8
à plus de 3 mois	2,6	2,3	3,0	2,4	2,8	2,2
Titres à terme	2,2	2,1	1,9	2,5	1,9	2,5
à 3 mois au maximum	1,2	1,3	1,2	1,6	1,1	1,5
à plus de 3 mois	1,0	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0
Divers	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	20,8	22,6	21,3	22,4	21,6	23,1
PASSIF						
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Dépôts (or)	4,5	4,4	4,6	4,4	4,5	4,3
Banques centrales :						
à vue	4,4	4,2	4,3	4,2	4,4	4,2
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	14,9	16,8	15,3	16,5	15,7	17,3
Banques centrales :						
à vue	0,8	0,6	0,6	0,4	0,5	0,7
à 3 mois au maximum	12,3	14,4	11,3	14,4	11,9	14,7
à plus de 3 mois	1,3	1,1	1,8	1,5	1,9	1,6
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,5	0,6	1,5	0,2	1,3	0,3
à plus de 3 mois	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<i>Total du passif</i>	20,8	22,6	21,3	22,4	21,6	23,1
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Boards of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUILLET - AOUT 1984

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités;
2. Réglementation économique et financière;
3. Réglementation fiscale;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics;
 - 4.1. Communautés européennes;
 - 4.2. Etat belge;
 - 4.3. Communautés et Régions;
 - 4.4. Pouvoirs locaux;
5. Réglementation sociale;
 - 5.1. Travail;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales;
6. Relations économiques et financières extérieures;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

LOI DE REDRESSEMENT.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11267.

Sommaire.

Chapitre I^{er}. — *Modération salariale.*

Voir rubrique 5.1 : Modération des revenus : Administrateurs. Tantièmes;

Voir rubrique 5.2.1 : Cotisations sociales : Cotisation spéciale de sécurité sociale.

Chapitre II. — *Mesures de réduction du déficit des finances publiques.*

Voir rubrique 2 : Organismes d'intérêt public : Communications. Mesures d'assainissement;

Voir rubrique 3 : Impôts sur les revenus : Dépenses fiscales et charges professionnelles déductibles;

Voir rubrique 5.1 : Emploi : Service militaire et service civil;

Voir rubrique 5.2.1 : Cotisations sociales : Cotisations de solidarité. Institutions publiques de crédit. Versements spéciaux.

Chapitre III. — *Emploi.*

Voir rubrique 3 : Impôts sur les revenus : Immunités fiscales. Embauche compensatoire à réduction du temps de travail; Sanctions. Refus de déductibilité;

Voir rubrique 5.1 : Emploi : Embauche compensatoire à réduction du temps de travail.

Chapitre IV. — *Reconversion et soutien sélectif de l'activité économique et de l'investissement.*

Voir rubrique 2 — Expansion économique : Capital à risque. Encouragement; Capital novateur. Promotion; Reconversion industrielle. Promotion;

— Organismes financiers : Caisse nationale de crédit professionnel;

— Recherche et développement;

Voir rubrique 3 : Impôts sur les revenus : Bénéfices excédentaires. Affectation à des investissements utiles. Investissements : encouragements; Sociétés de reconversion : avantages fiscaux; Sociétés novatrices : avantages fiscaux;

Voir rubrique 6 : Aide au développement : Fonds des prêts à des Etats étrangers.

Chapitre V. — *Enseignement.*

Voir rubrique 2 : Enseignement : Capital-périodes; Charges; Enseignement de l'Etat. Autonomie de gestion;

Voir rubrique 5.1 : Emploi : Personnel enseignant.

NATIONALITE.

Loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge, *Moniteur* du 10 juillet 1984, p. 9951.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE. Modernisation des exploitations agricoles.

Arrêté royal du 21 juin 1984 modifiant l'arrêté royal du 21 juin 1974 concernant la modernisation des exploitations agricoles, *Moniteur* du 18 juillet 1984, p. 10353.

CONCURRENCE. Accords de licence de brevets.

Règlement (CEE) n° 2349/84 de la Commission, du 23 juillet 1984, concernant l'application de l'article 85 paragraphe 3 du traité CEE à des catégories d'accords de licence de brevets, *Journal officiel* n° L 219 du 16 août 1984, p. 15.

ENSEIGNEMENT.

Voir aussi rubrique 5.1 : Emploi : Personnel enseignant.

Capital-périodes.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11299.

Extrait.

Art. 86. — § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, établir pour l'enseignement secondaire de plein exercice, un système de normes sur la base duquel sera fixé annuellement, par établissement d'enseignement, un capital-périodes dont l'utilisation est laissée à l'initiative du pouvoir organisateur ou de son délégué, après consultation du personnel directeur et enseignant.

Le Roi peut, dans le même arrêté, prendre des mesures pour régler le passage progressif à ce système.

§ 2. Le système visé au § 1^{er} est fondé sur un nombre de périodes par élève, différencié si nécessaire par forme d'enseignement, niveau ou orientation d'études. Il peut tenir compte de la taille de l'école.

.....

Charges.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11299.
Articles 87 à 91.

Enseignement de l'Etat. Autonomie de gestion.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11.298.
Articles 83 à 85.

Enseignement maternel et primaire. Rationalisation et programmation.

Arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, *Moniteur* du 18 août 1984, p. 11714.

Enseignement secondaire. Organisation.

Arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, *Moniteur* du 3 août 1984, p. 10979.

Extrait du rapport au Roi.

La majeure partie des modifications a été inspirée par la nécessité de revaloriser et de rénover l'enseignement secondaire professionnel.

ENVIRONNEMENT.

Actions communautaires (CEE).

Règlement (CEE) n° 1872/84 du Conseil, du 28 juin 1984, portant sur des actions communautaires pour l'environnement, *Journal officiel* n° L 176 du 3 juillet 1984, p. 1.

Soutien financier au développement de technologies « propres » dans le domaine industriel.

Lutte contre la pollution atmosphérique.

Directive 84/360/CEE du Conseil, du 28 juin 1984, relative à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles, *Journal officiel* n° L 188 du 16 juillet 1984, p. 20.

EXPANSION ECONOMIQUE.

Aide régionale complémentaire.

Arrêté royal du 20 juillet 1984 prorogeant l'aide régionale complémentaire, *Moniteur* du 14 août 1984, p. 11435.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'aide régionale complémentaire prévue par l'article 1^{er}, C, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1984.

Bénéfices excédentaires. Affectation à des investissements utiles.

Voir rubrique 3 : Impôts sur les revenus : Bénéfices excédentaires. Affectation à des investissements utiles.

Capital à risque. Encouragement.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11297.

Articles 78 et 79.

A partir du 1^{er} janvier 1985, l'agrément des fonds communs de placement par le Ministre des Finances, conformément à l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982 portant encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou parts représentatives de droits sociaux dans les sociétés belges, sera subordonnée à la condition que les sociétés de gestion de ces fonds s'engagent à employer leurs actifs à concurrence d'au moins 75 % (au lieu de 60 %) en actions ou parts de sociétés belges et à concurrence d'au plus 25 % (au lieu de 40 %) en liquidités en francs belges ou titres belges.

Capital novateur. Promotion.

Voir aussi rubrique 3 : Impôts sur les revenus : Sociétés novatrices. -Avantages fiscaux.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11291.

Extrait.

Art. 68. — Pour l'application de la présente sous-section, on entend :

1° *par sociétés novatrices* : les sociétés, associations, établissements ou organismes déterminés aux articles 98, 100 et 102 du Code des impôts sur les revenus, qui sont constitués pendant une des années 1984 à 1993 inclusivement et qui sont agréés par le Ministre des Finances, sur avis conforme des Ministres des Affaires économiques et des Classes moyennes et du Ministre qui a la politique scientifique dans ses attributions, comme ayant exclusivement pour but l'exploitation et la commercialisation d'un ou plusieurs procédés novateurs de haute technologie ;

2° *par capital novateur* : le capital social, souscrit et libéré en numéraire, des sociétés novatrices, ce capital étant, lors d'une augmentation de capital, majoré des primes d'émission versées par les actionnaires ou associés et inscrites au bilan de la société, mais à l'exclusion des avances visées à l'article 15, deuxième alinéa, 2°, du Code des impôts sur les revenus ;

3° *par titres novateurs* : les actions ou les parts de capitaux représentatives du capital novateur ;

4° *par procédé novateur de haute technologie* : un mode de fabrication ou de prestations de services présentant des caractéristiques spéciales, lesquelles le distinguent de ceux utilisés jusqu'à présent, ou permettant des capacités exceptionnelles surpassant celles qui sont considérées comme normales dans les milieux industriels, et qui au moyen de techniques récemment développées rend applicables des inventions et des résultats de recherches ; l'utilisation du produit fabriqué au moyen d'un tel procédé n'est pas pris en considération pour l'application de la présente sous-section.

Investissements. Encouragements.

Voir rubrique 3 : Impôts sur les revenus : Investissements. Encouragements.

Reconversion industrielle. Promotion.

Voir aussi rubrique 3 : Impôts sur les revenus : Sociétés de reconversion. Avantages fiscaux.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11282.

Extrait.

Art. 50. — Pour l'application de la présente section, on entend par :

1° zones de reconversion : les territoires délimités par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme de l'Exécutif de la Région concernée, à l'intérieur des zones de développement visées à l'article 11 de la loi du 30 septembre 1970 sur l'expansion économique et caractérisés par une déficience grave et structurelle d'emploi à la suite d'une forte croissance de la population, d'un manque d'initiatives industrielles ou de la restructuration d'entreprises y établies et relevant de secteurs visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La demande d'avis est adressée par le Ministre des Affaires économiques à l'Exécutif qui dispose d'un délai de trente jours pour donner son avis ;

2° sociétés de reconversion : les sociétés constituées en vue de l'exécution d'un contrat de reconversion et qui ont leur siège social et leur siège principal d'exploitation dans une zone de reconversion ;

3° société publique d'investissement : la « *Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen* », la Société régionale d'investissement de Wallonie, la Société régionale d'investissement de Bruxelles ou la Société nationale d'investissement, laquelle, toutefois, en ce qui concerne les sociétés de reconversion relevant de secteurs autres que ceux visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n'agira que sur proposition d'une société régionale d'investissement ;

4° actionnaires privés : les personnes physiques ou les personnes morales, autres que les sociétés publiques d'investissement, qui sont fondatrices ou actionnaires d'une société de reconversion au moment de la conclusion du contrat de reconversion et qui sont parties à celui-ci ;

5° projet de reconversion : le projet qui contribue à la reconversion industrielle d'une zone de reconversion au moyen d'investissements en immobilisations corporelles effectués dans la zone de reconversion concernée et destinés à la recherche, au développement, à la production et à la commercialisation :

- a) de produits nouveaux ;
- b) de technologies nouvelles et de leurs applications ;
- c) d'améliorations de procédés industriels en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou de ressources naturelles ou d'une protection améliorée de l'environnement ;
- d) de produits et technologies et de leurs applications dont la production ou la commercialisation, en raison de leurs perspectives réelles de développement ultérieur et de leur rentabilité, contribue à l'innovation ou à l'élargissement du tissu industriel de la zone de reconversion concernée ou à la promotion de l'emploi ;

6° contrat de reconversion : le contrat conclu entre, d'une part, une société publique d'investissement et, d'autre part, une société de reconversion et tous les actionnaires privés ou, en cas d'augmentation du capital de la société de reconversion, la majorité de ceux-ci, en vue de l'exécution d'un projet de reconversion dans la zone de reconversion concernée ;

7° apport F.R.I. : l'apport au capital de la société de reconversion effectué par la société publique d'investissement en vertu du contrat de reconversion, dont les moyens proviennent du Fonds de rénovation industrielle, augmenté du montant minimum visé à la deuxième phrase de l'article 54, § 3.

Art. 51.— Le contrat de reconversion prévoit pour le moins :

1° les obligations de la société publique d'investissement et des actionnaires privés relatives aux apports qu'ils doivent effectuer au capital de la société de reconversion ;

2° les obligations de la société de reconversion concernant :

- a) le montant, la nature et la chronologie des investissements visés à l'article 50, 5° ;
- b) le nombre minimal d'emplois à créer en raison de ces investissements ;

3° les obligations des actionnaires privés concernant l'achat des actions attribuées par la société de reconversion à la société publique d'investissement en rémunération de ses apports et l'obligation correspondante de la société publique d'investissement concernant la vente ;

4° les mécanismes de contrôle, y compris un rapport annuel spécial du conseil d'administration de la société de reconversion, à viser par un réviseur d'entreprise, permettant à la société publique d'investissement de contrôler l'exécution par la société de reconversion et les actionnaires privés des obligations qui leur sont imposées par le contrat de reconversion.

Art. 52.— Les apports de la société publique d'investissement et des actionnaires privés en vertu du contrat de reconversion sont faits exclusivement en numéraire.

Art. 53.— Un montant, équivalent à 80 % au moins du montant global des apports prévus par le contrat de reconversion, doit être affecté à l'achat des immobilisations corporelles visées à l'article 50, 5°.

Art. 54.— § 1^{er}. En aucun cas, les apports de la société publique d'investissement, effectués en vertu du contrat de reconversion, ne peuvent être supérieurs à 49 % du montant global des apports prévus par le contrat de reconversion. Le solde doit être apporté par les actionnaires privés.

§ 2.

§ 3. La société publique d'investissement fait appel au Fonds de rénovation industrielle, conformément aux règles arrêtées en vertu de l'article 57, pour le financement d'une partie de ses apports à effectuer en vertu du contrat de reconversion. L'apport qu'elle fait au moyen de ses fonds propres est au moins égal à la moitié de l'intervention du Fonds de rénovation industrielle. En aucun cas, l'intervention du Fonds de rénovation industrielle ne peut être supérieure aux deux tiers de 49 % du montant global des apports prévus par le contrat de reconversion.

Art. 55.— § 1^{er}. Dans le contrat de reconversion, des actionnaires privés, dans lesquels une société publique d'investissement ne détient pas, directement ou indirectement, une participation représentant 25 % ou plus du capital ou à laquelle est attaché

un droit de vote égal ou supérieur à 25 % des voix attachées à l'ensemble des actions émises, s'engagent à l'achat et la société publique d'investissement s'engage à la vente des actions représentant l'apport F.R.I. au prix d'émission. L'achat obligatoire se réalise à partir de la quatrième année civile et jusqu'à la fin de la treizième année civile qui suit celle de l'émission des actions concernées, à raison de 10 % des actions concernées par année, et au plus tard le 31 décembre de chacune de ces années.

Il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale à la limite de 25 % visée au premier alinéa sans que la nouvelle limite ne puisse être supérieure à 49 %, s'il s'avère que le contrat de reconversion ne peut être conclu sans cette dérogation.

§ 2. Les actions représentant l'apport F.R.I. ne peuvent être aliénées par la société publique d'investissement à des tiers qu'après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'achat aurait dû être réalisé conformément au § 1^{er}, sans préjudice du droit de la société publique d'investissement d'exiger l'exécution de l'achat en justice.

§ 3. Les actions représentant l'apport F.R.I. sont nominatives; elles le restent jusqu'au moment de la réalisation de leur achat par les actionnaires privés ou de leur cession à des tiers, conformément au § 2.

Art. 56. — § 1^{er}. La société de reconversion peut rémunérer les apports de la société publique d'investissement en vertu du contrat de reconversion par l'émission d'actions représentatives de son capital et non assorties d'un droit de vote, ci-après dénommées les « actions privilégiées sans droit de vote ».

§ 2. Sans préjudice des conditions prévues par la présente loi, l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote, ses conditions et modalités, ainsi que les droits attachés à ces actions, sont réglés dans le contrat de reconversion et fixés dans les statuts de la société de reconversion.

§ 3. L'émission d'actions privilégiées sans droit de vote est soumise aux conditions suivantes :

1° elles ne peuvent représenter plus de 49 % du capital social de la société de reconversion ;

2° elles donnent droit, nonobstant toute disposition contraire des statuts ou décision contraire de l'assemblée générale et sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du surplus des bénéfices, en cas de bénéfices nets disponibles, distribués ou non, à un dividende privilégié de 2 % de leur prix d'émission, sans que ce dividende privilégié ne puisse être supérieur aux bénéfices nets disponibles ;

3° elles sont, nonobstant toute disposition contraire des statuts, privilégiées quant au remboursement de l'apport, sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du solde lors de la liquidation.

Le cas échéant, les droits préférentiels dont il est question aux 2° et 3° de l'alinéa 1^{er}, sont exercés avant ceux attachés aux autres actions et aux parts bénéficiaires et titres similaires dont il est question à l'article 47 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 57. — En vue de la promotion de la reconversion et de la rénovation industrielle, le Roi, après avoir invité les Exécutifs régionaux à donner leurs avis, peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris avant le 31 décembre 1985, remplacer, modifier ou compléter l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de rénovation industrielle en ce qui concerne la mission, le fonctionnement, le financement et l'intervention du Fonds de rénovation industrielle ainsi qu'en ce qui concerne la composition, le secrétariat et le fonctionnement du Comité de gestion du Fonds submentionné. La demande d'avis est adressée, par le Ministre des Affaires économiques. Les Exécutifs disposent d'un délai de trente jours pour donner leur avis.

Art. 63. — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris avant le 31 décembre 1985, introduire un régime d'actions privilégiées sans droit de vote pouvant être appliqué par les sociétés anonymes relevant des secteurs visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, à cet effet, abroger, modifier, compléter, coordonner ou remplacer les dispositions légales en vigueur.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Communications. Mesures d'assainissement.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11275.

Article 28.

Institutions publiques de crédit.

Voir rubrique 5.2.1 : Cotisations sociales : Cotisation de solidarité. Institutions publiques de crédit. Versements spéciaux.

ORGANISMES FINANCIERS. Caisse nationale de crédit professionnel.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11297.

Extrait.

Art. 81. — L'article 7, troisième alinéa, du statut de la Caisse nationale de crédit professionnel annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte de ce statut, modifié par la loi du 31 mars 1978, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les engagements de la Caisse ne peuvent dépasser 110 milliards de F. Toutefois, le Roi peut porter le montant à 130 milliards de F par libération successive de 4 tranches de cinq milliards de F chacune. »

Prix.

Blocage sélectif. Assouplissement.

Arrêté ministériel du 30 juillet 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 22 février 1982 bloquant les prix, *Moniteur* du 8 août 1984, p. 11119.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 22 février 1982 bloquant les prix est complété par l'alinéa suivant :

« Sont considérées comme importateurs les entreprises qui importent des produits, matières, denrées et marchandises et les revendent soit à des producteurs, soit à des distributeurs, soit directement aux consommateurs. »

Art. 2. — L'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 février 1982 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. 1^o Le Ministre des Affaires économiques peut accorder de façon sélective des dérogations au blocage des prix, pour cause de nécessité économique, suite aux demandes de dérogation introduites individuellement ou collectivement à l'intervention de leur organisation professionnelle par les entreprises auprès du Service des Prix après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces demandes doivent contenir les renseignements et justifications prévues dans la réglementation relative à la déclaration de hausse de prix en vigueur avant le blocage des prix.

Le Ministre des Affaires économiques se prononce sur la demande de dérogation après consultation de la Commission pour la régulation des prix ou son Comité permanent.

Le Ministre des Affaires économiques peut toutefois, à l'occasion de l'examen d'une demande collective et sur avis de la Commission pour la régulation des prix, déterminer des dispositions particulières pour l'introduction de dossiers collectifs ultérieurs relatifs au même secteur d'activité.

Le Ministre des Affaires économique peut refuser de prendre en considération une demande collective de dérogation si le dossier constitué ne permet pas de juger le bien-fondé de la demande en ce qui concerne les entreprises concernées, ou afin d'éliminer les entraves à la concurrence.

2^o Par dérogation au 1^o du présent article, les entreprises, dont le chiffre d'affaires annuel sur le marché belge lors du dernier exercice ne dépasse pas 100 millions, peuvent répercuter en valeur absolue l'augmentation du prix de revient de production ou à l'importation, des produits qu'elles fabriquent ou qu'elles importent. La répercussion pourra être appliquée à l'expiration d'un délai de 1 mois après réception de la notification par lettre recommandée adressée au Service des Prix, rue J.A. de Mot 24-26, à 1040 Bruxelles, des nouveaux prix que l'entreprise a l'intention d'appliquer. La notification prévue ci-avant sera accompagnée sous peine de nullité, du formulaire repris en annexe 1 ou 2.

Dans un délai de 15 jours ouvrables comptés à dater de la réception de la notification valablement introduite, le Service des Prix pourra faire connaître à l'entreprise concernée qu'il refuse en tout ou en partie la hausse notifiée.

Dans ce cas la notification sera considérée comme une demande de dérogation au blocage des prix et traitée suivant la procédure prévue au 1^o du présent article.

3^o Le présent arrêté n'est pas d'application aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas vingt millions de francs non compris la taxe sur la valeur ajoutée, à l'exception de celles dont l'activité porte sur un produit ou une prestation qui, dans le secteur considéré, présente un caractère homogène ou fait l'objet de tarifs comparables.

.....

4^o Les distributeurs peuvent répercuter en valeur relative sur leur prix de vente, taxe sur la valeur ajoutée non comprise, les hausses de prix résultant des dérogations accordées après le 31 octobre 1983 aux producteurs et importateurs en application des dispositions du présent article, sans dépasser la marge commerciale calculée en pourcentage qu'ils pratiquaient au 31 octobre 1983.

Toutefois, le Ministre des Affaires économiques peut, après avis de la Commission pour la régulation des prix, autoriser une autre formule de récupération.

Viandes bovines et porcines.

Arrêté ministériel du 13 juillet 1984 réglementant le prix des viandes bovines et porcines, *Moniteur* du 20 juillet 1984, p. 10423.

Arrêté ministériel du 9 août 1984 réglementant le prix des viandes bovines et porcines, *Moniteur* du 25 août 1984, p. 11887.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11297.

Extrait.

Art. 82. — Le Ministre chargé de la Politique scientifique et les Ministres compétents en matière d'enseignement universitaire, de recherches et d'activités scientifiques de service public, présenteront un plan pluriannuel d'expansion du potentiel scientifique de la Belgique définissant les programmes prioritaires et arrêtant les actions nécessaires en vue d'une utilisation la plus efficiente possible des crédits directement consacrés par l'Etat aux recherches de toutes catégories, aux activités scientifiques de service public ainsi qu'aux activités scientifiques et techniques internationales.

Le plan sera établi en fonction d'un objectif selon lequel le montant total des crédits visés à l'alinéa précédent sera augmenté progressivement pour atteindre, à partir de 1989, 2,8 % du montant total des dépenses de l'Etat, compte non tenu de la charge de la dette publique et des crédits globaux visés par les articles 3 et 4 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

Ce plan sera approuvé par le Conseil des Ministres et sera soumis à l'approbation du Parlement avant le 31 décembre 1984.

SIDERURGIE.

Voir rubrique 6 : Importations, Exportations, Transit : Régime de licence. Produits sidérurgiques.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

ACCISE. Tabac.

Arrêté ministériel du 31 juillet 1984 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur* du 4 août 1984, p. 11037.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Bénéfices excédentaires. Affectation à des investissements utiles.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11294.

Article 77.

Les sociétés qui occupent 20 travailleurs ou plus et qui, pendant les années 1984 à 1986, réalisent des bénéfices exceptionnels, dénommés bénéfices excédentaires, sont obligées d'effectuer des investissements. Le montant que ces sociétés doivent affecter à des investissements utiles, au cours de l'exercice comptable de la réalisation des bénéfices excédentaires, est au choix de la société égal :

— soit à la moyenne des investissements utiles des exercices comptables 1982 et 1983, majorée de 60 % des bénéfices excédentaires ;

— soit à 60 % du montant total formé par les bénéfices de l'exercice comptable et les amortissements admis pour cet exercice.

Dépenses fiscales et charges professionnelles déductibles.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11277.

Aperçu des mesures contenues dans les articles 34 à 41.

1. Location de biens immobiliers utilisés à des fins professionnelles.

L'article 33 apporte une modification dans le régime de taxation des biens immobiliers quand le locataire de ces biens est soit une personne morale, soit une personne physique, qui les utilise en tout ou en partie à des activités professionnelles.

Régime actuel :

revenu taxable = loyer reçu × 60 %.

Nouveau régime :

revenu taxable = loyer reçu diminué de 40 % mais avec diminution maximale d'un montant égal aux 2/3 du revenu cadastral revalorisé au 1^{er} janvier de l'année précédant l'exercice d'imposition.

2. Taxation des avantages de toute nature qui proviennent de l'octroi par l'employeur d'emprunts à taux réduit à son travailleur (art. 34, 39 et 40, § 3).

Principe :

La loi prévoit la suppression totale de l'exonération d'impôt pour les avantages de toute nature liés à des emprunts hypothécaires à tarifs préférentiels conclus à partir du 1^{er} juin 1984.

Régime transitoire :

Pour les contrats conclus avant le 1^{er} juin 1984, un démantèlement progressif de l'avantage fiscal est prévu pour la tranche comprise entre 3 millions et 1,5 million au cours d'une période de 3 ans.

L'avantage taxable pour les intérêts ayant trait à la partie non exonérée, inférieure au plafond de 3 millions en 1984, sera calculée sur base d'un taux de référence qui ne sera pas supérieur à 9,5 %.

3. Suppression de l'exonération de 50 % des bénéfices employés à la construction d'habitations ouvrières ou à d'autres installations en faveur du personnel de l'entreprise ou à des emprunts complémentaires en faveur du personnel (art. 36).

4. *Limitation de l'amortissement fiscal pour les voitures (art. 37).*

L'amortissement d'une voiture (à l'exclusion du transport rémunéré) n'est plus accepté que pour un montant de 520.000 F (prix d'acquisition incluant les accessoires mais à l'exclusion de la TVA). Cette mesure vaut aussi bien pour les sociétés que pour les personnes physiques.

Elle frappe non seulement les voitures achetées en 1984 mais aussi celles acquises antérieurement dans la mesure où elles ne sont pas encore amorties.

Les plus-values taxables ou les moins-values déductibles seront fixées sur base du principe de proportionnalité.

5. *Limitation de l'abattement pour certains frais divers et de représentation (art. 38).*

Des normes forfaitaires seront fixées à propos de certaines dépenses professionnelles qui ne peuvent habituellement pas être appuyées de pièces justificatives, comme les frais de représentation, les dépenses relatives aux produits d'entretien, les petits frais de bureau, les cotisations à caractère social, les frais de vêtements professionnels, etc.

Ces forfaits vaudront en tant que plafonds (des coûts réels supérieurs même justifiés, ne pourront plus être pris en considération).

6. *Modification du système d'imposition des revenus de remplacement, autres que les allocations de chômage (Art. 39).*

La diminution d'impôt pour les pensions, revenus de remplacement et prépensions sera progressivement réduite.

Réduction actuelle (exercice d'imposition 1984, revenus 1983) :

— *pensions, revenus de remplacement : 53.375 F*
— *prépensions : 89.733 F*

Nouvelle réduction :

— *revenus imposables dépassant 1.200.000 F : la réduction d'impôt est ramenée au tiers des montants cités.*

— *revenus imposables entre 600.000 et 1.200.000 F : la réduction d'impôt est fixée au tiers, majorée d'une fraction des deux autres tiers, définie par le rapport :*

$$\frac{1.200.000 - \text{revenus taxables}}{600.000}$$

7. *Entrée en vigueur.*

Les articles 34 à 40 de la loi sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 1985 (revenus 1984) (art. 41).

Immunités fiscales. Embauche compensatoire à réduction du temps de travail.

Voir aussi rubrique 5.1 : Emploi : Embauche compensatoire à réduction du temps de travail.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, Moniteur du 10 août 1984, p. 11281.

Extrait.

Art. 47. — § 3. Les bénéfices des entreprises visées au § 1^{er} sont immunisés de l'impôt des personnes physiques, de l'impôt des sociétés ou de l'impôt des non-résidents, à raison d'un montant égal à 2 millions de F par unité de personnel supplémentaire que l'entreprise occupe en Belgique en application dudit § 1^{er}.

Ce montant est réparti sur six périodes imposables consécutives, la première correspondant à la période qui suit celle au cours de laquelle la convention collective de travail est entrée en vigueur, à raison de 500.000 F pour les deux premières, 400.000 F pour la troisième, 300.000 F pour la quatrième, 200.000 F pour la cinquième et 100.000 F pour la sixième de ces périodes.

L'immunité est accordée pendant les six périodes imposables visées pour le nombre de membres du personnel prévu à la convention collective de travail, autant que ce nombre soit atteint.

§ 6. Les entreprises, qui demandent à bénéficier de l'avantage prévu au § 3, ne peuvent bénéficier, ni des avantages prévus à l'article 23, § 2, du Code des impôts sur les revenus, ni de ceux prévus à l'article 26 de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux dispositions fiscales et financières, modifié par l'article 61 de la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981, ni de ceux prévus à l'article 16 de l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible.

Investissements. Encouragements.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, Moniteur du 10 août 1984, p. 11289.

1. Subsidés en capital (art. 64)

Les subsidés en capital sont imposables pour la période imposable au cours de laquelle ils sont obtenus et pour chaque période imposable suivante, proportionnellement aux amortissements et réductions de valeur pratiqués à la fin de ladite période imposable et de chaque période imposable subséquente et qui sont admis à titres de charges professionnelles.

Ainsi, en ce qui concerne les investissements effectués à partir de l'exercice d'imposition 1985 (revenus de l'année 1984 ou de l'exercice comptable 1984-1985), tant les amortissements que la déduction pour investissement seront calculés sur la base de la valeur d'investissement ou de revient qui, à cet égard, est à prendre en compte.

2. Actualisation des créances sans, ou à faible taux d'intérêt (art. 64)

A partir de l'exercice d'imposition 1985 (revenus de l'année 1984 ou de l'exercice comptable 1984-1985), le bénéfice imposable sera déterminé compte tenu de l'escompte comptabilisé qui est relatif aux créances qui sont exigibles dans un délai d'au moins un an, pour autant que l'escompte, ou la différence entre le faible taux d'intérêt stipulé et l'escompte, soit calculé à un taux n'excédant pas le taux d'escompte pratiqué par la Banque nationale de Belgique à la date à laquelle la créance a pris naissance.

Il va de soi que l'escompte, ou la différence entre l'escompte et l'intérêt, est imposable proportionnellement au délai déjà couru des créances.

3. Déduction pour investissement (art. 65)

La déduction pour l'investissement est prise en compte à concurrence de :

- 20 % s'il s'agit d'investissements économiseurs d'énergie;*
- 5 % s'il s'agit de meubles et de matériel de bureau;*
- 13 % s'il s'agit de tous autres éléments.*

4. Plus-values sur des participations importantes (art. 66)

Les plus-values obtenues à l'occasion de la cession d'actions ou de parts ne seront plus taxables que lorsque la cession est effectuée à des non-résidents.

Sanctions. Refus de déductibilité.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11282.

Extrait.

Art. 48. — La partie des rémunérations visées à l'article 20, 2°, a, du Code des impôts sur les revenus qui, sur la base des constatations que le Ministre des Affaires sociales ou son délégué communique au Ministre des Finances, est attribuée en infraction à l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations, n'est pas considérée, pour l'application de l'impôt sur les revenus, comme une dépense déductible au titre de dépense ou charge professionnelle.

Art. 49. — L'article 48 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1985.

Sociétés de reconversion. Avantages fiscaux.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11286.

1. Immunité des sommes consacrées à l'achat des actions (art. 58).

Conformément à l'article 55, § 1^{er} de la loi de redressement, les actionnaires privés d'une société de reconversion doivent prendre l'engagement, dans le contrat de reconversion, d'acheter les actions représentant l'apport F.R.I., et ce, à partir de la quatrième année et jusqu'à la fin de la treizième année qui suit celle de l'émission des actions.

Les bénéficiaires utilisés à cet effet sont immunisés d'impôt.

L'immunité ne peut jamais excéder, par exercice comptable, 10 % du montant total de l'obligation d'achat.

2. Immunité des dividendes (art. 59).

Une immunité de l'impôt des sociétés est accordée pour les dividendes ou les revenus de capitaux investis qui sont distribués par des sociétés qui :

1° sont constituées pendant une des années 1984 à 1988 inclusivement, sans apport F.R.I. ;

2° établissent et maintiennent leur siège social et leur principal établissement dans une zone de reconversion ;

3° à l'égard des actionnaires ou associés, prennent l'engagement, et le respectent, d'affecter, avant la fin du premier exercice comptable de la période d'immunité déterminée suivant le choix prévu au § 2, 3°, une somme au moins égale à 60 % du capital libéré en numéraire, ou de l'augmentation de capital libéré en numéraire, et des primes d'émission y afférentes, à l'acquisition ou à la constitution d'immobilisations corporelles visées à l'article 50, 5°, et affectées à l'exercice de l'activité professionnelle, à l'exclusion des immobilisations dont l'usage est cédé à un tiers.

Les revenus distribués sont immunisés dans la mesure où ils n'excèdent pas, par exercice comptable, 13 % du capital qui est entièrement libéré au début de l'exercice.

L'immunité n'est accordée que dans la mesure où :

a) le capital entièrement libéré en numéraire est, avant la fin de l'exercice comptable, affecté à des investissements nouveaux que la société concernée acquière ou constitue dans une zone de reconversion et qu'elle utilise elle-même ;

b) la société engage au moins un travailleur par tranche de 5.000.000 de F d'investissements nouveaux.

La société peut choisir entre trois périodes d'immunité.

3. *Exonération du droit d'enregistrement proportionnel (art. 60).*

A partir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre de la dixième année qui suit celle de la constitution, le droit d'enregistrement proportionnel n'est pas dû en raison des apports et des augmentations du capital statuaire sans apport nouveau.

Sociétés novatrices. Avantages fiscaux.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11291.

1. *Immunité des dividendes (art. 69).*

Une immunité de l'impôt des sociétés est accordée par les revenus distribués ou titres novateurs dans la mesure où les bénéficiaires y affectés n'excèdent pas, par exercice comptable, 13 % du capital novateur réellement libéré restant à rembourser au début de l'exercice comptable.

La société peut choisir entre trois périodes d'immunité.

2. *Majoration de la déduction pour investissement (art. 70).*

Pour ce qui concerne les immobilisations acquises ou constituées au cours des dix premières années de l'existence de la société, la déduction pour investissement de 20 % et celle de 13 % sont majorées toutes deux de 5 points.

3. *Immunité des plus-values (art. 71).*

Immunité des plus-values réalisées sur les titres novateurs entièrement libérés depuis plus de trois ans.

4. *Immunité des sommes consacrées à la libération de titres novateurs (art. 72).*

Les personnes physiques qui, au cours d'une des années 1984 à 1993 et dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, participent à la constitution ou à l'augmentation de capital d'une société novatrice et qui libèrent en numéraire leurs actions ou parts, lesquelles doivent être et rester nominatives, peuvent diminuer leur revenu global net :

a) de la moitié des sommes ainsi affectées ;

b) laquelle moitié est répartie sur cinq années successives, dont la première est celle au cours de laquelle les titres novateurs ont été intégralement libérés ;

c) chaque année pour un montant limité à 20 % du revenu global imposable à l'I.P.P.

La déduction n'est cependant plus admise à partir de l'année au cours de laquelle le capital est remboursé, où les titres sont convertis en titres au porteur ou sont cédés, à moins que la cession ne résulte du décès du contribuable ou soit faite à titre gratuit à un ou plusieurs successibles en ligne directe ; dans ce cas, les nouveaux détenteurs des titres sont tenus de respecter les conditions imposées.

5. *Exonération du précompte immobilier (art. 73).*

Les propriétés foncières et non bâties, ainsi que le matériel et l'outillage présentant le caractère d'immeuble par nature ou d'immeuble par destination, qui sont acquis ou constitués par des sociétés novatrices au cours d'une des années 1984 à 1993 sont exonérées du précompte immobilier pendant dix années successives, à la condition que le droit d'usage de ces immobilisations ne soit pas cédé à des tiers.

6. *Exonération du droit d'enregistrement proportionnel (art. 74).*

A partir de la constitution de sociétés novatrices jusqu'au 31 décembre de la dixième année qui suit celle de la constitution, le droit d'enregistrement proportionnel n'est pas dû en raison des apports et des augmentations de capital sans apport nouveau.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Arrêté royal du 26 juin 1984 modifiant les arrêtés royaux n^{os} 7 et 18 du 27 décembre 1977 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur* du 4 juillet 1984, p. 9739.

Relèvement de 9.600 F à 12.800 F des franchises d'importations pour les biens contenus dans les bagages personnels des voyageurs en provenance d'Etats membres de la Communauté économique européenne.

Arrêté royal du 29 juin 1984 modifiant les arrêtés royaux n^{os} 7, 13, 18, 23 et 24 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur* du 13 juillet 1984, p. 10145.

Adaptation requise par le droit communautaire en matière de franchise lors de l'importation dans le trafic international des voyageurs et la décision du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux M(83) 23 du 17 octobre 1983 relative à l'instauration d'un document unique, dénommé « relevé Benelux 50 » concernant l'observation du commerce intra-Benelux.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2 ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budgets des Ministères.

Loi du 21 juin 1984 contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 5 juillet 1984, p. 9778.

Loi du 28 mars 1984 ajustant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1983, *Moniteur* du 10 juillet 1984, p. 9970.

Loi du 28 mars 1984 contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 10 juillet 1984, p. 9991.

Loi du 20 juin 1984 contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 25 juillet 1984, p. 10553.

Loi du 6 juillet 1984 contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 26 juillet 1984, p. 10623.

Loi du 28 juin 1984 contenant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 31 juillet 1984, p. 10780.

Loi du 11 juillet 1984 contenant le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 1 août 1984, p. 10863.

Loi du 21 juin 1984 contenant le budget de l'Education nationale, régime français, pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 9 août 1984, p. 11177.

Loi du 21 juin 1984 contenant le budget de l'Education nationale, secteur commun, pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 11 août 1984, p. 11364.

Loi du 20 juillet 1984 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 18 août 1984, p. 11643.

Loi du 20 juillet 1984 contenant le budget des Affaires culturelles communes pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 31 août 1984, p. 12040.

Fonds spéciaux.

Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

Loi du 10 mai 1984 modifiant la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, *Moniteur* du 5 juillet 1984, p. 9801.

Extrait.

« Le Fonds est alimenté par des dotations annuelles, inscrites au Titre II du budget (dépenses de capital). Le montant global est fixé à 50 milliards de francs.

Au-dessus d'une première tranche de 45 milliards de francs, le montant de la dotation ne peut être affecté au « Fonds » que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres par une tranche de cinq milliards de francs. »

GARANTIE DE L'ETAT.

Emprunts d'organismes d'intérêt public.

Société nationale terrienne.

Arrêté royal du 21 juin 1984 autorisant la Société nationale terrienne à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant effectif de F 5.000.000.000, *Moniteur* du 1 août 1984, p. 10924.

4.3 COMMUNAUTES ET REGIONS.

REGION WALLONNE.

Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie. Garantie.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 février 1984 autorisant le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie à contracter, sous la garantie de la Région wallonne, un emprunt d'un montant effectif de 1.740 millions de francs, *Moniteur* du 12 juillet 1984, p. 10121.

4.4 POUVOIRS LOCAUX.

FONDS D'AIDE AU REDRESSEMENT FINANCIER DES COMMUNES.

Ville de Bruxelles.

Arrêté royal du 15 février 1984 portant application à la ville de Bruxelles de l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes, *Moniteur* du 19 juillet 1984, p. 10391.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1 TRAVAIL.

EMPLOI.

Embauche compensatoire à réduction du temps de travail.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11279.

Extrait.

Art. 42. — § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, mettre à la disposition du Fonds pour l'emploi créé par l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, une partie des moyens inscrits au compte spécifique du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, créé en application de l'article 4, § 6, de l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale.

§ 2. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les conditions d'intervention du Fonds pour l'emploi en faveur des entreprises qui, par convention collective de travail, procèdent à des recrutements compensatoires liés à une réduction de la durée du travail.

Art. 47. — § 1^{er}. Le présent article s'applique aux entreprises qui procèdent à la conclusion d'une convention collective de travail conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et prévoyant :

1° une réduction de la durée de travail hebdomadaire moyenne d'au moins 8 % dans toute l'entreprise, ramenant la durée hebdomadaire du travail à 34 heures ou moins sans adaptation du salaire moyen hebdomadaire ;

2° une augmentation nette de l'effectif, convertie en emplois à temps plein, au moins égale à la réduction de la durée du travail prévue au 1° ;

3° une nouvelle organisation du temps de travail impliquant le maintien ou l'augmentation du temps d'utilisation de l'appareil de production de biens ou des services de l'entreprise.

§ 2. La convention collective de travail entre en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 1985 et au plus tard le 31 décembre 1987 ; elle doit être approuvée par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

§ 3.

§ 4. L'augmentation nette de l'effectif est l'augmentation moyenne réalisée au cours d'une période imposable et convertie en emplois à plein temps par rapport à l'effectif moyen de la période imposable précédente. Une embauche compensatoire prévue à l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi et le nombre d'unités de travail supplémentaires comme visé à l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi, ainsi que les engagements réalisés en application de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, ne sont pas pris en considération comme engagements supplémentaires au sens du présent article.

§ 5. Lorsque l'augmentation nette de l'effectif prévue à la convention collective de travail a été réduite au cours d'une période imposable quelconque, les bénéfices ou pertes de cette période sont, selon le cas, augmentés ou diminués, par unité de personnel en moins, d'un montant égal à l'immunité accordée pour les trois périodes imposables précédentes.

§ 6.

§ 7. Ces entreprises n'ont pas droit à tout ou partie du produit de la modération salariale, prévue à l'arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale. Elles ne peuvent bénéficier de l'intervention du Fonds pour l'emploi, créé à l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, pour la période visée au § 3.

§ 8. Toute modification apportée depuis le 1^{er} mars 1984 aux dispositions statutaires concernant la date de clôture des comptes annuels, n'a aucun effet sur l'application du présent article.

§ 9. Le Roi règle l'exécution du présent article et notamment les cas visés aux articles 40, § 1^{er}, et 124 du Code des impôts sur les revenus, les situations résultant d'un exercice comptable dont la durée est inférieure ou supérieure à douze mois, ainsi que les modalités d'imputation de l'immunité sur les bénéfices imposables.

Emploi dans le secteur non-marchand.

Arrêté ministériel du 28 juin 1984 d'exécution de l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, *Moniteur* du 6 juillet 1984, p. 9855.

Extrait.

Article unique. — Le coût annuel moyen d'un chômeur complet indemnisé s'élève à 530.000 F.

Personnel enseignant.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11300.

Art. 92 et art. 93. — Mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

Art. 94 à art. 96. — Congé spécial pour prestations réduites à partir de l'âge de cinquante ans.

Art. 97 à art. 99. — Congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou pour convenances personnelles.

Art. 100. — Personnel de maîtrise, gens de métier et de service.

Service militaire et service civil.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11272.

Articles 18 à 25.

— *Prolongation volontaire du service militaire. Facilités nouvelles.*

— *Service militaire rendu obligatoire avant engagement en qualité de volontaire.*

— *Elargissement des possibilités de service civil.*

MODERATION DES REVENUS.

Administrateurs. Tantièmes. Régime applicable aux montants des tantièmes payables pour les exercices comptables 1984, 1985 et 1986.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11267.

Extrait.

Article 1^{er}. — Pour l'application de la présente section, on entend par tantièmes toute distribution de bénéfices aux administrateurs et gérants, quelle qu'en soit la forme, hormis les dividendes.

Art. 2. — § 1^{er}. Nonobstant toutes dispositions légales, réglementaires, statutaires ou contractuelles contraires, le montant global, de même que le montant par administrateurs, des tantièmes, mis en paiement par les sociétés de droit belge, pour les exercices comptables 1984 et 1985, ne peuvent excéder le montant des tantièmes payés pour l'exercice comptable précédent, majoré de 4 % au plus pour chacun des exercices comptables 1984 et 1985, étant entendu que, si, pour les exercices comptables antérieurs, aucune augmentation n'a été appliquée ou si une augmentation inférieure au maximum autorisé a été appliquée, cela ne donne pas droit pour les exercices comptables 1984 et 1985 à une augmentation excédant 4 % chaque fois, ni pour l'exercice comptable 1986 à une augmentation excédant le maximum déterminé en exécution de l'article 3.

§ 2. En ce qui concerne les sociétés qui n'ont pas payé de tantièmes pour l'exercice comptable précédent, ou pour lesquelles l'année 1984, 1985 ou 1986 est le premier exercice comptable, le montant des tantièmes mis en paiement pour l'exercice comptable 1984, 1985 ou 1986 ne peut excéder 5 % du dividende mis en paiement pour le même exercice comptable, et ne peut, en aucun cas, dépasser le montant prévu par les statuts de la société concernée.

Art. 3. — Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le taux maximum d'augmentation du montant des tantièmes payables pour l'exercice comptable 1986.

Art. 4. — Pour l'application de la présente section, tous tantièmes distribués pour les exercices comptables 1984, 1985 ou 1986, dont le paiement est effectué avant le 1^{er} janvier 1985, 1986 ou 1987 ou dont le paiement est différé après le 31 décembre 1985, 1986 ou 1987, sont considérés comme ayant été payés durant l'année 1985, 1986 ou 1987.

Art. 5. —

Art. 6. — Les infractions à l'article 2 sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 50.000 F ou d'une de ces peines seulement. Le Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions aux dispositions de la présente section.

Indépendants.

Arrêté royal du 24 juillet 1984 pris en exécution de l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 22 août 1984, p. 11789.

5.2 SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1 GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation de solidarité. Institutions publiques de crédit. Versements spéciaux.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11275.

Extrait.

Art. 29. — § 1^{er}. L'article 1^{er}, § 6, de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, est interprété en ce sens que, parmi les catégories de personnel visées par la loi, seules celles qui sont déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sont considérées comme ne jouissant pas de la stabilité d'emploi.

§ 2. Sont ratifiés avec effet aux dates de leur entrée en vigueur respectives :

1° l'arrêté royal du 12 février 1981 portant exécution de l'article 1^{er}, § 6, de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public ;

2° l'arrêté royal du 24 avril 1981 complétant l'arrêté royal visé au 1° ;

3° l'arrêté royal du 10 juillet 1981 complétant l'arrêté royal visé au 1°.

Art. 30. — § 1^{er}. A la date qui sera fixée par le Roi, sur proposition du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 113 du 23 décembre 1982, cesse d'être applicable aux membres du personnel et aux titulaires d'un mandat public, en tant que leur rémunération est à charge de :

1° La Caisse générale d'épargne et de retraite, la Commission bancaire, la Société nationale d'investissement, la Société nationale de crédit à l'industrie, le Crédit communal de Belgique, l'Institut de réescompte et de garantie et la Banque nationale de Belgique ;

2° L'Office national du Dueroire, la Caisse nationale de crédit professionnel, l'Office central de crédit hypothécaire et l'Institut national de crédit agricole.

§ 2. Pour chacune des institutions visées au § 1^{er}, la date fixée par le Roi est celle de la liquidation des arriérés de cotisation encore dus. Cette date est au plus tôt le 1^{er} janvier 1984.

Art. 31. — § 1^{er}. Les institutions visées à l'article 30, § 1^{er}, verseront au Trésor une somme globale de 916,3 millions en 1984, de 543,3 millions en 1985 et de 878,3 millions en 1986. Ces deux derniers montants seront adaptés en fonction de l'augmentation appliquée aux traitements sur base de l'indice des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 1983 et le 1^{er} juillet 1985 pour le second montant, et, entre le 1^{er} janvier 1983 et le 1^{er} juillet 1986, pour le troisième montant.

Le Roi fixe la quote-part de chaque institution dans les sommes visées à l'alinéa 1^{er} et Il en fixe les modalités de versement.

§ 2. Les montants fixés au paragraphe 1^{er} seront pour moitié à charge des employeurs et pour l'autre moitié à charge des travailleurs.

Toutefois, le montant demandé à chaque travailleur pour les années 1984, 1985 et 1986 ne peut être inférieur au montant de la cotisation de solidarité qui lui aurait été retenue pour chacune de ces années, si elle avait été maintenue.

§ 3. Le premier versement, fait en application des arrêtés d'exécution du § 2, ne doit avoir lieu que trente jours après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres qui étend le champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives du travail et les commissions paritaires aux institutions visées à l'article 30, § 1^{er}, 1°.

§ 4. Les montants de la cotisation de solidarité versés par une institution entre la date visée à l'article 30, § 2, et celle de l'entrée en vigueur de la présente loi sont déduits de la part qui est à charge des travailleurs de cette institution en application du § 2.

Art. 32. — Pour l'application du Code des impôts sur les revenus, les montants qui sont à charge des employeurs en vertu de l'article 31, § 2, ne constituent pas dans le chef de ceux-ci des charges professionnelles déductibles.

Art. 33. — L'article 11, alinéa 2, de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1985.

Cotisation spéciale de sécurité sociale.

Arrêté royal du 4 juillet 1984 d'exécution du Chapitre II - Cotisation spéciale de sécurité sociale - de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, *Moniteur* du 17 juillet 1984, p. 10311.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11268.

Extrait.

Art. 7. — Dans l'article 60 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires, les mots « 1983, 1984 et 1985 » sont remplacés par les mots « 1983, 1984, 1985, 1986 et 1987 ».

Art. 8. — L'article 61 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 61.* — § 1^{er}. Le montant de cette cotisation est fixé à 10 % du revenu imposable de chaque exercice d'imposition.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le revenu est inférieur à 5 millions, le montant de la cotisation est fixé à 25 % de la quotité du revenu qui excède 3 millions.

§ 2. Lorsque les revenus, imposables globalement à l'impôt des personnes physiques, dépassant 3 millions de F sont recueillis par plusieurs personnes, la cotisation est due par chacune d'elles et recouvrée pour une quotité qui est fonction du rapport existant entre les revenus qu'elle a recueillis et les revenus imposables globalement.

Art. 61 bis. — Les personnes assujetties à un régime quelconque de sécurité sociale ou bénéficiaires, à un titre quelconque, d'au moins une des prestations de la sécurité sociale, qui perçoivent des rémunérations supérieures à 3 millions de F, sont tenues de payer une cotisation complémentaire de sécurité sociale pour chacune des années 1984, 1985 et 1986, lorsque ces rémunérations sont à charge du secteur public.

.....

La cotisation complémentaire est perçue sur les revenus professionnels bruts éventuellement cumulés, à raison de :

- 5 % sur la tranche de 3 millions à 4 millions de F ;
- 20 % sur la tranche de 4 millions à 5 millions de F ;
- 5 % sur la partie des rémunérations qui dépasse 5 millions de F.

Pour l'application des articles 62 à 73 il y a lieu d'entendre par cotisation aussi bien la cotisation visée à l'article 60 que la cotisation complémentaire visée au présent article. »

Cotisation spéciale temporaire à charge des isolés et des familles sans enfant.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 7 août 1984 pris en exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 38 du 30 mars 1982 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale temporaire à charge des isolés et des familles sans enfant, *Moniteur* du 25 août 1984, p. 11889.

5.2.2 REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

CHOMAGE.

Périodes.

Arrêté royal du 13 juillet 1984 modifiant les articles 118, 123, 124 et 160 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 26 juillet 1984, p. 10669, *Errata*, *Moniteur* du 30 août 1984, p. 11980.

Assouplissement du régime des périodes de référence, de résidence ou de chômage pour tenir compte d'obligations civiques, familiales ou sociales.

Travailleurs âgés licenciés. Allocations.

Arrêté royal du 12 juillet 1984 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1984 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, *Moniteur* du 26 juillet 1984, p. 10668.

Extrait.

Article 1^{er}. — Les articles 1^{er} et 5 de l'arrêté royal du 1^{er} février 1984 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, sont complétés par les alinéas suivants :

« Pour l'application de l'article 126, alinéa 1^{er}, 2^o, *b*, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, les travailleurs visés à l'alinéa 1^{er} peuvent effectuer pour leur propre compte et sans but lucratif, toute forme d'activité non rémunérée relative à leurs biens propres, en ce compris notamment les travaux d'entretien, d'aménagement et de plus-value apportés à ces biens, même lorsque cette activité peut être intégrée dans le courant des échanges économiques de biens et de services.

Les articles 126, alinéa 4, et 128 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, ne s'appliquent pas à l'activité non rémunérée exercée par les travailleurs visés à l'alinéa 1^{er}, pour autant que cette activité réponde aux conditions déterminées par le Ministre. »

Arrêté ministériel du 7 août 1984 portant exécution des articles 1^{er} et 5 de l'arrêté royal du 1^{er} février 1984 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés, *Moniteur* du 17 août 1984, p. 11601.

HANDICAPES.

Arrêté royal du 28 juin 1984 modifiant le chapitre XIV de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, *Moniteur* du 10 juillet 1984, p. 10044.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS SUR LES PRODUITS DE BASE.

Accord sur l'étain (6^e).

Loi du 15 mai 1984 portant approbation du Sixième Accord international sur l'étain, et des Annexes, faits à Genève le 26 juin 1981, *Moniteur* du 18 août 1984, p. 11678.

AIDE AU DEVELOPPEMENT.

Banque interaméricaine de Développement.

Loi du 28 juin 1984 relative à la souscription de la Belgique à l'augmentation du capital de la Banque interaméricaine de Développement et à une contribution complémentaire au Fonds des Opérations spéciales, *Moniteur* du 24 juillet 1984, p. 10512.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le Roi est autorisé à porter la souscription de la Belgique au capital interrégional autorisé de la Banque interaméricaine de Développement de 36.817.596 à 64.708.252 dollars des Etats-Unis, conformément au projet de résolution relatif à l'augmentation de 15 milliards de dollars du capital interrégional autorisé, annexé à la Résolution AG-2/83 adoptée le 25 février 1983 par l'Assemblée des gouverneurs de ladite Banque.

Art. 2. — Le Roi est autorisé à consentir au nom de la Belgique une contribution d'un montant de 225.432.480 francs belges au Fonds des Opérations spéciales de la Banque interaméricaine de Développement, conformément au projet de résolution relatif à l'augmentation des ressources du Fonds des Opérations spéciales, annexé à la Résolution AG-2/83 adoptée le 25 février 1983 par l'Assemblée des gouverneurs de ladite Banque.

Arrêté royal du 31 juillet 1984 relatif à la souscription de la Belgique à l'augmentation du capital de la Banque interaméricaine de Développement et à la contribution complémentaire au Fonds des Opérations spéciales, *Moniteur* du 15 août 1984, p. 11512.

Fonds des prêts à des Etats étrangers.

Loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 10 août 1984, p. 11297.

Extrait.

Art. 80. — Le Ministre des Finances et du Commerce extérieur est autorisé à accorder pour l'année budgétaire 1984 et à concurrence de 3,5 milliards de F, des promesses de prêts à des Etats étrangers, conformément à l'article 5 de la loi du 3 juin

1964 modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Dueroire et autorisant le Ministre des Finances et le Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions, à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers.

COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE.

Aides à l'exportation. Interdiction.

Décision 84/416/CEE de la Commission, du 27 juin 1984, concernant l'intention du gouvernement français d'accorder une couverture spéciale du risque de change aux exportateurs français soumissionnant pour la construction d'une centrale électrique en Grèce, *Journal officiel* n° L 230 du 28 août 1984, p. 25.

Extrait du préambule.

Une aide d'Etat qui est accordée aux entreprises d'un Etat membre pour réduire un risque de dévaluation monétaire encouru par tous les concurrents des différents Etats membres soumissionnant pour un contrat portant sur la vente d'un bien à exporter vers un autre Etat membre constitue une aide à l'exportation.

A propos des aides à l'exportation qui s'appliquent au commerce intracommunautaire, la Commission a toujours été d'avis qu'elles sont incompatibles avec le marché commun au sens de l'article 92 paragraphe 1 du traité CEE et qu'elles ne peuvent bénéficier d'aucune des dérogations prévues à l'article 92 paragraphe 3; cette position a été approuvée par la Cour de justice dans l'arrêt qu'elle a rendu dans les affaires jointes 6-69 et 11-69 (taux préférentiel français de réescompte), et a été réaffirmée à plusieurs reprises par la Commission.

CONCOURS FINANCIER A MOYEN TERME (CE).

Arrêté royal du 5 juillet 1984 relatif à la prolongation du mécanisme de concours financier à moyen terme mis en place dans le cadre des Communautés européennes, *Moniteur* du 27 juillet 1984, p. 10693.

Extrait.

Article 1^{er}. — Sont confirmées les obligations découlant pour la Belgique de la Décision 82/871/CEE du Conseil des Communautés européennes du 17 décembre 1982 reconduisant la Décision 71/143/CEE portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme.

IMPORTATIONS. EXPORTATIONS. TRANSIT.

Défense contre le dumping et les subventions de biens importés.

Règlement (CEE) n° 2176/84 du Conseil, du 23 juillet 1984, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne, *Journal officiel* n° L 201 du 30 juillet 1984, p. 1.

Décision n° 2177/84/CECA de la Commission, du 27 juillet 1984, relative à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays non membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, *Journal officiel* n° L 201 du 30 juillet 1984, p. 17.

Refonte du régime communautaire.

Régime de licence. Produits sidérurgiques.

Arrêté ministériel du 20 juin 1984 soumettant à licence l'exportation de certains produits sidérurgiques vers les Etats-Unis d'Amérique, *Moniteur* du 13 juillet 1984, p. 10172.

Arrêté ministériel du 20 juin 1984 soumettant à licence l'importation de certains produits sidérurgiques relevant du Traité CECA, originaires d'Espagne, *Moniteur* du 13 juillet 1984, p. 10180.

Arrêté ministériel du 20 juin 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, *Moniteur* du 13 juillet 1984, p. 10182.

Arrêté ministériel du 20 juin 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises, *Moniteur* du 13 juillet 1984, p. 10185.

NOUVEL INSTRUMENT COMMUNAUTAIRE.

Décision 84/383/CEE du Conseil, du 23 juillet 1984, portant application de la décision 83/200/CEE habilitant la Commission à contracter des emprunts au titre du nouvel instrument communautaire en vue de promouvoir les investissements dans la Communauté, *Journal officiel* n° L 208 du 3 août 1984, p. 53.

TERRITOIRE DOUANIER CEE.

Règlement (CEE) n° 2151/84 du Conseil, du 23 juillet 1984, relatif au territoire douanier de la Communauté, *Journal officiel* n° L 197 du 27 juillet 1984, p. 1.

Refonte des dispositions antérieures.

Le territoire douanier comprend la mer territoriale et l'espace aérien des Etats membres, mais non le plateau continental adjacent.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

*
**

DURANT, G.

Minister van Staat Gaston Eyskens; een biografie.
Zele, Reinaert Uitg., 1983, 320 p.

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Structure des salaires 1978/79; résultats principaux. 2. France. 4. Belgique/België. Loonstruc-
tuur 1978/79; hoofdresultaten.

*Luxembourg/Luxemburg, Office statistique des C.E./Bu-
reau voor de Statistiek der E.G., 1983-1984,
C + 603/XCIX + 603 p.*

305.2

DE NICOLA, E.

Early signals of economic change coming from a
group of international business climate indicators.
*(In : MONTE DEI PASCHI DI SIENA - ECONOMIC
NOTES, Siena, 3, 1983 09/12, p. 184-196.)*

IT 13C

307.334. - 307.30 - 307.32 - 307.330.
307.332. - 307.353. - 382.242.0 - 333.162.
333.432.8 - 334.151.27 - 333.164.0 - 334.13
DENNIS, G.E.J.

International financial flows : a statistical
handbook.

London, Graham & Trotman Ltd., 1984, X + 365 p.

307.00

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Eurostat - Revue - 1973-1982 - Review.
*Luxembourg/Luxemburg, Office des publ. officielles des
C.E./Bureau voor officiële publ. der E.G., 1984, 238 p.*

307.362. - 339.0

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPEAN COMMUNITIES.

Comptes nationaux SEC - Tableaux entrées-sorties
1975. National accounts ESA - Input-output tables
1975.

*Luxembourg, Office des publ. officielles des C.E./Office
for official publ. of the E.C., 1983, XX + 243 p.*

307.10

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Statistiques démographiques - 1984 - Bevolkings-
statistiek.

*Luxembourg/Luxemburg, Office statistique des C.E./Bu-
reau voor de Statistiek der E.G., 1984, 205 p.*

307.362. - 339.0

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Comptes nationaux SEC - Tableaux détaillés par
secteur - 1970-1981 - Nationale rekeningen ESER -
Gedetailleerde tabellen per sectoren.

*Luxembourg/Luxemburg, Office des publ. officielles des
C.E./Bureau voor officiële publ. der E.G., 1983,
L + 343 p.*

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'industrie des métaux non ferreux - 1982 - The
non-ferrous metals industry.

Paris, O.C.D.E./O.E.C.D., 1984, 45 p.

PLASSARD, J.

Conjoncture mondiale. Normalisation économi-
que, danger monétaire.

(In : S.E.D.E.I.S. - CHRONIQUES D'ACTUALITÉ,
Paris, 7, 1984 15 07, p. 229-238.)

FR 10B

330.2

331.31 - 331.01

FOURGEAUD, C. et al.

Calcul économique - prix fictifs et contrainte exté-
rieure.

(In : REVUE ÉCONOMIQUE, Paris, 3, 1984 05,
p. 425-445.)

FR 57

DE GRAUWE, P. & FRATIANNI, M.

U.S. economic policies : are they a burden on the
rest of the world?

(In : MONTE DEI PASCHI DI SIENA - ECONOMIC
NOTES, Siena, 3, 1983 09/12, p. 69-84.)

IT 13C

330.48 - 333.841. - 338.8

332.11 - 347.754.

MARGLIN, S.A.

Growth, distribution, and inflation : a centennial
synthesis.

(In : CAMBRIDGE JOURNAL OF ECONOMICS, London,
2, 1984 06, p. 115-144.)

GB 12

BLANPAIN, R.

Les tendances récentes de la négociation collective
en Belgique.

(In : REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, Genève,
3, 1984 05/06, p. 347-360.)

BIT 10

331.30 - 331.062.

332.621.3 - 332.633.

BULLETIN...

Conjoncture belge : les rééquilibrages en cours.

(In : BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES
LAMBERT, Bruxelles, 12, 1984 03 07, p. 1-5.)

BE 34A

KELLER, J.

Techniques nouvelles et problématique de
l'emploi.

(In : BULLETIN DE LA FONDATION ANDRÉ RENARD,
Liège, 142-143, 1984 05/06, p. 45-61.)

BE 17

333.101. - 333.480. - 333.51
333.130.1 - 307.32

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les banques au sein du secteur financier depuis 1975. 1. Analyse comparative. 2. Statistiques. (Aspects et Documents, 29, 30.)
Bruxelles, A.B.B., 1984, 37/39 p.

333.110. - 333.101. - 333.130.1
333.80 - 333.480.

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

Financial innovation and monetary policy in Belgium.
(In : Financial Innovation and Monetary Policy.)
Basle, B.I.S., 1984, 35-41 p.

333.109.

MIKDASHI, Z.

Risques bancaires et créances transnationales.
(In : *REVUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, Lausanne, 2, 1984 05, p. 152-168.*)

CH 10B

333.110. - 333.400. - 333.846.0
333.846.7

CANZONERI, M.B. & GRAY, J.A.

Two essays on monetary policy in an interdependent world : I. Monetary policy games and the consequences of non-cooperative behavior ; II. Some aspects of the adjustment problem in an interdependent world.

(In : *INTERNATIONAL FINANCE DISCUSSION PAPERS, Washington, 219, 1983 02, p. 1-39.*)

US 25A

333.109. - 339.115. - 336.311.2
333.139.2

MULLER, H.J.

Internationaal banktoezicht in een klimaat van toegenomen risico's.

(In : *DE NEDERLANDSCHE BANK - KWARTAALBERICHT, Amsterdam, 1, 1984 06, p. 25-32.*)

NL 30B

333.111.42 - 333.423. - 333.421.4

REGARDS...

Le rôle monétaire de l'or.

(In : *REGARDS SUR LES CHANGES, Paris, 6, 1984 07, p. 2-5.*)

FR 57B

333.109.

von STEIN, J.H. & ZIEGLER, W.

The prognosis and surveillance of risks from commercial credit borrowers.

(In : *JOURNAL OF BANKING AND FINANCE, Amsterdam, 2, 1984 06, p. 249-268.*)

NL 15A

333.164.0 - 333.432.8

DE CLERCQ, W.

De rol van de Wereldbank en het I.M.F. Een Belgisch standpunt.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE DES FINANCES, Bruxelles, 6, 1984 06, p. 5-30.*)

BE 99

BULLETIN...

Les données de la Centrale des Bilans de la Banque Nationale : un instrument pour la gestion financière de l'entreprise.

(In : *BULLETIN FEB, Bruxelles, 14, 1984 31 07, p. 1246-1248.*)

BE 32

BEGUELIN, J.P.

Quelques réflexions sur le système monétaire international.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, Lausanne, 2, 1984 05, p. 119-128.*)

CH 10B

333.400. - 333.401. - 333.421.1
334.151.20 - 334.151.27 - 333.825.
333.451.6 - 333.454.0 - 334.3

333.432.8 - 333.164.0

CURRENCY...

Currency competition and monetary union.
(Financial and Monetary Policy Studies, 8.)

The Hague, Martinus Nijhoff Publishers, 1984, VII + 298 p.

BULLETIN...

A Bretton Woods : le quarantième anniversaire d'une conférence historique où furent créés le Fonds et la Banque.

(In : *BULLETIN DU FMI, Washington, 13, 1984 09 07, p. 193-197.*)

FMI 2F

333.400. - 331.156. - 333.110.
333.80 - 333.830. - 380.1
333.421.1 - 333.403.

333.432.8 - 334.151.25

VON HAYEK, F.A.

Money, capital and fluctuations.

London, Routledge & Kegan Paul, 1984, XI + 196 p.

CHOPARD, R.

Le DTS et l'ECU, deux réponses à des problèmes internationaux, respectivement régionaux.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, Lausanne, 2, 1984 05, p. 169-182.*)

CH 10B

333.403. - 333.423.

333.432.8 - 382.257. - 333.111.42

BOOTLE, R.

Origins of the monetarist fallacy - The legacy of gold.

(In : *LLOYDS BANK REVIEW, London, 153, 1984 07, p. 16-37.*)

GB 31

de BEAUFORT WYNHOLDS, J.A.H.

40 jaar na Bretton Woods : de internationale liquiditeitsvoorziening.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3464, 1984 18 07, p. 642-647.*)

NL 10

333.432.8

333.432.8 - 339.115. - 336.311.2

de LAROSIERE de CHAMPFEU, J.

Adjustment programs supported by the Fund :
their logic, objectives, and results in the light of
recent experience.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIÉ-
WEZEN, Bruxelles/Brussel, 6, 1984 06, p. 39-46.*)

BE 134

MENTRE, P.

The Fund, commercial banks, and member
countries.

(In : *OCCASIONAL PAPER - I.M.F., Washington, 26,
1984 04, p. 1-39.*)

IMF 6

333.432.8

333.432.8 - 331.157. - 382.257.

382.254. - 339.115. - 333.453.

333.825.

GRANET, R.

Vers un nouveau système monétaire international ?
(Journées mensuelles d'information, Grenoble,
16 février 1984.)

Paris, Banque de France, 1984, 18 p.

MOFFITT, M.

The world's money : international banking from
Bretton Woods to the brink of insolvency.

New York, Simon & Schuster, 1983, 284 p.

333.432.8 - 339.115.

333.432.8 - 333.421.1 - 333.420.0

333.422.0 - 333.422.1

INTERNATIONAL...

The International Monetary Fund under pressure.

(In : *INTERNATIONAL CURRENCY REVIEW, London,
6, 1984 05, p. 33-44.*)

GB 26D

PASCALLON, P.

Le système monétaire international ; théorie et réa-
lité.

Paris, Les Edit. de l'Épargne, 1983, 542 p.

333.432.8 - 333.111.42 - 333.420.0 - 333.450.

333.451.6 - 333.825. - 333.846.7

333.428. - 382.257. - 333.825.

McKINNON, R.I.

An international standard for monetary stabili-
zation.

(Policy Analyses in International Economics, 8.)
*Washington, Institute for International Economics, 1984,
XI + 97 p.*

333.432.8

PEETERS, T.

40 jaar na Bretton Woods : het Internationaal Mo-
netair Fonds.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rot-
terdam, 3464, 1984 18 07, p. 648-651.*)

NL 10

POLAK, J.J.

Is er een nieuw Bretton Woods nodig?

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3464, 1984 18 07, p. 656-660.)

NL 10

WITTEVEEN, H.J.

Elaboration d'un nouveau système monétaire international : perspective à long terme.

(Fondation Per Jacobsson, Conférence de 1983, Washington, 25 septembre 1983.)

Washington, Fondation Per Jacobsson, 1983, V + 35 p.

333.432.8 - 333.451.6

333.450. - 333.820. - 333.846.4

SZASZ, A.

40 jaar na Bretton Woods : het internationale wisselkoersstelsel.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3464, 1984 18 07, p. 636-641.)

NL 10

KIMBROUGH, K.P.

Aggregate information and the role of monetary policy in an open economy.

(In : *JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY*, Chicago, 2, 1984 04, p. 268-285.)

US 30

333.432.8 - 333.164.0

333.450.

van DAM, F.

40 jaar na Bretton Woods : de Wereldbank.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3464, 1984 18 07, p. 652-655.)

NL 10

PALA, G.

Money, course of exchanges and rate of exploitation.

(In : *MONTE DEI PASCHI DI SIENA - ECONOMIC NOTES*, Siena, 3, 1983 09/12, p. 122-149.)

IT 13C

333.432.8 - 333.453.

333.451.1 - 333.451.6 - 333.405.

VAN DEN BOOGAERDE, P.

The private SDR ; an assessment of its risk and return.

(In : *STAFF PAPERS*, Washington, 1, 1984 03, p. 25-61.)

IMF 4

ISARD, P.

What's wrong with empirical exchange rate models : some critical issues and new directions.

(In : *INTERNATIONAL FINANCE DISCUSSION PAPERS*, Washington, 226, 1983 08, p. 1-33.)

US 25A

333.451.2 - 333.451.7 - 333.825.
333.111.35

333.46

EATON, J. & TURNOVSKY, S.J.

The forward exchange market, speculation, and exchange market intervention.

(In : *QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS*, Cambridge (Mass.), 1, 1984 02, p. 45-69.)

US 38

INTERNATIONAL...

Belgian franc.

(In : *INTERNATIONAL CURRENCY REVIEW*, London, 1, 1984 07, p. 83-89.)

GB 26D

333.451.6

333.52 - 333.405.

AMERICAN...

A decade of greater variability in exchange rates : an assessment.

(In : *AMERICAN ECONOMIC REVIEW*, Nashville (Tennessee), 2, 1984 05, p. 298-315.)

US 1

ADAM, M.C. et al.

La modélisation des intermédiaires financiers non monétaires en Belgique : méthodologie et premiers résultats.

(In : *CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 102, 1984 06, p. 202-242.)

BE 44E

333.451.6 - 333.46 - 333.111.35
333.825.

333.631. - 333.832.6 - 336.313.
336.312.1

BATTEN, D.S. & OTT, M.

What can central banks do about the value of the dollar?

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF ST. LOUIS - REVIEW*, St. Louis (Missouri), 5, 1984 05, p. 16-26.)

US 31F

BOEYKENS, D. & VUCHELEN, J.

Een aktualisering van de evolutie van de looptijd en de rentelasten op de obligatieschuld van de overheid.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE DES FINANCES*, Bruxelles, 6, 1984 06, p. 31-61.)

BE 99

333.453.

333.633.0 - 338.030. - 339.312.6

ASHEIM, G.B.

Properties of a system of currency baskets.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL ECONOMICS*, Amsterdam, 3-4, 1984 05, p. 311-317.)

NL 15C

SCHMIDT, H.

Venture-Capital-Märkte in Europa.

(In : *KREDIT UND KAPITAL*, Berlin, 2, 1984 04/06, p. 281-294.)

DE 16F

333.662.

333.712.3 - 368.611.

BULLETIN...

Tendances actuelles et perspectives des marchés internationaux d'obligations. (I)

(In : BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE, Bruxelles, 244, 1984 06, p. 14-18.)

BE 27CF

VAN DER STAPPEN, F.

Exportkredietverzekering door de Nationale Delcredereerdienst.

(In : ONDERNEMEN, Brussel, 6, 1984 06/07, p. 343-344.)

BE 48

333.662.

333.721. - 347.751.3

BULLETIN...

Tendances actuelles et perspectives des marchés internationaux d'obligations. (II)

(In : BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE, Bruxelles, 245, 1984 07, p. 10-13.)

BE 27CF

BULLETIN...

Crédit à la consommation : un avant-projet de loi justifié ?

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 14, 1984 31 07, p. 1261-1268.)

BE 32

333.662. - 333.831.3

333.830. - 333.831.3 - 333.846.6

de LA BRUSLERIE

Prévision des taux d'intérêt et des taux de change : une étude empirique à partir de données euro-obligataires.

(In : ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS - CAHIERS DE L'ISMEA, Paris, 1, 1984 01, p. 53-89.)

FR 14

AMERICAN...

The Determinants of interest rates : old controversies reopened.

(In : AMERICAN ECONOMIC REVIEW, Nashville (Tennessee), 2, 1984 05, p. 44-60.)

US 1

333.712.3

333.831.0 - 336.451. - 333.428.
333.841.

DUMAREY, E.

Betalings- en financieringstechnieken.

(In : ONDERNEMEN, Brussel, 6, 1984 06/07, p. 335-341.)

BE 48

GALLI, G. & MASERA, R.S.

Real rates of interest and public sector deficits : an empirical investigation.

(In : MONTE DEI PASCHI DI SIENA - ECONOMIC NOTES, Siena, 3, 1983 09/12, p. 5-39.)

IT 13C

VERWILST, H.

De Belgische monetaire sector.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE, Deventer, 3, 1984, p. 243-247.*)

NL 5

ROGOFF, K.

Productive and counterproductive cooperative monetary policies.

(In : *INTERNATIONAL FINANCE DISCUSSION PAPERS, Washington, 233, 1983 12, p. 1-36.*)

US 25A

333.841. - 332.26 - 332.691.
332.620. - 332.630. - 338.021.

334.150.0

ANDERSEN, P.S.

Real wages, inflation and unemployment.

(In : *BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS - BIS WORKING PAPERS, Basle, 9, 1984 07, p. 1-45.*)

BIS 2

PLEVEN, R.

L'union européenne; une construction continue et irréversible.

Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1984, 60 p.

333.841. - 333.110. - 333.820.
333.428. - 333.846.0

334.150.1

ROGOFF, K.

The optimal degree of commitment to an intermediate monetary target : inflation gains versus stabilization costs.

(In : *INTERNATIONAL FINANCE DISCUSSION PAPERS, Washington, 230, 1983 09, p. 1-29.*)

US 25A

PARLEMENT.../EUROPEAN...

Le Parlement Européen à la veille de la deuxième élection au suffrage universel direct : bilan et perspectives. The European Parliament on the eve of the second direct election : balance sheet and prospects.

(Actes du Colloque organisé par le Collège d'Europe et Institut fuer Europäische Politik, Bruges, les 16, 17 et 18 juin 1983.)

(Cahiers de Bruges, N.S., 43.)

Brugge, De Tempel, 1984, VII + 845 p.

333.841. - 333.830. - 333.831.0

334.150.3 - 334.154.0

SARACOGLU, R.

Expectations of inflation and interest rate determination.

(In : *STAFF PAPERS, Washington, 1, 1984 03, p. 141-178.*)

IMF 4

DOCUMENTATION...

La Communauté européenne et son ordre juridique. Deuxième édition.

(In : *DOCUMENTATION EUROPÉENNE, Luxembourg, 5, 1984, p. 1-43.*)

EEC 5DF

DASSESE, M.

The supervision of credit institutions on a consolidated basis : the directive of 13 June 1983 of the Council of the European Communities.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 6, 1984 06, p. 7-13.)

BE 134

SARMET, M.

L'Ecu est-il une bonne monnaie d'emprunt à moyen et long terme?

(In : *BANQUE*, Paris, 441, 1984 07/08, p. 783-795.)

FR 6

334.151.25

334.151.27

GANAYE, R.

La compensation des règlements en Ecu.

(In : *EURÉPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE*, Luxembourg, 7, 1984 07, p. 15-22.)

LU 4

DE GRAUWE, P.

Le Système Monétaire Européen : problèmes et perspectives.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE*, Lausanne, 2, 1984 05, p. 112-118.)

CH 10B

334.151.25

334.151.27

LELART, M.

L'avenir de l'Ecu.

(In : *BANQUE*, Paris, 441, 1984 07/08, p. 775-781.)

FR 6

KLEINHEYER, N. & SIMMERT, D.B.

The European Monetary System five years on : achievements and prospects.

(In : *INTERECONOMICS*, Hamburg, 3, 1984 05/06, p. 117-123.)

DE 15

334.151.25

334.151.3

RAMBURE, D.

Les caractéristiques de l'Ecu.

(In : *EURÉPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE*, Luxembourg, 6, 1984 06, p. 17-22.)

LU 4

INTERTAX...

European Parliament : harmonization of taxation in the Community I. Resolution of the European Parliament adopted on 17 November 1983.

(In : *INTERTAX*, Deventer, 6-7, 1984 06/07, p. 229-235.)

NL 14A

BULLETIN...

La politique régionale de la C.E.E.

(In : *BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE, Bruxelles, 244, 1984 06, p. 9-13.*)

BE 27CF

ALBERT M. & MAISONROUGE, J.G.

L'Europe au défi.

Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1984, 46 p.

334.151.51

336.01 - 338.40 - 331.31
331.062. - 336.834.

REVUE...

Le Fonds social européen. Un instrument pour combattre le chômage.

(In : *REVUE BELGE DE SÉCURITÉ SOCIALE, Bruxelles, 1-2, 1984 01/02, p. 200-209.*)

BE 141

MARTENS, W.

Le rôle des pouvoirs publics et des entreprises privées dans la reconversion économique.

(In : *L'ENTREPRISE ET L'HOMME, Bruxelles, 3, 1984 05/06, p. 115-119.*)

BE 39

334.151.54 - 380.23

336.023.

WALSH, B.M.

Employment and competitiveness in the European Community.

(In : *THE WORLD ECONOMY, London, 1, 1984 03, p. 47-62.*)

GB 63

NATIONS UNIES.

Conséquences économiques et sociales de la course aux armements.

Paris, Economica, 1983, 121 p.

334.151.7 - 334.153.1 - 327.1

336.030.

STEENBERGEN, J. et al.

Change and adjustment; external relations and industrial policy of the European Community.

Deventer, Kluwer, 1983, XII + 216 p.

BULLETIN...

Recettes courantes et de capital annuelles de l'Etat 1970-1983. Prévisions - Réalisations.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE DES FINANCES, Bruxelles, 6, 1984 06, p. 63-77.*)

BE 99

BULLETIN...

Les centres de coordination et les zones d'emploi ou entreprendre en quasi exonération d'impôt.

(In : *BULLETIN FIDUCIAIRE*, Bruxelles, 22, 1984 07, p. 38-55.)

BE 23

VUCHELEN, J.

La dette publique belge est-elle finançable? (Cemspaper, 168.)

Brussel, Centrum voor Econometrie en Management Science, 1984, 15 p.

336.208. - 335.5 - 343.35

FEDERWISCH, J.

Les économies souterraines. (Conférence présentée le 9 février 1984.)

Bruxelles, Société Royale Belge des Ingénieurs et des Industriels, 1984, Synthèse + 57 p.

336.401. - 336.451. - 333.846.6
333.428.

CHOURAQUI, J.C.

Déficit budgétaire, croissance monétaire et éviction financière.

(In : *BANQUE*, Paris, 441, 1984 07/08, p. 763-774.)

FR 6

336.208. - 343.35

GEEROMS, H. & WILMOTS, H.

Belastingontduiking en -ontwijking : resultaten van een enquête.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 6-7, 1984 06/07, p. 539-553.)

BE 71

336.401. - 336.61

SANTER, J.

Les orientations et les problèmes de la politique financière du Gouvernement.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG*, Luxembourg, 9, 1983 31 12, p. 9-18.)

LU 1

336.301. - 336.302.

KETTERER, K.-H.

Monetäre Aspekte der Staatsverschuldung. (Veröffentlichungen des Instituts fuer Empirische Wirtschaftsforschung, 21.)

Berlin, Duncker & Humblot, 1984, 130 p.

336.401. - 336.61 - 333.846.6
333.830.

U.S. DEPARTMENT OF THE TREASURY.

The effect of deficits on prices of financial assets : theory and evidence.

Washington, U.S. Government Printing Office, 1984, 83 p.

336.451. - 336.401.

338.012. - 338.731.

WERNER, P.

La présentation du projet de budget de l'Etat pour l'exercice 1984.

(In : BULLETIN DE DOCUMENTATION - GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, Luxembourg, 9, 1983 31 12, p. 1-8.)

LU 1

AMERICAN...

Economic effects of the rise in energy prices : what have we learned in ten years?

(In : AMERICAN ECONOMIC REVIEW, Nashville (Tennessee), 2, 1984 05, p. 26-43.)

US 1

336.834. - 336.830.

338.013. - 331.01

SECRETARIAT D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES.

Principaux stimulants financiers.

Bruxelles, Secrétariat d'Etat aux Classes Moyennes, 1983, 34 p.

CHU, K.-Y. & MORRISON, T.K.

The 1981-82 recession and non-oil primary commodity prices.

(In : STAFF PAPERS, Washington, 1, 1984 03, p. 93-140.)

IMF 4

336.834. - 336.830.

338.041.- 332.630.

SECRETARIAT D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES.

Principaux stimulants fiscaux.

Bruxelles, Secrétariat d'Etat aux Classes Moyennes, 1983, 21 p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Entreprises d'intérêt collectif et création d'emplois ; initiatives locales de création d'emplois.

Paris, O.C.D.E., 1984, 77 p.

336.834. - 336.830.

338.043.

SECRETARIAT D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES.

Principaux stimulants sociaux.

Bruxelles, Secrétariat d'Etat aux Classes Moyennes, 1983, 44 p.

BERCKMANS, P.

Technologische innovatie en arbeid : een zware « dopper ».

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 6-7, 1984 06/07, p. 519-537.)

BE 71

CMB...

Nouvelles technologies et les conditions de travail.
Conférence Européenne, Paris, 9-11/5/83.

(In : *CMB-INFORM*, Bruxelles, 88, 1984 04, p. 1-73.)

BE 37F

POTEMANS, M.

La production d'électricité en Belgique.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ÉCONOMIQUE*, Bruxelles, 3, 1984 06, p. 131-158.)

BE 131A

338.40

BEAUSSART, P.

Conditions et méthodes de la reconversion industrielle en Belgique.

(In : *FABRIMÉTAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 100, 1984 06, p. 41-44.)

BE 69

339.0 - 307.362.

LEJEUNE, G.

De B.N.P. schattingen : groeivoeten en statistische aanpassingen.

(Cemspaper, 169.)

Brussel, Centrum voor Ekonometrie en Management Science, 1984, 20 p.

338.43 - 338.40 - 330.3

CHARLES, M. et al.

Un modèle de la région wallonne : outil de développement sectoriel et régional.

(In : *CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 102, 1984 06, p. 279-302.)

BE 44E

339.112.12 - 339.237. - 339.325.4
347.753.3

RAEMAEKERS, J. & STRUYVEN, P.

Vade mecum propriétaire et locataire ; droits et devoirs des parties selon la nouvelle loi du 29-12-1983. Une sélection de questions pratiques avec liste à jour des « usages du lieu ».

Bruxelles, Edit. Créadif, 1984, 350 p.

338.731. - 382.242.4

ISVEIMER...

Legal, economic and financial aspects of the relations between oil-producing countries and Europe (Conference promoted by Isveimer together with the Institute of International Law at the University of Naples).

(In : *ISVEIMER BULLETIN*, Naples, 46, 1983 04/05, p. 1-91.)

IT 7

339.113.

BULLETIN...

Investissements étrangers en Belgique dans le domaine industriel ou commercial.

(In : *BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE*, Bruxelles, 244, 1984 06, p. 6-8.)

BE 27CF

LECAILLON, J. et al.

Income distribution and economic development;
an analytical survey.*Geneva, International Labour Office, 1984, IX + 212 p.*COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHAR-
BON ET DE L'ACIER.Les investissements dans les industries du charbon
et de l'acier de la Communauté; rapport sur l'en-
quête 1983; situation au 1^{er} janvier 1983.*Luxembourg, Office des Publications officielles des Com-
munautés Européennes, 1984, 98 p.*

339.311.1 - 339.312.5 - 382.241.

339.4

CAPRIO, G.Jr. & HOWARD, D.H.

Domestic saving, current accounts, and inter-
national capital mobility.*(In : INTERNATIONAL FINANCE DISCUSSION PAPERS,
Washington, 244, 1984 06, p. 1-23.)*

US 25A

BARBIER, A. & PROUTAT, J.

Guide pratique de l'analyse financière à l'usage
des banquiers.*Paris, Revue Banque, 1984, VII + 261 p.*

339.312.5

343.45

BULLETIN...

Où en sont les investissements? (I)

*(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 10, 1984 31 05,
p. 865-870.)*

BE 32

DELAHAYE, T.

Le secret, la vie privée et la taxation des revenus.

*(In : REVUE GÉNÉRALE DE FISCALITÉ, Bruxelles, 6-7,
1984 06/07, p. 131-151.)*

BE 158FB

339.312.5

347.00 - 347.737. - 347.764.

BULLETIN...

Où en sont les investissements? (II). Une analyse
théorique des facteurs explicatifs de l'investisse-
ment.*(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 11, 1984 14 06,
p. 972-974.)*

BE 32

BEGINSELEN...

Beginsele van Belgisch privaatrecht. 14. Vande-
putte, R. : Inleiding tot het verzekeringsrecht.*Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij,
1983, XIV + 377 p.*

DESCHEPPER, P.

Hypothek tot waarborg van alle tegenwoordige en toekomstige schulden.

(In : *VLAAMSE ECONOMISCHE HOGESCHOOL - STUDIES, Brussel, 1, 1984 04, p. 1-32.*)

BE 184

CROMPHOUT, G.

Failissementsvoorspelling (Theorie en proeve van toepassing in Vlaams-Brabant).

(In : *VLAAMSE ECONOMISCHE HOGESCHOOL - STUDIES, Brussel, 1, 1984 04, p. 35-79.*)

BE 184

347.720.0

368.42

JANSSEN, R.

Vergelijking van de verschillende vormen van handelsvennootschappen.

(In : *DRIEMAANDELIJKS VLAAMS TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS, Antwerpen, 2, 1984 04/06, p. 51-60.*)

BE 556

DELHUVENNE, M. et al.

De hervorming van de ziekteverzekering van de wet Leburton tot de voorstellen Dehaene.

(Reeks Sociaal Recht, 24.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1984, VII + 176 p.

347.720.1 - 332.18

368.43 - 658.324. - 332.832.

INFORMATION...

L'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises multinationales.

Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 290 p.

ROLAND-BAYET, J.

Les pensions légales en Belgique : vers une réforme du mode de financement?

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ÉCONOMIQUE, Bruxelles, 3, 1984 06, p. 85-205.*)

BE 131A

347.734. - 333.101. - 333.139.1
333.139.2 - 333.112.8

371. - 331.30

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Le statut légal des banques. 1. Introduction. 2. Des banques et des banquiers. 3. Du contrôle. 4. De la Commission bancaire. 5. Dispositions diverses.

(Aspects et Documents, 24, 25, 26, 27, 28.)

Bruxelles, A.B.B., 1984, 39/93/114/40/24 p.

ALS, G.

Le Luxembourg en 1983.

(In : *NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES, Paris, 4760, 1984 05, p. 133-146.*)

FR 51F

371. - 331.30

382.11 - 382.50 - 382.51
338.013.

FRANCK, C. & MABILLE, X.

La Belgique en 1983.

(In : *NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES*, Paris, 4760, 1984 05, p. 95-116.)

FR 51F

HAQUANI, Z.

Le nouvel ordre commercial international.

(Perspectives économiques et juridiques.)

Paris, *Economica*, 1984, VI + 143 p.

380.23

JAGER, H. & DE JONG, E.

On export performance and export elasticities : a macroeconomic approach.

(In : *DE ECONOMIST*, Amsterdam, 2, 1984 04/06, p. 224-231.)

NL 12

382.241. - 339.113. ; 339.312.5
339.312.7

PENATI, A. & DOOLEY, M.

Current account imbalances and capital formation in industrial countries, 1949-81.

(In : *STAFF PAPERS*, Washington, 1, 1984 03, p. 1-24.)

IMF 4

380.3

QUINTENS, L.

Een nieuw prijzenbeleid?

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 6-7, 1984 06/07, p. 499-517.)

BE 71

382.242.4 - 382.242.0

BULLETIN...

Surplus ou déficits pétroliers?

(In : *BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE*, Bruxelles, 244, 1984 06, p. 1-5.)

BE 27CF

382.10 - 382.11 - 382.30 - 382.50

380.22 - 380.23 - 337.0 - 337.50

334.81 - 332.602.0 - 333.450. - 333.844.

333.845. - 338.341.1 - 339.115. - 338.043.

347.720.1

BHAGWATI, J.

International factor mobility.

(Essays in international economic theory, 2.)

Cambridge, MA, MIT Press, 1983, X + 562 p.

382.242.4 - 347.721.2 - 382.254.

DUFLOUX, Cl. & MARGULICI, L.

Les euro-crédits; pourquoi? Comment? Aspects techniques, micro et macro-économiques.

Paris, *La Revue Banque*, 1984, X + 447 p.

KAESMEIER, J.H.

Euromärkte und nationale Finanzmärkte : eine Analyse ihrer Interdependenz.

(Untersuchungen ueber das Spar-, Giro- und Kreditwesen, A : Wirtschaftswissenschaft, 117.)

Berlin, Duncker & Humblot, 1984, 179 p.

COLLIGNON, E. & WISSLER, M.

Qualité et compétitivité des entreprises; du diagnostic aux actions de progrès.

Paris, Economica, 1984, VIII + 279 p.

382.51

657.2 - 347.728.1

LETIST, D. & DUBOIS, M.

Les relations économiques entre la Belgique et la République Populaire de Chine.

(In : *APERCU ÉCONOMIQUE TRIMESTRIEL-MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES*, Bruxelles, 1, 1984 03, p. 14. (PART II).)

BE 98EF

DRIEMAANDELIJKS...

Samenvattend overzicht der boekhoudwetgeving in België na het KB van 12-9-1983.

(In : *DRIEMAANDELIJKS VLAAMS TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS*, Antwerpen, 2, 1984 04/06, p. 13-50.)

BE 556

382.51

657.2 - 657.45 - 334.154.32

PARIBAS...

Le commerce de l'UEBL avec l'OPEP : une redistribution des cartes.

(In : *PARIBAS - NOTES ÉCONOMIQUES - NUMÉRO SPÉCIAL*, Bruxelles, 26, 1984 06, p. 1-34.)

BE 64EF

REVUE...

La septième directive européenne et la consolidation des comptes. Synthèse et commentaire.

(In : *REVUE BELGE DE LA COMPTABILITÉ ET DE L'INFORMATIQUE*, Bruxelles, 2, 1984 30 06, p. 5-24.)

BE 662

650.

658.324. - 368.43

ANNALES...

Colloque : « Les enjeux du management aujourd'hui »

(In : *ANNALES DE SCIENCES ÉCONOMIQUES APPLIQUÉES*, Louvain-la-Neuve, 3, 1983 07/09, p. 1-216.)

BE 10

PARIBAS...

Les pensions complémentaires : une nécessité.

(In : *PARIBAS - NOTES ÉCONOMIQUES*, Bruxelles, 56, 1984 07, p. 2-14.)

BE 64DF

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 56 - 1000 BRUXELLES
LE CHEF DU DEPARTEMENT
J. VAN DROOGENBROECK